

NICOLAS REMY

ET LA

SORCELLERIE EN LORRAINE A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

La fin du XVI^e siècle est la période de l'histoire où furent brûlés le plus grand nombre de sorciers. Les bûchers s'allumèrent dans tous les États de l'Europe, dans les pays protestants comme dans les pays catholiques. Il est malaisé de dire pour quelles raisons le mal sévit avec tant d'intensité en cette période. Michelet a écrit : « D'où vient la sorcière? Je dis sans hésiter : Des temps du désespoir. » Mais cette époque était une époque relativement prospère. L'Europe sortait des guerres de religion. Le règne de Henri IV en France est un règne réparateur; le commerce et l'industrie renaissent; l'Angleterre, sous Élisabeth, devient une nation riche; l'Allemagne elle-même respire après la paix d'Augsbourg et avant la guerre de Trente ans. En Lorraine, aucune époque n'est aussi féconde que celle du duc Charles III. Une nouvelle ville de Nancy sort du sol comme par enchantement à côté de la Ville-Vieille; des industries de luxe y sont créées et attirent de nombreux artisans. C'est en des pays heureux que sévit la sorcellerie. Et sans doute on peut dire que, pendant les guerres religieuses, les hommes s'étaient habitués aux bûchers; leur cœur s'était endurci et ils passaient, indifférents ou hostiles, devant les flammes qui consumaient les prétendues sorcières. Mais peut-être est-on obligé de reconnaître qu'il y a des épidémies morales comme des épidémies physiques. Les idées funestes circulent insaisissables, gagnent de proche en proche et répandent la contagion. A la fin du XVI^e siècle, catholiques et protestants étaient hantés par l'idée du Démon, être personnel, doué d'un immense pouvoir, cherchant à nuire aux hommes de toutes manières. Ils le voyaient partout, dans les phénomènes naturels et dans les événements les plus fortuits. De

cette croyance, qui est sans doute au fond de christianisme, mais qui, à cette époque, passe au premier plan, tirez toutes ses conséquences; les procès de sorcellerie sont au bout.

Or, au moment où les bûchers s'allumaient, il se trouva des théoriciens pour les justifier et les exalter; et leurs livres, lus avec avidité¹, propagèrent le mal. Un publiciste qu'on représente souvent comme un esprit très libre, qu'on a appelé parfois le Montesquieu du xvi^e siècle², Jean Bodin, publie en 1580 son *Traité de la Démonomanie des sorciers*³ où il étale un zèle indiscret à poursuivre toutes les personnes suspectes de ce crime; et les procès de sorcellerie se multiplient aux environs de Laon, où Bodin est procureur du roi. A quelque temps de là, en 1602, Henri Boguet, de Dôle, juge à Saint-Claude, en Franche-Comté, met au jour son *Discours des sorciers*; il engage tout juge à ne laisser échapper aucune sorcière, et les bûchers s'allument en ce coin du Jura plus nombreux qu'ailleurs⁴. En 1610, un conseiller du Parlement de Bordeaux, Pierre de Lancre, visite, à la recherche des sorciers, la terre du Labourd et il écrit son *Tableau de l'inconstance des mauvais anges, les démons*⁵; le livre paru, les procès de sorcellerie foisonnent. Entre le livre de Jean Bodin et ceux de Boguet et de Lancre se place la *Démonolatrie* de Nicolas Remy, procureur général de

1. Nous signalons plus loin les éditions nombreuses de ces livres. Les dates de ces éditions nous indiquent les périodes où la sorcellerie a sévi; les ouvrages cessèrent d'être réimprimés lorsque la contagion diminua.

2. Baudrillart, *Jean Bodin et son temps*, Paris, 1853; Georges Weill, *Les Théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*, p. 159, Paris, 1891. Les *six livres de la République* de Bodin, tant vantés, ont été écrits en 1577, trois ans avant la *Démonomanie*.

3. Paris, Jac. Du Puys, in-4°. D'autres exemplaires portent les dates de 1582 ou 1587. Il y eut des éditions à Anvers, Arnault Conninx, 1586, in-8°, à Lyon, 1593, in-8°, à Paris et Lyon, Ant. de Harsy, 1598, in-8°, à Rouen, 1604, in-12. L'ouvrage a été traduit en latin par Lotarius Philoponus (Fr. Junius), Basileae, 1581, in-4°; Francofurti, 1590, in-4°; il y eut une traduction italienne, par Herc. Cato, Venezia, Aldo, 1587, in-4°; autres éditions, 1589 et 1592.

4. *Discours des sorciers, avec six avis en fait de sorcellerie, et une instruction pour un juge en semblable matière*, Lyon, Pillehote, 1602, in-8°; réimpressions : Paris, Binet, 1603; Rouen, Osmont, 1606, petit in-12; 2^e édition, Lyon, Pierre Rigaud, 1608, in-8°; autre édition, Lyon, 1610.

5. Paris, Barjon, 1610, in-4°; 2^e édition, 1613, Pierre de Lancre donne la figure du Sabbat. Il publia dans la suite d'autres ouvrages sur la sorcellerie, notamment : *Du sortilège, où il est traicté s'il est plus expédient de supprimer et tenir sous silence les abominations et maléfices des sorciers que les publier et manifester*, 1627, in-4°.

Lorraine, qui fut écrite en 1592 et vit le jour en 1595. Nicolas Remy consignait dans son volume l'expérience qu'il avait acquise en instruisant de nombreux procès de sorcellerie et son livre eut pour effet de rendre ces procès encore plus nombreux; dans nul autre pays la sorcellerie n'a sévi davantage que dans le petit duché de Lorraine.

I.

Nicolas Remy naquit à Charmes vers l'année 1530¹. Il se destina à l'étude du droit, et, comme, à cette époque, la Lorraine ne possédait pas encore d'université, il fit ses études en France, probablement à Orléans. Il prit le titre de licencié ès lois et pendant vingt et un ans il enseigna tour à tour la littérature et la jurisprudence². Le 15 mars 1570, au moment où il atteignait la quarantaine, un de ses oncles maternels, François Mittat, se démit en sa faveur de sa charge de lieutenant général au bailliage des Vosges³, l'un des trois grands bailliages entre lesquels se divisait la Lorraine; et, cinq années durant, il résida à Mirecourt, où il passa bientôt pour un excellent magistrat. Le 4 novembre 1575, le duc de Lorraine l'appela à Nancy et l'attacha à sa personne en qualité de secrétaire ordinaire⁴; l'année suivante, en 1576, tout en lui laissant sa charge de secrétaire, il le nomma membre du tribunal des échevins de Nancy⁵.

Les échevins à Nancy ne formaient pas le conseil de la commune; c'était un tribunal ducal dont les membres, gradués en droit, étaient nommés par le duc de Lorraine; ils étaient au nombre de quatre ou six⁶, ayant à leur tête le maître échevin,

1. Nous ne possédons qu'une biographie de Nicolas Remy sous forme d'un discours de réception à l'Académie de Stanislas. Elle est due au président L. Leclerc, et elle est en tous points excellente. M. Henri Lepage avait fourni à M. Leclerc toutes les mentions qui se trouvent sur Remy aux archives de la Meurthe. Cf. *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1868, p. xxxix et suiv.

2. Dans les lettres patentes citées ci-après, il est qualifié de « licencié ès lois des Universités de France, où il auroit versé l'espace de vingt ung ans, faisant profession, la plupart d'iceulx, d'enseigner tant les lettres humaines que les droictz ».

3. Arch. dép., B. 39, fol. 205.

4. *Ibidem*, B. 45, fol. 115.

5. Il porte pour la première fois le titre d'échevin dans le compte du trésorier général de 1576 (B. 1172, fol. 166).

6. A l'origine, il n'y avait peut-être que deux membres : voilà pourquoi Nicolas Remy désigne ce tribunal sous le nom de *duumviri*.

choisi de même par l'État. Ils jugeaient les causes criminelles dans l'étendue de la prévôté de Nancy; cette prévôté comprenait, outre Nancy, soixante-douze villages qui s'étendaient depuis Frouard au nord jusqu'à l'extrémité sud du département actuel de Meurthe-et-Moselle, à Affracourt, Xirocourt et Vaudeville. Or, on remarque que, dans ces villages et dans la ville, furent instruits, à cette époque, un grand nombre de procès de sorcellerie¹. Nicolas Remy fut un juge très affairé.

Mais ce n'est pas tout. En Lorraine, il existait un très grand nombre de tribunaux criminels : tribunaux ducaux (les autres prévôtés), tribunaux seigneuriaux et tribunaux des communes. Le tribunal d'un petit village, comme Amance², Arches³, Insming⁴, Hessen⁵, avait le droit de prononcer sans appel la peine capitale. Ce tribunal communal était composé tantôt du maire et de quelques échevins, tantôt de l'ensemble des habitants d'une commune, de la *féauté*; aucun de ces juges ne savait le

1. Nous n'avons trouvé aucune trace de sorcellerie à Nancy et dans les environs au moyen âge. Dans les extraits de la chronique attribuée à Florentin Le Thierriat, on trouve bien le récit d'une scène curieuse qui se serait passée sous René II, soit à la fin du xv^e siècle. Une femme, Guillemette Lançon, vint s'établir au village de Saint-Dizier (aujourd'hui faubourg des Trois-Maisons de Nancy). Elle passa toutes ses journées à l'église et on la regarda comme une sainte. Mais elle fut prise d'une maladie « qu'aurait fin en neuf mois ». Un prêtre, Louis Mousson, fut accusé par les commères du voisinage d'être le père de l'enfant; il se défendit avec énergie, soutint que Guillemette avait été ensorcelée par un prêtre du nom de Michel Adam et qu'elle donnerait le jour à un diabolin tout noir. On se saisit de Guillemette et de Michel Adam; l'évêque de Toul évoqua l'affaire; on incarcéra la prétendue sorcière; mais, sur ces entrefaites, Louis Mousson prit la fuite et prouva ainsi sa culpabilité (*Recueil de documents sur l'histoire de Lorraine*, 1868, 2^e partie, p. 79-81). Mais on sait qu'on ne peut attacher aucune confiance à ces prétendus Mémoires.

2. Cant. de Nancy, dans les Vosges. Amance avait jadis obtenu la loi de Beaumont.

3. Les jugeants du ban d'Arches, cant. d'Épinal, jugeaient les sorciers des villages d'Arches, Hadol, Le Roulier, Donnoux, Pouxoux et des hameaux dépendant de ces localités. Ce sont ces jugeants qui ont prononcé la peine de mort contre Antoine Grevillon, dont M. Charles Sadoul nous a raconté l'histoire. Cf. *infra*.

4. Cant. d'Albestroff, aujourd'hui réuni à l'Allemagne. Le tribunal d'Insming jugeait les procès de sorcellerie dans les villages environnants : Hunsikirch, Réining, Wittersbourg, Petit-Tenquin (Klein-Tänchen), Gréning, Nelling. Cf. *Das Elsass Lothringen*, art. *Insmingen* (*Meieret*). Ces diverses localités autrefois dans la Meurthe, canton cité, ou dans la Moselle, cant. de Gros-Tenquin ou de Sarralbe.

5. Cant. de Sarrebourg. Cf. *Ibidem*.

droit; beaucoup même ne savaient pas lire! Et combien de sorciers ou sorcières ont été condamnés par de telles juridictions à la peine de mort! L'on comprit qu'il était nécessaire d'exercer sur elles un contrôle, et il fut admis d'assez bonne heure qu'avant d'ordonner la question ou de prononcer une sentence capitale ces tribunaux demanderaient l'avis des échevins de Nancy. Ce qui était un usage devint bientôt une règle, une obligation¹. On pensait, par cette consultation, éviter de fâcheuses erreurs judiciaires; on y voyait un autre avantage. On introduisait l'unité de législation dans l'enchevêtrement des juridictions. On superposait aux tribunaux seigneuriaux et communaux le tribunal du duc. L'échevinage de Nancy a contribué pour sa part à créer l'unité de la Lorraine.

En vertu de ces principes, tous les procès criminels du duché de Lorraine, — nous laissons de côté le Barrois, qui avait son organisation spéciale, — ceux de Lunéville comme ceux d'Épinal, ceux des terres ecclésiastiques de Saint-Dié et de Remiremont comme ceux du comté de Vaudémont ou de la seigneurie de Haroué, aboutissaient à Nancy et étaient examinés par les échevins. Beaucoup de ces procès étaient des procès de sorcellerie; et de la place des Dames où siégeait le tribunal dans la maison au change² partaient approuvées les sentences qui ont envoyé au bûcher d'innombrables victimes³.

De 1576 à 1591, pendant quinze années successives, Nicolas Remy fut membre de ce tribunal⁴. Toutes les causes de sorcelle-

1. Cf. Charles Sadoul, *Organisation judiciaire de la Lorraine*, Nancy, 1898. Seules certaines enclaves lorraines en Alsace, Sainte-Marie-aux-Mines, Saint-Hippolyte, jugeaient sans en référer au tribunal des échevins.

2. La maison porte aujourd'hui le n° 19 de la place des Dames.

3. Sur ce tribunal, on consultera le mémoire de Guimet dans l'*Histoire de Lorraine* de dom Calmet, III, col. CCXXXIII; L. Leclerc, *art. cité*, notes 12 à 17; Henri Lepage, *les Offices des duchés de Lorraine et de Bar*, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie*, 1869, p. 180; Krug-Basse, *Histoire du Parlement de Lorraine*, p. 21. Nous n'avons parlé ici que des attributions criminelles du tribunal des échevins. Au civil, le tribunal connaissait des affaires personnelles des gentilshommes de l'ancienne chevalerie, des nobles, anoblis et autres privilégiés; il s'efforçait d'attirer à lui les affaires réelles, empiétant sur la juridiction du tribunal des assises; mais, dans ces divers cas, des gentilshommes venaient siéger à côté des échevins. Les affaires civiles des roturiers étaient jugées en première instance par le prévôt; elles venaient en appel, — pour le cas où l'appel était autorisé, — devant le tribunal des échevins, et cela dans toutes les prévôtés du bailliage de Nancy.

4. Les maîtres échevins furent à ce moment Nicolas Olry. (1572-1592) et

rie qui se sont produites dans le duché de Lorraine, durant ces années, lui ont passé sous les yeux, soit qu'il les ait jugées directement, soit qu'il ait examiné les sentences des tribunaux inférieurs. C'est son expérience de praticien qu'il a consignée dans sa *Démonolatrie* composée en 1592, alors qu'il sortait à peine de charge. Combien de sentences capitales avait-il prononcées comme échevin de Nancy? Il nous donne lui-même un chiffre dans le titre de son ouvrage : *Ex judiciis capitalibus nongentorum plus minus hominum, qui sortilegii crimen intra annos quindecim in Lotharingia capite luerunt*. En ces quinze années, il avait envoyé au supplice 900 victimes, — un peu plus un peu moins; — c'est une moyenne de soixante condamnations capitales par an; et le duché de Lorraine était un pays fort petit; dans ce chiffre de 900 ne sont pas compris les sorciers qui ont été exécutés dans le Barrois¹ ni dans les terres des Trois-Évêchés de Metz qui appartenaient à la France et déchiétaient

Nicolas Bourgeois (1592-1603). Parmi les collègues de Nicolas Remy, nous citerons Habellon et Mitard.

1. La sorcellerie dans le Barrois n'a pas encore été étudiée spécialement. Pourtant, il semble bien certain que l'épidémie a sévi avec beaucoup moins d'intensité que dans le duché de Lorraine. Il y a eu quelques exécutions sommaires dans le duché de Bar à la fin du xv^e siècle. Dans l'année 1473-1474, on fait à Bar le procès d'Alix, femme de Didier Hollier, de Hargéville, et de la femme Jacquot, du Plessis. Alix est condamnée à mort et ses biens sont vendus à l'encan (Arch. de la Meuse, Compte du receveur général, B. 507). En 1480, on exécute à Bar Jeanne, veuve de Jeannesson, de Saulx (*Ibid.*, B. 508). Ces deux sorcières ont été jugées par le tribunal de l'Inquisition. Au xvi^e siècle, au temps où Nicolas Remy était échevin de Nancy et procureur de Lorraine, Jean-Baptiste Bournon, Jean Bourgeois, puis le fils de celui-ci, nommé aussi Jean, furent procureurs généraux du Barrois; ils ne paraissent pas avoir partagé les idées de Remy, et ils se montrèrent certainement plus doux que lui. Dans le Barrois non mouvant, il y eut bien quelques procès de sorcellerie et quelques condamnations devant les grands jours de Saint-Mihiel (cf. Bonnabelle, *Notice sur Saint-Mihiel*, Bar-le-Duc, 1889, p. 79). Trois femmes furent brûlées à Étain en 1616, une autre en 1619, deux autres en 1624 (Arch. de la Meuse, B. 1214, 1216, 1219; Bonnabelle, *Notice sur Étain*, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie de Meurthe-et-Moselle*, 1878); d'autres exécutions eurent lieu à Souilly en 1583, 1599 et 1625 (Arch. de la Meuse, B. 1281, 1286 et 1290). A Saucy, il y eut des exécutions en 1581, 1586, 1594, 1595, 1615 (*Ibid.*, B. 1816, 1820, 1828, 1829, 1832). Mais ces exemples sont en somme assez rares; et il y eut encore moins d'exécutions dans le Barrois mouvant, qui relevait, au point de vue judiciaire, du Parlement de Paris. Nous n'avons trouvé mention que de quelques exécutions à Bar en 1573 (*Ibid.*, B. 568); une exécution à Pierrefitte en 1623 (*Ibid.*, B. 2873). Une autre femme y fut accusée de sortilège en 1599 (*Ibid.*, B. 2867; Bonnabelle, *Pierrefitte et les seigneurs de la maison du Châtelet*, p. 8). Cette observation nous prouve combien est grande la res-

le duché de façon si bizarre¹. Il est naturellement difficile aujourd'hui de donner des statistiques exactes²; mais parfois à Nancy, où l'on exécutait les sorcières de la ville et *quelques* sorcières de la prévôté, — souvent ces sorcières étaient brûlées dans leur village, — on trouve trace de six ou même de huit condamnations capitales dans une année.

La manière dont Nicolas Remy remplissait ses fonctions de

responsabilité de théoriciens comme Nicolas Remy. Dans les pays où ils détenaient l'autorité judiciaire, ils stimulaient le zèle de leurs subordonnés, et les procès se multipliaient.

1. Sur la sorcellerie à Toul, on consultera Albert Denis, *la Sorcellerie à Toul aux XVI^e et XVII^e siècles*, Toul, Lemaire, 1888, in-8°. Pour Metz, voir l'article d'E. Boullillier, *les Sorcières de Plappeville*, dans *l'Austrasie*, 1856, p. 149; Nérée Quépal, *Histoire du village de Woippy*, Metz, 1878, p. 104; Louis Gilbert, *la Sorcellerie au pays messin*, dans *le Pays lorrain*, 1907, p. 33. Les procès de sorcellerie étaient très nombreux en Alsace, et on lira avec intérêt l'excellent travail de Rod. Reuss, *la Sorcellerie en Alsace au XVI^e et au XVII^e siècle*, Strasbourg, 1872.

2. Dumont, *la Justice criminelle des duchés de Lorraine et de Bar*, 2 vol., Nancy, 1848, a relevé les noms d'un certain nombre de sorcières exécutées; mais cette liste est bien incomplète. Lepage, dans ses *Communes de la Meurthe*, a, à propos de divers villages, signalé les sorcières qui ont été exécutées. La plupart des actes de procès de sorcellerie ont disparu; nous en avons pourtant tenu quelques-uns entre les mains. Cf. Manuscrits de la Société d'archéologie lorraine, n° 135 (procès de 1602, 1619, 1625, 1633); Bibliothèque nationale, Collection de Lorraine, n° 466, fol. 7-81. On trouve aussi quelques actes dans les manuscrits de la Cour d'appel. Peut-être, en consultant les archives de la Cour des comptes, si admirablement conservées, arriverait-on à établir des statistiques précises. Chaque procès causait un certain nombre de frais pour l'information et pour l'exécution; ces frais sont consignés sur les registres des receveurs, et, souvent, dans les pièces justificatives, on trouve copie de la sentence capitale. Il faudrait déponiller systématiquement ces registres et ces liasses; M. Charles Sadoul a commencé ce travail. Il a déjà trouvé l'indication de 1,800 sorciers ou sorcières brûlés à la fin du xvi^e et au début du xvii^e siècle. Sur la sorcellerie en Lorraine, on consultera les monographies suivantes: Gab. Thomas, *les Procès de sorcellerie et la suggestion hypnotique* (discours prononcé à la rentrée de la Cour d'appel de Nancy, 1885). — Alb. Fournier, *Une épidémie de sorcellerie en Lorraine aux XVI^e et XVII^e siècles*, dans les *Annales de l'Est*, t. V (1891), p. 228. — De Chanteau, *Notes pour servir à l'histoire du chapitre de Saint-Dié* (contient une étude: *les Sorciers à Saint-Dié et dans le val de Galilée*), Nancy, Berger-Levrault, 1879. — Gust. Save, *la Sorcellerie à Saint-Dié*, dans le *Bulletin de la Société philomatique*, 1887-1888, p. 135 (M. Save estime à 600 le nombre des victimes pour l'arrondissement de Saint-Dié). — Charles Sadoul, *Antoine Grevillon, sorcier et devin au val de Ramonchamp, brûlé à Arches en 1625*, dans *le Pays lorrain*, t. I (1904), p. 145 et suiv. — Les deux livres suivants sont de purs livres d'imagination: Pierre Sternon, *les Moines et les sorcières d'Ancy au XVI^e siècle*, Nancy, 1886; E. Badel, *D'une sorcière qu'autrefois on brûla dans Saint-Nicholas*, Nancy, 1891.

juge lui attirait la considération générale, et le duc récompensa, à diverses reprises, son zèle. Le 9 avril 1583, Charles III l'anonblit; il voulait reconnaître ses loyaux services dans l'exercice de son office, et aussi la manière dont il l'avait rempli certaines commissions qu'il lui avait confiées. « En chacune de ces charges, disent les lettres patentes, il se serait comporté avec tel acquit et satisfaction de son devoir que nous en aurions toujours reçu bon contentement¹. » Quelques années plus tard, le 1^{er} août 1589, le duc lui donna le titre de conseiller en son conseil privé², et Remy, à cause de ses connaissances juridiques, s'y distingua, puisque le conseil était une sorte de tribunal des requêtes et jugeait les causes évoquées par le prince³. Enfin, le 24 août 1591, il le mit à la tête de la justice en Lorraine, en le nommant procureur général, en remplacement de Georges Maimbourg⁴. Le procureur général avait juridiction sur toute l'étendue du duché, c'est-à-dire sur les trois bailliages de Nancy, des Vosges et d'Allemagne; il n'était pas attaché à un seul siège; il était ministère public non seulement au tribunal des échevins, mais à la Chambre des comptes, aux assises de Nancy, des Vosges et d'Allemagne, dans les sièges inférieurs, s'il le jugeait bon. A lui de poursuivre les criminels, d'ordonner les premières informations, de les faire lui-même s'il l'estime à propos⁵. Dès lors, Nicolas Remy a livré comme ministère public une guerre redoutable aux sorciers. Il compte soixante ans. Mais l'âge n'a point refroidi son ardeur; au contraire, pensant faire œuvre pieuse, il redouble de zèle. Il

1. Dom Pelletier, *Armorial de la Lorraine*, au mot Remy; on lui donnait comme armes : « D'or, écartelé en sautoir d'azur, à deux serpents volants, affrontés d'argent, mouchetés, allumés et armés de gueules, et pour cimier un serpent de l'écu. »

2. Arch. de la Meurthe, B. 58, fol. 222.

3. Nicolas Remy fut chargé, comme conseiller, de diverses commissions. A la fin d'août 1589, — nous sommes dans la période des troubles de la Ligue, — le maréchal d'Aumont, gouverneur de la Champagne, avait envahi le Barrois et tenté, le 6 septembre, sur Bar-le-Duc, un coup de mains qui échoua. Il avait pratiqué des intelligences dans la place. Le duc Charles III, par commission du 26 septembre, chargea Nicolas Remy et un autre conseiller d'État, Cuny Boucher, de faire une enquête sur ces faits et de juger les coupables jusqu'à la sentence définitive inclusivement. D'après le jugement des commissaires, Jean Merle fut pendu, Castel écartelé. Jean Maucervel, avocat, et Nicolas Leschicault, orfèvre, durent payer de fortes amendes. Cf. *Lettres et instructions de Charles III relatives aux affaires de la Ligue*, dans la *Collection de documents sur l'histoire de Lorraine*, 1864, p. 210-212.

4. Arch. de la Meurthe, B. 61, fol. 197.

5. Sur les attributions du procureur général, voir Krug-Basse, *op. cit.*, p. 28.

stimule les procureurs des bailliages d'Allemagne et des Vosges, les substituts et les officiers inférieurs, les exhortant à remplir leurs devoirs sans fausse pitié¹; lui-même fait, dans le duché, de

1. Naturellement, le procureur général donnait aussi son avis sur les procès de sorcellerie qui étaient jugés dans les seigneuries particulières. En 1594, on signala de nombreuses sorcières au village de Wallerchen (Vaudreching), un canton de Bouzonville, dont l'abbé de Bouzonville était seigneur. L'abbé fit faire une information secrète, et, bien que les juges locaux inclinassent vers la douceur, les échevins de Nancy, consultés, déclarèrent que les inculpées devaient être appréhendées. Nicolas Remy, procureur, adressa à ce sujet à l'abbé Jean Sellier la lettre suivante autographe que nous avons trouvée dans la Collection de Lorraine, à la Bibliothèque nationale, n° 466, fol. 20, avec d'autres pièces de ce procès :

« Monsieur, Monsieur de Bouzonville.

« Monsieur, J'ay veu l'information que vous m'avez envoyée et trouve la chambrière du curé de Wallerichen fort chargée par icelle du crime de sortilège, tellement que je tiens qu'il y a matière de la constituer prisonnière en prison ferme et renvoyer sa partie formelle^a, pour avoir fait preuve suffisante de ce dont elle l'a defférée. Que sy le sieur woué en use autrement^b, comme me l'écrivez, il abuse de sa vouerie, et sera bon d'en advertir le sieur procureur général du bailliage d'Allemagne, afin d'y intervenir et faire le dheu de sa charge. Quant à ce que vous m'écrivez ausy de ladite délinquante qu'elle s'est mise en la protection du sieur prévost de Château-Salins, cela ne l'exemptera d'être derechef appréhendée, veues les charges portées contre elle par la dite information; mais ausy conviendra-t-il, quant on luy dressera son procès et que on y donnera sentence définitive, y appeller le dit sieur prévost, pour s'estre la dite délinquante faite bourgeoise de Marchis^c sous luy, pourveu toutefois que ç'ayt esté à main saine. Touchant les autres impunités dont m'écrivez semblablement, ce sera bien fait d'en envoyer une déclaration particulière audit sieur procureur général du bailliage d'Allemagne, afin qu'il en face informer et y apporter pour l'advenir l'ordre qui en sera besoing^d. Je vous baise les mains très humblement et prie Dieu, Monsieur, vous donner en santé continuelle très longue et heureuse vie. A Nancy, le viii^e septembre 1594.

« Votre très humble et affectionné serviteur.

« N. REMY.

« P.-S. — J'ay reçu quatre francs et demy de vostre homme, mais je vous remercie. »

a. La partie formelle est la partie qui accuse; on avait soupçonné les accusateurs de faux et on les avait arrêtés.

b. Les seigneurs de Burgesch, commune de Schwerdorf, étaient voués de Bouzonville.

c. On sait que les ducs de Lorraine avaient le titre de Marchis entre Rhin et Meuse. Le prévôt de Château-Salins fut en même temps « prévôt de la Marchise ». Les sujets des seigneuries qui voulaient acquérir la nationalité lorraine se déclaraient bourgeois de la Marchise et devenaient justiciables du prévôt de Château-Salins. Voir à ce sujet un mémoire d'un de ces prévôts, Austien Mélin, dans dom Calmet, *Histoire de Lorraine*, 2^e édit., t. V, Préliminaires.

d. On voit que Nicolas Remy était d'accord avec l'abbé de Bouzonville : il faut que le procureur au bailliage d'Allemagne, — c'était Nicolas Weiss, — stimule le zèle des employés judiciaires sur les terres de l'abbaye.

fréquentes tournées pour découvrir les coupables; il siège non seulement au tribunal des échevins, mais aux tribunaux inférieurs, pour requérir la peine de mort; et comment de simples prévôts auraient-ils osé juger contre les conclusions de M. le procureur? Juge au tribunal des échevins, Nicolas Remy a fait 900 victimes : combien en a-t-il fait comme procureur? Il est difficile de répondre; il faudrait sûrement doubler, peut-être tripler le chiffre. S'il avait donné à la fin de sa vie une nouvelle édition de la *Démonolatrie*, il aurait pu y ajouter de nombreux compléments. Ses tournées sont marquées par les bûchers. *Incedo per ignes* eût pu être sa devise¹. En 1596, il parcourt tous les villages du bailliage de Nancy, et ces villages sont décimés²; à la même époque, il visite Bertrimoutier dans le bailliage des Vosges et il y répand la terreur³. Remy exerça sa charge de procureur pendant quinze années, de 1591 à 1606, et ces temps, marqués en Lorraine par une grande prospérité, furent les sombres années de la sorcellerie.

Dans les loisirs que lui laissait l'exercice de ses charges, Nicolas Remy se livrait à sa passion pour les lettres. La robe du juge ou du procureur déposée, il s'adonnait, dans sa maison de campagne de Saint-Mard, près de Bayon, aux études plus douces, *amœniora studia*. Il taquinait la Muse en français et en latin; il faisait de sérieuses études historiques; il préparait ses harangues d'apparat. Plusieurs de ses ouvrages sont arrivés jusqu'à nous. Le plus ancien en date est la *Démonolatrie*, dont il nous raconte lui-même l'origine. Il repassait souvent en son esprit, pendant les vacances, les aveux que les sorciers avaient faits; et il s'amusait, pour sa distraction, à les écrire en vers latins⁴ :

Admirable matière à mettre en vers latins!

Il écrivait aussi en prose quelques réflexions sur la sorcellerie en général. Peu à peu, l'idée lui vint de réunir ces morceaux détachés pour en faire un livre, de même qu'on coud ensemble des bouts d'étoffe pour en faire un vêtement. Aussi redoubla-t-il désormais d'attention dans les procès et fixa-t-il avec soin sa

1. Cette devise a été mise par le président Leclerc comme épigraphe à son discours.

2. Arch. de la Meurthe, B. 7314.

3. Lepage et Charton, *le Département des Vosges*, art. Bertrimoutier.

4. Un résumé en vers latins précède son livre de la *Démonolatrie*.

mémoire les détails de chaque affaire. Enfin, une année, la peste lui fit des loisirs plus longs; les tribunaux vauaient en Lorraine; et pour charmer sa solitude, — *cum ruris solitudinem eblan-diri aliqua ratione cuperem*, — il mit ses notes en ordre et écrivit son traité. Thierry Alix, qui, après avoir mis en ordre le trésor des chartes, était devenu premier président de la Chambre des comptes, parla du livre à Charles III¹. Le duc exprima le désir qu'il fût livré à la presse, et, après toutes sortes de difficul-tés, il parut à Lyon en 1595². Deux autres éditions furent don-nées en 1596 à Cologne³ et à Francfort⁴; l'ouvrage fut traduit en allemand⁵. Il obtint partout le succès le plus vif. Le juriscon-sulte Charondas en fait un éloge enthousiaste : « C'est un livre rempli d'exemples notables et d'excellents discours mêlés de diverses sciences, pour montrer que de si abominables crimes doivent être sévèrement punis, sans y user de connivence ni dis-simulation⁶. » L'œuvre est dédiée au fils du duc, au cardinal Charles, évêque de Metz et de Strasbourg, celui-là même qui deviendra plus tard le premier primat de Lorraine. Ce prince souffrait de violentes douleurs rhumatismales qu'il attribuait aux sorciers; il avait fait venir d'Italie pour l'exorciser des frères barnabites. Certes, il dut trouver plaisir à la lecture de ce volume, où l'anathème et la mort étaient prononcés contre ses prétendus bourreaux.

Ce livre est certainement un livre de bonne foi, comme disait Montaigne, et c'est ce qui en rend la lecture effrayante. A peu près

1. Tous ces détails sont empruntés à la préface de la *Demonolatrie*.

2. « Nicolaii REMIGII Sereniss. Ducis Lotharingiae a consiliis interioribus, et in ejus ditione Lotharingica cognitoris publici *Demonolatriae libri tres*. Lug-duci, in officina Vincentii. M.D.XCV. » In-4°, Prélimin., 14 fol., y compris le titre, non numérotés, 394 p.

3. « Coloniae Agrippinae, apud Henricum Falckenburg. M.D.XCVI. » Petit in-8°, 16 fol. non numérotés et 414 p.

4. « Francofurti, in officina Palthenii. M.D.XCVI. » Petit in-12. L'éditeur a ajouté ce surprenant sous-titre : *Miris ac jucundis narrationibus, variarum naturalium quaestionum ac mysteriorum Doemonicorum discussionibus, valde suaves et grati adque sales movendos imprimis apti*.

5. « *Dæmonolatria d. i. von Unholden und Zauber Geistern, des Edlen, Ehrnverten und Hochgelarten Herrn Nicolai Remigii, des durchl. Hertzogen in Lothringen Geheimen Raths und Peinlicher Sachen Cognitoris publici*. Aus dem Latein in hoch Deutsch übersetzt durch Teucridem Aenaeum Privatum. Franckfurt bei Cratandro Palthenio, 1598. » Je n'ai pas vu cette traduc-tion, elle est citée par Soldan, *Geschichte der Hexenprocesse*, t. II, p. 25, n. 2.

6. *Responses de droit françois*, éd. de 1637, p. 446, dans le chapitre : *Si les sorciers et sorcières sont dignes du dernier supplice*.

jamais le moindre doute n'a envahi l'âme du procureur; jamais aucun scrupule ne l'a effleuré. L'épigraphe de son livre est un verset de la Bible qui est déjà une sentence de mort : « Quand un homme ou une femme aura un esprit de Python ou sera devin, on le fera mourir¹. » Et voici la conclusion : « Pour ceux qui ont souillé leur vie de tels crimes, je ne doute pas qu'il soit de droit de les tourmenter par toutes sortes de tortures et de les faire périr par le feu; il faut qu'ils soient un exemple aux autres et que la sévérité même de leur supplice soit un avertissement. » Et dans l'intervalle des 394 pages revient sans cesse le même mot : la mort! Et toutes les déductions de Nicolas Remy sont faites à grands renforts de citations d'auteurs grecs et latins et avec de véritables grâces littéraires, en une langue châtiée à laquelle on ne peut reprocher qu'un peu d'obscurité. Le procureur était nourri de la moëlle de l'antiquité, et il s'appliquait à bien écrire. Il comptait sur ce livre pour faire vivre son nom dans la postérité, pour rappeler aux arrière-neveux la grandeur de la tâche qu'il avait accomplie, les services qu'il avait rendus au christianisme et à l'humanité!

D'autres œuvres de Nicolas Remy nous sont parvenues. Il contribua à la rédaction de la coutume de Lorraine qui parut en 1596². Le « nouveau style » exigeait des avocats la prestation d'un serment à la séance solennelle de la rentrée des tribunaux ou, comme on disait alors, « à l'ouverture des plaidoiries du duché de Lorraine ». La première fois que cette cérémonie eut lieu en 1597, le procureur général prononça un intéressant discours; dans un langage très élevé, il rappelle aux avocats leur devoir, non sans lancer à leur adresse quelques traits malicieux sur le choix des bonnes causes et des bons moyens, la modération des honoraires, la bienveillance dans les relations quotidiennes³. C'est peut-être le premier en date des discours de rentrée; la bibliothèque de Nancy en possède un exemplaire jadis donné par Remy

1. *Vir sive mulier, in quibus pythonicus vel divinationis fuerit spiritus, morte moriatur.* Lévi. XX, 27.

2. *Les Coutumes générales du duché de Lorraine, es bailliages de Nancy, Vosges et Allemagne*, Nancy, J. Janson, 1596.

3. *Recueil des principaux points de la remontrance faite à l'ouverture des plaidoiries du duché de Lorraine, après les Rois, en l'an 1597*, Metz, A. Faber, 1597, 30 p. in-4°. Florentin Le Thierriat a célébré ce discours en une pièce de vers qu'Augustin Digot a publié dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1849, p. 239.

lui-même à l'un de ses amis¹. Puis il préparait une grande œuvre historique. Il amassait des matériaux pour une histoire de René II (1473-1508), et, en 1605, parut à Pont-à-Mousson le *Discours des choses advenues en Lorraine depuis le décès du duc Nicolas jusques à celui du duc René*². C'est une œuvre remarquable qui dépasse singulièrement les chroniques du moyen âge; c'est la première en date des histoires parues en Lorraine. Remy fait un usage judicieux de la *Chronique de Lorraine* et du *Dialogue* de Jean Lud; il connaît aussi quelques-unes de ces chartes qu'avait si bien classées son ami Thierry Alix; le style est en général net et clair; pourtant on peut lui reprocher d'avoir accueilli quelques légendes que répétait la tradition orale. Nous savons aussi que Remy réunit en une collection les anciens édits et ordonnances de la province de Lorraine; le volume demeura malheureusement manuscrit; Nicolas Remy obtint en récompense 100 résaux de blé à prendre, trois années durant, sur la recette ducale de Châtel et de Charmes³.

Ces travaux, aussi bien que la dignité de sa vie, assurèrent à Nicolas Remy la considération publique; on se tromperait gravement si l'on se figurait que ses contemporains se détournaient de lui avec horreur. Non, ses crimes étaient ceux de son époque, et le zèle qu'il déployait augmentait encore l'estime générale. Il vivait paisiblement à Nancy, pendant l'année judiciaire, en une petite maison de la rue du Haut-Bourgeois⁴,

1. Fonds lorrain, n° 6481.

2. *Au Pont-à-Mousson*, par Melchior Bernard, in-4°, 196 p. L'ouvrage aura deux autres éditeurs, à Épinal, chez Pierre Houion, 1617, petit in-4°, 158 p., puis chez le même, M. DC. XXVI, 171 p. Cf. Beaupré, *Recherches sur les commencements et les progrès de l'imprimerie en Lorraine jusqu'à la fin du XVII^e siècle*, p. 234; Pfister, *Histoire de Nancy*, t. I, p. 469. Nicolas Remy reçut pour ce travail du duc Henri II en 1609 la somme de 1,000 francs (Arch. dép., B. 1317, fol. 242). Henri II était reconnaissant à l'auteur de ce qu'il soutenait le droit des filles de succéder au duché de Lorraine. Le livre, au contraire, sera très mal vu du duc Charles IV, qui usurpa la couronne de Lorraine, en se fondant sur le principe de la masculinité.

3. Il fit ce travail après sa retraite; voir le compte général du trésorier de Lorraine pour 1611 (B. 1332, fol. 236). Remy voulait publier ce recueil, Henri II s'y opposait « pour bonnes raisons ». Remy aurait-il retrouvé le testament de René II, consacrant la masculinité du duché de Lorraine, et craignait-il que son neveu Charles, — le futur Charles IV, — ne se fit une arme de ce document? Ce recueil est aujourd'hui perdu.

4. Voir les rôles des bourgeois de Nancy de 1589 pour la levée des sous de paroisse (B. 7296).

entouré de sa nombreuse famille¹. La ville de Nancy lui fit présent d'un beau tableau pour lui témoigner sa reconnaissance². Le duc l'employa dans ses négociations diplomatiques. En 1594, le procureur général prit possession de la ville de Marsal, que Henri IV rendait à la Lorraine en vertu du traité de Saint-Germain³; les années suivantes, il assista à diverses conférences avec les agents du duc de Deux-Ponts, du comte de Nassau, de la communauté de Metz pour aplanir diverses difficultés de frontière inévitables en un pays où les enclaves étaient multipliées; partout il arriva à se rendre utile⁴. Aussi, en reconnaissance de ses services, le duc accorda, le 26 août 1599, sur la prière de sa belle-fille Catherine de Bourbon⁵, au fils aîné de Nicolas, Claude, la survivance de la charge de procureur⁶; mais Nicolas Remy continua de l'exercer, tandis que Claude achevait ses études à Paris; ce n'est qu'en 1606, à soixante-douze ans, que le procureur prit enfin sa retraite et fut définitivement remplacé par son fils⁷.

Nicolas se retira à Charmes, dont il avait fait une description enthousiaste dans son *Discours des choses advenues*; mais il se rendit encore, à plus d'une reprise, utile à ses compatriotes. Toutes les fois qu'une cérémonie importante se célébrait à la cour de Lorraine, on s'adressait à lui et on lui demandait une pièce de circonstance. Quand Marguerite de Gonzague, seconde femme du duc de Bar Henri, fit son entrée à Nancy, le 15 juin 1606, Nicolas Remy fut chargé de faire de cette cérémonie une description officielle en latin⁸. Quand, en 1608, le duc Charles III mourut,

1. Le 3 juin 1598, Nicolas Remy, âgé de soixante-huit ans, eut encore un fils qui fut baptisé sur la paroisse Notre-Dame (Lepage, *les Archives de Nancy*, t. III, p. 342).

2. Compte de la ville de 1605. Somme payée à Claude Henriet, dit Chalon, peintre à S. A., pour avoir repeint le tableau donné de la part de la Ville au procureur général (Lepage, *Ibid.*, t. II, p. 196).

3. Arch. dép., B. 1248, fol. 298. Somme payée à Nicolas Remy pour ce voyage.

4. Ces négociations nous sont connues par les dépenses faites par le procureur et qui ont été relevées sur les registres de la Chambre des comptes par M. Leclerc, *loc. cit.*, p. 27.

5. C'est la sœur de Henri IV. Sa requête en faveur de Claude est mentionnée expressément dans les lettres patentes.

6. Arch. dép., B. 70, fol. 109.

7. C'est à partir de cette année que Claude Remy touche son traitement.

8. *Quae sunt ad XVII Cal. Jul. An. M.DC.VI. honoris ergo exhibitaque (sic) adventante primum ad Nanceium Sereniss. Margarita. Clariloci ad Nanceium, excudebat Joannes Sauine typographus.* Pour la description détaillée de

l'ancien procureur célébra, en un langage enthousiaste, les glorieux faits de ce prince¹. Lorsque le fils de Charles III, Henri II, forma le dessein de faire son entrée dans sa capitale, le 13 septembre 1609, le peintre Florent Drouin fut délégué à Remy, dans sa retraite de Charmes, pour conférer avec lui sur les vers et les devises à inscrire sur les arcs de triomphe²; l'entrée fut remise; elle n'eut lieu que le 20 avril 1610, et, sur le désir du duc, on évita tous frais trop considérables; mais on imprima les vers de Remy³, et il figura, avec son fils, le procureur, au banquet qui fut donné à l'Hôtel-de-Ville⁴. Ainsi, jusqu'à la fin de sa carrière, il connut les honneurs. Il s'éteignit doucement à Charmes en avril 1612⁵, entouré du respect de tous. C'était un fort honnête homme que ce Nicolas Remy, qui avait envoyé au bûcher 2,000 à 3,000 sorciers, dont les neuf dixièmes étaient sans nul doute des innocents⁶.

Ch. PFISTER.

(Sera continué.)

la plaquette, voir Beaupré, *Recherches*, p. 239. Cf. Louis Davillé, *le Mariage de Marguerite de Gonzague*, dans *le Pays lorrain*, 1905, p. 75.

1. Voir le titre exact dans Beaupré, *Ibid.*, p. 244. Même endroit que précédemment.

2. Lepage, *les Archives de Nancy*, t. II, p. 204.

3. *Quae primum solennius in urbem Nanceium ingredienti Henrico II, duci Lotharingiae... Cives adornabant, nisi, ut sumptibus parceretur, vetuisset ejus Celsitudo*, Nanceii, 1610. En réalité, même les deux précédentes brochures, datées de Clairlieu, ont été imprimées à Nancy (*Histoire de Nancy*, t. I, p. 111).

4. Lepage, *Ibid.*, t. II, p. 205.

5. Nicolas Remy avait obtenu, le 7 mars 1609, de la libéralité de Henri II, une rente viagère de 300 francs. Or, sur les comptes du trésorier général pour l'année 1612, on lit : *Obiit au mois d'avril*. Ajoutons que Nicolas Remy avait réuni une très belle bibliothèque. Le Musée lorrain et divers amateurs, entre autres M. Lucien Wiener, possèdent des livres qui lui ont appartenu.

6. Il nous reste de Nicolas Remy un portrait qui a été probablement gravé par Woëriot. Le procureur est représenté dans un médaillon ovale, autour duquel on lit : *N. Remigius a consiliis interiorib. illust. ducts Lothar. et in eius duc. proc. gen.* C'est une physionomie intelligente, sévère; les cheveux sont courts et le cou est entouré d'un collier de barbe. Jadis existait au Musée lorrain un portrait qu'on donnait pour celui de Nicolas Remy et qui a été reproduit par M. Leclerc en tête de sa *Notice*. Le portrait ne ressemble guère au précédent. Il a été identifié surtout par les armoiries qui y sont ajoutées. Il représente sûrement un membre de la famille Remy, mais nous inclinons à y reconnaître le procureur général Claude, fils de Nicolas. Voir sur ce portrait le *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1857, p. 240-241.

LE CONVENTIONNEL GOUJON

(Suite ¹.)

CHAPITRE XII.

AU CHATEAU DU TAUREAU.

De Paris à Morlaix. Incidents de route. Lettres à Lise. — Le château du Taureau. L'hymne des prisonniers. Rappel à Paris. — Les thermidoriens, la loi de garantie et la commission militaire. Lutte pour le décret d'accusation. Clauzel et le « précédent » Mirabeau. — Mort de Ruhl. Efforts de Lesage et de Lanjuinais. — Retour des détenus. Aux Quatre-Nations. Dernières entrevues. — Les mémoires de Tissot. Appel à Lanjuinais. Commencement du procès.

De Paris à Morlaix, le trajet dura huit grands jours. On allait à courtes étapes, s'arrêtant pour la nuit. Les premières postes furent pénibles pour les prisonniers. Dans les chariots, couverts de toile et sans ressorts, où on les conduisait, ils n'avaient point de banquettes pour s'asseoir, ni même de paille pour amortir un peu les cahots de la route². A Dreux, le chef d'escorte Margaron, fatigué du cheval, réquisitionna pour son usage le cabriolet du maître de poste³. Pendant qu'il le faisait atteler, Goujon put écrire à sa femme une courte lettre. N'osant la confier à personne, il attendit la nuit et jeta le paquet sur la route, avec ces mots sur l'enveloppe : « Si ceci tombe entre les mains d'un ami de l'humana-

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVIII, p. 1; t. XCI, p. 21, 253; t. XCII, p. 42, 254.

2. Tissot, *Souvenirs de prairial*, p. 209, note.

3. Au bout de six semaines, le maître de poste, ne voyant pas revenir sa voiture, la réclama. Elle était restée à Verneuil (Tallien et Blad, en mission dans l'ouest, au Comité de sûreté générale, 15 messidor an III, Arch. nat., F⁷ 4411²).

nité, je le conjure, au nom du malheur, de le remettre à ma femme, la citoyenne Goujon, rue Dominique, faubourg Germain, n° 167, à Paris, ou à maman, ou à ma sœur, même maison. » Pour toutes les lettres qu'il écrivit en cours de route, il fit de même. Toutes furent mises à la poste et parvinrent à destination. Celle-ci arriva le 4 prairial¹ :

Dreux, 2 prairial.

Ma chère bien-aimée, nous voici en route. Il paraît que nous allons au château du Taureau. Vois un peu au Comité et fais ce qui sera nécessaire pour m'envoyer quelques chemises, mon pantalon, etc. Je désirerais aussi que tu me fisses passer quelque argent, car je n'en avais pas dans mon portefeuille au moment de mon départ. Adieu, ma bonne amie, je ne puis t'en dire davantage, embrasse notre enfant pour nous deux, embrasse maman, ma sœur et mes frères, la bonne Jeanne et Marianne² et tous ceux qui nous aiment. Vivez en paix et en bonne union; vous savez que c'est la plus douce joie que vous puissiez donner à mon âme. Sois courageuse et ne te laisse point abattre par la douleur. Mes maux sont le prix de l'amour constant que j'ai toujours ressenti pour ma patrie : il ne faut point les regretter. Conserve donc le caractère d'une mère et d'une épouse républicaine. Adieu, ma bien-aimée; instruis mon enfant dans mon souvenir. Ne le gâte pas et ne souffre pas qu'on le gâte. N'oublie pas les préceptes que nous avons suivis et prépare-le, dès l'enfance, à être homme et citoyen. Je vous embrasse tous; soyez calmes et tranquilles, je vous le recommande. Ce n'est point à nous, victimes innocentes des factions, de ressentir les peines et les chagrins qu'elles produisent. Adieu.

Quand on fut plus loin de Paris, Margaron fit donner aux prisonniers quelques commodités³. Bientôt même, la surveillance de l'escorte se relâcha singulièrement. Près de Bernay, Du Roy, qui était du pays, put avertir sa femme, qui vint l'embrasser au passage. Il lui aurait été facile de s'enfuir : il ne le voulut pas⁴. Pendant les haltes ou les relais, les députés pouvaient écrire tout à leur aise. A Langannerie, entre Falaise et Caen, Goujon trouva

1. Cf. Tissot, *op. cit.*, p. 134.

2. Ce sont les domestiques. Goujon avait mis en action l'article 18 de la Constitution de 1793 : « La loi ne connaît point de domesticité; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie. »

3. Goujon à sa femme, Langannerie, 4 prairial. Cf. *infra*.

4. Tissot, *op. cit.*, p. 14.

le temps de rédiger, sur le papier qu'il avait emporté du Comité de sûreté générale, une longue lettre adressée à Lise¹.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

A Langannerie, entre Falaise et Caen,
4 prairial an III.

Pour ma femme.

Ma chère bonne amie, voilà notre route un peu plus avancée; je me porte bien et conserve la sérénité dans mon âme. Il ne me manque qu'une chose : c'est d'avoir quelque connaissance de votre position à tous, mes bons amis. Calmez vos peines; elles sont le seul sujet de tristesse que je conduise avec moi. Mais je n'aurai point cette satisfaction avant quelque temps encore. Il faut d'abord que je sois rendu à ma destination. Eh! bien, j'attendrai patiemment cet instant désiré. Conservez-vous de même, mes bons amis; levez-vous courageusement contre la mauvaise fortune : elle intimide et flétrit les cœurs lâches ou coupables; mais elle élève l'âme de celui qui souffre pour la justice et la vérité. Rangez toutes vos affaires avec ordre, comme si j'étais près de vous; souvenez-vous de votre ami, vous serez présents à sa pensée. Le général qui est chargé de notre transfertement nous a dit qu'il nous ferait remettre à chacun ce qui nous serait nécessaire provisoirement comme argent, chemises, etc. Ainsi, ne m'envoyez rien que je ne vous écrive directement du château du Taureau, ce que je ferai dès que j'y serai arrivé. Je recommande à tous, et particulièrement à mon frère², la prudence. Il faut qu'il me remplace auprès de vous et qu'il veille sur votre bonheur et votre tranquillité comme je le faisais moi-même. Ma bonne mère, veille sur tous et fortifie les courages qui pourraient s'abattre. Montre-leur à lutter avec l'adversité. Je te le recommande surtout à toi, ma chère bien-aimée : ne t'abandonne à aucun sentiment qui puisse nuire à ta santé. Elle est nécessaire à notre enfant. Prends garde que ton lait ne puisse s'altérer et ne nuise à sa santé. Ce serait un grand chagrin pour moi. Conserve-lui sa mère, puisque son père lui est enlevé. Prends soin de le toujours laver exactement à l'eau froide. Qu'il se promène, et toi aussi, tous les jours. Surtout que l'on prenne garde de ne pas exciter ses passions, sa colère, ses cris. Plus il va avancer, plus ces petits soins sont essentiels au développement heureux de son caractère. Conservons-lui le plus longtemps possible la pureté de la nature. Fais pour moi et pour toi, chère amie : il faut que tu supportes ce

1. Cf. Tissot, *op. cit.*, p. 135.

2. Tissot.

double fardeau aussi longtemps que les méchants me tiendront séparé de toi.

Il faut que quelqu'un de vous n'oublie pas d'aller chez Didot, libraire, rue de Thionville, lui demander le volume qu'il me doit, pour compléter les œuvres d'Homère qu'il m'a vendues et que je lui ai payées. C'est, je crois, le troisième de l'Iliade. Vous devez le trouver chez lui tout prêt; ne l'oubliez pas. Je te recommande mes livres; prends la clé de mon cabinet; prête-en à ceux de la maison qui en voudront, mais que chacun remette à fur et à mesure les volumes qu'il lira, et ne les laisse point tous courir ensemble.

Il est une chose dont il m'a été pénible d'être privé, c'est de ton portrait. Je l'ai malheureusement laissé à la maison. Cependant, ne me l'envoyez point que je n'aie trouvé une occasion sûre. Je ne veux point risquer qu'il soit perdu ni abîmé. Et puis je n'ai pas besoin de cela pour conserver ton souvenir. Épouse et mère tendre, tu vivras dans mon cœur aussi longtemps qu'il y restera quelques traces des douces et tendres affections de la nature, aussi longtemps que les pensées de la vertu embraseront mon âme et soutiendront mon courage. Chère amie, ne sois pas inquiète sur mon sort. Notre voyage a été fort heureux et tranquille jusqu'à ce moment. Au premier moment, nous n'avons pas été bien. Mais aujourd'hui nous n'avons qu'à nous louer de la manière dont ceux qui sont chargés de nous conduire se conduisent avec nous.

Va, mon amie, console-toi et prends courage. Il est un soutien que nos persécuteurs ne sauraient me ravir qu'avec la vie, c'est cette âme indépendante et pure, qui témoigne, plus hautement que toutes leurs viles calomnies, de mon innocence comme de mon invincible attachement à la justice et à la vérité. Des méchants peuvent me proscrire, des hommes trompés y applaudir; mais toujours, bien-aimée, tu pourras te glorifier de ton époux. Sois-en sûre, il ne fera rien d'indigne d'un citoyen, rien d'indigne de la liberté, pour laquelle il nous faut vivre et mourir, et la patrie me complera toujours au nombre de ses dévoués enfants.

Adieu, chère amie, je t'embrasse et t'aime. Je vous embrasse et vous aime tous. Tenez-vous unis entre vous; vivez, comme vous avez vécu, dans la retraite. Évitez les nouvelles connaissances et craignez que des méchants ne cherchent à se glisser au milieu de vous pour vous espionner et vous causer de nouvelles peines. Je pense que vous pourrez toujours essayer de me donner de vos nouvelles brièvement, en adressant tout uniment votre lettre, décachée et sous enveloppe, au commandant du château du Taureau, près Morlaix, qui, je pense, ne se refusera pas à me la remettre.

Adieu encore, chère amie. Je t'aime, tu le sais; je te le redirai

mille fois; mais mes paroles s'envolent avant d'arriver jusqu'à toi. L'injustice des hommes nous sépare : que nos cœurs demeurent unis jusqu'au tombeau. Embrasse mon petit Philarète pour moi. Prends toujours bien soin de lui. Adieu. Ton ami.

G.

A partir de Caen, le train du voyage se ralentit, sans doute par suite des mauvaises routes, ou parce que les officiers de l'escorte, en ce pays infesté de Chouans, tenaient à ne voyager qu'en plein jour. Les prisonniers n'en furent pas moins, à plusieurs reprises, insultés et menacés par des bandes en armes et coururent de sérieux dangers¹. Ils arrivèrent pourtant sains et saufs le soir du 9 prairial à Morlaix.

Le château du Taureau s'élève dans une petite île, au bord occidental de la baie de Morlaix. On l'aperçoit, en face de la pointe de la Manche, séparé d'elle par une passe étroite et dangereuse qui découvre, aux grandes marées, un fond de roc et de varechs. De la ville au château, par la rivière et le chenal de l'ouest, un bon voilier ne met guère plus d'une heure; mais, pour profiter du courant, il faut attendre le moment où le flot commence à se retirer. On ne put embarquer qu'à la nuit close. Dans l'intervalle, Goujon voulut encore écrire une fois à sa femme².

Morlaix, 9 prairial.

Me voilà, ma chère amie, au bout de ma route. Cette nuit même, nous devons nous rendre au château du Taureau, qui n'est éloigné de cette commune que de trois lieues. Ainsi, tu pourras m'envoyer quelques lettres à cette adresse. Nous verrons si elles me parviennent. Il est grand temps, je vous assure, mes amis, que je reçoive quelques nouvelles de vous. Mon cœur, abreuvé d'amertume depuis dix jours, est dévoré du besoin de savoir si vous êtes tous bien portants. Mon frère, que j'aie de ses nouvelles; qu'il soit prudent. Nos cœurs s'entendent. Que je sache qu'il se porte bien, et cela me suffit. Et toi, bien-aimée de mon cœur, et maman, et notre enfant, et vous tous, mes amis, hâtez-vous de me tirer de peine en me parlant de vous. Quant à moi, n'ayez pas d'inquiétude, ma santé est fort bonne; tous les dangers de la route sont passés. Je suis en prison, mais le courage de la liberté, la sécurité d'une conscience sans reproche m'y accompagnent. C'est pour la cause la plus chère aux âmes généreuses,

1. Lettre du district de Dinan à la Convention, sans date (*Monteur*, réimpr., t. XXIV, p. 619; Tissot, *op. cit.*, p. 209, note). Goujon à sa femme, Morlaix, 9 prairial, *infra*.

2. Cf. Tissot, *op. cit.*, p. 138.

c'est pour la patrie et en son nom que je suis séparé de toi, chère bien-aimée, de vous tous, mes amis. Que votre courage croisse avec les orages et que vos âmes ne soient pas abattues pour ces tourments dont la cause sera toujours honorable aux yeux des vrais amis de la justice... O liberté, tes périls son grands, mais ils réjouissent le cœur de tes enfants; puisse ta salutaire énergie ne me jamais abandonner!

Adieu, ma chère amie, je t'embrasse, ainsi que maman, ma sœur et Philarète. Soigne-toi pour lui, chère amie de mon cœur, promène-toi. Surtout redoute tous ceux qui, même en te portant de mes nouvelles, cherchent à espionner vos pensées et vos actions. Vous ne faites rien de mal, j'en suis sûr; néanmoins, il est juste de se défier de ceux qui cherchent notre ruine. Adieu; je ne sentis jamais [mieux] comme je t'aime qu'alors que je ne puis ni te voir, ni t'embrasser, ni te presser sur mon tendre cœur. O mon amie, que cette séparation est pénible! Adieu, je suis pour la vie ton ami sincère et tendre époux.

G.

Margaron, sa mission accomplie, alla rejoindre son poste à l'armée du Nord¹. Il en avertit le Comité de sûreté générale et remit sa dépêche à un gendarme de l'escorte. Le soldat s'offrit en cachette à porter aussi la correspondance des détenus. Goujon lui confia sa lettre de la veille, en y joignant le billet suivant :

Au château du Taureau, 10 prairial.

Ma chère bonne amie, le gendarme de la Convention qui se charge de cette lettre est un brave citoyen qui nous a menés ici et nous a témoigné toute l'affection qui convient à de vrais patriotes. Il te pourra rendre compte, et de notre route, et de la nature du lieu où nous sommes relégués. Patience, amie de mon cœur. Je ne cesserai pas un instant de te chérir; mais cherche tous les moyens de me faire savoir de tes nouvelles, de celles de Philarète, de maman, de vous tous. Que je sache où et comment tu existes. Cela est nécessaire à mon cœur. Adieu, je t'embrasse et t'aime.

Au château du Taureau, les députés prisonniers purent demeurer ensemble et prendre leurs repas à la même table. C'était alors, pour les détenus politiques, l'usage ordinaire des prisons. Dans leurs longues causeries, que le bruit des vagues pouvait seul interrompre, leur enthousiasme s'exalta jusqu'à faire

1. Note du lieutenant-colonel Calmet-Beauvoisins au Comité de sûreté générale, sans date (Arch. nat., F⁷ 4411^o).

naître en eux l'attente et la soif du martyre. Un soir, ces hommes qui, quinze jours plus tôt, ne s'étaient jamais rencontrés, se rapprochèrent, et renouvelant, sans le connaître à ce qu'il semble, un trait que la légende prêtait dès lors aux Girondins, ils unirent leurs voix pour chanter leur hymne de mort. Goujon, d'une main fiévreuse, avait composé ces strophes émouvantes¹ :

Dieu, protecteur de la justice,
C'est nous qui sommes dans les fers;
C'est nous que des hommes pervers
Osent menacer du supplice.
De la vertu fais que nos cœurs
Conservent la sainte énergie;
Agrandis-nous dans nos malheurs,
Nous les souffrons pour la patrie.

Triomphe, ô liberté! frappe tous les tyrans,
Et de leurs noirs forçats affranchis nos enfants!

Par quels criminels artifices
Des méchants ont su nous flétrir!
Toi pour qui nous voulions mourir,
Peuple, tu nous crois leurs complices!
Ta voix mugit autour de nous,
Tu nous menaces de tes armes,
Bientôt, plus juste en ton courroux,
Sur nous tu verseras des larmes.

Proscrits par la haine implacable,
De nos frères abandonnés,
Au milieu du peuple trainés
Sur le char affreux du coupable,
Nous eûmes pour consolateur
Le feu pur dont tu nous animes,
Liberté! Couvre-nous d'honneur,
Nous voulons mourir tes victimes!

Entourés d'une mer profonde,
Ce n'est point nous qui t'implorons;
De nos fers nous nous honorons,
Mais nous pleurons sur ceux du monde.
Sans désirs, du haut du rocher
Nous voyons les rives lointaines;

1. Tissot a reproduit le *Chant des prisonniers* à la fin des *Souvenirs de prairial*. Nous en donnons ci-après la musique.

Hélas! qu'y pourrions-nous chercher?
Des républicains dans les chaînes.

L'aspect brillant de la nature
Sera flétri par nos douleurs,
Tant que d'infâmes oppresseurs
Domineront par l'imposture.
Pour avoir invoqué nos lois,
La liberté nous est ravie;
De l'homme nous perdons les droits :
Qu'avons-nous besoin de la vie?

De nos jours immolons le reste
A nos frères, à nos amis,
Avant que des fers ennemis
Les chargent d'un joug trop funeste.
Pour défendre la vérité,
Des méchants bravons la furie,
Mourons tous pour l'Égalité,
Sans elle il n'est plus de patrie.

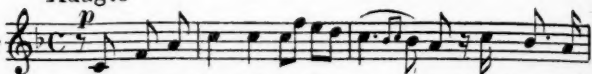
Liberté, veille à notre gloire,
Assieds-toi sur nos corps sanglants!
Qu'ils restent devant nos tyrans
Et les flétrissent dans l'histoire!
Découvre aux siècles à venir
Tout l'éclat de notre innocence,
Dis-leur que nous dûmes mourir
Pour te conserver à la France!

En vain la hideuse imposture
S'agitiera sur nos tombeaux,
Pour épargner à nos bourreaux
Le cri vengeur de la nature.
L'innocent, le juste opprimés
Se souviendront de nos alarmes,
Et sur nos corps inanimés
Se plairont à verser des larmes.

Levez-vous, illustres victimes
Des oppresseurs du genre humain!
Recevez-nous dans votre sein;
Nous abhorrons aussi les crimes.
S'il faut trahir la liberté,
Nous ne voulons plus de la vie;

Nous vivions pour l'Égalité,
 Nous périrons pour la patrie.
 Triomphe, ô liberté! frappe tous les tyrans,
 Et de leurs noirs forfaits affranchis nos enfants!

Adagio

CHANT 

Dieu protec-teur de la jus-ti-ce C'est nous qui

sommes dans les fers! C'est nous que des hommes per-

vers O-sent mena-cer du suppli-ce! De la ver-

tu fais que nos cœurs Conservent la sainte é-ner-

gi-e Agrandis-nous dans nos mal-heurs; Nous les souf-

-frons pour la Pa-tri-e. Tri-omphe ô Li-ber-

-té frappe tous les ty-rans. Et de leurs noirs for-

-faits af-fran-chis nos en-fants, Et de leurs noirs for-

-faits af-fran-chis nos en-fants!

Quatre jours à peine s'étaient écoulés depuis l'arrivée des prisonniers lorsqu'une dépêche du Comité de sûreté générale, apportée par l'adjudant général Reynier, parvint au commandant du château. C'était un ordre, en date du 9 prairial, au chef d'escorte Margaron, de ramener les députés à Paris¹. A la lettre était jointe une expédition du décret rendu la veille par la Convention, et qui renvoyait les huit prisonniers, ainsi que Ruhl, Albitte et Prieur (de la Marne) devant une commission militaire.

La Convention avait longtemps hésité sur le sort qu'elle ferait subir aux Montagnards arrêtés le premier jour de l'insurrection. La procédure à leur égard était pourtant fixée, dans le plus grand détail, par une loi du 8 brumaire de l'an III. Aux termes de cette loi, l'Assemblée ne pouvait rendre un décret d'accusation contre un de ses membres qu'après l'avoir entendu dans sa défense et sur le rapport conforme d'une commission tirée au sort. L'appel nominal était obligatoire pour le vote d'accusation². C'était la « loi de garantie » dont les plus sanguinaires terroristes, Carrier et Joseph Lebon, ne s'étaient pas vu refuser le bénéfice. Mais les thermidoriens acharnés comme Bourdon (de l'Oise) et les royalistes masqués comme Henry-Larivière³ tombèrent d'accord pour ôter aux vaincus la protection de cette loi. Les circonstances en fournissaient le prétexte. Le 2 prairial, l'insurrection avait repris, et seulement alors elle était devenue redoutable. Pendant trois jours, la lutte parut douteuse entre les comités, mal pourvus de troupes, et les sections révoltées, qui d'abord entourèrent la Convention, puis se retranchèrent dans le faubourg Saint-Antoine. Si les insurgés l'avaient voulu, s'ils s'étaient souciés de délivrer ou de venger les députés proscrits, qu'on disait être leurs

1. Le Comité de sûreté générale au chef de brigade Margaron, 9 prairial an III (Arch. nat., F⁷ 4411^a).

2. Loi du 8 brumaire an III, art. 3, 9, 14 et 15.

3. Henry-Larivière (Pierre-François-Joachim), né à Falaise le 6 décembre 1761, homme de loi à Falaise, député du Calvados à la Législative, puis à la Convention, où il fut l'un des rares royalistes avérés. Décrété d'arrestation le 2 juin, il s'enfuit à Caen et prit part au soulèvement « fédéraliste ». Réadmis à la Convention le 19 floréal an III seulement, il se montra réacteur furieux. Réélu aux Cinq-Cents et l'un des chefs du parti de Clichy, il fut condamné le 19 fructidor à la déportation et s'enfuit à Londres, où il devint l'agent du comte d'Artois. Rentré avec les Bourbons, il devint avocat général à la cour de cassation, passa à Londres pendant les Cent-Jours et reprit sa place ensuite. Il refusa le serment à Louis-Philippe, se retira à Turin et mourut à Paris le 3 novembre 1838.

chefs et qu'ils ne réclamèrent pas, ils pouvaient disperser la Convention dans la journée du 2 quand leurs bataillons enveloppaient les Tuileries; ils pouvaient encore, le 4, massacrer ou prendre en otage la « jeunesse dorée » qui, sous la conduite du général Kilmaine, s'était follement engagée dans le faubourg. N'ayant ni chefs ni plan d'action, voulant seulement obtenir du pain et faire peur au gouvernement, les sections révoltées donnèrent, en n'agissant pas, le temps aux comités de réunir des troupes. Le 4 prairial, n'étant plus en forces, elles durent capituler et livrer leurs canons.

Au lendemain de cette victoire comme au soir de la première journée d'émeute, la majorité thermidorienne recommença d'exercer ses vengeances. Dès le matin du 4 prairial, elle avait institué une commission militaire de cinq membres, pour « juger et faire fusiller sur-le-champ » les insurgés pris les armes à la main dans les jours précédents. Le lendemain 5, Clauzel et Bourdon (de l'Oise) vinrent demander qu'on renvoyât devant elle les députés arrêtés le 1^{er} prairial. Ils l'obtinrent sans discussion; mais il leur fallait davantage. Ils voulurent soumettre à ces mêmes juges militaires, choisis par les comités, et qui, le jour même, protestaient par écrit de leur « zèle à punir les brigands¹ », tous les députés arrêtés depuis germinal, même ceux qui, *déjà condamnés* par décret à la déportation², allaient partir pour la Guyane. Quant aux accusés qui s'étaient enfuis et qui se cachaient, Clauzel, pour aider à les découvrir, proposait la *peine de mort* contre tous ceux qui leur donneraient asile : ceux-là aussi seraient renvoyés, pour exécution, à la commission militaire. C'était trop demander pour cette fois, et les comités n'obtinrent qu'un décret les chargeant d'un rapport général sur les nouvelles poursuites à faire. Quand Clauzel³, le soir même, revint à la charge avec un rapport et son projet un peu adouci, il réussit bien à faire rendre le décret d'arrestation contre les

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 540.

2. C'était le décret du 12 germinal, condamnant à la déportation Barère, Vadier, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois.

3. Clauzel (Jean-Baptiste), né à Lavelanet (Ariège) en 1745. Maire de Lavelanet, député de l'Ariège à la Législative, réélu à la Convention, montagnard et régicide, puis violent réacteur après thermidor. En mission à l'armée des Pyrénées-Orientales en 1793, il y retourna en messidor an III. Membre du Conseil des Anciens en l'an IV, du Conseil des Cinq-Cents en l'an VII, du Corps législatif en l'an VIII, il mourut en 1804.

quatre déportés du 12 germinal et les anciens ministres Bouchotte et Pache, mais seulement avec cette réserve qu'ils seraient jugés par un tribunal criminel ordinaire. La Convention s'était ressaisie et les comités ne purent même empêcher que l'on rapportât le décret qui renvoyait Goujon et ses collègues à la commission militaire¹.

Pourtant Bourdon et Clauzel ne se tinrent pas pour battus, et le 8 prairial ils revinrent encore à la charge. On venait d'appréhender l'insurrection des ouvriers de Toulon et de Marseille. Un instant victorieux, les révoltés avaient fait élargir les détenus politiques enfermés depuis thermidor; ils semblaient tout près de gagner à leur cause les équipages de la flotte et même les troupes. Doulcet, parlant au nom des comités, n'eut pas de peine à obtenir, contre les auteurs de cette émeute, les mesures de répression les plus sévères. Sous le coup de l'émotion causée par l'annonce de cette insurrection nouvelle, la Convention paraissait disposée à de nouvelles rigueurs. Clauzel en profita tout de suite. Avec un acharnement véritable, il réclama de nouveau, parmi les murmures de l'Assemblée, l'accusation des « représentants assassins », s'indignant hautement qu'ils fussent à cette heure « tranquilles dans une prison d'où ils pouvaient combiner de nouveaux mouvements ». Et prenant alors le compte-rendu de la séance du 1^{er} prairial que le *Moniteur* avait publié l'avant-veille, il en relut à la tribune des colonnes entières : tout ce qui concernait Ruhl², Romme, Du Roy, Bourbotte et leurs « complices ». Il fit à Goujon seul l'honneur d'une épithète, en l'appelant « le détestable Goujon ». L'Assemblée ne résista pas à cette évocation des dangers qu'elle avait courus. En vain Legendre, moins vindicatif

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 547. Le décret n'est ni dans le *Moniteur* ni dans le procès-verbal. Mais Clauzel dit expressément, dans la séance du 8 : « On avait déclaré que la commission militaire jugerait les représentants qui ont pris part à la révolte du 1^{er} prairial. On a rapporté ce décret à l'instant que la représentation nationale devait être entourée d'un triple rempart » (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 561).

2. Ruhl (Philippe), né dans le Bas-Rhin, fils d'un pasteur luthérien, chancelier de la principauté de Linange, administrateur du Bas-Rhin, député à la Législative et à la Convention, en mission à Metz et Strasbourg, puis à Reims, où il brisa la sainte ampoule. Membre du premier Comité de Salut Public, puis du Comité de sûreté générale, il avait démissionné le 16 fructidor an II à cause « de ses infirmités et de sa vieillesse ». Le soir du 1^{er} prairial, accusé par Garran d'avoir appuyé une proposition de Bourbotte, il avait été décrété d'arrestation et gardé à vue chez lui par un gendarme.

de nature ou plus respectueux des lois, demanda pour les accusés la juridiction ordinaire. Clauzel, pour justifier sa demande et emporter le vote, avait besoin d'un « précédent » ; il en forgea un : « Ce n'est pas la première fois, s'écria-t-il, qu'un pareil décret a été rendu ; l'Assemblée constituante a ordonné que le frère de Mirabeau serait jugé par une commission militaire. » Le décret passa sur cette assurance mensongère¹, et la Convention parut ainsi sacrifier onze de ses membres à la vengeance posthume d'un émigré, mort au service de l'ennemi². Le décret de Clauzel était ainsi conçu :

La Convention nationale accuse Ruhl, Romme, Du Roy, Goujon, Forestier, Albitte aîné, Bourbotte, Duquesnoy, Soubrany, Prieur (de la Marne), Peyssard, représentants du peuple, d'être auteurs, fauteurs ou complices de la rébellion du 4^{er} prairial et jours suivants contre la Représentation nationale et la République française, les renvoie pour être jugés devant la Commission militaire établie à Paris par la loi du 4 prairial et charge le Comité de sûreté générale de surveiller et activer l'exécution du présent décret³.

C'est ce décret que Reynier apporta le 14 prairial au château du Taureau, avec l'ordre de mise en route. On le fit connaître aux députés. Le mot de commission militaire était significatif : ils comprirent. C'était la procédure expéditive en usage pour les émigrés, peut-être même l'exécution sommaire, sans débats, après constatation d'identité.

Des onze accusés nommés dans le décret, trois étaient demeurés à Paris, gardés à vue dans leur maison. Quand ils connurent le vote, Albitte et Prieur s'évadèrent. Le vieux Ruhl préféra devancer le supplice : il se tua d'un coup de poignard. Sa mort fut annoncée le 10 à la Convention. Elle émut fortement tous

1. Le vicomte de Mirabeau avait été l'objet d'un décret d'accusation le 2 septembre 1790 pour avoir provoqué l'insubordination du régiment de Tournai, dont il était colonel. S'il n'avait pas émigré, il aurait été renvoyé devant ses juges naturels : en l'espèce, vu sa qualité et la nature de l'accusation, devant un conseil de guerre, et non une commission militaire. Cf. *Moniteur*, réimpr., t. V, p. 551-52.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 561-62. C'est dans cette séance qu'on décréta d'accusation Robert Lindet, David, Baudot, Élie Lacoste, etc. Carnot allait être proscrit aussi, mais quelqu'un s'écria : « Carnot a organisé la victoire ! » et la Convention passa à l'ordre du jour.

3. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 575.

ceux que n'aveuglait pas tout à fait la haine ou le ressentiment, les Girondins surtout, qui se rappelèrent Valazé. Eux seuls osèrent se montrer encore une fois soucieux de respecter les lois et de faire œuvre de justice à l'égard des vaincus. Lesage (d'Eure-et-Loir)¹, un des proscrits du 2 juin, vint rappeler à la tribune ce qu'est toujours une commission militaire, établie en de pareils moments². « Représentez-vous, s'écria-t-il, ces tribunaux où les accusés, sans conseils, sont traduits devant des militaires chargés de prononcer sur la conviction et sur la peine, où les intentions sont toutes présumées coupables, où l'homme égaré reçoit le même châtement que celui infligé au provocateur; où une vie entière de probité n'est comptée pour rien... Une telle institution ne peut être trop tôt brisée... Et croyez-vous, continua-t-il avec une clairvoyance singulière, que nous n'aurions rien à craindre du jugement de la postérité, qui, avertie, par l'habituelle opposition de nos opinions avec celle des membres accusés, de se défier de notre témoignage, sera tentée peut-être de douter du crime et de son étendue? L'omission seule des formes de la loi ne serait-elle pas capable de faire naître ces soupçons?... Je sais que ce n'est pas là le langage qu'on appelle révolutionnaire. Mais l'art des révolutions n'est-il que celui des scélérats? Etre justes et toujours justes, voilà nos moyens révolutionnaires! » Et pour conclure, il demandait de ne laisser juger par la commission que les militaires, accusés de crimes purement militaires. Lanjuinais l'appuya de toutes ses forces. « N'employons pas, dit-il, des formes plus acerbes que nos tyrans, auxquels nous ne pouvons point encore reprocher d'avoir fait juger nos collègues par un tribunal qui portait le nom de commission militaire. » Legendre, brutal et violent, mais sincère, intervint à son tour : « Parce que nous aurions été égorgés si nous avions succombé, ce n'est point une raison pour que nous égorgions après que nous avons triomphé. Une telle conduite serait celle d'assassins, et l'homme de bien ne combat pas la tyrannie pour lui succéder. Je suis de l'avis de Lesage. » Un moment, la Convention parut entraînée. Fréron,

1. Lesage (Denis-Toussaint), né en 1758, président du tribunal de Chartres, député d'Eure-et-Loir à la Convention. Affilié au parti girondin, il fut décrété d'arrestation le 2 juin, s'évada et demeura caché jusqu'après le 9 thermidor. Très attaché aux principes de liberté et très populaire, il fut élu aux Cinq-Cents par cinquante-quatre départements. Il mourut à Paris le 9 juin 1796.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 584 et suiv.

monté à la tribune pour répondre à Lesage, changea d'attitude après quelques phrases, et conclut en faveur du décret proposé.

En vain Clauzel voulut protester. Lanjuinais puis Louvet insistèrent avec énergie. Les derniers Montagnards allaient être sauvés, quand Larivière et Bourdon (de l'Oise) tentèrent un dernier effort. Bourdon, « implacable comme un homme qui avait eu peur¹ », trouva l'argument décisif : il invoqua l'égalité : « Voulez-vous donc qu'on dise que vous avez été très sévères envers les hommes du peuple qui n'étaient qu'égarés, et que lorsqu'il s'est agi de punir leurs chefs, lorsqu'il s'est agi de punir des hommes qui sont d'autant plus coupables qu'ils sont plus instruits, vous avez montré de l'indulgence? » Et pour finir, en demandant, sur le projet de Lesage, la question préalable, il osa dévoiler toute la pensée des hommes de son parti. Que parlait-on de jugement et de garanties? Il s'agissait tout simplement de supprimer des adversaires : « Il n'y a à vérifier dans cette affaire que les noms de ces hommes atroces. Dès que l'identité des personnes sera reconnue, elles doivent être fusillées sur-le-champ². » Lanjuinais, Thibaudeau protestèrent avec force; peine inutile : on alla aux voix, et la motion de Lesage fut rejetée. C'était l'arrêt de mort des derniers Montagnards.

Les détenus avaient quitté Morlaix le 15 prairial. Le voyage de retour fut rapide; pendant le trajet, Goujon trouva moyen pourtant d'écrire encore une lettre. Il l'adressa cette fois à son beau-père, à Tours, en y joignant l'*hymne des prisonniers*. Le paquet, abandonné comme les autres aux soins charitables des passants, parvint intact à Corméry, qui le remit plus tard à Tissot³.

[Sans date.]

Je me rends à Paris pour y être jugé par une Commission militaire, quoique je n'aie été entendu, ni pour être accusé, ni pour être incarcéré. N'importe! Si pour juger on ne suit pas cette marche atroce et cruelle, on sera bien forcé de reconnaître mon innocence. Quoi qu'il arrive, je te prie, cher père et ami, de te souvenir que je suis tout à fait innocent, que je n'ai aucune action ni liaison à me reprocher, que je n'ai jamais été d'aucun parti, d'aucune faction, que

1. Thiers, *Hist. de la Révolution*, t. VII, p. 237.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 586.

3. Cf. Tissot, *op. cit.*, p. 140, avec ce titre : *A son frère et ami C...*

ce que j'ai dit a toujours été de bonne foi et parce que je l'ai cru bon et utile à la majorité des citoyens. J'ai toujours été humain et juste et n'ai fait de mal à personne, et j'en puis rapporter une preuve qui me semble puissante : c'est que, malgré l'ordre actuel des choses, malgré l'état de malheur et d'abaissement où la méchanceté des hommes m'a injustement placé, et quoique j'aie rempli bien des fonctions importantes, il ne s'est élevé contre moi aucune dénonciation ni réclamation.

Je te dis cela non pour toi, tu connais mon cœur incapable d'artifice ou de méchanceté; mais je te le dis pour mes concitoyens, devant lesquels la consolation de me justifier m'est interdite; pour mon enfant, dont le cœur, à mesure qu'il grandira, aura besoin de consolation sur le sort de son père. Que mon exemple lui soit utile et qu'il ne se mêle jamais du gouvernement des hommes. Ceux qui sont puissants sont trop corrompus; il faut nécessairement que celui qui n'est pas leur complice soit leur victime, comme je le suis aujourd'hui. Ce cher enfant, je ne le reverrai plus sans doute, non plus que sa mère, qui, aux termes des décrets¹, doit être sortie de Paris. Je te la recommande. Je te recommande aussi ma mère, ma sœur, mon frère, tous ceux que j'aime. Je ne puis te léguer que des malheureux à aider, à consoler. Je le fais néanmoins avec confiance; et c'est un véritable adoucissement que je trouve à mes maux, de ce que tu leur restes, après qu'ils ne m'ont plus. J'ai écrit plusieurs lettres à ma femme; sans doute elles ne lui seront pas parvenues. Aujourd'hui, je ne sais où ils sont les uns ni les autres, ni si je pourrai leur écrire. Je ne le ferai donc pas. Je dépose toutes mes pensées en toi; je dépose en toi mes adieux en ceux que j'aime. Tu les leur transmettras. Pauvre Lise! tu méritais un sort plus heureux! Mais je ne l'ai pas pu. Prends soin de notre enfant, rends-le juste et bon; quant à moi, je mourrai, le cœur plein de toi... Ma mère, tu es bien à plaindre..., et mon ami, et ma sœur, et ces pauvres enfants... Consolez-vous tous par cette pensée généreuse que je meurs victime de mon amour pour la liberté et le bonheur de mes concitoyens, que je suis innocent et que les hommes honoreront ma mémoire. Adieu, tout ce que j'aime. Souvenez-vous de moi, mais que ce souvenir demeure en vous-mêmes; je ne veux point que ma mémoire trouble la société, ni demeurer avec amertume dans le cœur des miens.

1. Décrets du 8 et du 10 prairial (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 563 et 580). Les femmes des députés arrêtés depuis le 1^{er} germinal devaient d'abord sortir de Paris dans vingt-quatre heures; puis le Comité de sûreté générale fut autorisé à leur accorder des sursis.

Adieu, je vous aime tous beaucoup, vous le savez; j'aurais donné mon sang et ma vie pour votre bonheur, mais ils appartenait d'abord à la patrie et à mon devoir. Adieu, soutenez votre courage et ne tombez point dans cet abattement qui ne convient qu'aux parents des coupables; car je ne me suis point écarté des sentiers périlleux de la justice, et mon souvenir ne peut avoir rien que d'honorable... Le dernier adieu est pénible à prononcer lorsqu'on aime tant; cependant il le faut dire. Adieu donc. Je suis affligé de n'avoir ni le temps ni les moyens d'écrire les preuves de mon innocence contenues dans le narré de ma conduite. J'aurais été bien aise que ce tableau eût pu être mis sous les yeux de mes concitoyens. J'aurais écrit à mon frère Tissot si j'eusse été instruit de son sort. Je lui recommande, et à ceux de mes amis qui me survivront, ma justification aux yeux de la postérité. Périissent tous les tyrans!

Le 20 prairial au soir, le convoi entraît à Paris¹. D'après les ordres du Comité de sûreté générale, les députés furent conduits à la maison d'arrêt des Quatre-Nations, rue Mazarine, dans les dépendances de l'ancien collège². On les enferma dans ce qu'on appelait le second bâtiment, entre la grande cour intérieure et la rue, avec les autres prisonniers traduits devant la commission militaire³. Dans les premiers moments, il leur fut interdit de communiquer avec personne. Le concierge avait ordre d'intercepter les lettres qu'ils écrivaient : il les remit au Comité de sûreté générale, qui les laissa passer. Dans le nombre, il y en avait une de Goujon pour Lise, dont il avait enfin reçu des nouvelles, et qu'il savait être demeurée à Paris⁴.

1. Le Comité de sûreté générale aux représentants Delmas, Aubry et Gillet, chargés de la direction de la force armée, 20 prairial an III (Arch. nat., F⁷ 4411ⁿ).

2. Le Comité de sûreté générale à la commission militaire, 21 prairial an III (Arch. nat., F⁷ 4411ⁿ et W 548, registre de correspondance, n° 34). Ce local dépend aujourd'hui de l'Institut; il est affecté en partie aux services du bureau des longitudes.

3. Arrêté du Comité de sûreté générale, 20 prairial; arrêté de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, 21 prairial (Arch. nat., W 548). Les accusés traduits devant la commission avaient été jusqu'alors enfermés aux Jacobins-Saint-Honoré, dans l'ancienne salle du club. Elle fut bientôt trop petite pour les contenir, et le transfert aux Quatre-Nations fut ordonné sur la demande de la commission (Arrêté du Comité de sûreté générale, 5 prairial, Arch. nat., W 548. La commission militaire au Comité, 20 prairial, et arrêté en marge, même date, Arch. nat., F⁷ 4429).

4. Ordre de la commission au concierge Blanchelaine, 22 prairial; la com-

Maison des Quatre-Nations.

Ma chère bonne amie, me voilà revenu dans le même lieu que tu habites. Prends patience et courage; l'innocent obtiendra sans doute justice. Tu pourrais voir quelques-uns de mes collègues; il pourrait te dire si quelqu'un de vous obtiendrait la permission de me voir. J'aurais bien de la joie à embrasser mon pauvre petit enfant. Je te prie de m'envoyer quelques effets. Dis-moi aussi si vous vous portez bien depuis que je vous ai vus. Sois tranquille sur mon sort; je fus toujours étranger à toute intrigue et je n'ai parlé que dans la pureté de mon cœur. Je t'embrasse et t'aime, ainsi que maman, ma sœur, son mari, les petits, les bonnes et tous nos amis. Adieu, bien-aimée. Je te recommande la douceur, la prudence et le courage dans nos malheurs. N'oublie jamais ton tendre ami¹.

Le 23 prairial, les détenus furent autorisés à recevoir des visites. Aussitôt Goujon fit partir ce billet² :

Paris, maison des Quatre-Nations.

La Commission vient de décider que je pourrais communiquer avec ma famille, une personne à la fois seulement, en présence du concierge. Que quelqu'un vienne me voir. Mes bons amis, mon cœur est tout entier à vous; l'amitié seule reste en mon cœur. Adieu.

C'est Lise qui vint à la prison. Elle ne put voir son mari qu'en présence d'un juge de la commission, le capitaine Fabré, du 24^e chasseurs à cheval. Soit par méfiance, soit par sympathie secrète, soit par une curiosité bizarre et un peu suspecte, il avait demandé et obtenu de ses collègues l'autorisation d'être présent à l'entrevue³. Il semble qu'il témoigna quelques bons sentiments⁴ et ne surveilla pas l'entretien de trop près. Lise put remettre à son mari des vêtements, du linge, un paquet de journaux. Les prisonniers apprirent ainsi les détails de l'insurrection dont ils passaient pour être les chefs. Ils ne connurent pas, semble-t-il, la lutte acharnée et féroce que pendant les jours précédents leurs

mission au Comité de sûreté générale, 23 prairial (Arch. nat., W 548, registre de correspondance).

1. Tissot, *op. cit.*, p. 143.

2. Tissot, p. 145.

3. Arrêté de la commission militaire, 23 prairial (Arch. nat., W 548).

4. Plus tard, c'est à lui que Lise s'adressera pour réclamer le corps de son mari.

accusateurs avaient menée pour assurer le succès de leur vengeance. Ils n'apprirent qu'imparfaitement l'intervention courageuse de Lanjuinais et de Lesage en leur faveur; mais ils lurent les articles du *Moniteur*, où dans un style pathétique, à la Tallien, le jeune Trouvé réclamait chaque jour leur supplice¹. Ils virent bien nettement alors que leur perte était résolue dès longtemps. Bourbotte fit son testament avant de comparaître, et il y mit ce titre : « Paris, 24 prairial, l'an trois. Bourbotte, convaincu d'avance qu'il va être assassiné, a tracé ces lignes quelques heures avant sa mort². » Goujon, pour consoler les siens, voulut au moins feindre l'espoir et se défendre jusqu'au bout. Une seule personne à la fois pouvait lui rendre visite à la maison d'arrêt. Pour laisser cette joie suprême à la femme et à la mère du prisonnier, Tissot se priva de l'aller voir. Il passait tout son temps à rédiger des appels à l'opinion publique, dans l'espoir de sauver celui qu'il nommait son frère, et bien que lui-même fût suspect et surveillé de près par la police³. Sous le nom de « la citoyenne Ricard, veuve Goujon », il composa et fit imprimer deux mémoires : des *Réflexions à la Convention nationale sur la question de savoir si elle doit laisser juger par la commission militaire les représentants du peuple arrêtés le premier prairial*⁴, et une *Adresse aux représentants du peuple*⁵, simple et touchant tableau de la vie privée

1. Voici ce qu'il écrivait, par exemple, dans le n° du 18 prairial (réimpr., t. XXIV, p. 605) : « Que deviennent ceux qui encourageaient les bourreaux de leur collègue massacré? Que fait la commission chargée de les juger? Eh! quelle est donc cette inviolabilité du crime? Quoi! toujours des ménagements pusillanimes après avoir dit solennellement qu'on n'en gardera plus! Des formes de barreau pour des révoltés pris les armes à la main et, comme on l'a dit, les pieds dans le sang des victimes! Convention nationale, quelle expérience pourra donc te convaincre? » etc.

2. Arch. nat., W 547, n° 103.

3. Le Comité de sûreté générale à la Commission administrative de police, 4 prairial, 2 heures après minuit, l'an III : « Le citoyen Tisiot (*sic*), attaché à la Commission d'agriculture et des arts, fut mis en état d'arrestation comme prévenu d'avoir participé aux mouvements de la journée du 12 germinal. Ayant produit des pièces justificatives, et sur la garantie de son beau-frère Goujon, il a obtenu sa mise en liberté. Nous pensons cependant que les circonstances commandent qu'il soit mis sous une surveillance bien active. Vous voudrez, citoyens, remplir les vues du Comité avec toute la prudence convenable. — PÉMARTIN, GAUTHIER, MATHIEU, PERRIN, DÉLECLOY » (Arch. nat., F⁷ 4411^b).

4. Bibl. nat., Lb⁴¹ 1829.

5. Bibl. nat., Lb⁴¹ 1869.

du prisonnier, de ses débuts dans la Révolution, de son patriotisme et de ses services. Tissot fit passer les deux écrits à Goujon, qui répondit par la lettre suivante¹ :

Paris, maison des Quatre-Nations.

Chère maman, chers amis, je vous chéris et je vous aime comme je le dois; je porte en mon cœur tous vos efforts. J'ai reçu ce que vous m'avez envoyé, mais la matinée est déjà passée et je n'ai point entendu parler de vous, cela m'inquiète. Vous serait-il arrivé quelque chose? Je vous recommande la prudence. Ne faites rien qui puisse exaspérer les passions ni vous compromettre. Les passions sont nos plus grands ennemis. La justice, la raison, la vérité doivent nous sauver. Ce que j'ai vu est bien. Mon frère a dit ce que j'ai pensé. Ci-joint copie d'une lettre que j'ai cru devoir écrire à Lanjuinais ce matin. Vous l'approuverez sans doute. Je ne savais à qui écrire. Je renverrai l'écrit que Tissot m'a fait passer s'il en a besoin. Je suis inquiet; j'ai bien besoin de savoir de vos nouvelles. La matinée m'a paru très longue. Avez-vous reçu une lettre écrite de la route, à l'adresse de mon beau-père? Il y avait quelque chose d'inséré, un hymne. Cela est à garder pour l'avenir. Si la liberté nous immole, que mémoire reste de nous. Et, avant ce moment, s'il paraît inévitable, que mon frère se souvienne de ce que nous avons souvent dit du dernier service de l'amitié en pareille circonstance. Prenons tous courage, la justice reconnaîtra notre innocence ou *la gloire s'assoira sur nos tombes*. Adieu, chère bien-aimée; adieu, mère, sœur, frères; vous êtes tous au fond de mon cœur. Puis-je vous presser encore une fois dans mes bras? Ne vous livrez pas à des démarches inconsidérées. Songez que je n'ai que vous, et qu'il faut que vous vous conserviez pour moi. Chers amis, la vie ne m'est chère que par vous et par la liberté. Adieu.

P.-S. — Tout le monde est-il donc contre moi, et l'abandon de l'innocence flétrit-il donc tous les cœurs? Songez que c'est à la douce persuasion seule de parler et de convaincre.

La lettre jointe, à Lanjuinais, est singulièrement émouvante. En la reproduisant, dans ses *Souvenirs de prairial*, Tissot l'a fait suivre de cette note : « Lanjuinais, Lanjuinais, ne sens-tu pas murmurer dans ton cœur la voix de l'opprimé, que tu as méconnue? » Parole injuste, et singulier reproche : ce que

1. Cf. Tissot, p. 145.

Goujon le suppliait de faire, Lanjuinais l'avait déjà tenté sans succès, sinon peut-être sans péril¹.

Maison des Quatre-Nations.

Le hasard fait que je t'ai parlé dans la soirée même du 4^{er} prairial, et que tu es par conséquent à même de juger quels sentiments m'animaient. J'ai vu dans la route, par les journaux, que tu étais resté fidèle aux principes. Cela me suffit pour m'adresser à toi. A qui m'adresserai-je, moi qu'une vie ignorée et exempte de toute intrigue prive de tout appui parmi les hommes puissants? La calomnie se précipite sur ma tête; elle menace de dévorer l'innocent. Toutes les formes protectrices de la justice sont, dit-on, écartées de moi, de moi qui aurais donné mon sang et ma vie pour voir régner le calme et la paix au milieu de ma patrie! Souviens-toi du temps de tes malheurs; ce souvenir sera plus éloquent que tout ce que je pourrais dire. Que demandais-tu alors? Un tribunal équitable, un tribunal compétent qui te jugeât avec impartialité et justice, ainsi que cela est dû à tous les citoyens. Eh bien, ce que tu demandais alors, je le demande aussi. Je le demande avec quelque droit, car je marche avec l'heureux souvenir que je n'ai jamais voté l'arrestation illégale d'aucun de mes collègues, que jamais je n'ai voté ni l'accusation ni le jugement d'aucun. Peut-être même est-ce là une des causes premières des persécutions que j'éprouve? Quoi qu'il en soit, je ne m'en repens pas; il vaut mieux mourir innocent que de vivre coupable. Conserve-toi à toi-même cet heureux témoignage. Ne laisse pas pour moi fouler aux pieds les principes. Demain cet oubli retomberait sur toi-même. Soutiens mes droits, ils sont les tiens. Soutiens ma cause, elle est celle de la justice qui ne veut pas que l'on condamne sans entendre; elle est celle de la liberté qui ne veut pas que le citoyen soit mis à mort sans formes, sans jurés, sans débats. Collègue, j'invoque la justice; j'invoque l'examen sévère, mais légal, de ma conduite. Je suis seul, enfermé, séparé de tout ce que j'aime, j'ignore tout ce qui se passe, j'ignore tout ce que je puis craindre ou espérer. J'invoque la justice des hommes, s'il en est encore au milieu de l'horrible tumulte des passions. Je remets ma cause entre tes mains; je la remets entre les mains de tous ceux qui chérissent et défendent les droits sacrés du citoyen. Fais pour moi ce que tu crois juste. Un représentant du peuple arrêté, accusé, presque condamné sans avoir

1. Il est vrai, comme on le verra, que sa déposition devant la commission militaire fut singulièrement embarrassée et timide. C'est sans doute à elle que Tissot pensait en écrivant cette note.

été entendu, a pour juge une commission militaire ! Cela fait frémir la nature et la liberté !

Lanjuinais reçut cette lettre le 23 prairial. Quand même il eût voulu tenter quelque chose, le temps aurait manqué, car le procès des députés commença dès le lendemain devant la Commission militaire. Le matin du 24, de bonne heure, Sophie vint, pour la dernière fois, rendre visite à son frère. Elle portait dans ses bras Philarète. Goujon les embrassa longuement tous deux et leur dit adieu sans faiblesse. Pour Lise, qui n'avait pu entrer, il écrivit un dernier billet¹ :

Paris, maison des Quatre-Nations.

Chère bien-aimée, je t'aime et je te remercie. Oh ! vous avez tous rendu quelque joie à mon cœur. Pauvre enfant, je l'ai embrassé pour lui et pour toi. Je t'en prie, chère amie, ménage ta santé pour lui, nourris dans ton cœur le souvenir de ma tendre affection. Quel que soit le sort qui m'attend, tu demeureras la bien-aimée de mon cœur jusqu'à mon dernier soupir. Que ne puis-je te voir un instant ! Maman, ma sœur, je les remercie, je les aime. Adieu, je te renvoie Philarète. Adieu ; je suis bien près de vous et ne puis vous presser sur mon cœur. Adieu..., tu m'as promis ton portrait.

Quelques moments plus tard, un peu avant midi, les députés furent extraits de la maison d'arrêt et conduits, pour être jugés, devant la Commission militaire.

R. GUYOT et F. THÉNARD.

(La fin prochainement.)

1. Cf. Tissot, p. 144.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

ÉRIK DE POMÉRANIE

D'APRÈS UN OUVRAGE RÉCENT¹.

Dans *Érik de Poméranie*, on retrouve toutes les qualités qui mettent M. Kr. Erslev au premier rang parmi les historiens contemporains de son pays. Chroniques danoises, suédoises et allemandes, mais principalement actes et lettres de toute provenance, les sources étaient nombreuses, — quoique souvent insuffisantes, — et surtout fort éparpillées. Pour les réunir et les collationner, M. Erslev n'a épargné aucune peine, pas même un voyage entrepris en 1866 afin de consulter les archives des villes hanséatiques. Aussi son livre est-il bourré de faits, et il n'est pas une de ses phrases, pour ainsi dire, qui ne s'appuie sur un document cité. Le tout est classé avec tant d'habileté et enchaîné avec tant de méthode que dans ce dédale très touffu on suit toujours sans peine le fil conducteur. Le style est à la fois sec, concis, rapide, net et clair. Dans les parties où M. Erslev présente avec maîtrise les conclusions de sa minutieuse étude, comme dans plusieurs chapitres du III^e livre et du VII^e, le ton est plus vivant et la manière plus ample. Lorsqu'il résume au lieu de s'attacher aux détails, par exemple dans la description de la révolte suédoise, il écrit aussi avec plus d'éclat et de chaleur. Partout il apporte une tranquille et franche impartialité, une large et haute conception de l'histoire.

Aussi peut-on dire que, grâce à lui, Érik de Poméranie se révèle à nous non seulement en pleine lumière, mais encore sous un jour nouveau. Tous ceux qui ont parlé de ce malheureux roi, aussi bien ses contemporains que les historiens des âges suivants, l'ont presque toujours fait avec antipathie, avec haine². Pour les Suédois, c'est le

1. Kr. Erslev, *Erik af Pommern; hans kamp for Sinderjylland og Kalmarunionens opløsning*. Copenhague, J. Erslev, 1901, in-8°, 488 p.

2. Il faut excepter A. D. Jørgensen, qui, dans ses *Quarante récits tirés de*

tyran étranger, connu seulement par les exactions de ses baillis et de ses châtelains; pour les Allemands de la Hanse et du Holstein, le contempteur de leurs droits et l'ennemi opiniâtre; pour les Danois, enfin, leur premier roi d'origine allemande, qui voulut établir sa famille sur le trône, épuisa le pays par des guerres sans résultat et ruina par son entêtement l'œuvre de Marguerite, l'union des trois royaumes scandinaves sous la suprématie du Danemark.

Certes, Érik avait ses défauts, et M. Erslev ne manque pas au devoir de les relever. Autoritaire, emporté, parfois peu fidèle aux rendez-vous acceptés ou donnés, il a souvent irrité maladroitement ses adversaires et ses amis. Mais ce qui lui a le plus nui, c'est la droiture même de son caractère, sa conception abstraite et inflexible du droit, son manque de souplesse. Tout arrangement louche ou seulement provisoire, toute concession lui répugnait. Au lieu de s'attaquer à chaque difficulté séparément, en réservant les autres pour plus tard, comme le faisait Marguerite, il voulait les régler ou plutôt les trancher toutes à la fois. Mais le nombre en était si grand que ses forces ne pouvaient suffire à la tâche. L'échec définitif de sa lutte contre les Allemands ébranla sa confiance en lui. Homme tout d'une pièce, il se sentit enfin brisé et sans ressort quand la dernière conférence de Calmar lui eut révélé qu'il s'était fait de ses droits royaux une idée fausse.

Dans les circonstances difficiles où il se trouvait placé, eût-il mieux réussi en montrant la douceur astucieuse, temporisatrice et pourtant si énergique de Marguerite? Peut-être, mais qui saurait l'affirmer?

En tout cas, il a, sur beaucoup de points, parfait l'œuvre de ses deux illustres prédécesseurs et tracé la voie à ses successeurs. Le but qui lui tenait le plus au cœur, c'était la réunion du Jutland méridional à la couronne; ensuite venait le développement du commerce danois, son affranchissement du joug de la Hanse. Comment il a cherché en vain à remplir ces deux tâches patriotiques, je vais le résumer brièvement en suivant le livre de M. Erslev¹.

I.

La question du Slesvig était plus simple encore qu'aujourd'hui au point de vue du droit réel, déjà entrevu par Érik, mais presque aussi

l'histoire nationale, témoigne à Érik la plus chaude admiration, mais commet en même temps plusieurs inexactitudes à son endroit.

1. Je devrai toutefois, au commencement de chaque subdivision, remonter

embrouillée au point de vue de ce droit diplomatique, si je puis l'appeler ainsi, qui traite les peuples comme des troupeaux et se fonde uniquement sur les conquêtes, les traités, les testaments, les contrats et autres actes des souverains. Ce pays, purement danois aussi loin que l'histoire nous permet de remonter, n'en a pas moins toujours été convoité et souvent revendiqué par les Allemands. Pour le malheur du Danemark, Valdemar le Victorieux avait érigé cette province en duché et l'avait donnée en fief à son fils Abel, dont les descendants réussirent, non sans lutte, à le conserver au même titre. Quand l'un d'entre eux, le duc Valdemar, eut été assez irrégulièrement nommé roi pendant la déposition temporaire de Christophe II, il en investit son oncle maternel Gérard le Grand, comte de Holstein, à qui il devait la couronne. A l'avènement de Valdemar Atterdag, il redevint duc de Slesvig, mais il dut, jusqu'à paiement d'une forte somme, laisser tout son duché en gage entre les mains des fils de Gérard. Ni lui ni son fils Henri ne purent en dégager plus de la moitié.

Lorsque ce dernier décéda sans laisser d'enfant, les comtes de Holstein réclamèrent le duché et l'occupèrent tout entier. Valdemar Atterdag se disposait à le leur enlever quand il mourut. Marguerite, qui voulait avoir les mains libres pour réaliser l'union des trois royaumes scandinaves, renonça en apparence à reprendre le Slesvig, et son fils Olaf le donna en fief héréditaire au comte Gérard VI de Holstein (Nyborg, 1386). Quand Érik de Poméranie eut été élevé au trône de Danemark, Gérard comparut devant lui à la conférence d'Assens (1396), mais, d'après les témoignages danois, il refusa de lui faire hommage et ne reçut pas l'investiture; d'après les Holsteinois, tout se passa, au contraire, suivant toutes les règles féodales, et il semble bien qu'ils se rapprochent davantage de la vérité, à en juger d'après les bons rapports postérieurs de Marguerite avec le duc de Slesvig. Plus tard, pendant que la veuve et les fils mineurs de celui-ci étaient sous leur tutelle, Marguerite et Érik en profitèrent pour acquérir, comme gages ou comme fiefs, les deux tiers du Slesvig. Cela ne se passa point sans contestations, surtout quand la tutelle des jeunes ducs eut été remise entre les mains de leur oncle,

plus haut que l'époque où il prend l'histoire du Danemark. On sait qu'Érik de Poméranie, petit-neveu de Marguerite, vint en Danemark à l'âge de sept ans, fut couronné à quinze roi des trois royaumes scandinaves (1397), ne commença vraiment à régner qu'après la mort de sa grand'tante (1412), fut déposé en 1439 par le Conseil du royaume de Danemark et par celui de Suède, se retira alors dans l'île de Gotland jusqu'en 1449 et passa ensuite les dix dernières années de sa vie en Poméranie.

Henri de Lunébourg. Dès 1440, le Holstein était en armes, et, après la mort de Marguerite, la querelle s'envenima.

Érik, qui avait apporté à cette lutte tout l'enthousiasme de la jeunesse, la reprit sur-le-champ avec la plus grande énergie. Les deux partis convinrent enfin de se soumettre, sans trop indiquer sur quels points, à une cour arbitrale qui siégea à Nyborg (1443). Henri de Lunébourg fut surpris de voir que le roi contestait à ses neveux leurs droits au duché de Slesvig et déclara qu'ils étaient disposés à prêter hommage à Érik pour ce fief, comme l'avait déjà fait leur père. Devant les prétentions danoises, il rompit net et partit de Nyborg avec eux. Le tribunal les condamna par contumace à la perte de leur duché pour les raisons suivantes : leur père avait refusé l'hommage et n'avait pas reçu l'investiture ; les jeunes ducs, sous la direction de leurs tuteurs, s'étaient rendus coupables de félonie en prenant les armes contre leur suzerain et avaient ainsi forfait tout droit au duché ; le fief revenait donc à Érik comme suzerain et même comme seul héritier légitime par sa bis-aïeule Helvig de Slesvig, sœur du duc Valdemar et femme de Valdemar Atterdag.

Ce jugement n'arrêta pas les hostilités, loin de là. Les jeunes ducs continuèrent à réclamer le Slesvig comme partie de leur héritage paternel et comme pays allemand. Ils alléguaient l'investiture donnée jadis à leur bis-aïeul Gérard le Grand ; Érik leur opposait un reçu d'où il ressortait que Gérard et ses fils avaient détenu le Slesvig en gage et non en fief. Des deux côtés on savait fort mal l'histoire du duché, et les ducs auraient mieux prouvé leur bon droit, au point de vue féodal, en s'appuyant sur l'investiture de leur père à Nyborg.

D'ailleurs, Érik ne se souciait plus maintenant de réfuter aucun de ces détails. Habitué qu'il avait été en Allemagne au système féodal, il ne pouvait manquer de remarquer qu'il n'existait rien de semblable dans le royaume danois : là on ne connaissait, sous le nom de fiefs, que des bénéfices temporaires. Érik en conclut bientôt, mais à tort, que le Slesvig ne pouvait faire exception. A partir de ce moment, il ne cessa de proclamer que le Slesvig formait partie intégrante et inséparable du Danemark, et non seulement qu'il n'avait jamais pu être donné en fief, mais que, l'eût-il été, le devoir du souverain était de considérer comme sans valeur cette infraction aux lois fondamentales du royaume. C'est cette conception qu'Érik parvint à faire triompher auprès de son cousin l'empereur Sigismond, quand les deux partis, après bien des luttes et des négociations stériles, eurent choisi celui-ci comme arbitre suprême. Le jugement portait, en effet, que tout le Slesvig appartenait à Érik *jure directi et utilis dominii*,

autrement dit comme domaine pur et simple, tandis que les comtes de Holstein n'y avaient aucun droit *ratione feudi* (28 juin 1424).

A cette décision, rendue d'ailleurs par l'empereur seul, contrairement à leur désir, les Holsteinois refusèrent de se soumettre, et la guerre recommença, interrompue souvent par des négociations et par des trêves mal observées de part et d'autre, surtout du côté des Allemands. Érik eut d'abord le dessus, puis les Holsteinois, grâce à l'aide de la Hanse, occupèrent peu à peu presque tout le Slesvig. A ce moment, le roi, inquiet par l'insurrection suédoise, traita avec ses ennemis (Vordinborg, 1435) : il leur accorda en fief pendant leur vie et à leurs héritiers pendant deux ans la partie du Slesvig qu'ils occupaient effectivement. A l'expiration de ce délai, on devait reprendre la question, aucune des parties n'abandonnant ses droits. Après la déposition d'Érik, le Conseil du royaume (Lubeck, 1439) et Christophe de Bavière (Kolding, 1439) allèrent plus loin encore : ils donnèrent aux comtes de Holstein tout le Slesvig en fief héréditaire.

M. Erslev est le premier qui ait signalé le principe soutenu avec justice par Érik et reconnu par l'empereur Sigismond : le Slesvig est un pays danois à tous les points de vue et constitue une partie inaliénable du Danemark.

II.

Nous avons vu que la Hanse avait appuyé les comtes de Holstein et largement contribué à leur succès final. Cette association puissante et avide a joué dans l'histoire d'Érik un rôle néfaste et souvent peu loyal. Sous Valdemar Atterdag, elle avait consenti à faire la paix avec le Conseil royal (Stralsund, 1370), à condition qu'on lui accordât de nombreux privilèges et qu'on lui donnât comme garantie, avec voix prépondérante dans le choix du prochain roi, presque toute la Scanie occidentale pendant quinze ans. Marguerite avait réussi à rentrer en possession de ce gage, mais elle avait dû confirmer les privilèges. Érik avait gagné les bonnes grâces de la Hanse en combattant le conseil révolutionnaire de Lubeck pour rétablir l'ancien. Il voulut en profiter pour obtenir l'alliance des villes hanséatiques contre le Holstein, et il finit par y arriver. La Hanse espérait ainsi jouir en paix de ses anciens privilèges et même les augmenter. Mais Érik déclara qu'il ne pouvait confirmer ceux qui étaient incompatibles avec le maintien de son autorité et de sa dignité royales ou nuisibles au commerce de ses royaumes et à l'intérêt de ses sujets, — c'est-à-dire presque tous. — Contrairement au traité, les villes hanséatiques prirent alors parti pour le Holstein, sans négocier

d'abord avec Érik, déclarèrent la guerre à celui-ci et entrèrent immédiatement en campagne. Les ordres de Sigismond ne purent les arrêter. La lutte s'aggrava encore quand Érik eut établi dans le Sund des droits de péage. Malgré bien des alternatives, l'avantage sur mer semblait être du côté du roi, et il serait sans doute parvenu à imposer des conditions favorables aux intérêts scandinaves, quand l'insurrection suédoise l'obligea à conclure rapidement la paix et à confirmer les anciens privilèges de la Hanse (Vordingborg, 1435). Après sa déposition, le Conseil du royaume et Christophe de Bavière se virent contraints de ratifier ces concessions (Lubeck et Kolding, 1439). Celui-ci, il est vrai, reprit ensuite la lutte, en déclarant que les villes hanséatiques avaient plus de droits en Danemark que le roi lui-même; mais elle ne devait se terminer que cent ans plus tard, à l'avantage du Danemark.

III.

C'est donc le soulèvement des Suédois qui força Érik à traiter avec ses ennemis allemands. L'histoire de cette révolution a déjà été suffisamment exposée dans des ouvrages antérieurs à celui de M. Erslev. Il fait cependant ressortir avec plus de clarté qu'on ne saurait l'imputer, au moins dans ses causes premières, aux fautes du roi Érik. L'acte d'union rédigé à Calmar n'avait jamais été publié, contrairement aux engagements pris, et Marguerite avait gouverné sans en tenir compte, soumettant en réalité la Suède et la Norvège à l'hégémonie danoise, nommant dans ces deux pays des baillis, des châtelains et des évêques danois ou allemands, réunissant au domaine royal de nombreuses terres soi-disant usurpées, exerçant enfin une autorité absolue. Instruit par sa grand'tante dans l'art de régner, Érik ne pouvait que suivre ses errements, en croyant ainsi se conformer au droit strict. Il donna pourtant beaucoup moins qu'elle dans l'arbitraire. En Suède, par exemple, on cessa de confisquer des terres sur une grande échelle, et Érik déféra les cas en litige à des tribunaux composés de manière à sauvegarder les intérêts suédois. L'immigration des Danois et des Allemands diminua. La noblesse suédoise s'accommodait assez de ce régime, peu désireuse qu'elle était de voir arriver au pouvoir et surtout au trône quelqu'un des siens. Le peuple, au contraire, ne cessait de se plaindre, avec raison, des exactions des baillis et des châtelains royaux; il lui déplaisait d'obéir à un roi étranger et toujours retenu en Danemark; il lui pesait enfin de payer tant d'impôts pour soutenir des guerres en apparence purement danoises, qui nuisaient à sa prospérité en arrêtant le commerce

de la Suède avec la Hanse. De là cette insurrection des paysans, par laquelle ils commencèrent à jouer un rôle important dans l'histoire du pays et obtinrent une place dans sa diète. Les peuples ne sauraient rester unis que par des intérêts communs, et il n'en existait plus entre le Danemark et la Suède; depuis que les deux pays avaient secoué le joug et la crainte du Mecklembourg. Aussi le Conseil du royaume, la noblesse et surtout le clergé ne tardèrent-ils pas à suivre en Suède le mouvement populaire, tout en cherchant à l'endiguer. Érik se montra en cette occasion aussi entêté qu'inactif, et quand il eut bien constaté que le droit n'était pas de son côté, il renonça réellement à la lutte.

IV.

Certes, les Danois pouvaient le lui reprocher, ainsi que son obstination à vouloir rendre la couronne héréditaire dans sa famille au lieu de la laisser élective. Mais on se demande s'ils avaient d'autres plaintes fondées à lui adresser. Dans celles qu'ils rédigeaient vers la fin de son règne, on ne trouve qu'exagérations et inexactitudes. Érik, ce premier roi étranger, avait lutté sans repos pour rattacher le Slesvig au royaume, cessé presque d'appeler des Allemands en Danemark et défendu le commerce danois contre la tyrannie de la Hanse. Il avait accordé des privilèges très étendus aux villes, dont plusieurs lui doivent leur existence ou tout au moins leur développement, Elsenæur, par exemple, et même Copenhague, cédée à contre-cœur par l'évêque de Roskilde et choisie dès lors pour capitale. Par le péage du Sund, il augmenta les revenus de la couronne. Il se montra aussi moins autoritaire que ses prédécesseurs à l'égard du clergé; il est vrai que ce dernier, inspiré par l'esprit de réforme qui soufflait alors sur le monde catholique, aurait voulu se soustraire complètement à l'autorité royale. Enfin, Érik consulta beaucoup plus souvent que ses devanciers le Conseil du royaume, qui s'était formé à l'abri du trône et qui, dès la fin de son règne, prit en main pour bien longtemps le gouvernement du pays.

Les guerres d'Érik avaient, il est vrai, fatigué et appauvri le Danemark sans lui rapporter aucun avantage. Le commerce en avait pâti, entre autres raisons, à cause du veto sur l'exportation. Cependant, la classe qui avait été la plus éprouvée, celle qu'Érik avait en outre le moins favorisée et même durement réglementée au profit de la bourgeoisie, je veux dire les paysans, se révolta après sa déposition pour défendre sa cause contre la noblesse. Il y a là d'ailleurs des points obscurs que M. Erslev a omis d'élucider et qu'il serait

pourtant utile d'éclaircir pour expliquer l'évolution de la classe campagnarde en Danemark. Toujours est-il que les vilains furent battus et que le pouvoir resta entre les mains des seigneurs. Leur fidélité envers Érik a son pendant presque exact dans l'attitude de la Norvège. Ce pays avait beaucoup plus souffert de l'union que la Suède. Érik n'y était jamais venu depuis son avènement, et il y avait nommé un assez grand nombre d'étrangers à des postes importants. Néanmoins, les Norvégiens attendirent pour se détacher d'Érik, leur roi héréditaire, qu'il les eût lui-même tout à fait abandonnés.

Érik ne put jamais comprendre la défection des Danois, et il dut en être profondément blessé. Il prit la peine de répondre à leurs accusations et leur proposa de s'en remettre à un arbitre. Il attribuait leur désertion à cette ingratitude et à cet esprit d'insubordination envers leurs souverains, dont il trouvait, disait-il, maints exemples dans leur histoire. Mais toujours il leur conserva une affection particulière; quand les Suédois voulurent s'emparer de l'île de Gotland, où il vivait à l'écart depuis dix ans, il prévint les Danois, qui s'en saisirent et la conservèrent pendant deux siècles.

Sans doute, il n'a réussi dans aucune des vastes entreprises extérieures que cette affection lui inspira pendant son règne si agité. Mais il a du moins laissé à ses successeurs un royaume pacifié, régulièrement organisé, débarrassé de toute velléité féodale et fermement uni, — excepté en ce qui concerne le Slesvig. — A l'intérieur, en d'autres termes, il a consolidé et achevé l'œuvre de Valdemar Atterdag et de Marguerite.

Paul VERRIER.

LE PRINCE LOUIS BONAPARTE ET LE PRINCE DE METTERNICH EN 1838.

Tout le monde connaît l'épisode dramatique de la vie du prince Louis Bonaparte, qui mit en péril les relations pacifiques de la France et de la Suisse. Louis Bonaparte, revenu à Arenenberg vers le milieu de l'année 1837, de l'Amérique, où il avait séjourné quelque temps après l'affaire de Strasbourg, fit publier par un de ses complices, Laity, une brochure qui exaltait cette échauffourée et contenait une apologie du bonapartisme. Le gouvernement du roi Louis-Philippe ne se contenta pas de la condamnation à cinq années de détention et à dix mille francs d'amende infligée à Laity par la Cour des pairs; il demanda l'expulsion du prince hors de Suisse. A la diète helvétique, M. Kern, député du canton de Thurgovie, soutint que le prince était citoyen de ce canton et repoussa la demande du gouvernement français. La diète se prorogea au 4^{or} octobre 1838 sans avoir pris aucune décision.

En attendant, le gouvernement français ne se borna pas à des notes menaçantes, approuvées par les gouvernements de l'Autriche, de la Prusse, de Bade, du Wurtemberg; il réunit sur les frontières de la Suisse un corps d'armée sous le commandement du général Aymar. D'autre part, en Suisse, les esprits se montaient. Le sentiment public était unanime en faveur de la défense du sol natal, et on se livrait avec ardeur à des préparatifs militaires. Cette situation critique fut tranchée par la résolution du prince Louis Bonaparte de quitter la Suisse et de se rendre en Angleterre. La diète, aussitôt qu'elle fut réunie, adressa le 6 octobre au duc de Montebello, ambassadeur de France, la communication suivante : « Lorsque les Grands Conseils des cantons ont été appelés à délibérer sur la demande de M. le duc de Montebello, leurs votes se sont partagés sur la position de Louis Napoléon-Bonaparte et sur la question de nationalité, mais non sur le principe que la demande d'expulsion d'un citoyen suisse serait inadmissible, comme contraire à l'indépendance d'un état souverain. Depuis que Louis Napoléon a fait, pour s'éloigner du territoire de la confédération, des démarches publiques, que le Directoire s'est occupé à faciliter, une délibération

de la diète sur cette matière devient superflue. » Tout en ne dissimulant pas le pénible étonnement causé par les démonstrations hostiles de la France, la diète exprimait l'espoir que rien ne troublerait à l'avenir la bonne harmonie des deux pays. Le comte Molé, ministre des Affaires étrangères, se déclara satisfait de cette réponse. Le prince Louis Napoléon, muni d'un passeport anglais, quitta Arenenberg le 44 octobre. L'affaire, qui avait éveillé les passions et menacé la paix, était terminée.

Mais il y avait un haut personnage que ce dénouement ne satisfaisait point. C'était le prince de Metternich. A ses yeux, il s'agissait de profiter de l'occasion pour donner une leçon sévère à la Suisse. Il avait déjà en 1836, après l'échauffourée de Strasbourg, émis l'opinion suivante : « Ce qui est certain et ce qui n'a plus guère besoin d'être démontré à personne, c'est qu'un foyer toujours incandescent comme l'est la Suisse ne peut être toléré dans la partie du monde qui a tant de prétentions aux progrès de la civilisation. » Le 7 août 1838, au commencement du conflit entre la France et la Suisse, il écrivait au comte Apponyi, représentant de l'Autriche à Paris : « Si la Suisse devait ne point satisfaire à ce qu'il est de son strict devoir de mettre en ordre, ce n'est plus de Louis Bonaparte qu'il pourrait être question, mais d'un pays qui se déclarerait en rébellion contre les règles les moins contestables du droit public. » Et le 12 octobre 1838, après avoir pris connaissance de la réponse du Directoire fédéral, adressée au duc de Montebello, le chancelier d'État d'Autriche conseillait au gouvernement français de ne pas se contenter d'une satisfaction « de fait », mais « d'insister sur une franche déclaration des principes de la part du corps helvétique ». « Il s'agit, écrivait-il au comte de Saint-Aulaire, ambassadeur de la France à Vienne, de plus que de Louis Bonaparte présent ou absent ; il s'agit de savoir si le corps helvétique entend qu'il soit remis au bon plaisir de ce personnage de compromettre ou de respecter les devoirs de la Suisse envers un grand État voisin¹. »

Personne ne pourrait soupçonner que le prince de Metternich, en même temps, s'était mis en relations secrètes avec le prince Louis Bonaparte, pour l'empêcher à tout prix de choisir comme asile l'Angleterre, le pays libre par excellence. Les ouvrages historiques les plus réputés, qui traitent ce sujet, n'en disent rien. Il n'en est fait mention ni dans l'*Histoire de la monarchie de Juillet* de Thureau-Dangin², ni dans le livre de Thirria sur *Napoléon III avant l'Em-*

1. *Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich*, t. VI, p. 158, 283, 284.

2. On lit dans Thureau-Dangin, *loc. cit.*, t. III, p. 285 : « Les puissances,

pire. Le seul ouvrage, à ma connaissance, où le fait soit brièvement noté, est le livre de E. Lecomte : *Louis Napoléon-Bonaparte, la Suisse et le roi Louis-Philippe* (Paris, 1856). On y lit (p. 238) : « On a prétendu, et cette assertion paraît s'être confirmée, qu'au moment de quitter Arenenberg, Louis Napoléon avait reçu un message du prince de Metternich, qui lui offrait, au nom de l'empereur, l'hospitalité dans les États autrichiens, où il serait reçu et traité comme un prince allié à la famille impériale de l'Autriche. Louis Napoléon aurait refusé, en déclarant qu'il optait pour l'Angleterre, le gouvernement de ce pays étant le seul qui n'eût point appuyé la demande à laquelle il devait son éloignement de la Suisse. » Cette indication est empruntée textuellement au n° 96 de la *Thurgauer Zeitung* du 27 octobre 1838 (« selon une lettre de Paris du 21 octobre »). Une indication un peu différente se lit dans l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg du 16 octobre 1838 (*Beilage*, n° 289, p. 2309) : « Du Danube, 10 oct. Le prince Louis Napoléon se rendra de la Suisse à Inspruck. Le gouvernement autrichien a offert au prince cette ville comme asile provisoire, jusqu'à ce que le conflit avec la France soit terminé et que le prince se soit décidé pour un domicile définitif. L'ambassade de l'Autriche en Suisse donnera au prince des passeports, et les employés de l'administration du Tyrol ont reçu l'ordre de lui accorder la protection nécessaire. On ne lui permet pas jusqu'à nouvel ordre de se rendre dans l'intérieur de l'Autriche. » Cette note n'échappa pas à la rédaction de la *Neue Zürcher Zeitung* qui, en l'insérant dans le n° 426 du 19 octobre 1838, ajoutait malicieusement : « L'Autriche paraît estimer la possession d'un prétendant de telle sorte, d'autant plus que celui qu'elle possède déjà (Henri, duc de Bordeaux) a perdu en valeur par la concurrence. » Enfin, l'*Allgemeine Zeitung* du 23 octobre 1838 (*Beilage*, n° 296, p. 2368) apprit à ses lecteurs : « Vienne, 18 oct. On dit que Louis Napoléon a informé notre gouvernement de son désir de se rendre en Autriche, qu'on lui a offert la capitale du Tyrol comme asile provisoire, mais qu'il a décliné cette offre avec beaucoup de remerciements. »

La libéralité incomparable de l'administration des archives d'État de Vienne me met en état d'éclaircir tous les détails de cette affaire intéressante. En parcourant à Vienne la correspondance du comte Louis de Bombelles, représentant de l'Autriche en Suisse, et du prince de Metternich, j'ai pu constater que c'était en effet Louis Bonaparte

émues de voir Mazzini et d'autres réfugiés, récemment expulsés de la Suisse, y rentrer pour s'associer à l'agitation, provoquée en faveur du prince, etc. » C'est une erreur. Mazzini et d'autres réfugiés, récemment expulsés de la Suisse, n'y rentrèrent pas.

qui, dès le mois de septembre, s'adressa à Bombelles. Le prince de Metternich, voyageant en Italie, écrivait à Bombelles de Florence, le 28 septembre 1838 :

J'ai vu, par la lettre que Votre Excellence m'a adressée en date du 18 septembre, que Louis Bonaparte a fait faire auprès d'Elle une démarche¹ pour s'enquérir si, en quittant la Suisse, il serait reçu dans les États de Sa Majesté. Vous voudrez bien, M. le Comte, en réponse à la demande, lui faire insinuer que, s'il se décide à sortir *immédiatement* du territoire helvétique, vous êtes autorisé à lui accorder un passeport pour Inspruck, d'où il aurait à me faire connaître ses vœux ultérieurs au sujet du séjour à désirer pour lui.

Quelques jours plus tard, le 1^{er} octobre 1838, Metternich faisait connaître à Bombelles la nouvelle tournure que prenait l'affaire. A Florence vivait retiré le comte de Saint-Leu, l'ancien roi de Hollande, dont l'épouse avait été la reine Hortense, mère du prince Louis Bonaparte. Le comte de Saint-Leu, qui désirait vivement voir le prince mener une vie tranquille et dont les puissances ne pussent prendre ombrage, écrivit à Metternich en désignant la Bavière comme l'asile le plus convenable. Metternich lui envoya un fonctionnaire de sa chancellerie pour lui faire connaître la démarche du prince auprès de Bombelles et sa réponse du 28 septembre. Le comte de Saint-Leu reçut cette information « avec un grand plaisir » et fit prier Metternich de s'employer auprès du roi de Bavière afin qu'il permit à son fils de se retirer dans ce pays, où séjournait sa tante, la duchesse de Leuchtenberg, et où il avait encore quelques possessions provenant de l'héritage de sa mère. Metternich lui fit proposer par le même intermédiaire « d'écrire à son fils pour l'informer de la démarche qu'il avait faite auprès de lui (Metternich)... de lui dire qu'à cette occasion il avait appris celle qu'il avait fait faire par M. de Persigny, de lui exprimer le plaisir qu'il en éprouvait, si effectivement il avait l'intention sincère de s'éloigner du foyer d'intrigues où il se trouvait ». Le moyen le plus sûr de parvenir à ce but serait de se retirer immédiatement à Inspruck et d'y attendre la réponse du roi de Bavière. Le comte de Saint-Leu accepta cette proposition et consentit volontiers à faire remettre sa lettre à son fils par les soins de Bombelles. « Il exprima à cette occasion l'embarras où il se trouvait d'écrire à son fils, vu que depuis longtemps sa correspondance avec lui avait été des plus amères en suite du chagrin qu'il lui faisait,

1. Les documents conservés aux archives d'État de Vienne m'apprennent que Louis Bonaparte fit faire cette démarche par son fidèle ami M. de Persigny.

mais qu'il ferait un dernier effort sur lui-même pour s'exprimer paternellement »¹.

Metternich ne manqua pas d'instruire le représentant de la France à Florence de toutes ces manœuvres. Il se félicita de s'être assuré le concours du comte de Saint-Leu et se loua de la lettre de ce dernier. Mais, « malgré ces bonnes apparences, il ne garantit pas que le caractère inconstant et malveillant de M. Louis Bonaparte ne le fit changer soudainement de résolution »².

En effet, le prince Louis Bonaparte déjoua l'habile projet, concerté entre le prince de Metternich et le comte de Saint-Leu à Florence. C'est ce que nous apprennent les rapports de Bombelles et les documents qui y ont été annexés. Bombelles, après avoir reçu la dépêche envoyée par Metternich le 4^{er} octobre, ne perdit pas un instant pour exécuter ses ordres. Dès le 8 du même mois, il expédia à Arenenberg le chevalier Frank de Negelsfürst, attaché à la légation autrichienne, et le munit du passeport « d'un simple particulier, voyageant pour son plaisir », et « des plus petits détails des instructions nécessaires »³. Frank de Negelsfürst revint de son voyage le 10 octobre au soir. Voici le rapport qu'il fit au comte de Bombelles :

Lucerne, 10 octobre 1838.

Monsieur le Comte,

Je m'empresse de vous rendre compte de la manière dont j'ai pu m'acquitter de la commission auprès du prince Louis Bonaparte que Votre Excellence a bien voulu me confier.

Arrivé à Ermatingen à sept heures du soir, je me suis rendu incessamment à pied à Arenenberg. Moyennant une carte de visite, je me suis fait annoncer chez le Prince, qui m'a reçu seul dans un grand salon au rez-de-chaussée.

Je lui ai présenté ma lettre d'introduction, et je lui ai fait part du but de ma visite en lui remettant en même tems la lettre du comte de Saint-Leu et en y ajoutant, suivant les ordres de S. A. le prince de Metternich, que tout ce que M. son père lui proposait répondait com-

1. Metternich à Bombelles, 1^{er} octobre 1838 (Archives d'État de Vienne, Suisse). Le comte de Saint-Leu à Metternich, Florence, 29 septembre 1838. Metternich au comte de Saint-Leu, Florence, 29 septembre 1838 : « Nos idées se rencontrent. Rien, M. le Comte, n'est sage et honorable comme la position que vous avez prise dans une bien regrettable circonstance » (Archives d'État de Vienne, *Toscana, Varia*, fasc. 17). Cf. le journal de la princesse Mélanie de Metternich, *Mémoires de Metternich*, t. VI, p. 259.

2. Copie d'une lettre de Bellocq à Molé, Florence, 11 septembre 1838 (Archives d'État de Vienne, *Toscana, Varia*, fasc. 17).

3. Bombelles à Metternich, Lucerne, 8 octobre 1838.

plètement aux idées de Son Altesse et avait même été concerté entre Elle et le comte de Saint-Leu.

Le prince Louis me répondit qu'il avait déjà été informé par M. Persigny de l'offre du Prince chancelier concernant son voyage à Innsbruck, et qu'il avait chargé son correspondant de présenter ses sincères remerciemens à Votre Excellence, et de l'assurer du chagrin qu'il éprouvait de ne pas pouvoir accepter dans ce moment l'asyle qu'on lui offrait, ayant déjà demandé et reçu son passeport pour l'Angleterre. Lui ayant répondu que, n'ayant pris aucun engagement formel vis-à-vis de cette puissance et ayant été invité par le Vorort à nommer, d'après son choix, l'endroit ou le pays où il voudrait se rendre, il était toujours le maître de se porter là où cela lui conviendrait le mieux et de changer d'avis, avant d'avoir donné encore aucun commencement d'exécution à son premier projet.

Là-dessus, une conversation s'est engagée qui serait trop longue pour être exposée à Votre Excellence dans tous ses détails et dans l'ordre où ces détails se sont présentés. Je me bornerai à la simple relation des motifs allégués par le Prince et qui l'empêchaient d'accepter pour le moment l'offre bienveillante que j'étais chargé de lui faire; puis je tâcherai d'exposer en peu de mots les argumens par lesquels je me suis efforcé de combattre ces objections pour répondre aux ordres de Votre Excellence, qui me prescrivaient d'employer tous mes moyens pour engager le Prince à suivre l'invitation qui venait de lui être adressée.

Le Prince me dit entre autres :

« Vous savez, Monsieur, que mes idées se sont portées avant tout vers l'Autriche et vous connaissez la démarche que j'ai fait faire auprès du comte de Bombelles et le refus que j'ai reçu. Les événemens se pressaient et je ne pouvais plus laisser la Suisse, qui m'a témoigné tant d'intérêt, dans l'état d'incertitude où elle s'était engagée pour moi. J'ai écrit la lettre aux autorités du canton de Thurgovie; en réponse, j'ai été pressé de nommer le pays où je voudrais me rendre; j'ai différé de répondre pendant deux ou trois jours et enfin je n'ai plus pu résister aux demandes réitérées et j'ai nommé l'Angleterre. C'est un pays que j'aime et puis c'est *le seul* qui m'ait témoigné un véritable intérêt; tous les autres se sont montrés hostiles à mon égard; tous ont appuyé la France et ont demandé mon expulsion. Il y a quelque tems que j'ai écrit à ma tante à Munic en la priant de me procurer de la part du roi de Bavière la permission de me rendre auprès de mes parens dans cette ville. Le roi m'a fait répondre que, non seulement il ne me donnerait pas la permission de me rendre à Munic, mais qu'il ne me permettrait pas même de traverser ses États. Vous concevez facilement, Monsieur, que, d'après un refus aussi sec et aussi dur, je ne pourrais plus accepter à présent une grâce qui serait, pour ainsi dire, arrachée au Roi par l'Autriche. Et puis, quelle figure ferais-je à Munic? Je suis nullement intentionné de me donner en spectacle et de mendier un accueil qui ne pourrait être qu'humiliant pour moi.

Tout ce que je désire maintenant est le repos, de vivre tranquille et ignorer, loin des tracasseries qui ont bouleversé mon existence et des calomnies qui m'ont poursuivi sans relâche. Le moindre pas que je faisais a été défiguré; toutes mes démarches étaient épiées et mal interprétées. J'en suis fatigué à l'excès; je veux prendre une maison de campagne près de Londres et y vivre en paix, isolé de tout le monde et éloigné de tout ce qui pourrait faire parler de moi.

« Quant à la lettre de mon père, je suis vraiment touché de tout ce qu'il me dit; mais j'ai essayé déjà plusieurs fois de me rendre auprès de lui; à l'époque du choléra en Italie, je tremblais pour ses jours, je voulais voler auprès de lui, il m'a constamment refusé; et je suis sûr, si à présent je renouvelais mes instances, il ne voudrait pas me voir. Je vous ai dit les motifs pourquoi je ne pourrais pas aller en Bavière. Repoussé de tout côté il ne me reste donc que l'Angleterre, le seul pays qui me tend les bras. Et même, si je voulais accepter votre offre, comment le pourrais-je après tout ce qui a déjà été fait, après les démarches de la part du Vorort auprès des différentes missions, après que le passeport anglais se trouve entre mes mains? Je suis persuadé que vous serez assez juste pour reconnaître comme moi cette impossibilité. »

Voilà ce que, à différentes reprises de parole, le Prince a opposé à mes instances réitérées. J'essaierai à présent, pour acquit de ma conscience, d'esquisser en peu de mots ce que, également à différentes reprises, j'ai cru devoir lui répondre :

« Quant à la démarche que vous avez fait faire auprès de M. le comte de Bombelles, vous concevrez facilement, mon Prince, qu'il n'appartenait pas au ministre d'Autriche en Suisse de vous donner la permission que vous désiriez; tout ce qu'il a pu faire, et ce qu'il a fait sans délai, c'était de demander les ordres du Prince chancelier. La réponse ne s'est pas fait attendre; elle est arrivée plus vite que nous n'osions l'espérer. Non seulement que l'entrée en Autriche vous a été ouverte, mais le prince de Metternich, malgré les affaires importantes qui devaient encore se multiplier en Italie et malgré qu'il espérait trouver quelques momens de repos dans son voyage à Florence, il n'a cessé, pendant ce même voyage, de s'occuper de vous avec un soin vraiment paternel; il n'a pas seulement eu en vue votre position actuelle, il a pensé aussi à votre avenir et il s'est concerté avec M. votre père sur les moyens de le régler de la manière la plus convenable. Ceci répond aussi, je crois, victorieusement à ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire à l'égard de l'attitude hostile que tous les gouvernemens, même l'Autriche, auraient adopté vis-à-vis de vous, excepté l'Angleterre, qui seule vous aurait montré de l'intérêt. Si jamais une puissance vous a montré de l'intérêt, cet intérêt véritable qui seul pouvait vous tirer de la position fâcheuse dans laquelle vous vous êtes placé, c'est l'Autriche; c'est elle qui vous tend les bras pour vous sauver, c'est elle qui veut assurer votre existence d'une manière durable. Ce que l'Angleterre a fait pour vous, elle le fait pour tout le monde; elle vous accorde

un asyle qu'elle donne à tout réfugié politique et à tout individu qui, pour un motif quelconque, est obligé de fuir sa patrie. Si, du reste, l'Autriche a appuyé verbalement la demande de la France; elle a dû le faire. Vous vous étiez placé dans une position menaçante pour la France, et j'oserais presque dire pour le repos de l'Europe. Cet état ne pouvait pas durer, il devait finir à tout prix; l'exemple était trop dangereux pour que toutes les puissances amies de l'ordre n'eussent dû désirer le voir écarter. Maintenant qu'il est écarté, l'Autriche vous présente le seul parti qu'il vous convient de prendre; il ne dépend que de vous d'en profiter.

« Dans les conjonctures où vous aviez témoigné vous-même le désir de vous rendre en Bavière, il n'est pas étonnant que le Roi n'ait pas voulu vous y recevoir; mais à présent, après l'intercession puissante de l'Autriche, il est à présumer que les portes vous y seront ouvertes. Et croyez-moi, mon Prince, c'est le seul parti qui vous convient également sous tous les rapports.

« C'est là que vous vous trouverez à votre place, éloigné des intrigues dont, comme vous dites, vous êtes abreuvé, vous vous trouverez à Munic, entouré de vos parents qui sauront vous aimer, à une cour dont bientôt vous saurez faire partie dès qu'on sera persuadé que vous désirez sérieusement vous arracher des liens qui commencent à vous peser. Toutes les exigences donc, du cœur et de l'amour-propre, y pourront être satisfaites; c'est là que vous trouverez le repos que vous cherchiez inutilement en Angleterre. Jamais vous n'y serez seul; et même si vous l'étiez et si, comme vous l'assurez, vous voudriez vous tenir éloigné de tout ce qui, sous le rapport politique, pourrait porter ombrage, on ne vous croira pas. Dieu seul juge d'après les intentions et non d'après les faits; l'homme, au contraire, juge les faits et non pas l'intention, et, en Angleterre, les faits vous seront toujours contraires. En Bavière, on saura que toute menée politique est impossible et peu de tems suffira pour faire oublier le passé. Vous y trouverez bientôt de l'attachement dans les personnes qui vous entoureront, pendant qu'en Angleterre ce ne sera que l'intérêt qui formera votre suite.

« Il me reste encore d'intéresser la tendresse de votre cœur filial à l'égard de votre père, tendresse dont vous n'avez jamais cessé de donner les plus belles preuves vis-à-vis de votre mère. Je la réclame à un titre tout aussi juste pour l'auteur de vos jours qui, presque au terme de sa longue carrière, vous ouvre les bras; pourriez-vous hésiter à vous y jeter? Je vous demande le sacrifice d'une existence qui ne vous a coûté que du chagrin et des déboires; pourriez-vous le lui refuser? Croyez-moi, mon Prince, un sacrifice qu'on fait pour la consolation d'un père ne reste jamais sans récompense. »

Voyant que le Prince était vraiment attendri, je continuais encore pendant quelques momens dans mon discours, qui commençait déjà à ressembler un peu à un sermon, lorsque, tout d'un coup, j'aperçus vis-à-vis de moi, derrière une porte vitrée qui donnait dans une chambre obscure, une tête qui se remuait. Je voyais que nous n'étions plus seuls;

j'ai cru donc devoir couper un entretien qui avait duré déjà près d'une heure et demie; je me suis levé en priant le Prince de réfléchir mûrement à tout ce que je lui avais dit, je lui ai rappelé la promesse solennelle qu'il m'avait faite de ne confier à qui que ce soit le motif de ma visite, et je lui ai dit que je reviendrais le lendemain de bonne heure pour apprendre sa décision et pour recevoir la réponse à la lettre de son père.

En sortant du salon, accompagné du Prince, j'ai trouvé dans l'antichambre tous les amis de la maison qui s'y étaient rassemblés pour me voir et presque rangés en haie pour nous laisser passer. Comme je n'en connaissais pas un seul, je ne pourrais les nommer. La seule chose que je puis affirmer, d'après les informations prises, c'est que M. Parquin¹ s'y trouva.

Le lendemain, à huit heures du matin, je suis retourné chez le Prince, qui m'a dit qu'il avait mûrement réfléchi sur ce que je lui avais dit la veille; qu'il n'était pas moins persuadé que moi de tout ce que je lui avais exposé; que, si l'offre bienveillante dont j'étais porteur lui eût été parvenue quelques jours plus tôt, il l'aurait acceptée avec empressement, mais que les engagements pris envers l'Angleterre, et surtout envers le Vorort, qui a fait tant de démarches pour lui, le mettent dans l'impossibilité de revenir de sa décision qui déjà a été rendue publique; qu'il était pénétré de la plus profonde reconnaissance pour l'intérêt que le prince de Metternich a bien voulu lui témoigner, qu'il me priait de faire parvenir à Son Altesse ses plus humbles remerciemens à cet égard, qu'il espérait que Son Altesse sera tout aussi convaincue que lui de l'impossibilité de revenir d'un parti pris d'une manière si publique; qu'il suppliait le Prince chancelier de croire que son départ pour l'Angleterre, qui aura lieu le 14 du courant, ne sera qu'un simple voyage pour s'éloigner de la Suisse et sans aucun autre but politique quelconque; qu'il priait le Prince de lui continuer sa haute bienveillance à laquelle il se proposait de recourir au printemps prochain pour obtenir la permission de se rendre à Vienne et de là auprès de son père en Italie, et il me remit en même tems les deux lettres ci-jointes, l'une à l'adresse de Votre Excellence et l'autre qui contient la réponse à son père et qui est sous cachet volant pour que vous puissiez en prendre connaissance.

En prenant congé, j'ai dit au Prince :

« L'Autriche vous a tendu les bras; vous n'avez pas eu le *courage* d'accepter les offres, car je sais qu'au fond du cœur vous l'auriez désiré. Je ne manquerai pas d'exposer à mon chef tout ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire; mais je ne puis pas vous répondre si, à une autre occasion, vous trouverez les mêmes dispositions bienveillantes que j'ai été chargé de vous annoncer. »

Voilà, Monsieur le Comte, un faible aperçu d'un entretien qui,

1. Le commandant Parquin, chef d'escadron de la garde municipale, qui avait pris part à l'échauffourée de Strasbourg.

malheureusement, n'a pas eu le succès que vous vous en étiez promis. Personne n'en est plus peiné que moi; rien n'a été omis de mon côté pour conduire l'affaire à une heureuse conclusion, et je puis assurer Votre Excellence sans vanité que jamais je n'ai trouvé plus de facilité dans l'acquittement de mon devoir qu'à cette occasion; je me trouvais sur un si beau terrain, les argumens, pour réfuter les objections du Prince, se présentaient en foule; je puis me flatter sans orgueil que tout esprit non préoccupé se serait rendu à mes raisons. Mais le parti du Prince était irrévocablement pris d'avance, peut-être pas autant par lui que par ses malheureux alentours, au pouvoir desquels il semble livré sans retour. Le Prince me paraît d'un caractère doux et pas du tout contraire aux bonnes impressions, mais il est faible et par là même une proie facile pour ceux qui ont su s'en emparer. Son Altesse le Prince chancelier paraît l'avoir très bien jugé et Elle a cru le moment favorable pour le soustraire aux malveillans qui le dominent. Les circonstances s'y sont opposées; Dieu sait si et quand une nouvelle occasion s'en présentera.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, je vous prie, l'hommage de ma plus haute considération.

Frank de NEGELSFÜRST.

Les deux lettres dont Frank de Negelsfürst fait mention dans son rapport existent encore aux archives de Vienne. La lettre du prince Louis Bonaparte, adressée au comte de Bombelles, s'y trouve en original; et c'est, en tout cas, un autographe précieux :

Monsieur le Comte,

J'ai reçu votre lettre du 7 octobre que M. Frank de Negelsfürst m'a remise. J'ai été heureux de recevoir de sa bouche l'assurance des dispositions bienveillantes de l'Autriche à mon égard. Je vous prie d'être auprès de Son Altesse le prince de Metternich l'interprète de mes sentimens de reconnaissance et de lui dire que je n'oublie jamais les bons procédés qu'on a pour moi. Je regrette vivement de ne pas pouvoir profiter maintenant de la permission qu'on m'a accordée d'aller en Autriche, mais j'ai déjà annoncé mon départ pour l'Angleterre, et en effet je désire y passer quelques mois dans la retraite, afin de me reposer, dans un pays qui ne peut avoir aucune rancune contre moi, de toutes les tracasseries auxquelles je suis en butte depuis quatre mois.

Au printemps prochain, les discussions auxquelles mon séjour en Suisse a donné lieu seront oubliées, et alors je me permettrai de rappeler au gouvernement de l'Empereur son offre bienveillante et je lui demanderai la permission d'aller voir mon père en Italie en passant par l'Autriche.

Recevez, Monsieur le Comte, l'assurance de ma haute estime.

LOUIS NAPOLÉON-BONAPARTE.

Il va sans dire que la deuxième lettre, adressée au comte de Saint-Leu, n'est conservée aux archives de Vienne qu'en copie. En voici le texte :

Mon cher père,

Je viens de recevoir, par l'entremise de l'ambassade d'Autriche, votre lettre du 1^{er} octobre. J'ai été heureux d'apprendre que vous avez approuvé deux fois ma conduite et dans mon intention de quitter la Suisse et dans mon désir de me rendre près de vous. J'avais aussi écrit à ma tante, la duchesse de Leuchtenberg, pour lui demander de s'informer auprès de son frère s'il me permettrait de séjourner en Bavière. Ma tante m'a répondu que non seulement le Roi ne me permettrait pas de demeurer dans ses États, mais pas même de les traverser. Je me suis alors adressé à l'Angleterre, qui seule ne s'est pas mise contre moi dans les dernières circonstances. L'ambassadeur de cette puissance m'a envoyé hier des passeports en règle pour me rendre à Londres par l'Allemagne et la Hollande. — Je compte partir le 14 octobre. Vous comprendrez, mon cher père, que dans les circonstances présentes, ne pouvant être que *toléré* en Bavière, si l'Autriche force le roi à me recevoir, mon avantage est d'aller vivre bien tranquillement près de Londres et d'attendre là que les nouvelles irritations soient calmées. J'espère qu'au printemps prochain on me permettra de me rendre auprès de vous. Ma conduite présente doit montrer quels sont mes sentimens, car il n'aurait tenu qu'à moi de jeter le gouvernement français dans les plus graves embarras. Mais je tiens trop à la France et à la Suisse pour vouloir être pour les deux pays une pomme de discorde.

On me fait espérer maintenant qu'en écrivant au prince de Metternich je pourrais peut-être obtenir la permission de me rendre près de vous.

Mais je ne me dissimule pas que ma présence en Italie éveillerait des soupçons de la part des gouvernemens italiens et que je m'y trouverais dans une position désagréable ; c'est pourquoi, malgré tout le bonheur que j'aurais à me retrouver auprès de vous, je préfère me rendre dans un pays où ma présence ne peut éveiller aucune inquiétude et où je peux me reposer sans soucis des tracasseries dont j'ai été l'objet.

J'espère, mon cher père, que vous saurez apprécier les motifs de ma conduite, et je fais des vœux pour que le prince de Metternich me conserve sa bienveillance et qu'il me permette l'année prochaine de me rendre près de vous.

Recevez, mon cher père, l'assurance de mon sincère et inaltérable attachement.

Votre tendre et respectueux fils.

Signé : LOUIS NAPOLÉON.

Le comte de Bombelles, en envoyant au prince de Metternich tous

ces documents, les accompagna d'un rapport supplémentaire. On y lit, entre autres, les phrases suivantes :

D'après ce que m'a dit Monsieur de Frank, Louis Bonaparte, en apprenant les desirs du comte de Saint-Leu et tout ce que l'Autriche voulait faire pour lui, a été profondément ému, et il s'en est fallu de très peu que de bons et honnêtes sentimens l'emportassent sur la fausse honte et le manque d'énergie qui l'attachent au parti dont sans s'en douter il n'est que le jouet. Il est très possible que, sans les entours qui obsèdent ce malheureux jeune homme, il eût pris une résolution qui l'eût sauvé. Mais il paraît que les intrigans qui font cercle autour de lui, et qui sont, plus ou moins, tous vendus au parti révolutionnaire ont fait tout au monde pour ne pas lâcher leur proie, et Louis Bonaparte n'a pas eu le courage de lutter.

Dans une conversation que j'ai eue avant-hier avec Monsieur de Persigny, qui était venu me porter une réponse polie, mais négative, à mes premières insinuations motivées par la dépêche de Votre Altesse du 28 septembre, un mot de cet individu m'a frappé : « Par la brochure Laity et tout ce qui s'en est suivi, m'a dit Monsieur de Persigny, nous avons voulu créer une position au prince Napoléon et nous y avons réussi. Son rôle maintenant est de rester tranquille et d'attendre les événemens. »

Il est hors de doute que le grand intérêt qu'a affecté de mettre le gouvernement français à l'éloignement de Louis Bonaparte (qui aurait pu s'obtenir par des moyens beaucoup plus simples) et l'appaisement subit de tout grief dont son départ, quoique soi-disant volontaire, a été la suite, ont donné au refuge d'Arenenberg une importance que sa position et son mérite réel étaient loin de lui accorder...

Le départ de Louis Bonaparte mettra fin, sans doute, à la position presque hostile dans laquelle la France et la Suisse se trouvent depuis quelque tems.

Je dois, avant de terminer ce rapport, rassurer Votre Altesse sur le profond secret qui, jusqu'à cette heure, a voilé à tous les regards le voyage de Monsieur Frank à Arenenberg. Si plus tard quelque chose se divulgue à cet égard, on ne pourra l'attribuer qu'aux entours de Louis Bonaparte; car, d'après la faiblesse connue du jeune homme, je me fie peu à la promesse, d'ailleurs très positive, qu'il a donnée à Monsieur de Frank de ne parler de sa mission à personne.

Il me paraît encore indispensable d'ajouter que si, dans sa lettre au comte de Saint-Leu, Louis Bonaparte dit *qu'on lui fait espérer qu'en écrivant au prince de Metternich il pourra peut-être plus tard obtenir la permission de se rendre en Italie*, cet espoir n'a nullement été encouragé par Monsieur de Frank comme outre-passant entièrement la latitude des propositions, que cet employé avait été chargé de transmettre.

Il ne resta à Metternich qu'à instruire le comte de Saint-Leu de

l'échec de leur stratagème. Il le fit de Venise, où il avait reçu le paquet de Bombelles, le 17 octobre 1838. Le brouillon de sa lettre est conservé également aux archives de Vienne¹. En voici la teneur :

C'est avec regret que je me trouve dans la nécessité de vous informer du non succès de la démarche que nous avons concertée à Florence pour faire sortir Monsieur votre fils de la voie pernicieuse et périlleuse dans laquelle l'ont entraîné de bien coupables conseillers. Ceux-ci l'ont emporté, et le jeune homme n'a pas trouvé la force de caractère qu'il lui eût fallu pour apprécier les exhortations à la fois paternelles et sévères d'un père et pour accepter la main secourable que le gouvernement impérial lui tendait. Vous en trouverez la preuve, M. le Comte, dans la réponse ci-jointe qu'il nous adresse sous cachet volant. Il n'est que trop clair que les mêmes hommes qui ont abusé jusqu'ici de l'ambitieuse faiblesse de Monsieur votre fils ne veulent pas lâcher prise et le réservent pour la première circonstance qu'ils croient favorable à leurs folles entreprises. Ils ne réussiront qu'à compromettre de plus en plus celui dont ils ont fait leur jouet. Il est pénible pour vous, Monsieur le Comte, qui avez rempli si noblement la tâche d'un père éclairé, de n'avoir pas mieux réussi. Votre conduite en cette occasion vous assure l'estime de tous les honnêtes gens, et celle qu'en particulier je vous ai vouée, M. le Comte, vous est déjà connue...

Il n'y a pas de réponse du comte de Saint-Leu. Mais on connaît « la nouvelle et bien honorable lettre », — selon l'expression de Metternich, — qu'il adressa au prince Louis Bonaparte². On y lit : « Du reste, je n'ai rien à vous dire, c'est fini pour toujours; mais je remplis un dernier devoir en vous priant de faire attention aux paroles suivantes. Il ne peut plus être question pour vous maintenant de la Bavière, beaucoup moins de l'Angleterre; vous n'avez qu'un parti à prendre; c'est de vous jeter dans les bras de l'Empereur d'Autriche, etc. »

C'était en vain. Louis Bonaparte s'était rendu en Angleterre. Deux ans plus tard, il entreprit l'expédition de Boulogne. En apprenant cet événement, Metternich écrivit au représentant de l'Autriche à Paris : « Je n'ai pas le temps de m'occuper de toutes les folies de ce bas monde. » Il ne soupçonnait pas que « le fou » deviendrait Empereur des Français.

Alfred STERN.

1. *Toscana, Varia*, fasc. 17.

2. *Mémoires de Metternich*, t. VI, p. 289.

LA RUSSIE ET LA PORTE OTTOMANE

DE 1812 A 1826.

(Suite et fin.)

A l'entrevue de Tchernovitz, l'empereur Alexandre avait poussé jusqu'à leurs dernières bornes sa générosité et ses sacrifices.

De toutes les conditions qu'il avait mises au rétablissement de ses relations diplomatiques avec la Porte, lors du Congrès de Vérone, une seule venait d'être consentie en principe, celle des mesures exigées pour le redressement des griefs commerciaux de la Russie; du reste, les Principautés continuaient d'être occupées militairement et les affaires de la Grèce n'avaient pas même encore été abordées. Cependant, Sa Majesté Impériale avait bien voulu envoyer à Constantinople un agent dont le rang et la considération personnelle relevaient la mission. Elle avait bien voulu déclarer que, dès qu'Elle serait satisfaite relativement aux Principautés, elle rétablirait ses rapports diplomatiques avec la Porte, et ce n'était pour le moment qu'avec ses alliés qu'Elle cherchait à discuter, si importante question de savoir vers quel but et par quelles voies se dirigerait l'intervention commune qui devait rendre le calme à la Grèce et à l'Orient.

[Ainsi donc, trois objets fixèrent l'attention du ministère impérial depuis l'entrevue de Tchernovitz.

L'exécution complète des arrangements de commerce convenus en principe avec Lord Strangford. M. de Minciaky devait la surveiller.

L'évacuation complète des Principautés, où les choses devaient être remises sur le pied du *statu quo* antérieur aux troubles de 1821.

Le plan à suivre pour la pacification de l'Orient, qui devait être discuté entre les Cours alliées et porté ensuite à la connaissance des parties contendantes.

De ces trois objets, ce fut le dernier qui donna lieu d'abord à des négociations suivies. Nous allons en rendre compte. Mais, comme dans cette partie de notre résumé et dans celle qui regardera les deux autres objets indiqués ci-dessus il va s'agir d'affaires dont aucune ne touche à son terme, nous laisserons souvent parler les actes mêmes qui s'y rapportent et qui seuls peuvent en faire suffisamment connaître le véritable état.

[La proposition d'établir des conférences à Saint-Pétersbourg, sur les

1. Voir *Revue historique*, t. XCI, p. 281; t. XCIII, p. 74.

moyens de rendre la paix au Levant, avait été concertée à Léopold par le ministère impérial avec le ministère autrichien. Nous étions convenus avec lui d'inviter les Cours de Paris, de Londres et de Berlin : 1^o à munir leurs représentants respectifs auprès de la Russie des pouvoirs et des instructions nécessaires] pour prendre part aux délibérations projetées; 2^o à charger leurs envoyés à Constantinople de suivre les avis qui leur seraient adressés de Saint-Petersbourg par leurs collègues], sur les démarches à faire dans le but d'exécuter les plans de pacification qui auraient été adoptés aux conférences, et, [3^o, d'émettre leur opinion sur les mesures qui pourraient conduire avec le plus de certitude à la solution de cette question si difficile. De notre part, nous annonçons la communication prochaine de quelques opinions sur ce sujet].

L'Autriche, [la France et la Prusse consentirent à l'établissement des conférences. L'Angleterre n'accueillit pas aussi favorablement nos propositions]. Nous avons déjà eu occasion de voir que [la politique de M. Canning différerait de celle du marquis de Londonderry à l'égard des Grecs], et que cette différence s'était manifestée dès l'année 1822. Vers la fin de 1823, elle prit un caractère plus prononcé. Le gouvernement des îles Ioniennes témoigna à ses administrés une sollicitude bien éloignée de l'esprit qui avait suggéré en 1817 l'idée de la vente de Parga. Les agents anglais de ces îles et les habitants eux-mêmes entretenirent avec les insurgés des relations qui, deux ans auparavant, auraient été punies d'après les dispositions de la loi martiale. Les commandants des stations navales anglaises se mirent en rapport avec les autorités grecques, les capitalistes anglais leur prêtèrent des sommes considérables, enfin le gouvernement anglais lui-même, en déclarant itérativement sa neutralité parfaite dans la lutte que les Grecs soutenaient contre les Turcs, reconnut aux premiers tous les droits maritimes qu'il avait coutume de s'attribuer en temps de guerre, tel que celui de visiter les vaisseaux des neutres, de confisquer à leur bord toute marchandise de guerre, de les faire juger de bonne prise, etc. [Une grande influence en Grèce] avait été la suite naturelle d'un pareil système, et M. Canning, qui avait cru utile aux intérêts de l'Angleterre de lui assurer cette influence, [devait être peu disposé à la partager avec d'autres États] sans une nécessité absolue, peu disposé, par conséquent, à faire jouer un rôle actif au cabinet britannique dans des délibérations où il s'agissait de poser en principe que les affaires de la Grèce seraient réglées par une intervention commune. D'autres motifs ajoutaient à cette répugnance. Depuis 1823, non seulement la raison d'État et l'avantage seul de la Grande-Bretagne étaient devenues exclusivement et d'une manière évidente les uniques régulateurs de la politique anglaise; mais la Cour de Londres avait eu de vives discussions avec les cabinets alliés au sujet des affaires d'Espagne et s'attendait à en avoir d'autres sur les colonies espagnoles dont elle avait déjà résolu de reconnaître l'indépendance complète. Toutes ces considérations réunies inspiroient, dès lors, à M. Canning un invincible éloignement pour les négociations collectives. Il

appréhendait que, par leur forme, elles ne le soumissent à l'obligation de sacrifier toute vue particulière, même dans des questions différentes de celles qui auraient été agitées pour le moment, et cette appréhension, M. Canning l'a conservée jusqu'à ce jour. [D'autre part, l'Angleterre avait un puissant intérêt à continuer de prévenir une rupture définitive entre la Russie et la Porte] et à ne pas altérer les dispositions de l'Empereur par un refus tranchant dans des affaires au règlement desquelles l'appelaient le culte, les besoins commerciaux, les vœux de ses peuples. L'Angleterre avait donc aussi un puissant intérêt à ne pas faire tout à fait avorter un projet de délibérations où les vues de ses alliés devaient seconder les siennes, quant au maintien de la paix avec les Turcs et au genre de rapports que la Russie pourrait à l'avenir conserver avec la Grèce.

Dans cette situation délicate, le cabinet de Saint-James cherchait à gagner du temps. Il se concertait avec les grandes Cours continentales, il travaillait à obtenir la promesse positive qu'aussitôt que la Porte aurait consenti à l'évacuation des Principautés, la Russie enverrait un ministre à Constantinople, et, craignant de rejeter nos propositions comme de leur donner suite, il finit par déclarer, au mois de décembre 1823, que l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique pourrait assister aux conférences, mais avec ordre de prendre *ad referendum* toutes les ouvertures qui y seraient faites, tous les projets qui y seraient développés]. C'était paralyser les délibérations. Que de temps, en effet, n'aurait-il pas fallu pour que leurs résultats fussent portés à la connaissance de la Cour de Londres, discutés, approuvés, rejetés ou modifiés par elle et peut-être réexaminés encore dans les conférences avant de recevoir une sanction définitive.

[Cependant, l'Empereur] poursuivait sa marche toujours également loyale. Il [avait fait annoncer à ses alliés qu'il leur communiquerait ses aperçus concernant la pacification de la Grèce et, dès les premiers jours de janvier 1824, il leur tint parole]. Son cabinet rédigea sur cette matière importante un mémoire qui doit être envisagé sous un double point de vue.

En ce qui regardait la Grèce insulaire et continentale, l'Empereur voulait sincèrement lui assurer toute l'indépendance religieuse, commerciale et administrative dont elle aurait besoin pour jouir d'une existence heureuse et tranquille et pour hâter librement les progrès de sa civilisation, mais il voulait qu'elle continuât le domaine et qu'elle exerçât sur ces pays des droits de suzeraineté.

En ce qui regardait les alliés, l'Empereur désirait les convaincre que tant que l'état actuel de choses se prolongerait dans la Grèce de terre ferme, comme dans les îles de l'Archipel, Sa Majesté, même en envoyant un ministre à Constantinople, ne pourrait renouer de relations solides avec la Porte, que des causes de rupture subsisteraient incessamment, que la complication fâcheuse dont on serait sorti ferait place presque aussitôt à une complication nouvelle, qu'ainsi les délibé-

rations proposées à Saint-Petersbourg étaient indispensables et qu'elles devaient être conduites avec activité et avec le désir unanime et sincère d'atteindre le but dans lequel elles auraient été établies.

D'après ces intentions de l'Empereur et des renseignements donnés de vive voix par M. Minciaky¹, [le cabinet de Russie conçut l'idée d'instituer en Grèce trois Principautés qui jouiraient d'une parfaite indépendance intérieure, qui seraient administrées d'après leurs lois particulières, sans que la Porte pût jamais s'ingérer dans leur gouvernement, mais qui lui payeraient un tribut annuel et qui se trouveraient unies à l'Empire ottoman comme les Principautés de Valachie et de Moldavie et par les mêmes liens politiques. Les îles de l'Archipel devaient être soumises à un régime municipal également indépendant, être assurées, ainsi que les Principautés de terre ferme, d'une liberté commerciale sans entrave et avoir, à cet effet, leur pavillon. Le cabinet de Russie] citait les circonstances où, d'après le témoignage de l'histoire, des arrangements à peu près analogues avaient été spontanément consentis par des souverains turcs, développait les avantages qu'ils offraient à la Porte si elle savait comprendre ses véritables intérêts et [ajoutait que peut-être quelques forteresses devraient rester au pouvoir des troupes ottomanes dans les Principautés grecques], mais qu'autour de ces forteresses il serait tracé un rayon que les soldats turcs ne pourraient jamais franchir. L'ensemble de ces conventions devait être placé sous la garantie commune de toutes les puissances intervenantes.

Sa Majesté Impériale avait donné, en outre, l'ordre d'insister avec force dans ce mémoire sur d'autres considérations d'une haute importance. La position fautive et précaire dans laquelle se trouverait le ministre de Russie à Constantinople, tant que les troubles de la Grèce ne seraient pas apaisés, l'obligation commune où étaient la Russie et l'Europe d'empêcher l'extermination d'un peuple chrétien, l'atteinte qu'un tel événement porterait à la puissance morale des Cours alliées, le triomphe qu'il présenterait aux calomnies répandues contre leur politique, la victoire qu'obtiendraient les révolutionnaires si, d'un autre côté, l'insurrection grecque et les principes d'anarchie qu'elle professait acquerraient quelque consistance, l'agitation qu'entretenait cette lutte, souillée de tant de cruautés, la dangereuse coalition qu'elle formait entre les hommes de désordres et ceux qu'animaient de nobles sentiments, les pertes qu'elle faisait essuyer au commerce, finalement, l'impossibilité où serait l'Empereur d'en tolérer la durée indéfinie, et, par suite, la nécessité, pour les Cours alliées, de travailler sans délai à y mettre un terme.

D'après toutes ces raisons, le mémoire du cabinet impérial les invitait

1. M. de Minciaky a fait un long séjour dans la Morée en qualité de consul de Russie à Patras. Y connaissant les choses et les hommes, il ne pouvait qu'être utilement consulté par le ministère impérial, et il le fut en effet à son arrivée à Léopol.

à déléguer à leurs représentants auprès de la Cour de Saint-Petersbourg le pouvoir de discuter avec elle les bases de ce plan de pacification et d'arrêter les mesures à prendre, afin de le faire adopter par les Turcs et par les Grecs.

[Ce mémoire, accompagné d'une dépêche explicative¹, produisit une forte impression sur le cabinet de Londres]. M. Canning dut sans doute voir au premier coup d'œil, dans la démarche de la Russie, l'indice qu'en aucun cas elle ne sacrifierait les affaires de la Grèce, et que cette question pourrait occasionner, entre elle et la Porte, une rupture dont il serait impossible de prévenir les conséquences; car il changea de langage relativement aux conférences de Saint-Petersbourg et se hâta de déclarer par écrit « qu'en tant qu'il lui était permis de se fonder sur son opinion personnelle et sur celle de ses collègues, qu'il avait été dans le cas de consulter, le mémoire du cabinet de Russie méritait à tous ses titres l'accueil le plus favorable; qu'il paraissait conçu dans un esprit de franchise et d'équité parfaites, qu'il embrassait tous les points de la question si difficile et si compliquée à laquelle il avait rapport, et qu'il offrait à tous ces égards une base au moins suffisante pour une discussion amicale de la nature la plus utile et l'espoir d'un résultat satisfaisant. »

A cette déclaration officielle, le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique ajouta des assurances verbales qui parurent prouver plus clairement encore que les conférences proposées allaient s'ouvrir avec le concours d'un plénipotentiaire anglais.

[Le mémoire du cabinet de Russie fut accueilli avec les mêmes sentiments et par le ministère prussien et par le ministère français. L'un et l'autre promirent de déférer à tous les vœux que l'Empereur y avait fait exprimer.

Le ministère autrichien, après avoir pris connaissance de notre travail, y donna pareillement une approbation préalable énoncée en termes généraux, mais il se réserva de nous répondre plus tard avec détail et nous prévint qu'en attendant il userait de toute son influence à Londres pour déterminer l'Angleterre à prendre part aux délibérations que nécessitait le plan présenté d'ordre de Sa Majesté Impériale.

Nous apprîmes bientôt qu'il avait effectivement fait une démarche auprès du cabinet de Saint-James, mais une démarche par laquelle il l'engageait à ne point adopter d'opinion ni de résolution définitive sur le mode d'arrangement que nous propositions relativement à la Grèce, avant de connaître les observations que nos projets allaient suggérer au cabinet de Vienne.

Dès lors, les délais se multiplièrent. Les efforts du comte de Lieven, pour obtenir l'accomplissement des premières promesses qu'il avait reçues, amenèrent d'abord des réponses évasives de la part de M. Canning et puis l'aveu du désir que lui avait témoigné la Cour d'Autriche. Celle-ci nous communiqua, enfin, quelques aperçus sur notre mémoire,

1. Voy. les annexes VIII et IX.

mais, dans aucune de ces remarques, elle n'abordait le fond de la question, et, après avoir élevé des objections peu convaincantes contre le droit de pavillon qui serait accordé aux Grecs, elle se bornait à signaler des difficultés générales prévues par la Russie elle-même, et qu'il s'agissait, non d'énumérer une seconde fois, mais de travailler à vaincre, pour arriver à la pacification de la Grèce. Cette dépêche était néanmoins celle que le ministère autrichien annonçait avoir été transmise à Londres dans le dessein d'y fixer les incertitudes. Il ne serait pas aisé de dire si elle y produisit cet effet, mais, en attendant, la saison qui avait établi une suspension d'hostilités entre les Turcs et les Grecs était déjà écoulée. Les opérations militaires recommençaient, et ce ne fut que lorsque par leur reprise elles rendaient toute négociation impossible [que, le 29 mai 1824, M. Canning informa le comte de Lieven que Sir Charles Bagot serait autorisé à intervenir dans les conférences de Saint-Pétersbourg] et muni d'instructions précises [*dès que la Russie* (Lord Strangford mandait à cette époque que les Turcs avaient consenti en principe à l'évacuation de la Valachie et de la Moldavie) *aurait nommé son nouveau ministre à Constantinople*].

[De tels résultats étaient sans doute loin de répondre aux espérances de Sa Majesté Impériale], et sur de simples promesses d'évacuation tant de fois mentionnées depuis l'année 1821 et tant de fois éludées, l'Empereur ne pouvait assurément nommer de nouveau ministre auprès de la Porte ottomane, [mais Sir Charles Bagot ayant] cédé sur cette dernière condition et [consenti à assister aux conférences] sans qu'elle fût exécutée, [Sa Majesté Impériale ordonna de les ouvrir] pour prendre acte au moins de l'adhésion générale que les Cours alliées donnaient à ses vues sur la pacification du Levant. Cette formalité s'accomplit [le 5 juin 1824. Les plénipotentiaires des quatre Cours] et Sir Charles Bagot à leur tête [consignèrent au protocole une approbation de notre mémoire] et des combinaisons dont ils exposaient le système, [mais] tous se réservèrent de présenter à cet égard des observations ultérieures et, dès qu'[à la seconde conférence il fut prouvé qu'aucun d'eux ne pouvait procéder à des mesures d'exécution] et que la Russie ne lèverait pas cet obstacle, même en offrant d'autoriser spécialement M. de Minciaky à se joindre aux démarches qui seraient faites auprès de la Porte, [l'Empereur fut obligé de suspendre les délibérations, et,] d'après ses ordres, [le ministère impérial adressa aux Cours alliées des représentations pressantes sur la nécessité d'adopter une marche plus décidée] et d'envoyer, enfin, à leurs plénipotentiaires aux conférences des pouvoirs suffisants et des instructions précises.

Dans l'intervalle que remplirent les discussions dont nous venons de tracer le tableau, les négociations avaient continué avec la Porte, tant pour le rétablissement du *statu quo* légal en Valachie et en Moldavie que pour l'exécution des arrangements de commerce dont les bases avaient été arrêtées en 1823.

La Porte avait fait un accueil distingué à M. de Minciaky, et, au commencement de l'année 1824, Lord Strangford avait négocié avec

elle un traité qui ouvrait au pavillon sarde la navigation du Bosphore. Cependant, à peine la Cour de Turin connut-elle la teneur de cet acte qu'elle éleva des réclamations contre plusieurs de ses clauses et qu'elle trouva onéreuses les conditions auxquelles le droit du passage lui était accordé. Pour les stipulations y relatives, la Porte s'était appuyée de l'exemple d'un traité qu'elle venait de conclure dans le même but avec la Suède et où cette puissance avait fait plus de sacrifices que la Sardaigne. Lord Strangford parvint toutefois à modifier encore quelques-uns des articles qui avaient motivé ses plaintes, mais le gouvernement sarde n'en adressa pas moins à l'Empereur, au mois d'août 1824, la demande de protéger les intérêts de son commerce en Turquie et de l'aider à stipuler un arrangement plus avantageux. L'état de nos relations avec la Porte ne nous permit point de donner suite à ce désir. Parmi les autres puissances qui se trouvaient dans la même position, le Danemark seul entama des négociations avec le Divan après celles de la Sardaigne et de la Suède; mais, malgré l'offre d'une indemnité pécuniaire qu'il fit proposer aux ministres turcs pour exercer sans entraves la liberté de passage qu'ils avaient promise, il finit par ne pouvoir signer aucun acte et par préférer les inconvénients de sa situation présente au danger de sanctionner, par un consentement solennel, des prétentions exagérées.

[La négociation qui avait pour objet l'état de la Valachie et de la Moldavie sembla présenter des résultats plus heureux]. On a déjà vu qu'au printemps de 1824, [le vicomte de Strangford avait annoncé au ministère impérial] et au gouvernement anglais [que la Porte venait de consentir] *en principe* [à l'évacuation de ces provinces]. Vers la fin de juillet, il nous informa de nouvelles promesses faites *solennellement* par les ministres turcs et qui auraient déjà reçu *un commencement d'exécution*. D'après les dépêches qu'il nous adressait, la Porte avait déclaré en termes formels « que les troupes seraient retirées de la Valachie et de la Moldavie, qu'il n'y aurait dans les Principautés, à l'avenir, que de simples Bechlis et que l'ancien *statu quo* y serait rétabli. » Le vicomte de Strangford ajoutait [que les troupes en question avaient entrepris leur mouvement de retraite] et que le Boyar Vellara, dont nous avons eu occasion de parler ailleurs, avait été remis en liberté.

Quoique depuis l'époque du Congrès de Vérone l'ambassadeur d'Angleterre ne nous communiquât plus les protocoles de ses conférences avec les plénipotentiaires ottomans, et qu'il parait même n'en avoir pas tenu de procès-verbal, [l'Empereur] pensa que des engagements aussi positifs¹ devaient exclure jusqu'à l'idée d'un doute sur leur accomplissement fidèle, et, dans cette conviction, [il nomma² M. de Ribeaupierre au poste d'envoyé extraordinaire à Constantinople].

Le départ de ce ministre ne put toutefois avoir lieu immédiatement,

1. Voy. l'annexe X.

2. Voy. l'annexe XI.

car, d'un côté, celui de Sa Majesté Impériale, qui se préparait alors à visiter les provinces orientales de son Empire, était trop prochain pour permettre de dresser les instructions dont M. de Ribeaupierre devait être muni, et, de l'autre, l'Empereur ne voulait pas que son envoyé se rendit à Constantinople dans un moment où la prise d'Ypsara venait de prouver qu'il n'y aurait pas d'excès, pas de malheur dont l'humanité n'eût à gémir dans cette lutte funeste et où le désespoir des Grecs et la barbarie des Turcs avait fait d'Ypsara même un monceau de cendres, de cadavres et de ruines.

[Cependant, M. de Minciaky eut ordre de déployer auprès de la Porte le caractère de chargé d'affaires de Russie]. Dans les lettres de créance que lui envoya le ministère impérial, il était expressément dit que l'Empereur ne renouait ses relations diplomatiques avec la Porte ottomane que sur l'assurance donnée par Lord Strangford que la Porte avait reconnu l'obligation où elle était d'évacuer complètement les Principautés de Valachie et de Moldavie et d'y rétablir à tous égards l'état de choses antérieur aux troubles de 1821, que la Porte exécutait déjà cette obligation qu'elle l'accomplirait dans toute son étendue et qu'elle respecterait à l'avenir les traités et les droits de la Russie.

M. de Minciaky reçut en outre une instruction générale, dont le point essentiel à rappeler maintenant était que si, malgré les promesses faites à l'ambassadeur d'Angleterre, le Divan avait l'intention de laisser dans les Principautés des commandants turcs sous le titre de *Basch-Beschlis-Agas* et des troupes ottomanes sous le nom de *Beschlis*, cette infraction des privilèges de la Valachie et de la Moldavie ne saurait être admise, et que, si elle avait lieu, la première démarche de M. de Minciaky devait être de réclamer avec force contre un tel abus, comme violant la condition même sous laquelle la Russie rentrait en rapports diplomatiques avec la Porte. L'événement n'a que trop justifié la prévoyance qui dictait cet ordre.

Ceux que l'Empereur y ajouta au mois d'août 1824 concernaient les affaires de la Grèce.

Deux incidents étaient survenus dans les négociations qui avaient pour but la pacification de l'Orient. [Sir Charles Bagot avait été blâmé par le cabinet de Londres d'avoir assisté aux conférences tenues à Saint-Pétersbourg], et [une partie du mémoire russe du 9 janvier 1824 avait été publiée d'abord par quelques feuilles allemandes, ensuite par tous les journaux de France et d'Angleterre. Cette publication] clandestine [présentait sous le plus faux jour les intentions de Sa Majesté Impériale], car, outre l'inexactitude avec laquelle y étaient rapportées les bases proposées par la Russie pour le rétablissement de la paix entre les Turcs et les Grecs, on n'y trouvait aucune des considérations développées à l'appui de ce système, aucune des déclarations qui attestaient avec quel soin l'Empereur s'était efforcé de concilier les intérêts des deux partis, et d'assurer à l'un une paix honorable et solide, à l'autre toute la somme d'indépendance nécessaire pour un bien-être réel, pour une parfaite sécurité, pour une civilisation progressive.

En revanche, le cabinet de Londres semblait, tout en désavouant son ambassadeur, être frappé encore une fois de nos remarques sur la gravité des intérêts qui commandaient aux Cours alliées de reprendre leurs délibérations relatives aux moyens de pacifier le Levant, car [le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique avait informé le comte de Lieven que M. Stratford-Canning, nommé ambassadeur d'Angleterre près la Porte ottomane à la place du vicomte de Strangford qui devait retourner dans sa patrie, serait envoyé à Saint-Pétersbourg, y interviendrait dans les conférences et se rendrait ensuite directement à Constantinople.

L'Empereur fit recommander au comte de Lieven d'insister pour que M. Stratford-Canning fût muni de tous les pouvoirs qu'exigerait sa mission; afin d'être d'une véritable utilité, Sa Majesté Impériale donna ordre en même temps à son ministère de répéter aux autres Cours alliées tout ce qui leur avait été observé déjà sur la *nécessité* d'imprimer aux conférences une marche prompte et qui pût conduire à une décision finale.

Tel était l'état de ces diverses questions quand l'Empereur se mit en route pour Penza et pour la Sibérie. A son retour, les choses avaient changé de face.

En recevant sa lettre de créance, M. de Minciaky reçut aussi de fâcheuses nouvelles de Valachie et de Moldavie. Les troupes turques ne se retiraient pas complètement des Principautés, les commandants turcs y restaient, des actes sanguinaires signalaient leur pouvoir, et les privilèges de ces contrées, ainsi que les traités qui en sont garants, continuaient à être violés d'une manière si manifeste que M. de Minciaky se vit obligé de suspendre la remise de la lettre qui l'accréditait en qualité de chargé d'affaires auprès de la Porte ottomane. De nouvelles représentations furent adressées à cette puissance par les ambassadeurs des Cours alliées et commencèrent par rester infructueuses. Lord Strangford lui-même quitta Constantinople avant que le différend ne fût ajusté; mais enfin, dans les derniers jours de novembre, M. de Minciaky ayant appris que des troupes ottomanes avaient repassé le Danube, et recevant, par l'intermédiaire de l'internonce d'Autriche, l'assurance que la Porte était disposée à remplir ses engagements avec plus d'exactitude, résolut de déployer son caractère diplomatique dans l'espoir que des négociations directes auraient l'avantage de nous fournir des données certaines et que leurs résultats, quels qu'ils fussent, seraient du moins connus avec précision. Les faits ne tardèrent point à prouver la justesse des calculs du chargé d'affaires de Sa Majesté Impériale. Conformément à ses instructions, il réclama sans nul délai contre la présence des troupes et des commandants turcs que la Porte, comme nous l'avions appréhendé, laissait dans les Principautés sous le nom de Beschlis et de Basch-Beschlis-Agas. M. de Minciaky exigea sous ce rapport, comme sous tous les autres, le rétablissement du *statu quo* antérieur aux troubles de 1821, rétablissement promis à l'ambassadeur

d'Angleterre, et il n'eut pas de peine à démontrer que s'il avait existé de tout temps en Valachie et en Moldavie une troupe de Musulmans, connue sous le nom de Beschlis et chargée « *uniquement* » de maintenir la police parmi les Turcs qui se rendaient dans les Principautés pour des affaires commerciales et de punir les soldats turcs qui passeraient sur leur territoire¹, cette troupe n'était composée que d'hommes au choix et à la solde des Hospodars. M. de Minciaky démontra en outre que les chefs de cette garde étaient à la nomination des princes et ne dépendaient que d'eux, qu'ils ne jouissaient d'aucune influence, même d'aucune considération; que, n'étant point installés par des firmans, ils n'étaient par conséquent jamais regardés comme fonctionnaires de la Porte, qu'ils ne correspondaient ni avec elle ni avec les pachas voisins et que, n'exécutant que les ordres des Hospodars et pouvant être destitués par eux à volonté, ils ne commandaient pas des troupes ottomanes, mais de simples Beschlis; qu'au contraire, les Basch-Beschlis-Agas actuels, nommés par la Porte et institués par des firmans, ne dépendaient que d'elle; qu'ils commandaient non pas quelques Musulmans soldés par eux sur l'autorisation des princes, mais de véritables troupes ottomanes, dont le nombre était hors de toute proportion avec celui des anciens Beschlis, que, bien loin d'être dans la dépendance et sous les ordres des Hospodars, c'étaient ces chefs militaires qui exerçaient sur les Hospodars eux-mêmes et sur leur administration intérieure l'autorité la plus pernicieuse et qu'ils étaient investis d'un pouvoir discrétionnaire, dont il n'y avait déjà que trop de preuves et d'exemples.

Portées, d'après l'usage, à la connaissance du [Reis-Effendi] par l'interprète de la légation de Sa Majesté Impériale, ces observations n'admettaient pas de réplique. Aussi le ministère turc n'essaya-t-il point de les réfuter, et sans contester qu'un tel état de choses ne fût très différent de celui qui existait avant les troubles de 1821, il répondit que la Porte ne s'était jamais engagée envers l'ambassadeur d'Angleterre à rétablir le *statu quo* antérieur aux troubles; que cet ambas-

1. Les préceptes du Coran ne permettant à aucun infidèle de juger ni de punir un musulman, lorsque la Valachie et la Moldavie furent soumises à la Porte, les Hospodars prirent à leur solde un certain nombre de Turcs pour la police des musulmans qui viendraient sous des prétextes quelconques dans les Principautés. Ces Turcs portaient le nom de *Beschlis neférati*. Leur nombre habituel était de trente à quarante en Moldavie et du double en Valachie. Les fonctions des chefs des Beschlis ont été définies, ainsi qu'il suit, par les plénipotentiaires ottomans eux-mêmes dans une conférence qu'ils eurent avec le baron de Stroganoff le 29 novembre 1820. « Les Hospodars ont auprès d'eux un officier Turc nommé *Beschlis-Agassi*, chargé de la police et de la punition des soldats turcs qui passeraient sur le territoire des Principautés » (voy. le Protocole de cette conférence). Le Hospodar, à son avènement à la Principauté, choisissait ordinairement son Beschlis-Agassi parmi ses domestiques musulmans. Celui du prince Callimachi avait été son batelier.

sadeur et les ministres des autres Cours alliées avaient eu connaissance entière des mesures qu'elle s'était décidée à prendre, que tous en avaient été satisfaits et les avaient approuvées complètement, que M. de Minciaky les avait approuvées lui-même puisqu'il avait remis sa lettre de créance, qu'ainsi toute réclamation ultérieure à cet égard serait inutile, que la Cour de Russie ne recevrait jamais d'autre réponse].

Ces déclarations anéantissaient tous les résultats dont le vicomte de Strangford avait fait part trois mois auparavant. Elles consacraient un nouveau mode d'occupation militaire des Principautés et de violation manifeste des traités les plus formels; elles plaçaient le chargé d'affaires de Russie à Constantinople dans une position aussi fausse que compromettante. M. de Minciaky ne put néanmoins qu'en prendre acte, les transmettre au ministère impérial et demander de nouveaux ordres.

[Un autre changement non moins subit avait, à la même époque, trahi les justes espérances de l'Empereur.

Nous venions d'apprendre que la publication apocryphe de [quelques passages] tronqués [de] notre [mémoire du 9 janvier 1824 avait motivé de la part des autorités grecques de Naples, de Romanie une protestation adressée au gouvernement anglais, contre toute intervention étrangère], et que, [sur le fondement de cette protestation, le cabinet de Londres avait déclaré qu'il ne pourrait plus prendre part aux conférences de Saint-Petersbourg], ni appuyer aucune mesure destinée à l'exécution du plan communiqué par la Russie relativement à la pacification de la Grèce. [M. Stratford-Canning ne devait, d'après cela, se rendre auprès de l'Empereur que pour terminer entre les deux États quelques discussions touchant la côte nord-ouest de l'Amérique]. En communiquant cette détermination au comte de Lieven, M. Canning lui fit connaître aussi une réponse qu'il adressait au secrétaire du gouvernement de Naples, de Romanie et dans laquelle, après avoir prévenu les Grecs que le plan contre lequel ils réclamaient n'avait rien d'authentique et défendu la Russie contre des inculpations évidemment injustes, il déclinait une demande de secours directs de la part de l'Angleterre, que les autorités de la Grèce avaient jointe à leur protestation.

Le parti qu'il venait de prendre envers Sa Majesté Impériale ne pouvait qu'exciter un vif étonnement et par sa nature et par la faible raison dont il était appuyé. M. Canning pensait-il que la générosité de l'Empereur irait, une fois ses relations avec la Porte rétablies, jusqu'à déclarer que la Russie serait désormais indifférente aux affaires de la Grèce? Avait-il reçu à cet égard de fausses assurances? Comptait-il dès ce moment nous proposer quelque arrangement particulier, ou bien avait-il conçu l'idée de n'admettre désormais d'autre influence en Grèce que l'influence britannique? Ce sont autant de questions que l'avenir seul pourra résoudre d'une manière satisfaisante. Quoi qu'il en soit, M. Canning ne tarda pas à témoigner ses regrets de la décision qu'il nous avait soudainement manifestée.

[L'Empereur y avait répondu] en peu de mots, mais [avec force]. Sa

réponse¹ comparait cette décision à celle qui l'avait précédée (nous en avons cité plus haut les termes), [et déclarait que], sous de tels auspices et [après de tels changements, toute délibération ultérieure entre la Russie et la Grande-Bretagne sur les affaires d'Orient était définitivement fermée. En même temps, Sa Majesté Impériale pressa les grandes Cours continentales d'ouvrir les conférences sans l'Angleterre] et de prouver, par la promptitude de leur accord et l'énergie de leurs mesures, que la défection du gouvernement anglais n'altérerait en rien les vues de l'alliance, ne diminuait en rien son pouvoir.

[Le premier accueil que reçut cette proposition sembla répondre partout à la légitime attente de Sa Majesté Impériale]. Les Cours de Vienne, de Paris et de Berlin annoncèrent qu'aucune d'elles ne suivrait l'exemple du cabinet de Londres et que leurs représentants à Saint-Petersbourg allaient recevoir tous les ordres nécessaires pour concerter avec nous l'intervention qui devait mettre un terme aux troubles de l'Orient.

L'Autriche notamment parut se prononcer dans ce sens avec franchise. On la vit attaquer, dans les dépêches qu'elle nous faisait communiquer, tout le système de la politique anglaise et engager, avec le cabinet de Londres, une discussion assez vive au sujet du droit qu'il reconnaissait aux Grecs d'agir comme belligérants et de visiter les neutres. Le gouvernement britannique avait répondu que, neutre lui-même, il devait se soumettre à toutes les conditions qu'il avait coutume d'exiger des neutres lorsqu'il était belligérant. Mais au ton de cette correspondance, comme au langage de la France et de la Prusse, il paraissait que l'Angleterre retrouverait une seconde fois cette forte union continentale qui avait triomphé de son opposition dans les affaires d'Espagne et, quoique les Cours de Vienne et de Paris combattissent faiblement ses doctrines sur la liberté des colonies d'Amérique et que la première secondât ses intentions relatives au Brésil, on semblait autorisé à croire que son isolement n'en serait pas moins complet dans la question de la Grèce.

Ce fut au milieu de ces circonstances que [s'ouvrirent les délibérations de Saint-Petersbourg, en février 1825, entre les Cours de Russie, d'Autriche, de France et de Prusse, au moment même où M. Stratford-Canning arrivait dans cette capitale].

Dans la situation où se trouvaient la Russie et les alliés, à l'ouverture des conférences de Saint-Petersbourg en 1825, des résolutions promptes, fortes, unanimes étaient indispensables. L'attitude de l'Angleterre², les différences connues de ses opinions, l'expérience des dis-

1. Voy. l'annexe XII.

2. [La mission de M. Stratford-Canning donna lieu à quelques explications indirectes entre la Russie et l'Angleterre sur les affaires de la Grèce]. M. Stratford-Canning fit entendre que son cabinet croyait avoir reçu de Sa Majesté Impériale la promesse de l'envoi d'un ministre de Russie à Constantinople dès

cussions stériles de l'année 1824, la nécessité de connaître au juste les intentions des grandes Cours du continent, la saison avancée, les différends qui se prolongeaient entre la Russie et la Porte, l'invasion égyptienne qui menaçait la Grèce, tout faisait un devoir au cabinet impérial, non seulement de hâter la marche des délibérations, mais de combiner des propositions dont la suite immédiate fut de suspendre les hostilités, prêtes à s'ouvrir dans le Levant, de placer les alliés au centre de la grave affaire qui devait les occuper, de les mettre en contact avec les parties contendantes et de prouver, à l'une et à l'autre, qu'ils ne permettraient point que leur intervention demeurât sans effet. Or, pour suspendre les hostilités, il fallait un armistice, réclamé tout ensemble par les vœux de l'humanité et par les simples lois de la raison qui démontrait que sans armistice toute négociation serait impossible; pour placer les alliés au centre de l'affaire, dont ils auraient à traiter, il fallait fixer sans retard quelques principes généraux, dont le développement se serait ensuite accompli sous leurs yeux; pour les mettre en contact avec les parties contendantes, il fallait faire

que les Principautés seraient évacuées. Il ajouta que si M. de Ribeaupierre parlait sans retard pour la capitale de l'Empire ottoman, le gouvernement anglais pourrait renouer ses négociations avec nous sur la question grecque. Nous n'eûmes pas de peine à lui répondre que jamais la promesse dont il parlait n'avait été donnée par l'Empereur, que Sa Majesté Impériale, outrepassant ses déclarations de Vérone, avait bien voulu témoigner qu'elle rétablirait ses relations diplomatiques avec l'Empire ottoman dès que cette puissance aurait rétabli elle-même le *statu quo* antérieur aux troubles de 1821, en Valachie et en Moldavie; que Sa Majesté Impériale était encore allée au delà de ce dernier engagement, puisqu'elle a repris ses relations avec la Porte, quoique les choses fussent bien loin d'être replacées dans les Principautés sur le pied où elles étaient avant l'époque ci-dessus mentionnée; mais qu'aucun État étranger ne pourrait jamais demander que le représentant de l'Empereur en Turquie fût revêtu de tel ou de tel caractère, que du reste l'Angleterre connaissait les projets présentés par la Russie pour la pacification de la Grèce, qu'il ne dépendait que du cabinet de Londres d'occuper sa place aux conférences de Saint-Petersbourg, mais que, s'il n'y prenait part avec le ferme dessein de vaincre tous les obstacles que rencontrerait dans son exécution le plan définitif qui y serait adopté, ses opinions se trouveraient trop éloignées de celles de Sa Majesté Impériale pour admettre des délibérations communes. Nos réponses parurent faire impression sur M. Stratford-Canning. Le gouvernement anglais convint qu'il n'avait aucun droit d'exiger qu'un ministre de Sa Majesté Impériale se rendît à Constantinople, et [quand M. Stratford-Canning passa par Varsovie au mois de mai 1825, à son retour en Angleterre, il insinua confidentiellement que], bien que le cabinet de Londres ne voulût point ouvrir de conférences avec toutes les cours alliées sur les affaires de la Grèce, [ses vues pourraient cependant se rapprocher des nôtres]. Ce fut alors que le comte de Lieven reçut l'autorisation de sonder à cet égard les dispositions du gouvernement et du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique et de faire comprendre que l'Empereur ne fermerait point les voies au rapprochement qu'on nous faisait espérer.

connaître ces mêmes principes aux Turcs et aux Grecs simultanément pour que leur intervention triomphât des obstacles que la nature des choses devait lui opposer, il fallait prévoir le cas des refus et concéder d'avance tous les moyens possibles soit de les prévenir, soit de les surmonter lorsqu'ils se manifesteraient. Le système était si évidemment le seul à suivre que toute détermination de le combattre ne pouvait que dénoter celle de n'arriver à aucun résultat; et comme les grandes Cours continentales avaient montré un vif empressement à reprendre les délibérations relatives aux affaires de la Grèce, ce fut avec confiance que [l'Empereur fit communiquer à leurs représentants un aperçu¹ qui exposait à la fois la nécessité d'agir avec promptitude et les mesures dont l'adoption pourrait satisfaire à cette nécessité.

Sa Majesté Impériale invitait ses alliés à faire une démarche collective auprès de la Porte, à déléguer des employés diplomatiques en Grèce et à proposer aux deux parties un armistice de quatre mois pendant lequel une négociation aurait lieu avec l'intervention et sous la garantie des Cours de Russie, d'Autriche, de France et de Prusse dans le but d'amener le rétablissement d'une paix solide, dont la base serait un arrangement qui conserverait aux Turcs la suzeraineté sur la Grèce et aux Grecs, moyennant un tribut annuel, la jouissance paisible de la liberté de leur culte et de franchises commerciales et administratives.]

Après avoir allégué les motifs qui rendaient indispensable une suspension d'armes et ceux qui devaient engager les alliés à ne point entrer pour l'instant dans des discussions de détail, mais à émettre uniquement quelques idées générales sur les stipulations qu'il s'agirait d'obtenir, après avoir aussi indiqué les considérations qu'on pourrait faire valoir tant à Constantinople qu'à Naples, de Roumanie, afin d'y déterminer une prompte adhésion aux vœux et aux offres de l'alliance continentale, le cabinet de Russie examinait le cas où ces offres et ces vœux seraient repoussés. S'ils l'étaient par la Porte, il demandait aux alliés de rompre aussitôt leurs relations diplomatiques avec elle et de lui faire pressentir toutes les conséquences d'une restitution semblable. Si le refus venait de la part des Grecs, il proposait de rappeler les employés diplomatiques qui se seraient rendus auprès d'eux, et de leur déclarer, puisqu'on ne pourrait dans aucune hypothèse leur faire la guerre, qu'ils seraient abandonnés à toutes les chances de la lutte qu'ils avaient à soutenir contre l'Empire ottoman, à tous les dangers d'une position où ils ne sauraient ni faire reconnaître l'indépendance momentanée qu'ils avaient acquise, ni entrer en relation avec les premières Cours du continent, ni espérer d'elles le moindre témoignage d'intérêt.

Communiquées à nos alliés, ces ouvertures les obligeaient à se prononcer d'une manière positive et à nous faire savoir s'ils voulaient

1. Voy. l'annexe XIII.

agir ou si leur objet n'était que de délibérer avec nous, s'ils voulaient résoudre la question de concert avec la Russie ou s'ils avaient d'autres vues et d'autres desseins.

[Les réponses que nous reçûmes de leurs plénipotentiaires affectèrent profondément l'empereur Alexandre.

Nos ouvertures, en effet, furent rejetées] par les représentants de l'Autriche, de la France et de la Prusse. [Quelques nuances moins défavorables signalèrent le langage de MM. de Laferonnays et de Küster; mais sur tous les points fondamentaux, leur avis et celui du plénipotentiaire autrichien ne cessèrent d'être les mêmes. Tous trois], bien qu'ils reconnussent les avantages d'un armistice, [ne le regardèrent pas comme une condition *sine qua non*; tous trois se refusèrent à l'adoption d'une mesure coercitive ou comminatoire envers la Porte; tous trois ne consentirent à l'envoi d'employés diplomatiques en Grèce que pour les charger vaguement d'y *préparer les esprits*, sans les autoriser à faire aux Grecs aucune proposition, aucune promesse]. En vain le cabinet de Russie leur démontra-t-il, d'après les ordres de l'Empereur, que sans suspension d'armes, au milieu des vicissitudes et des horreurs de la guerre, toute négociation était impossible, qu'il fallait prévoir le cas d'un refus de la part des Turcs, aviser aux moyens de le vaincre, et que des agents, envoyés en Grèce avec les instructions dont les alliés voulaient les munir, n'y joueraient qu'un rôle nul d'un côté et compromettant de l'autre. En vain leur communiquait-il des nouvelles qui annonçaient que la nation serbienne, exaspérée par la conduite des Turcs¹, menaçait de se joindre aux Grecs, et qu'il était d'autant plus urgent de paci-

1. Le traité de Boucares avait stipulé des privilèges spéciaux en faveur de la Serbie, privilèges qui, d'après l'article VIII de cet acte, devaient être réglés de concert avec la Russie. En 1812, la Porte profita de la position où se trouvaient les États de Sa Majesté Impériale et l'Europe entière pour assouvir ses vengeances sur la nation serbienne. Cependant, lorsque le baron de Stroganoff fut envoyé à Constantinople, une députation de Serbie ne tarda pas à s'y rendre également. Les annexes qui précèdent (sous les n^{os} I et II) font connaître les vœux qu'exprima cette députation et qu'appuya le baron de Stroganoff. Ils tendaient à réparer les maux du passé dans cette province, à lui assurer un meilleur avenir et firent l'objet d'une longue négociation. Quand les troubles de la Grèce éclatèrent, les députés serbiens furent mis en prison par ordre du Sultan et les pourparlers rompus. Malgré une aussi criante injustice, la nation serbienne, grâce à l'influence et aux exhortations salutaires de la Russie, resta invariablement fidèle à la Porte. Mais enfin menacée sans cesse par les Turcs, souvent irritée par la conduite du pacha de Belgrade et voyant sa loyauté sans récompense, elle sembla prête à se soulever en mars 1825. Son chef, Miloeh Obrénovitch, n'eut d'autre moyen de la contenir que de proposer aux primats assemblés l'envoi d'une nouvelle députation à Constantinople. Cette mesure fut adoptée, mais Miloeh ne dissimula point au cabinet impérial qu'il avait eu la plus grande peine à maintenir l'ordre et que, si la Porte ne rendait la liberté aux anciens députés serbiens détenus à Constantinople et n'accueillait favorablement les nouveaux, une explosion serait inévitable en 1826.

fier la Morée et les îles de l'Archipel. L'évidence de nos raisons ne servit qu'à nous faire appréhender à nous-mêmes que, loin de vouloir, comme nous, prévenir de nouvelles hostilités, on ne cherchât à les rendre décisives par la destruction totale du peuple, dont l'Empereur désirait le repos et la prospérité, que, loin de vouloir adopter l'arrangement que nous combinions dans ce but, on ne s'efforcât de nous entraîner dans une négociation sans terme, et que, finalement, si l'on formait un vœu positif, ce ne fut celui d'empêcher par cette négociation que la Russie, en contribuant à la paix du Levant, n'y recouvrât son ancienne influence.

[Ce fut à Paris que le chancelier d'Autriche, qui s'était rendu dans cette capitale sur la nouvelle du danger de son épouse, eut connaissance de ces discussions et de l'aperçu par lequel nous avions ouvert les délibérations de Saint-Petersbourg.

Le langage qu'il tint ne fut pas conforme à l'attente de l'Empereur. Il s'efforça de représenter au ministère français nos propositions comme devant conduire à une guerre par des voies détournées et alla jusqu'à dire qu'on devait sans doute s'occuper de la question orientale, mais qu'on n'avait pas à craindre qu'elle donnât lieu à de graves embarras; qu'il avait calculé à cette question, en sa qualité de ministre d'une Cour limitrophe et comme membre de l'alliance, et qu'il n'y voyait nullement [des motifs suffisants pour justifier l'anxiété témoignée par l'empereur de Russie].

Ces explications, qui ne pouvaient qu'altérer les dispositions conciliantes que le cabinet des Tuileries auraient entretenues à notre égard, placèrent dans tout leur jour les vrais motifs de difficultés qui avaient entravé nos conférences et amenèrent de la part de l'Empereur des résolutions qu'il arrêta sans balancer dès qu'il reconnut qu'elles étaient inévitables.

[Au lieu d'un armistice, les plénipotentiaires alliés avaient énoncé l'idée de demander à la Porte qu'elle admit en principe l'intervention des Cours de Russie, d'Autriche, de France et de Prusse dans les affaires de la Grèce.] Pour démontrer par le témoignage des faits que cette demande ne pourrait conduire qu'à des discussions inutiles, l'Empereur voulut que cette même demande fût présentée au Divan d'une manière purement confidentielle, et voyant que les alliés ne prendraient de détermination énergique dans aucune hypothèse que de se borner, même comme l'avaient proposé leurs représentants aux conférences de Saint-Petersbourg, à menacer « en commun » les Turcs des conséquences fâcheuses dans le cas d'un refus, serait se compromettre gratuitement, puisqu'aucune mesure commune ne réaliserait cette menace, [Sa Majesté Impériale jugea plus opportun de faire simplement décider qu'on préviendrait la Porte de la position précaire où elle se trouverait à l'égard de la Russie si elle rejetait les vœux qui allaient lui être communiqués. Des instructions analogues furent dressées pour M. de Minciaky et pour les autres représentants des Cours alliées à Constantinople].

Elles leur indiquaient les arguments dont ils appuyeraient l'expression du désir de voir l'intervention des quatre grandes puissances continentales admise en principe par la Porte pour la pacification de l'Empire ottoman. M. de Minciaky reçut en outre des ordres particuliers qui lui prescrivaient de ne point aspirer au premier rôle dans cette circonstance, de laisser agir ses collègues d'après leurs propres intentions et de veiller seulement à ce que la démarche eût lieu de manière à ne point laisser subsister d'incertitude sur les véritables dispositions de la Porte et à faire savoir clairement si les Turcs accepteraient ou rejetteraient l'intervention qui leur serait offerte. Le chargé d'affaires de l'Empereur devait de plus travailler à connaître l'état des esprits en Grèce, communiquer au ministère les renseignements qu'il pourrait recueillir à ce sujet et profiter des rapports qu'il devait avoir conservés dans ces pays à la suite d'un long séjour pour y organiser, avec toutes les précautions convenables, les moyens d'obtenir des informations dignes de foi sur les hommes et sur les choses, sur les opinions dominantes et sur l'accueil que nos conditions de paix pourraient recevoir.

D'un autre côté, [les négociations de Saint-Petersbourg et le langage du chancelier d'Autriche à Paris avaient montré qu'on espérait amener peu à peu l'Empereur à renoncer entièrement aux opinions qu'il avait émises sur les affaires de la Grèce et à changer en quelque sorte les événements capables seuls de résoudre ce problème. Nous avions trouvé les plénipotentiaires alliés dépourvus du pouvoir d'adhérer à toute idée qui eût impliqué celle d'une mesure coercitive. Nous avions vu représenter comme marque d'ambition et d'arrière-pensées, comme désir secret de guerre et de conquête toutes les propositions de Sa Majesté Impériale qui, dirigées vers la pacification du Levant, tendaient à produire un effet décisif et à préserver la Russie d'une perte totale de l'influence et du respect que des transactions glorieuses lui avaient assurés dans ces contrées depuis un demi-siècle. Des intentions semblables de la part de nos alliés exigeaient de la nôtre une explication catégorique].

L'Empereur s'empessa de la donner avec une entière franchise. [Dans une dépêche adressée à ses ambassadeurs et ministres près les Cours de Vienne, de Paris et de Berlin¹, son cabinet, après avoir présenté un résumé succinct des discussions qui avaient eu lieu aux conférences de Saint-Petersbourg], examina de nouveau les deux questions de savoir si la Russie et ses alliés pouvaient abandonner au hasard l'issue de la lutte, dont l'Orient était le théâtre, et si, décidées à intervenir dans cette lutte, la Russie et ses alliés pouvaient n'admettre dans aucun cas l'emploi des moyens coercitifs.

Quant à la première de ces questions, le cabinet de Russie eut ordre de [démontrer qu'abandonnée à elle-même, la lutte, dont l'Orient était le théâtre, ne produirait que des résultats contraires, non seulement aux intérêts de Sa Majesté Impériale, mais à ceux de toute l'Europe et

1. Voy. l'annexe XIV.

au maintien de cette paix entre la Russie et la Porte auquel les alliés attachaient tant d'importance; qu'en effet, cette lutte [devait nécessairement se terminer, ou par le triomphe de l'insurrection] grecque et de ceux qui la soutenaient de leur influence et de leurs capitaux, [ou par l'extermination totale des chrétiens] qui peuplent la Grèce de terre ferme et les îles de l'Archipel et par l'établissement d'une colonie égyptienne à leur place; que, si les Grecs et leurs auxiliaires actuels triomphaient, ce dénouement ne serait admissible ni pour la Russie ni pour les Cours alliées; car il se serait opéré malgré elles, dans des principes qu'elles avaient condamnés ou bien au bénéfice exclusif de l'Angleterre; que, si les chrétiens de la Grèce et de l'Archipel étaient exterminés et remplacés par des colonies égyptiennes, un tel malheur serait une autre victoire pour les révolutionnaires, par les sentiments d'indignation et de douleur qu'il exciterait à si juste titre et surtout par le faux jour et la déconsidération qu'il jetterait sur la politique des puissances qui n'auraient rien fait pour le prévenir; que la Russie y perdrait en outre les plus utiles intermédiaires du commerce de ces provinces méridionales; que, d'ailleurs, il suffirait de considérer les dispositions présentes de la Porte envers le gouvernement de Sa Majesté Impériale, la manière dont elle exécutait les promesses faites à Lord Stanford, la nature des négociations interrompues en 1821, et que la Russie aurait à répondre avec elle, pour se persuader [que, sous les auspices d'un succès complet contre la Grèce, des rapports satisfaisants entre la Russie et les Turcs seraient impossibles], pour voir combien de motifs de rupture subsisteraient entre les deux États et quels fruits l'Empereur aurait retirés de quatre années de générosité et de patience.

Ces observations décidaient la seconde des questions discutées par le cabinet impérial. Puisque la continuation de la guerre en Orient devait forcément amener les conséquences les plus funestes au repos des peuples, à la paix de l'Europe, à l'honneur de ses monarques, [il était urgent de mettre un terme à cette guerre et urgent dès lors de convenir que pour la faire cesser les alliés emploieraient ensemble même des moyens coercitifs, si des moyens coercitifs seuls pouvaient être efficaces.

L'Empereur faisait réfuter, avec non moins de force, l'accusation élevée contre la Russie] de chercher par ses principes dans les affaires de la Grèce à se ménager des prétextes de guerre, un accroissement d'influence et peut-être une occasion de conquêtes. [La Russie n'avait pas besoin de prétexte pour une guerre, car l'inexécution des engagements pris par les Turcs relativement aux principautés lui en offrait les motifs les plus légitimes; elle ne demandait pas un accroissement d'influence en Orient, car cette influence elle l'avait exercée sans partage depuis l'année 1774 jusqu'à l'année 1821], et elle proposait aujourd'hui de la partager avec ses alliés; elle ne voulait pas de conquête en invitant les premières Cours de l'Europe à garantir avec elle les transactions qui rendaient la paix à l'Empire ottoman, elle plaçait de fait sous leur garantie commune cet Empire lui-même.

Avec des intentions aussi pures, l'Empereur croyait pouvoir inspirer une entière confiance, et en chargeant son ministère de répéter pour la dernière fois les raisons qui établissaient la nécessité absolue d'un armistice comme condition préalable de toute négociation relative à la pacification de la Grèce, en ordonnant de rappeler l'imminence d'une explosion en Serbie et les motifs qu'elle offrait de travailler à calmer le reste de l'Orient, [il faisait déclarer que si, malgré tant de considérations décisives, les Cours alliées persévéraient dans les principes qu'elles avaient manifestés aux conférences de Saint-Petersbourg, il jugerait inutile la reprise de ces conférences et serait désormais obligé de n'avoir égard qu'aux droits et aux intérêts de son Empire. Les représentants de Sa Majesté Impériale avaient ordre de communiquer cette dépêche aux cabinets d'Autriche, de France et de Prusse, et, dans les cas où elle produirait l'effet désiré, ils devaient y ajouter une série des propositions, dont l'acceptation immédiate pouvait seule garantir à des conférences nouvelles une issue satisfaisante. Ces propositions¹, au nombre de sept], tendaient principalement à faire reconnaître que, vu les malheurs dont les troubles du Levant menaçaient l'Europe, il était indispensable d'en amener la cessation à l'aide d'une intervention énergique et prompte, qu'il n'était pas moins indispensable d'arrêter que, dans cette intervention, on pourrait recourir aux moyens coercitifs envers la Porte, si l'on voyait échouer toutes les démarches amicales qui seraient faites auprès de cette puissance; et que, quant à celles qui auraient lieu auprès des Grecs, il fallait convenir du principe de les effectuer simultanément, de donner des instructions claires et précises aux agents à qui l'on confierait cette mission délicate et de comprendre, dans les arrangements de paix qu'on se déciderait à conclure, non pas la Morée seule, ainsi que l'avaient proposé les plénipotentiaires d'Autriche et de France, mais toute l'étendue du pays et toutes les îles indiquées dans les contre-propositions du cabinet de Sa Majesté Impériale².

1. Voy. l'annexe XV.

2. Notre mémoire du 9 janvier 1824 proposait de comprendre l'île de Candie dans la nouvelle organisation qu'il s'agirait de donner à la Grèce, lorsque certains passages de ce mémoire furent publiés. Parmi les observations auxquelles ils donnèrent lieu, il y en eut quelques-unes qui portèrent sur l'impossibilité d'annexer cette île à aucune des Principautés grecques, par la double raison de son étendue et de ce qu'elle était peuplée en grande partie de Musulmans. On remarquait, d'ailleurs, qu'alors elle était déjà en entier au pouvoir de la Porte et que la population grecque s'y trouvait détruite. On remarqua aussi qu'il n'existait en Valachie et en Moldavie aucune forteresse qui fût entre les mains des Turcs; qu'on ne pouvait tracer, comme nous en avions émis l'idée, un rayon de celles qu'ils conservaient dans la Grèce sans laisser subsister une cause perpétuellement active de discussions sanglantes, et, qu'au reste, en assimilant les liens futurs de la Grèce avec l'Empire ottoman à ceux qui existent entre cet Empire et les Principautés de Valachie et de Moldavie, on ne pouvait en assimiler l'administration intérieure, vu la différence des usages, des besoins et des propriétés. De telles observations méritaient sans doute une

Un autre point également essentiel avait fixé l'attention de l'Empereur, c'était celui des différends directs et particuliers qui s'étaient élevés entre la Russie et la Porte à la suite du refus fait par le gouvernement turc de replacer les choses en Valachie et en Moldavie sur le pied où elles étaient avant les troubles de 1821 et de reconnaître même qu'il en eût contracté l'engagement. M. de Minciaky eut ordre de réitérer à ce sujet ses réclamations, en les rendant plus formelles, et de remettre à la Porte une note où il lui annoncerait, au nom de Sa Majesté Impériale, que si, en conservant dans les Principautés des commandants et des troupes turcs, elle continuait à violer la condition sous laquelle l'Empereur avait rétabli ses relations diplomatiques avec l'Empire ottoman, elle songeât aux conséquences de sa conduite et aux déterminations qu'elle provoquerait de la part de la Russie. M. de Minciaky devait également signaler à la Porte l'état de la Servie. Il devait lui rappeler l'article du traité de Boucaresst concernant les Serviens, leur inébranlable fidélité, l'intérêt qu'elle avait à les en récompenser, le danger qu'elle courait s'ils venaient à se soulever, et, par conséquent, la nécessité où elle était de remplir ses promesses à leur égard, de remettre en liberté leurs anciens députés qu'elle retenait captifs, d'en accueillir favorablement de nouveaux et d'exaucer sans retard les vœux légitimes dont ils seraient les interprètes.

Toutes les instructions dont nous avons donné ici la substance furent expédiées tant au chargé d'affaires de Sa Majesté Impériale, à Constantinople, qu'à ses ambassadeurs et ministres près les Cours de Paris, de Vienne et de Berlin, dans le moment où l'Empereur se rendit à Varsovie pour la tenue de la dernière Diète du royaume de Pologne. [Au mois de juillet 1825, les réponses qu'exigeaient ces expéditions importantes se trouvèrent réunies sous les yeux de Sa Majesté Impériale. Mais elles ne lui présentèrent que de nouveaux motifs de regrets et de peine.

Pour la quatrième fois dans les négociations entamées depuis 1821, la Cour de Berlin *seule* lui témoignait les dispositions auxquelles elle était en droit de s'attendre. Quant au cabinet autrichien, il avait déclaré qu'il croyait la reprise des conférences nécessaire, mais sans adhérer à aucune de nos ouvertures, sans admettre dans aucune hypothèse la

attention sérieuse. Aussi le cabinet impérial ne s'opposa-t-il pas dans les conférences de Saint-Petersbourg en 1825 à ce que l'île de Candie fut abandonnée aux Turcs; mais il insista pour qu'en Grèce, comme en Valachie et en Moldavie, on n'admit la présence d'aucun Musulman armé, et pour qu'on réservât aux négociations qui suivraient l'armistice, dont il avait démontré la nécessité, le soin de déterminer le mode d'administration intérieure des provinces grecques qui devaient comprendre la Morée, la Grèce orientale jusqu'aux Thermopyles, la Grèce occidentale jusqu'au golfe d'Arta et toutes les îles européennes de l'Archipel. Les plénipotentiaires des Cours alliées proposèrent de borner à la *Morée seule* et à quelques îles de l'Archipel les arrangements de paix qui seraient stipulés.

possibilité de l'exploit des moyens coercitifs et sans dissimuler que, dans des délibérations nouvelles, il ne changerait ni de langage ni de politique]. Malgré les efforts du représentant de Sa Majesté Impériale auprès de Sa Majesté Très Chrétienne, [les réponses du cabinet français, quoique moins positives dans les formes, n'avaient pas différé pour le fond. D'autre part, à Constantinople, les démarches confidentielles touchant les affaires de la Grèce s'étaient accomplies, et la Porte avait articulé un refus péremptoire de jamais admettre dans cette question aucune intervention étrangère]. Nous l'avions prévu et prédit à nos alliés. Le chargé d'affaires de Sa Majesté Impériale n'avait pas été plus heureux dans ses réclamations relatives à l'état des Principautés. La Porte persistait à ne vouloir point y rétablir le *statu quo* antérieur aux troubles de 1821. Ses commandants y restaient sous le nom de Basch-Beschlis-Agas; ses troupes sous celui de Beschlis; sa conduite n'était pas moins contraire aux traités dans tout ce qui regardait la Serbie; et quand M. de Minciaky lui avait présenté la note officielle qu'il devait lui remettre d'ordre de l'Empereur, la Porte n'avait pas même, nonobstant les convenances et les usages, voulu y faire de réponse.

[La situation de la Russie devenait de jour en jour plus grave]. Après quatre ans d'une longanimité sans exemple, [l'Empereur voyait, quant à la Valachie, la Moldavie et la Serbie, ses droits méconnus, ses traités violés] et les promesses qui lui avaient été transmises ou incomplètement remplies ou même rétractées; [quant à la pacification de la Grèce, ses alliés occupés à ne pas les laisser sortir du cercle des plus vaines négociations; les intérêts de la Russie lésés et la légitime influence qu'elle avait exercée en Orient depuis le traité de Kaynardgé essentiellement compromise].

En effet, à dater de l'année 1823, toutes les autres grandes puissances jouaient un rôle plus ou moins actif dans les affaires de la Grèce. Nous avons déjà signalé l'ascendant qu'y avait acquis l'or et les agents de l'Angleterre. La France y formait de son côté des relations par le canal de ses comités philhelléniques, et en même temps elle offrait son amitié, elle fournissait des secours au pacha d'Égypte. [L'Autriche ne cachait plus ceux qu'elle assurait aux Turcs; sa marine portait leurs troupes ou ravitaillait leurs forteresses, et sa politique comptait évidemment avec connaissance de cause sur l'issue de la campagne de 1825. Toutes les grandes puissances avaient néanmoins annoncé en 1821 qu'elles ne prendraient aucune part à cette lutte trop mémorable. Mais [la Russie seule y était restée étrangère], seule elle n'avait montré d'autre désir que celui de rétablir le calme et de le rétablir à l'égal avantage de tous les États européens.

Plus l'Empereur avait mis de persévérance à suivre cette marche si noble et si désintéressée, plus il était en droit de se prononcer avec force, lorsqu'au mois de juillet 1825, il acquit la conviction que, dans les négociations de Constantinople comme aux conférences de Saint-

Pétersbourg et à Vienne, comme à Paris et à Londres, ses vœux et son espoir avaient été trompés.

[Les déterminations que prit alors Sa Majesté Impériale furent consignées dans une dépêche adressée à ses ambassadeurs et ministres près les Cours d'Autriche, de France et de Prusse¹ le 6 août 1825. Il y était dit : « La dignité de la Russie, ses intérêts et, nous osons le dire, ceux de l'Europe nous faisaient une loi de prouver à nos alliés qu'ils avaient mal jugé notre position, peu apprécié la réalité de nos sacrifices et visé à des résultats auxquels nous ne pourrions consentir. »

Après avoir fait motiver cette opinion, l'Empereur invitait ses représentants à garder désormais le silence sur les affaires orientales, et si les cabinets alliés demandaient la raison de ce silence, Sa Majesté leur ordonnait de récapituler nos propositions du mois d'avril et leurs réponses], de leur rappeler qu'ils avaient été informés par nous que s'ils ne changeaient pas de principes nous regarderions comme préjudiciables des délibérations ultérieures avec eux [et de déclarer] enfin que maintenant cette hypothèse s'était accomplie à notre vif regret, [que « désormais les délibérations ci-dessus mentionnées n'auraient aucun but, qu'en conséquence l'Empereur ne saurait les poursuivre et qu'il ne pourrait dorénavant se diriger dans les affaires d'Orient que d'après les droits et les intérêts de son Empire] combinés avec les principes qui avaient toujours fait la base de sa politique, quant à la conservation de la paix générale et au maintien de l'équilibre établi par les grandes transactions de 1814, 1815 et 1818 ».

[Cette déclaration faite, les représentants de l'Empereur devaient « reprendre une attitude *réservée* envers les Cours alliées et éviter toute discussion, soit sur la question orientale elle-même, soit sur la nature, les suites ou les motifs de la détermination dont ils auraient été les organes ».

De tels ordres nécessitaient l'examen du système qu'il conviendrait à la Russie d'adopter dans la situation nouvelle où elle allait se trouver. L'Empereur voulut connaître à cet égard le jugement de ceux de ses ambassadeurs qu'il honorait d'une juste confiance, et] une autre dépêche de la même date [invita MM. d'Alopeus, de Tatistcheff, Pozzo di Borgo et de Lieven à émettre leur opinion avec franchise « sur la nature de l'accord qui semblait s'être formé entre nos alliés pour paralyser nos vues dans les affaires d'Orient sur le degré de force que pourrait acquérir l'opposition] qu'elle nous ferait éprouver, [sur les moyens de déconcerter ce système et sur les mesures les plus propres à assurer les droits, les intérêts et la dignité de l'Empire ».

Des instructions décisives furent pareillement expédiées à M. de Minciaky. L'Empereur le chargea d'exprimer toute la surprise qu'il éprouvait à voir la Porte laisser sans réponse notre *dernière* note rela-

1. Voy. l'annexe XVI.

tive à l'état des Principautés et de la Serbie, [de demander au Reis-Effendi une conférence à protocole, de lui répéter pour la dernière fois les griefs] que donnait à Sa Majesté Impériale l'occupation prolongée de la Valachie et de la Moldavie, ainsi que la conduite du Divan envers les Serviens, d'envoyer dans ces provinces des commissaires vérificateurs si la Porte accueillait toutes les demandes que M. de Minciaky réitérerait à leur égard, [de lui remettre une protestation formelle si elle renouvelait ses refus, de lui déclarer alors qu'elle eût à peser toutes les conséquences d'un tel acte, de prendre ensuite une attitude silencieuse et de borner ses fonctions à l'expédition des affaires commerciales. M. de Minciaky devait aussi s'abstenir désormais de toute discussion sur la question grecque avec les représentants des Cours alliées à Constantinople].

Ces ordres furent les derniers que le ministère impérial reçut de l'empereur Alexandre. Les dépêches qui rendaient compte de leur exécution ne lui parvinrent qu'au moment même où ce grand monarque allait dans une autre vie recueillir la récompense de ses hautes vertus.

Pour terminer le présent exposé, nous retracerons rapidement les circonstances qui ont marqué l'intervalle écoulé depuis l'époque du départ de Sa Majesté Impériale pour Taganrog jusqu'à la fin de l'année 1825.

[Pendant que l'Empereur arrêtait] à Saint-Petersbourg [les résolutions dont nous venons d'offrir le tableau, une partie de ses pressentiments s'accomplissait déjà dans la Morée. Les Égyptiens victorieux la parcouraient presque sans obstacles]. D'après les rapports de M. de Minciaky, tous les Grecs qui tombaient entre leurs mains étaient massacrés ou emmenés en esclavage et tous les habitants qu'ils rencontraient réduits en cendres; d'après ces mêmes rapports, partout la population presque entière fuyait à leur approche, des milliers de malheureux sans asile refluaient vers l'Attique, et d'interminables dissensions s'étant jointes à tous ces maux, [les chefs grecs, dans la situation désespérée où ils se trouvaient, avaient pris le parti de recourir à l'Angleterre, de lui demander sa protection exclusive et de lui offrir même la souveraineté de la Grèce et des îles de l'Archipel, qui avaient secoué le joug de la Porte ottomane].

Quoique cette démarche eût été précédée de pourparlers avec le capitaine Hamilton, commandant de la station navale anglaise dans l'Archipel, il était évident que la Grande-Bretagne ne pourrait en aucun cas augmenter ainsi ses possessions par une espèce de conquête, effectuée en pleine paix, ni accéder aux vœux que les Grecs venaient de lui exprimer.

[Leur demande combinée avec le silence de la Russie sur les affaires orientales excita néanmoins une vive inquiétude dans le cabinet de Vienne, qui], sans attendre les déterminations ultérieures de la Cour de Londres, [nous proposa] à la fois d'exiger d'elle une explication catégorique sur l'offre qui lui était adressée par la Grèce et [de faire

auprès de la Porte une nouvelle démarche collective pour l'inviter à admettre l'intervention des Cours continentales dans ses différends avec les Grecs] et à leur assurer avec une amnistie la sûreté de leurs biens et de leurs personnes pour prix de leur retour immédiat à l'obéissance.

Il serait superflu d'énumérer les raisons qui ne permirent point d'accepter une proposition semblable. Tout ce qu'elle avait de contraire aux principes que l'Empereur avait développés et aux décisions qu'il avait prises en dernier lieu, tout ce qu'elle eût présenté d'inconvénients et de dangers en provoquant peut-être une discussion gratuite avec l'Angleterre, et sans nul doute un second refus de la part du Divan ne pouvait que frapper au premier coup d'œil. Aussi [l'empereur] Alexandre, qui eut encore le temps de recevoir connaissance de cette proposition [à Taganrog, envoya-t-il au ministère impérial l'ordre de la décliner et d'engager M. de Tatistcheff à ne point s'écarter des instructions qui lui avaient prescrit de garder un silence absolu sur les affaires d'Orient].

Nous ne tardâmes point à être informé, ainsi qu'il avait été facile de le prévoir, que le gouvernement anglais avait rejeté l'offre des Grecs et publié en réponse une proclamation qui ordonnait itérativement à tous les sujets britanniques l'observation de la plus stricte neutralité entre la Grèce et l'Empire ottoman. [Bientôt aussi nous reçûmes les dépêches par lesquelles les ambassadeurs et ministres de l'Empereur exposaient les opinions qu'ils avaient été invités à émettre sur l'union que nous avions cru remarquer entre les grandes Cours continentales pour neutraliser les intentions de Sa Majesté Impériale relatives à la pacification du Levant].

M. de Tatistcheff témoignait qu'il ne croyait pas à l'existence d'une union formelle et permanente entre l'Autriche et soit les grandes Cours du continent soit l'Angleterre, pour le cas qu'il plairait à l'Empereur de forcer les Turcs à exécuter leurs obligations et leurs promesses envers la Russie. Cet envoyé crut du reste entrevoir dans la proposition ci-dessus rapportée du ministère autrichien au sujet d'une nouvelle démarche collective auprès de la Porte un moyen de sortir des difficultés qui environneraient le gouvernement de Sa Majesté Impériale.

[Le comte d'Alopeus] se trouvait à Saint-Petersbourg lorsque les mêmes questions lui furent adressées. Mais, comme la Prusse avait dans tous les moments décisifs embrassé la cause de la Russie, il ne balança pas à déclarer qu'à son avis elle ne secondait aucune mesure contraire aux intérêts de notre auguste maître. Depuis son retour, il [nous a transmis], à cet égard, [des assurances positives qui ne laissent point de doute touchant les dispositions favorables sur lesquelles la Russie peut compter de la part de cette puissance quel que soit le cours ultérieur des événements].

Les opinions du général Pozzo di Borgo sur ce sujet si grave sont développées dans la dépêche ci-jointe¹. Il y démontre qu'une coalition

1. Voy. l'annexe XVII.

qui aurait pour but de s'opposer aux déterminations de la Russie envers la Porte ottomane ne serait ni probable ni même possible, qu'une opposition isolée de la part d'une puissance européenne quelconque serait bien moins à prévoir et à craindre encore, que la situation respective de tous les États auxquels on pourrait présumer des vues pareilles présente à la Russie une complète garantie de sécurité fortifiée par la justice de sa cause, par quatre années d'une patience sans exemple, par un désintéressement constaté de la manière la plus irrécusable; et, partant du principe qu'après la résolution prise de garder le silence sur la question orientale la Russie est dans la nécessité absolue de sortir d'une position critique et fautive, il déroule le plan d'action qui lui paraît le plus propre à assurer les droits, les intérêts, la dignité de l'Empire, et non seulement à empêcher les autres puissances d'entraver l'emploi des moyens coercitifs, auxquels nous aurions recours, mais même de les obliger à en accélérer l'effet.

L'avis du comte de Lieven¹ fut aussi qu'aucun accord entre les grandes puissances ne pourrait arrêter la Russie dans l'exercice de ses droits ni dans l'exécution des nouvelles mesures qu'exigeaient de sa part ses espérances trompées, tout ensemble du côté de ses alliés et du côté des Turcs, que sa conviction sur ce point essentiel se fondait sur l'impossibilité d'une combinaison de cette nature sans que l'Angleterre en fit partie et sur l'impossibilité pour l'Angleterre de s'y associer. Le comte de Lieven finissait par déclarer que si, au printemps de 1826, la Russie ne voyait ses vœux pour l'Orient entièrement exaucés, les moyens coercitifs seraient les seuls qui puissent lui assurer des résultats conformes à sa dignité et à son attente.

[Ces opinions si unanimes des ambassadeurs et des ministres de Sa Majesté Impériale furent justifiées, jusqu'au moment où elles venaient d'être émises], par l'impression même que produisit sur les principales Cours de l'Europe le système de silence adopté par l'Empereur dans tout ce qui avait rapport aux affaires du Levant. Nous avons déjà indiqué quel fut le langage de la Prusse à leur égard et les justes motifs de satisfaction qu'elle nous offrit.

[La France se hâta d'envoyer à son poste le comte de Laferronnays, qui], pendant son séjour à Paris, n'avait négligé aucun moyen d'éclairer son cabinet sur la nécessité de s'unir franchement aux desseins de l'Empereur, et cet ambassadeur articula [dès son arrivée] des propositions tendantes à montrer que la France cherchait à modifier les principes contre lesquels Sa Majesté Impériale avait réclamé à si juste titre pendant les conférences de Saint-Petersbourg. [Croyant pouvoir compter sur le concours actif de l'Angleterre et de l'Autriche], M. de Laferronnays mit en avant l'idée d'une nouvelle démarche collective à Constantinople par laquelle les cinq Cours alliées annonceraient à la Porte ottomane qu'elles regardaient comme terminée la guerre entre les Grecs

1. Voy. l'annexe XVIII.

et les Turcs, qu'une intervention européenne dans cette querelle funeste était indispensable et que si la Porte ne l'agréait elle aurait à redouter toutes les conséquences de sa position à l'égard de la Russie].

Plus les intentions de Sa Majesté Impériale dans les affaires du Levant avaient rencontré de difficultés et d'obstacles, plus ces obstacles avaient momentanément paru provenir d'un accord concerté d'avance, plus [il semblait essentiel de ne pas provoquer en se refusant à toute ouverture de la part des Cours alliées cette union même dont l'établissement avait été appréhendé et de ne pas nous exposer à des complications dangereuses si les circonstances forçaient l'Empereur de donner à ses déterminations un nouveau caractère d'énergie. Le ministère impérial] ne se départit [néanmoins] pas de la réserve qui lui avait été prescrite, il [ne discuta pas la proposition du comte de Laferonnays et ne se prêta sur son désir qu'à la placer sous les yeux de l'Empereur.

A l'époque où elle nous fut remise, les dépêches du comte de Lieven, confirmant ces précédentes conjectures, [nous avaient déjà informés des dispositions de plus en plus sérieuses du ministère anglais à un rapprochement avec la Russie]. Il voyait d'un côté les Égyptiens envahir la Grèce et former une nouvelle puissance musulmane au sein de la Méditerranée, il considérait de l'autre le silence subit de la Russie dans les affaires d'Orient comme le terme d'une longanimité déçue dans ses résultats; il ne pouvait contester la légitimité des droits qui autoriseraient l'Empereur à déployer enfin les ressources de sa puissance, M. Canning n'avait pas laissé ignorer au comte de Lieven que le gouvernement britannique nourrissait le désir de s'entendre en dernière analyse avec Sa Majesté Impériale sur les combinaisons qui pourraient rendre au Levant une paix avantageuse et solide.

Le début du Lord Strangford à Saint-Petersbourg sembla présenter une preuve de ses intentions. Il proposa de son côté, mais sous la forme d'une idée personnelle, une démarche collective à Constantinople, qui devait engager la Porte à admettre l'intervention des Cours alliées dans les affaires de la Grèce, sur les bases du protocole de Vérone, et la menacer, en cas de refus, de toutes les suites d'une rupture avec la Russie. Cette idée fut hautement désapprouvée par [M. Canning]; Lord Strangford fut même désavoué et le principal secrétaire d'État britannique [déclara que la première condition sous laquelle l'Angleterre négocierait avec la Russie sur la question grecque consisterait à négocier avec la Russie seule. Mais il montra d'autre part une volonté prononcée d'entrer avec le comte de Lieven en pourparlers qui puissent avoir des suites décisives. Les derniers rapports de cet ambassadeur, les confidences que lui a faites M. Canning, l'envoi du duc de Wellington à Saint-Petersbourg son autant de témoignages qui font connaître à cet égard les vraies dispositions du cabinet de Saint-James.

Celles du cabinet de Vienne sont les seules qui jusqu'à présent n'aient pas changé en apparences]. Le ministère autrichien persiste dans les doctrines qu'il a professées aux conférences de Saint-Petersbourg en

1825. Lorsqu'il sut que l'Empereur, ne pouvant y adhérer, avait résolu de ne pas continuer ses délibérations avec ses alliés, il invita le ministre français à n'en pas moins persévérer dans le même système. Averti par la Cour des Tuileries qu'une telle marche semblait offrir de réels dangers et qu'il était au contraire urgent de s'associer à la politique généreuse de l'empereur Alexandre, puisque la patience de ce monarque paraissait avec raison avoir atteint ses dernières bornes, il ne modifia ni son langage ni son attitude, et s'il avait même dissimulé sa véritable politique, la mission récente du comte de Bombelles à Varsovie et le mémoire qui sert d'instructions à l'archiduc Ferdinand auraient assurément suffi pour soulever le voile. Mais le cabinet de Vienne connaissait trop sa position, il était trop éclairé pour ne pas voir que le jour où l'empereur Alexandre, cédant à trop de justes griefs, aurait pris le parti d'agir avec force dans les affaires d'Orient, l'Autriche n'aurait pu soutenir le rôle ingrat et périlleux d'une opposition isolée. Aussi, [dès le mois de septembre 1825, le cabinet de Vienne essayait-il d'ajuster, par un dernier effort, les différends qui subsistèrent entre la Russie et la Porte relativement aux Principautés et d'enlever ainsi à Sa Majesté Impériale le motif immédiat d'une guerre que, dès le principe, il avait redoutée] plus que tout autre événement et dont il avait avec tant de persévérance tâché de détourner l'Empereur.

[Les instructions qu'il fit parvenir sur ce sujet à l'internonce arrivèrent à Constantinople presque en même temps que celles qui prescrivaient à M. de Minciaky] d'inviter les ministres ottomans à une conférence et de lui remettre une protestation en forme s'il n'accueillait toutes nos demandes concernant la Serbie et les Principautés. [D'après les communications qui nous ont été faites par le comte de Lebzeltern, le baron d'Ottensfels avait ordre d'engager la Porte à satisfaire la Russie dans tout ce qui avait rapport aux provinces du Danube], de l'y engager *au nom de ses intérêts les plus chers et des services éminents que l'Autriche venait de lui rendre*, [d'ajouter même qu'un refus serait considéré par la Cour de Vienne comme une offense directe, qu'il identifierait sa cause à celle de la Russie] et ne pourrait par conséquent qu'attirer sur la Porte les plus grands malheurs.

M. de Minciaky ne put apprendre avec précision si l'internonce, en s'acquittant de la démarche qui lui avait été ordonnée, employa sans réserve ces puissants moyens de négociation. Quoi qu'il en soit, [M. d'Ottensfels annonça bientôt, tant au chargé d'affaires de l'Empereur à Constantinople qu'au comte de Lebzeltern à Saint-Petersbourg, que ses réclamations avaient été couronnées d'un plein succès et que la Porte avait promis de remplacer en Valachie et en Moldavie les Basch-Beschlis-Agas actuels par des officiers d'un rang inférieur et en général d'y rétablir le *statu quo* antérieur aux troubles de 1821].

Comme, en s'offrant de remplacer les Basch-Beschlis-Agas actuels par d'autres, la Porte se réservait *ipso facto* le droit de les nommer, tandis qu'avant les troubles de 1821 ce droit était exercé par les Hospo-

dars tout seuls, [comme il n'était question ni de la retraite des troupes ottomanes qui restaient dans les Principautés sous le nom des Beschlis ni de l'autorité dont seraient revêtus leurs nouveaux chefs, M. de Minciaky] ne put trouver suffisants les résultats annoncés par le baron d'Ottensfels et, [voulant constater lui-même les vraies dispositions de la Porte], il [exécuta ses instructions et sollicita la conférence qu'il avait été chargé de demander au Reis-Effendi]. La première réponse qu'il reçut à cet égard fut évasive. Le Reis-Effendi, se référant à celle qu'il avait faite à l'internonce d'Autriche, déclina toute proposition d'entrevue. Mais M. de Minciaky ayant insisté, la conférence décisive eut enfin lieu. [Il demeura prouvé que la Porte soutenait n'avoir promis au baron d'Ottensfels que de remplacer les Basch-Beschlis-Agas actuels par des officiers d'un rang moins élevé, n'y avoir ajouté nul engagement relatif au rétablissement du *statu quo* antérieur aux troubles de 1821, et n'être tenue d'accueillir aucune réclamation à ce sujet], vu la satisfaction complète que venait de lui témoigner à la suite de ses dernières résolutions et l'internonce et les autres représentants des alliés de la Russie. Vainement M. de Minciaky s'efforça de lui démontrer que, loin de remplir les vœux légitimes de l'Empereur, elle aggravait ses griefs en voulant consacrer par un nouvel acte le droit de nomination des Basch-Beschlis-Agas qui ne lui avait jamais appartenu, en persistant à ne pas retirer des Principautés les troupes ottomanes qui les occupaient sous le nom de Beschlis et en continuant d'investir leurs chefs d'une autorité dérogatoire à celle des princes. [Vainement aussi M. de Minciaky travailla dans cette conférence à améliorer les dispositions de la Porte envers les Serviens]. Malgré l'évidence de ses intérêts, malgré les clauses du traité de Boucares, la Porte ne consentit ni à énoncer la moindre promesse pour ce peuple fidèle, ni à libérer ses députés, ni à reconnaître même que l'Empereur eût le droit d'intervenir en faveur de la Servie.

[Une aussi aveugle obstination ne laissait pas d'alternative à M. de Minciaky. Il se vit obligé de remettre au Reis-Effendi, en exécution des ordres de l'Empereur, une déclaration ¹ formelle qui rappelait la conduite de la Russie envers la Porte depuis l'année 1821, énumérait les motifs de plainte que celle de la Porte continuait à donner à Sa Majesté Impériale, *protestait* contre toutes les déterminations que le gouvernement ottoman annonçait vouloir maintenir à l'égard de la Moldavie, de la Valachie et de la Servie et l'avertissait de n'attribuer qu'à lui-même les conséquences nécessaires d'une aussi déplorable politique.

Cet acte est le dernier de nos rapports diplomatiques avec le Divan depuis l'année 1824.]

Grégoire YAKSCHITCH.

1. Voy. l'annexe XIX.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

NÉCROLOGIE.

FERDINAND BRUNETIÈRE.

L'étiquette de critique didactique et morigénant, qui, pour beaucoup de contemporains de Brunetière, était inséparable de son nom, ne doit pas s'attacher à sa mémoire. Les services rendus par lui à l'histoire de la littérature et des idées sont aussi grands, sinon plus grands, que son action et son influence dans la pure critique.

Ce rôle de censeur doctrinaire, où le confinaient par habitude les appréciations sommaires du public, il y a longtemps qu'il le délaissait. A le lui faire prendre à ses débuts, les circonstances principalement avaient contribué. Au moment (1874-1875) où il abordait la vie littéraire, le triomphe bruyant du réalisme naturaliste, les étrangetés de la poésie symboliste et décadente, les conceptions d'art, révolutionnaires à la fois pour le fond et pour la forme, qui commençaient à s'importer de l'étranger, déconcertaient la partie cultivée du public. Elle se faisait besoin d'un guide, d'une autorité, d'un docteur du goût, défenseur de la tradition française menacée et du classicisme vilipendé. Un homme de talent entrant alors dans la critique, et y entrant à la *Revue des Deux-Mondes*, devait assumer cette magistrature et ce préceptorat. Il fallait qu'il « tint » les Nisard, voire les Gustave Planche¹. Brunetière se plia d'autant mieux à cette nécessité que son goût de jeune homme était surtout classique et sa culture d'étudiant surtout xvii^e siècle; que son tempérament moral, combatif et impérieux tout ensemble, et son intelligence avide d'enseigner lui faisaient trouver plaisir à cette besogne agressive et dogmatique; qu'enfin, sa façon d'écrire elle-même y paraissait prédestinée. Mais, en fait, il ne remplit ce rôle de censeur qu'à l'égard des

1. Cf. Paul Bourget, article sur Brunetière, *Temps* du 11 décembre 1906 (conversation avec Buloz).

romans de Zola et de ses disciples. Il ne « requit » qu'assez peu contre le théâtre, presque pas contre la poésie. Mise à part sa campagne de 1875-1876 sur le *Roman naturaliste*, je ne vois guère, parmi plusieurs centaines d'articles, qu'une quinzaine qui soient des jugements sur la littérature d'imagination contemporaine. Aussi bien il sentait tout le premier qu'il se déprenait de cette partie de sa tâche, et il s'y fit, à plusieurs reprises, suppléer. A partir même de 1894, il laissa complètement à M. René Doumic le soin d'apprécier les nouveautés et de suivre les efforts des « jeunes », non seulement dans le roman, mais dans le théâtre et dans les vers.

Lui, la prose et la prose historique l'attiraient dès lors plus cordialement que les écrits de pure littérature et les questions, surtout d'esthétique, qu'ils soulèvent. C'est sans doute un hasard que son premier article dans la *Revue politique et littéraire* ait eu pour objet, comme le remarque M. Maurice Tourneux (*Grande Encyclopédie*, art. *Brunetière*), le *Saint Louis* de Wallon; j'ajoute que sa première bibliographie signée dans la *Revue des Deux-Mondes* (1^{er} décembre 1875) annonce l'*Histoire de France* de M. Guizot. Il faut observer pourtant que, dès cette époque, les titres de ces comptes-rendus d'ouvrages qu'il se réserve dans la *Revue* ne sont presque tous que de travaux d'histoire, et des plus variés, — de la *Mythologie de la Grèce antique* de Decharme comme du *Rétablissement du catholicisme à Genève* d'Albert Rilliet, des recherches de divers savants sur l'*Archéologie préhistorique* comme de la publication des *Archives de la Bastille* de M. Ravaisson. — Notons aussi, dès les premières années de son activité, une série, trop courte il est vrai, d'essais historiques originaux qui, probablement, dans sa pensée, devaient former par leur réunion un vrai livre sur le XVIII^e siècle. Ainsi cet article sur *Le Sage* (*Études critiques*, t. III, 1883), qui ne se rapporte à aucune publication d'actualité et que complète un autre article sur la *Question du Gil Blas* (*Histoire et littérature*, t. II); ainsi cette étude, si neuve et si solide, sur les *Jansénistes et les cartésiens* (1885), la première de ces larges enquêtes, où Brunetière devait plus tard si bien réussir, sur les *courants d'idées et les influences morales*, et où, tout en profitant des livres récents alors de Krantz, Droz, Nourrisson, s'attestait une recherche très personnelle; — tel fut surtout ce mémoire, car c'en est un, sur la *Direction de la librairie sous Malesherbes* (1882), à qui il ne manque même pas un appareil de notes et de renvois aux manuscrits pour lui donner l'autorité qu'il mérite. Ultérieurement, plusieurs articles sur le XVII^e siècle (je signale surtout ceux sur Pascal) offrirent le même caractère d'une investigation approfondie et d'un recours aux sources,

rare dans les articles de revue. A Brunetière, rendant compte des livres nouveaux, il est arrivé, comme aux autres, de nourrir son article avec les documents du livre qu'il critiquait, et parfois d'assez haut; ces « pilleries » d'analyse, comme disait Bayle, sont l'inévitable péché du journaliste pressé. Mais, plus souvent qu'aucun de ses confrères, il s'est donné le luxe d'*ajouter* aux ouvrages dont il parlait des précisions que lui fournissait sa vaste lecture. Car c'était le temps où cet infatigable travailleur lisait à la fois *tout* Bossuet et *presque toute* l'*Encyclopédie*.

Ce n'est pourtant pas qu'il fût disposé à faire ce que Sainte-Beuve avait fait jadis, ce que, de notre temps, la plupart des « critiques littéraires » ont fait : à sacrifier à peu près complètement la critique esthétique, avec ses hypothèses toutes subjectives, à renoncer au jugement sur les contemporains, avec l'insuffisance de ses documents et la servitude des discrétions nécessaires, pour s'attacher uniquement à l'étude, plus libre, des réalités, mieux connues, de l'histoire littéraire du passé. Il semblait, au contraire, prendre à tâche de rabattre les prétentions des historiens. Il ridiculisait volontiers leurs visées à la précision menue et à la complète exactitude. Fréquemment, vers 1877-1880, il se moquait, avec une générosité douteuse, de ces érudits qui, selon lui, « vont à l'aventure, au hasard de la découverte, s'égarent et ne se retrouvent plus dans la foule de leurs documents, comme si de ces archives et de ces parchemins qu'ils fouillent... je ne sais quelle poussière s'élevait qui les aveugle. » Il plaisantait, avec plus d'abondance que d'équité, avec des ironies qui rappelaient trop les vieilles pointes de La Bruyère, « l'*opiniâtreté* » touchante et « les *innocents plaisirs* » de ces fouilleurs obscurs. C'est le moment où il proclame trop bruyamment que « le véritable inédit, c'est ce qui est imprimé », et que les choses qui sont restées inédites sont précisément, par une étrange providence, celles qui le méritaient. C'est le temps de ce fameux article sur la *Littérature du moyen âge* (*Études critiques*, t. I, 1880), qui mit longtemps entre Gaston Paris et lui un nuage, et où Brunetière se vantait de prouver que les plus clairs résultats de « cette méthode érudite », c'étaient « des livres parfaitement ennuyeux », comme « ceux d'Alexis Monteil ». C'est l'époque, enfin, où il imagine, avec une subtilité assez bizarre, la possibilité d'« une connaissance vivante du passé que ni la chronologie ni les documents accumulés ne donnent », où il met à la porte de l'histoire de la littérature française, à cause de leur infériorité et de leur manque d'intérêt, certains genres parias, tels que l'éloquence du barreau. Seulement, au milieu de ces dédains, et en dépit de ces colères, on sentait percer à chaque instant ce goût pour l'histoire,

contre lequel il luttait en quelque sorte. S'il ne permettait pas à M. Munier-Jolain d'aimer l'histoire des avocats « pour elle-même » et d'étudier des séries de plaidoyers médiocres et monotones avec le même respect que de beaux textes classiques, il l'autorisait néanmoins (1888) à dégager de ces textes tout ce qu'il avouait qu'ils contiennent de renseignements inestimables sur l'histoire des mœurs, renseignements que l'on va chercher bien à tort, — comme il le remarque justement, — dans les sermons généralisateurs et abstraits des grands prédicateurs. Si, pour le moyen âge, les « découvertes » obtenues par la méthode érudite ne lui paraissaient avoir rendu que « d'insignifiants services à la littérature », il confessait du moins que, dans la transformation de l'histoire, les érudits avaient eu « leur part, et leur part considérable » ; qu'il « y aurait une injustice criante à la leur disputer ». Et, quoique, en ce qui concerne le *xvii^e* siècle, il eût peur que les recherches des fureteurs biographiques, « trop systématiquement poursuivies » (t. I, p. 454) et menées trop avant, n'eussent pour effet sacrilège de « rabaisser et de diminuer » les grands hommes en les montrant asservis « à une imitation de la réalité trop précise et trop littérale » ; quoiqu'il déclarât qu'aux grandes œuvres « maitresses » on doit, par une exception pieuse, « faire cet honneur de ne voir et de n'étudier qu'elles-mêmes », — n'y ayant lieu d'entourer d'une exégèse historique approfondie que les œuvres de second ordre, — ces *distinguo* un peu puérils ne l'empêchaient pas de prendre grand plaisir aux recherches des moliéristes sur la vie de Molière (*Études critiques*, t. I, 1877) ni de tirer largement parti des minutieux commentaires de M. Desnoiresterres sur les œuvres et la vie de Voltaire (*Ibid.*, t. I, 1878) ou des quatre gros volumes de bibliographie de M. Bengesco. Et ces contradictions tenaient assurément à la résistance de ce qu'il y avait en lui de philosophique ; mais elles tenaient aussi à une aperception encore confuse chez lui de la mission et de la méthode de la « critique ».

Il fut plus à l'aise avec ses goûts, et il atténua sa défiance contre l'histoire et l'érudition lorsqu'il eut trouvé, entre la critique purement dogmatique à la Nisard, la psychologie anecdotique à la Sainte-Beuve et l'« impressionnisme » fantaisiste d'Anatole France et de Jules Lemaitre, la formule intermédiaire de sa propre méthode. Cette formule, c'est celle qu'il donna dans un article-manifeste du 4^{er} janvier 1894 sur la *Critique impressionniste*. C'est celle de cette « critique objective » dont « la fonction » est de « classer » et de « juger » sans doute, mais aussi, et surtout, si elle veut parfaire son œuvre, d'« expliquer ». Mais comment expliquer sans « raconter » ? Com-

ment raconter sans connaître et la vie des écrivains, et leurs tenants et aboutissants, et leur milieu social? Comment connaître que par le détail? « *Le fondement de la critique objective est donc, à vrai dire, le même que celui de l'histoire.* » Et parmi « les inconvénients et les dangers de l'impressionnisme », il signale avec insistance celui-ci qu'« il romprait les liens qui unissent étroitement la critique et l'histoire », et que la critique perdrait, en même temps que la notion de son objet, la conscience de son rôle et de sa fonction « si elle était ainsi coupée de ses communications avec l'histoire ».

L'idée de l'« évolution des genres » fut, dans ce sens, une poussée de plus sur son esprit. Je n'ai pas à rappeler avec combien peu d'enthousiasme fut accueillie, par les admirateurs même de Brunetière, cette théorie aventureuse, et comment lui-même, sans vouloir jamais renoncer expressément à cette vue chimérique, en s'obstinant au contraire à la défendre avec des arguments plus subtils que solides (*la Doctrine évolutive et l'histoire*, 1898, *Études critiques*, 6^e série, p. 27 et suiv.), il renonça, en somme, à poursuivre une démonstration impossible. Mais ce qu'il faut noter, c'est que cette théorie était double, et que, si la conception, en quelque sorte médiévale, réaliste, que Brunetière voulait accrédi-ter du « genre littéraire », être véritable, organisme vivant, ne pouvait absolument pas se soutenir, pas plus que les métamorphoses étranges de ces êtres de raison, par contre la conception d'une « évolution » des idées esthétiques chez les auteurs, chez les critiques et dans le public, cette idée-là était vraie, intéressante et féconde. Seulement, pour la montrer, cette évolution, je ne dis pas des genres, mais des théories et des goûts chez les producteurs ou chez les lecteurs, qu'est-ce qu'il fallait, et en abondance et en détail, sinon des recherches historiques? Cela, il est vrai, Villemain, V. Cousin et Vinet l'avaient indiqué, et Sainte-Beuve l'avait déjà recommandé en d'autres termes et mis, d'une façon partielle, en pratique, et autour de Sainte-Beuve, ou après lui, Schérer et Montégut, mais ces derniers, de même que l'auteur des *Lundis*, dans des études sur des individus ou dans des morceaux d'histoire de peu d'étendue. Brunetière le fit à son tour, d'une manière plus frappante, en prêtant à l'affirmation historique, volontiers indécise, parce que prudente, un peu du ton impérieux de la critique dogmatique. Il le fit aussi d'une manière plus probante, en faisant porter son enquête sur toute une longue série d'œuvres similaires. Et là est l'intérêt des ouvrages qu'il publia de 1890 à 1894 : *l'Évolution de la critique* (1890), les *Époques du théâtre français* (1892), *l'Évolution de la poésie lyrique* (1894). S'ils ne confirment guère sa thèse darwiniste, ils ont le mérite (les deux derniers surtout) d'être documen-

tés sérieusement et de présenter, dans un bel ordre dont la « suite » est fondée sur des faits et non sur des idées *a priori*, des renseignements sûrs, et presque tous les renseignements nécessaires. On sent qu'ils ont été faits pour un auditoire sérieux, capable de juger, et dont l'éducation historique et littéraire fut une des passions de Brunetière, celui de l'École normale supérieure. Dans les bons travaux d'histoire littéraire et morale présentés comme thèses à la Faculté des lettres de Paris depuis 1900, il est facile de retrouver l'influence de cet enseignement de Brunetière et le goût vif qu'il inspira aux dix promotions dont il fut le maître pour la recherche des transformations des « genres », pour la découverte des « influences » successives ou juxtaposées... Et ce n'était pas le simple plaisir des ingénieuses trouvailles que les jeunes esprits éprouvaient à le suivre dans cette voie; c'était la jouissance solide de comprendre, mieux qu'ils ne l'avaient encore compris, l'enchaînement des faits du passé dans l'ordre intellectuel et moral. C'était chez eux un éveil, par la littérature, du sens historique. A cet égard, l'influence de Brunetière est venue s'ajouter heureusement, depuis 1894, à celles des maîtres qui dirigeaient le laboratoire d'études de la rue d'Ulm.

Issu du même enseignement, le *Manuel d'histoire de la littérature française* (1^{re} éd., 1897; 3^e éd., 1906) fut l'application, — adéquate, on peut le croire, aux ambitions de Brunetière, — de cette « critique-histoire » du passé. C'est là qu'il substitua largement, pleinement, ce qu'il appelle le « point de vue généalogique », la considération de la « filiation » des œuvres à cette histoire « descriptive, analytique ou tout simplement énumérative » dont il reprochait, avec raison, à nos historiens de la littérature de s'être si longtemps contentés, par paresse d'esprit, aussi bien dans des ouvrages savants que dans des livres pédagogiques. Ce n'est point en « Prose » ou en « Poésie » que Brunetière voulut diviser son histoire, ni même par « genres », ni même par « siècles », mais par « époques littéraires » soigneusement datées, et datées « de ce que l'on appelle des événements littéraires ». Sa préoccupation capitale fut de donner l'impression de « la continuité de mouvement et de vie sans laquelle il n'y a pas d'histoire ». Tout en attribuant, dans les *influences* qu'il dénombrait et analysait, la plus grande part à l'influence *des œuvres sur les œuvres*, il notait soigneusement celles de « race » et de « milieu », et tous les coefficients sociaux. Il donnait une place inusitée aux « époques de transition » dont « l'intérêt est qu'elles expliquent les autres puisqu'elles les préparent » et éclairaient la « généalogie » des faits intellectuels. Il faisait « parmi nos écrivains » un choix proprement *historique* puisqu'il « ne retenait pour en parler que ceux

dont il lui paraissait qu'on pouvait dire qu'il manquerait quelque chose à la suite de notre littérature s'ils y manquaient ». Il se donnait enfin le plaisir d'accompagner son exposition générale et suivie du « mouvement » et de l'« évolution » de la littérature française d'une annotation copieuse de faits littéraires, citations, détails biographiques, bibliographiques, et surtout de dates, dont l'exactitude le préoccupait grandement. Il affirmait souvent alors, dans ses entretiens comme dans ses articles, son désir ardent « de se fonder sur une chronologie exacte comme sur une base inébranlable ». Toute cette bonne besogne *historique*, Brunetière la fait dans ce livre avec une sorte d'entrain pour la précision, où se manifeste curieusement l'esprit positif qu'il alliait d'une façon si paradoxale à une intelligence de philosophe constructeur. Le rez-de-chaussée de ce livre, — avec les substructions de chaque chapitre, substructions dont l'importance est « mathématiquement » proportionnée à l'importance des œuvres, des écrivains et des périodes littéraires, — n'est pas moins curieux que le premier étage, où se déroule, en un texte courant, le récit suivi, très éloquent et très vivant, de l'œuvre littéraire de la France depuis les *Chansons de geste* jusqu'à Dumas fils. Cette œuvre sereine et, ce semble, joyeuse d'un homme qui se satisfaisait malaisément est peut-être aussi son chef-d'œuvre. Nulle part mieux que dans ce *Discours* magistral d'histoire littéraire philosophique Brunetière n'a montré ce qu'il pouvait faire en histoire, avec ses doubles facultés d'observateur, minutieux au besoin, et de généralisateur hardi, démêlant avec une grande finesse de perspicacité, suivant avec une mobilité alerte les éléments multiples, les influences diverses, juxtaposées, superposées, entrecroisées, dont l'histoire des idées se compose, mesurant les doses et les effets, avec une précision et une justesse de touche qui, en vérité, justifient ici les prétentions qu'il eut toujours d'avoir atteint, malgré ses passions, au maximum de l'objectivité humainement possible.

La même maîtrise dans le maniement de l'histoire d'idées éclate, à la même époque, dans quelques grands articles sur la *Philosophie de Bossuet*, sur *Bayle*, sur la *Naissance et la formation de l'idée de progrès* au commencement du *xviii^e* siècle. Le même progrès de l'esprit critique en histoire, la même ascension vers une objectivité impartiale se marque dans les articles sur *Renan* et sur *Taine* écrits en ce temps.

Je veux bien que si celui qui allait devenir le croyant Brunetière loue généreusement l'auteur de la *Vie de Jésus*, ce soit peut-être en grande partie par « bossuétisme », parce que l'*Histoire du peuple d'Israël* apportait une apologie assez inattendue de certaines assertions

du *Discours sur l'Histoire universelle*, ridiculisées par les librepenseurs du XVIII^e et du XIX^e siècle. En tout cas, il faut bien reconnaître que rarement Renan fut loué avec une admiration aussi intelligente (*Nouveaux essais de littérature contemporaine*, 1895, p. 215, 223-225, 228, 245, 247). — En ce qui concerne Taine, il se peut au contraire qu'une absence de sympathie pour le philosophe et pour l'homme ait influé sur les jugements de Brunetière; mais, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il accorde aux intuitions, parfois si profondes, de Taine en histoire la part d'éloges qui leur est due, tout en relevant avec une exactitude presque complète, ce me semble, les défauts de l'historien trop philosophe et trop « politique » des *Origines de la France contemporaine* : — engouement peu judicieux pour tout ce qui est document policier, confidentiel et secret; confiance exagérée pour les « témoins oculaires », si souvent négligeables; complaisance partielle pour les dénigreurs des grands faits; par exemple, en ce qui concerne la Révolution, indulgence crédule de Taine pour tous les royalistes. — « La parole est dure à dire, écrivait Brunetière, et cependant je ne puis l'éviter : c'est d'abord et surtout des vaincus » de la Révolution que M. Taine, historien de la Révolution, « ne s'est pas assez défié ». Dans un article sur le *Napoléon* du prince Napoléon (1887), il résumait d'un mot cruel son mécontentement contre l'érudition *a posteriori* de Taine : « M. Taine commence par faire son siège, et alors il se rend aux Archives. » Mais je ne crois pas que jamais non plus l'inconsistance inquiétante des jugements de Taine sur l'Ancien régime ait été dénoncée avec plus d'impitoyable insistance que par Brunetière : « Des deux tableaux (celui du tome I et celui des tomes suivants), quel est le bon ? Que signifie cette apologie succédant à ce réquisitoire ? Et qui devons-nous croire de l'historien de l'Ancien régime ou de celui du Gouvernement révolutionnaire ? »

Il convient enfin de ne pas oublier que, dans cette période de la production de Brunetière, son « objectivité » grandissante s'étend plus d'une fois aux événements politiques ou religieux de l'histoire qui contrariaient chez lui d'autres tendances d'esprit et d'âme, d'autres convictions naissantes. Les articles sur Taine que je viens de citer ne sont pas seulement remarquables par la liberté de ses attaques sur Taine, mais par la hardiesse, courageuse en l'espèce, de ses jugements sur la Révolution française. C'est ainsi, par exemple, qu'il se refusait à voir dans les violences sanguinaires de la multitude uniquement cette « rupture de la poche au fiel » que Taine se contentait parfois de flétrir, comme avec une secrète satisfaction de trouver là une manifestation logique de la bestialité indestructible de l'homme. Brunetière, plus juste, n'hésitait pas à écrire, dans la

Revue des Deux-Mondes de 1885, que les « classes dirigeantes d'autrefois » avaient été « en quelque sorte responsables de la manière dont l'expropriation avait eu lieu ». Il rappelait que jamais « translation de la propriété ne s'était faite d'une classe à l'autre pacifiquement » et sans convulsions et déchirements aussi violents, sinon plus, que ceux dont Taine « semblait attribuer à la Révolution française l'invention ». C'est ainsi encore qu'il s'inscrivait en faux, très nettement, contre l'accusation la plus importante que Taine intentât à la Révolution dès son origine, à celle qui, vérifiée, serait le plus capable de discréditer l'œuvre de 1789, aussi bien que celle de 1793, à l'accusation d'avoir « légiféré pour une humanité abstraite » (*Histoire et littérature*, t. III, p. 470). « Ils ont cru que la raison devait avoir part au gouvernement des peuples et ils ont prétendu faire entrer, jusque dans les lois positives, le plus qu'ils pourraient d'idéal rationnel. » Et cette apologie (le mot excède de bien peu) de la Révolution française par Brunetière n'excluait point les Jacobins eux-mêmes, soit qu'il reprochât à Taine de les avoir grossis en imputant à leur « programme » une « consistance » et une « précision qu'il n'a certainement jamais eues », soit qu'il lui en voulût d'avoir diminué leur intelligence et méconnu leur part de générosité. Ils *devaient* entreprendre ces guerres dont on leur fait un crime (cf. l'article sur l'ouvrage d'Albert Sorel, *Ibid.*, 1885, p. 242-245) : « Quand ils voyaient une *conspiration* dans cette coalition de l'Europe entière contre eux et *contre nous*, ils n'étaient pas si ridicules, ... disons-le comme nous le pensons, c'est-à-dire tout naïvement. » Ils avaient leur *honneur* et leur *conscience* : « M. Taine veut-il nous persuader qu'honneur et conscience, dix ans durant, aient passé du côté des ennemis de la Révolution, qu'ils se soient incarnés uniquement dans la personne d'un M. de Rivarol, par exemple, ou d'un comte d'Entraigues ? Et qu'au contraire dans l'âme d'un Saint-Just même, j'oserais le dire, ou d'un Robespierre, il n'en soit rien demeuré ? » (*Ibid.*, p. 493). Et à force de dire « tout naïvement » sa pensée, « entraîné », non seulement, — ainsi qu'il le dit, comme pour s'excuser auprès de ses lecteurs, — « par la discussion », mais encore par sa probité de raison, Brunetière en arrivait, à la fin de cette longue étude sur l'ouvrage de Taine, à déclarer, sans circonlocutions, que ce pour quoi il était faux, c'est qu'« il ne manque rien tant à cette philosophie de la Révolution qu'une analyse complète et vraiment impartiale des causes qui ont opéré la Révolution » (p. 495). Pour sa part, comment croyait-il qu'il fallait la voir pour être exact et juste ? Il le confesse en propres termes : comme Michelet, comme Carlyle, dans sa grandeur « apocalyptique ». « Non seulement Révolution, a dit

quelque part M. Taine en jouant sur les mots, mais Dissolution. *Et nous dirons à notre tour, en prenant la même liberté : non seulement Révolution, mais vraiment Révélation* » (*Ibid.*, p. 497; cf. p. 237).

Est-ce à dire que cet état d'esprit historique, qui élargissait ainsi un « conservateur » de tempérament et de propos délibéré jusqu'à l'intelligence et à l'admiration des phénomènes les plus faits pour le contrarier, se serait conservé intact chez lui s'il eût vécu? Ceux d'entre nous aiment à le croire qui ont eu toujours foi dans sa vaillance et sa sincérité. Mais j'avoue aussi qu'il fallait toujours compter avec les sautes parfois brusques d'un esprit passionné, et en quelque sorte nerveux, et qui ne craignait point d'infléchir ses idées précisément pour les mettre toujours en accord avec ses sentiments nouveaux. J'avoue que, dans les derniers temps de son existence, certains signes reparaissaient en lui de ses impatiences antérieures contre les prétendus excès de la recherche historique, au moins dans l'histoire littéraire; contre les monographies, où l'étude de l'écrivain en tant qu'homme, de ses origines et de ses entours semblait primer sur l'étude des œuvres; contre la négligence, où les jeunes travailleurs paraissaient enclins, des considérations de beauté et du « point de vue » esthétique. Des scrupules de philosophe ou d'homme de goût le tiraillaient derechef et se traduisaient en déclarations embarrassées : « Il ne faut évidemment pas s'exagérer l'intérêt ni surtout l'importance de ces rectifications » de l'érudition ou de la physiologie, « mais il ne faut pas non plus les dédaigner, si le souci du détail, en histoire comme ailleurs, garantie de l'exactitude, est donc la condition de la fidélité des ensembles ». De nouveau, il établissait entre ce qu'il appelait, d'un mot plus piquant que juste, la *grande* et la *petite* histoire (discours pour la réception de M. Frédéric Masson à l'Académie française, 28 janvier 1904) une distinction injurieuse; il n'y a qu'une histoire, où le *petit* doit entrer comme le *grand* et où l'on ne sait pas aisément ni d'abord si les *petites* choses n'ont pas été les plus *grandes*. Et ce réveil de sa mauvaise humeur d'autrefois contre l'érudition et les érudits se trahissait dans les premières livraisons du t. I de cette grande *Histoire de la littérature française classique (1515-1830)* qu'il commença de publier en 1904 et dont il faut souhaiter que les matériaux soient suffisamment élaborés pour pouvoir paraître tels quels. Il semblait parfois avoir quelque honte des exactitudes de détail où il entrait sur la vie des auteurs et sur les milieux sociaux; il mettait parfois une espèce d'ironie un peu lourde ou des formes oratoires bien superflues à dissimuler des précisions, des rectifications, des

découvertes même dont les esprits sérieux ne pouvaient que lui savoir grand gré. Toutefois le dessein qu'il se proposait, je crois, dans cet ouvrage, d'écrire, pour le grand public, un ouvrage de narration large, agréable, élégant, à la façon de celui de Nisard, ne l'empêchait pas soit de s'attarder et de dissertar solidement sur des points où ses recherches personnelles l'avaient conduit à des constatations originales et importantes (l'École lyonnaise, Louise Labé, Maurice Scève); soit de discuter, avec la liberté d'un historien et la minutie d'un érudit, les traditions soi-disant établies et les « idées reçues » qu'il rencontrait sur sa route. Et les chapitres actuellement parus de ce grand ouvrage (*le Mouvement de la Renaissance* et *la Pléiade*) prouvent surabondamment que cette dernière *histoire*, même débarrassée de tout appareil de démonstration et de notes, aurait été, non seulement l'œuvre définitive du *critique* enseignant qu'il avait commencé par être, mais celle de l'*historien* chercheur qu'il avait fini par devenir.

Alfred RÉBELLIAU.

Nous ne voulons pas ajouter à cette étude sur Brunetière historique celle des discours et des articles qu'il a consacrés dans ces dernières années aux questions religieuses, malgré leur importance, parce qu'il entre trop de polémique et trop de politique dans ces *Discours de combat* et que ce n'est pas le moment ni le lieu de polémiquer avec lui. Mais il nous est permis de remarquer combien dans ces morceaux si vigoureux le point de vue historique tient de place. C'est au nom de l'histoire et en particulier de l'histoire de France et par des raisons sociales que Brunetière fait l'apologie du catholicisme, à ce point qu'on se demande, si Brunetière était né Anglais au lieu de naître Français, s'il ne se serait pas cru obligé d'être protestant pour les mêmes motifs qui, en France, l'obligeaient d'être catholique.

Gabriel MONOD.

ALBERT RÉVILLE.

M. Albert Réville est mort plein de jours le 25 octobre dernier; il était né à Dieppe le 3 novembre 1826. Fils et petit-fils de pasteurs, il semblait voué au ministère pastoral; il s'y prépara près de la Faculté de théologie de Genève, reçut de celle de Strasbourg le grade de bachelier en théologie en 1848 et, consacré l'année suivante, s'en fut dans son pays d'origine, probablement avec l'intention d'y passer sa vie. Il ne tarda pourtant pas à accepter l'offre que lui fit l'église

wallonne de Rotterdam de se charger de sa direction. Sans le savoir, il avait trouvé sa voie. Durant les vingt-deux ans qu'il passa en Hollande (1854-1873), l'exégèse scientifique, encore à peine soupçonnée en France, se révéla à son esprit curieux; il lia des relations amicales avec les plus notables savants des pays germaniques, s'initia à leurs méthodes, se mêla à leurs travaux. Il était leur pair et ils cherchaient à le retenir parmi eux, quand la nécessité s'imposa à sa conscience d'aller défendre en France les idées libérales qui lui étaient chères et qu'il pouvait croire en grand péril. Il n'avait d'ailleurs jamais perdu le contact avec les hommes instruits de sa patrie, qu'il s'appliquait à intéresser aux grands travaux des étrangers sur le judaïsme ou le christianisme, dans une série d'articles donnés surtout à la *Revue des Deux-Mondes* et à la *Revue de théologie* de Strasbourg. Sans abandonner cette entreprise, dont le succès fit sa réputation, il mena le bon combat en solide journaliste durant la grande crise de nos libertés publiques. Chargé de la chaire d'histoire des religions au Collège de France, en 1880, il ajoutait en 1886 à sa fonction, dont heureusement pour nous, et grâce à lui, nous ne pouvons plus aujourd'hui bien comprendre toutes les difficultés, celle de professeur d'histoire des dogmes et bientôt celle de président de la section des sciences religieuses à l'École des Hautes-Études. Jusqu'à la veille de sa mort, il a consacré à sa féconde besogne d'enseignement sa grande puissance de travail et la vigueur d'une intelligence que la vieillesse n'avait pas relâchée.

Théologien, exposant les principes du protestantisme libéral dès 1863 dans son *Manuel d'instruction religieuse*, prédicateur éloquent et précis, répandant dans son église, et dans mainte autre qui l'appelaient, ses idées généreuses sur l'indépendance de la critique, le respect du fait, la tolérance et l'intelligence des idées d'autrui, M. Réville a été par-dessus tout, dans les pays de langue française, un initiateur. Plus encore que Renan, il a révélé aux étudiants de France le formidable travail accompli à l'étranger dans le domaine des sciences religieuses; mieux que personne, il a prouvé qu'elles appartenaient à l'histoire et devaient se plier à ses méthodes.

L'œuvre qu'il nous laisse est très étendue; trop peut-être, car il s'est un peu dispersé. Tout l'intéressait, et l'on demeure confondu de la variété des sujets qui ont fixé sa surprenante activité lorsqu'on parcourt la liste de ses écrits, pieusement établie par M. Alphandéry, dans le dernier numéro de cette *Revue de l'histoire des religions*, qui fut sienne par tant de côtés. Un volume de *Mélanges*, qui réunirait les plus originaux de ses articles dispersés, rendrait assurément des

services, mais ne remplacerait point cette *Histoire des dogmes* qu'il nous aurait peut-être donnée si sa curiosité d'esprit avait été moins éveillée, son désir d'apprendre moins insatiable.

Ses efforts d'historien, qui nous intéressent surtout, tournent autour de deux grandes questions : l'histoire générale des religions et celle de Jésus. De la première, il s'était occupé bien longtemps avant que d'être chargé de l'étudier au Collège de France, et divers articles de la *Revue germanique* ou de la *Revue des Deux-Mondes* nous le montrent très au fait du grand mouvement d'enquête conduit dans les pays germaniques et dont son ami Tiele était un des chefs. Quand son enseignement l'y poussa, il donna à ses recherches une suite méthodique dont témoignent ses *Prolegomènes de l'histoire des religions* (1880), ses *Religions des peuples non civilisés* (2 vol., 1883), ses *Religions de l'Amérique centrale, du Mexique et du Pérou* (1885), enfin sa *Religion chinoise* (1886). Il s'y révélait érudit sagace, au courant des idées neuves qui, depuis vingt ans, ont commencé de révolutionner la science des religions, mais, en même temps, il s'y gardait de tout esprit de système. Il n'a pas cru à propos de publier ses leçons sur les religions de l'Inde, de l'Orient classique, de la Grèce et de Rome; on doit le regretter, car il nous eût apporté, sur ces sujets encore si ouverts à la discussion, des synthèses à la fois personnelles et claires, auxquelles ne suppléent qu'imparfaitement des traductions d'ouvrages étrangers. — Après bon nombre de travaux d'approche sur les problèmes qui s'agitent autour de Jésus (particulièrement ses *Études critiques sur l'Évangile selon saint Matthieu*, en 1862), il se décida à condenser les résultats de ses recherches dans deux ouvrages qu'il a jusqu'au bout tenus ouverts et corrigés : son *Histoire du dogme de la divinité de Jésus-Christ* (1869) et son *Jésus de Nazareth* (1896). Il est peu de livres aussi révélateurs que le premier pour le grand public; son auteur en caractérisait la portée dans son Avant-propos : « On saura désormais que le dogme orthodoxe de la divinité de Jésus-Christ est une des formes..., entre plusieurs autres, de la foi chrétienne »; il n'est pas encore de guide plus facile à suivre pour pénétrer dans les redoutables controverses qu'il résume. Quant à *Jésus de Nazareth*, il fut mal reçu des confessionnels, naturellement, et pas beaucoup mieux de certains critiques libéraux qui prétendaient s'en tenir à la *Vie de Jésus* de Renan; les reproches injustes et blessants ne lui manquèrent pas et d'aucuns affectèrent de découvrir sous chacune de ses pages les traces d'une perpétuelle polémique, la preuve du parti pris de l'auteur, la projection sur les faits d'une conception *a priori* de Jésus. En tête de ses *Études critiques sur l'Évangile selon saint*

Matthieu, M. Réville avait écrit (p. xxiii) : « J'avertis que ce ne sont ni les gros mots ni les accusations d'impiété qui parviendront à me prouver que j'ai tort » ; il ne se départit point de cette position et ne tint compte que des objections sérieusement étudiées. Il en est une qui lui fut faite et qui ne l'a point convaincu ; j'en suis fâché parce que je la crois juste ; on a trouvé que sa conception de Jésus le modernisait outre mesure, qu'elle haussait le personnage au rang de prophète de la religion de l'homme en soi, qu'elle développait l'importance de sa prédication morale au détriment de son eschatologie, qui pouvait bien être pour lui l'essentiel ; ici la foi du protestant libéral a obscurci, je le crains, les yeux de l'historien. Quoi qu'il en soit, les deux volumes de l'ouvrage enferment le tableau de l'histoire évangélique le plus précis et le plus suggestif que nous ayons en France.

M. Réville avouait un jour (*Jés. de Naz.*, p. vii) : « Je ne crois pas beaucoup à l'impartialité en histoire..., mais on peut résister à ses préférences intimes. » Il a eu ses préférences et il ne les a pas cachées, mais il ne leur a jamais laissé prendre le pas sur les faits. D'âme profondément religieuse, persuadé que l'histoire des religions démontrait « l'humanité » de la religion et voyant dans la permanence du sentiment religieux chez l'homme « le signe le plus éclatant de sa destinée supérieure », admettant même qu'il « n'y a pas de religion sans un certain mysticisme », il n'a jamais permis à ses convictions de déborder sa raison ; il n'a jamais enfermé ses croyances dans des formules que la science ne contrôlerait pas sans cesse. « Je n'admets pas, disait-il en ouvrant son cours au Collège de France, qu'on ait un seul instant le droit de substituer ses imaginations, ses croyances personnelles ou ses préférences à la grande révélation des faits positifs... La véritable et éternelle orthodoxie réside bien moins dans le fait de posséder la vérité que dans cette passion sacrée qui consiste à en avoir faim et soif. » Il pouvait penser « qu'on n'étudie bien que ce qu'on aime », car il n'aimait que pour la science et la vérité. Il a été leur apôtre toute sa vie et dans toutes les circonstances ; il n'a jamais connu que la haine de l'erreur intraitable et de « l'anathème, ce mot odieux qu'on aurait dû laisser à la synagogue » (*Solutions évangél.*, p. 24). Rien ne lui répugnait plus que l'étroitesse des formules et celle des esprits ; tout son effort tendait à développer toujours plus en lui ce sens historique qu'il considérait comme une des plus glorieuses conquêtes du xix^e siècle. Tout au début de sa vie scientifique, dans cette thèse de baccalauréat sur l'*exclusisme en matière de foi*, il écrivait (p. 24) : « De même que nulle limite n'a été posée à l'homme pour marquer le terme du progrès de ses facultés morales, de même il ne lui en a été posée aucune pour marquer celui

où ses facultés intellectuelles doivent se reposer et dire : nous avons assez travaillé. » C'était le programme de toute sa carrière qu'il traçait ainsi ; il n'a cessé de travailler que pour s'endormir dans la paix.

Ch. GUIGNEBERT.

ANTIQUITÉS LATINES¹.

Parcourez les livres importants que la France a depuis deux ans consacrés à l'antiquité romaine : dans tous les ordres d'études, littérature, histoire, topographie, ils proviennent en majorité d'anciens élèves de l'École normale, M. Boissier en tête, et les mémoires, plus courts, qui sont l'œuvre des derniers venus de cette École, comme ceux de M. Carcopino, montrent chez ces jeunes une maturité qui les met, presque d'emblée, au niveau de leurs anciens. Je voudrais espérer que la réforme de l'École ne gâtera pas cette précieuse réserve de la science française. Mais il eût été plus sage de ne point toucher ce qui, à chaque génération, donnait de si beaux résultats.

I. HISTOIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE². — Les *Études économiques sur l'Antiquité*³, de M. Paul GUIRAUD, renferment trois mémoires d'histoire romaine : l'un est l'histoire de l'impôt sur le capital avant l'Empire, l'autre celle d'un financier romain, le troisième traite de l'impérialisme romain. Réunis, tous trois forment un puissant raccourci des destinées économiques et politiques de Rome sous la République. On y voit avec quelle gravité minutieuse et avec quelle précision quasi religieuse les Romains traitaient toutes leurs affaires administratives et fiscales, et on y voit comment ils furent amenés peu à peu, dès la fin du III^e siècle, à conquérir le monde : leur impérialisme ne fut pas la création d'un Lucullus, il fut une pensée générale à tout le peuple, grands et petits, et il fut la conséquence des conditions politiques du temps d'Hannibal. La conquête de l'Espagne fut le premier acte de cette ambition universelle, et (ceci dit entre parenthèses) c'est cette conquête plus que celle de la Gaule qui

1. Je ne veux pas dissimuler que ce Bulletin est incomplet. Devant l'abondance des travaux parus, nous avons dû éliminer les articles de revues dont les tirages à part n'ont pas été adressés à la *Revue historique*. On les aura trouvés analysés, du reste, au fur et à mesure de leur publication.

2. Sur l'histoire primitive de l'Italie, voy. Modestov, *Introduction à l'histoire romaine*, trad. du russe par Michel Delines, préface de Salomon Reinach. Paris, Alcan, 1907, in-4°, xiv-476 p. et 69 grav.

3. Paris, Hachette, 1905, in-12, 297 p.

empêcha les Romains de s'absorber dans les affaires d'Orient. — Il faut lire avec soin ce livre de M. Guiraud, en réfléchissant sur chaque ligne; j'ai rarement lu des pages où plus de choses vraies soient condensées en moins de mots et où l'on sente mieux (comme dans les meilleures pages du t. V de Mommsen) un solide édifice de textes sous la pensée qui se déroule. Quel dommage que M. Guiraud n'écrive pas une histoire économique du monde romain! Il nous semble qu'avec ses facultés supérieures c'est un devoir pour lui de créer une telle œuvre.

De cette soumission du monde, M. G. COLIN¹ a étudié le chapitre le plus délicat et le plus décisif, la conquête du monde grec par les Romains dans la première moitié du II^e siècle. A l'encontre de Mommsen, qui voyait dans la politique orientale de Rome la marque continue d'un philhellénisme convaincu et naïf, à l'encontre de Duruy, qui qualifiait de machiavéliques tous les procédés et toutes les attitudes des sénateurs et des consuls, M. Colin distingue trois phases très différentes dans les relations de l'Italie et de l'hellénisme : c'est d'abord l'époque de Flamininus, les temps d'une bienveillance sincère et désintéressée; c'est ensuite celle de Caton, avide, brutale, hostile, désireuse de conquête ou au moins de pillage; et c'est enfin celle de Scipion Émilien, des hommes d'esprit tout à la fois romain et humain, à l'horizon très large, soucieux d'équilibre et désireux de faire aux Grecs leur part raisonnable. On doit adhérer absolument à ces résultats, conformes d'ailleurs aux traits exacts de l'histoire intérieure de Rome, sociale et morale. Mais ce livre ne vaut pas seulement par ses conclusions; il vaut encore par la manière dont l'auteur y est arrivé, n'expliquant les faits que par les textes contemporains, mettant tous les documents à leur date et ne leur donnant de valeur que pour cette date, en d'autres termes, faisant uniquement de l'analyse, évitant ces généralités historiques écrites à l'aide de détails empruntés à des âges différents, désagrégeant enfin ce « bloc » de la politique romaine, hâtivement bâti par les historiens d'autrefois. — J'oserais cependant faire quelque reproche à M. Colin : il prouve trop; près de sept cents pages pour ce sujet, c'est excessif; nous sommes loin du *Polybe* de Fustel, qui n'en a pas deux cents et qui traite de la même période; qui nous rendra l'histoire ramassée et condensée de jadis? Devant des livres et des mémoires comme presque tous ceux dont il est parlé ici (j'excepte le livre de

1. *Rome et la Grèce de 200 à 146 avant notre ère*, ouvrage couronné par l'Académie des inscriptions. Paris, Fontemoing, 1905, in-8°, 684 p. (Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome.)

M. Guiraud), on ne peut s'empêcher d'avoir quelque inquiétude sur l'avenir de notre science. Si nous ne prenons garde, nous tombons, sous prétexte de recherche historique, dans une des formes de la scolastique. — Je regrette encore que M. Colin, sacrifiant un peu les détails d'histoire pure, n'ait pas insisté sur certaines relations religieuses de Rome avec la Grèce (par exemple les vicissitudes du culte apollinaire). — Le style est parfois trop lent; c'est un livre presque trop solide.

Voici, sur la topographie des guerres de la République, deux études importantes.

Jusqu'à quelque découverte décisive, l'itinéraire d'Hannibal passionnera les érudits. Après Perrin et M. Azan, M. J. COLIN¹ préconise le passage du Clapier, cher aux écrivains militaires français; mais, comme la descente du Clapier est vraiment par trop vertigineuse et qu'on ne se représente pas les 6,000 chevaux et les 37 éléphants descendant par « l'escalier » vers le lit de la Clarea, M. Colin fait faire à l'armée carthaginoise, après le col, le détour d'un sentier de prairie, jusque vers la Touille. J'ai toujours eu des doutes sur le système du Clapier : si séduisant qu'il soit, à cause de la vue de la plaine, il ne cadre pas avec toutes les données du problème. En revanche, il faut féliciter M. Colin d'avoir remis en honneur le passage d'Hannibal par Beaucaire-Tarascon, sur lequel la lecture des textes ne laisse, ce me semble, aucun doute.

La campagne de Marius en Gaule a donné lieu à un substantiel mémoire de M. CLERC². Les trois thèmes principaux y sont les suivants : Marius attendit les Barbares au confluent de la Durance et du Rhône, il les suivit ou les accompagna par le nord des Alpes et de Sainte-Victoire et il les vainquit au delà de Trets, vers Pourcieux. J'hésite beaucoup à suivre l'auteur vers l'une et l'autre hypothèses, malgré l'ingéniosité remarquable, la décision et la ténacité avec lesquelles il les défend. — Je regrette (comme pour le livre de M. Colin) qu'il fasse parfois une si large part à l'analyse ou même à la transcription des travaux provoqués par cette question; si de telles habi-

1. *Annibal en Gaule*, par J. Colin, capitaine d'artillerie breveté à la Section historique de l'état-major de l'armée. Paris, Chapelot, 1904, in-8°, xxvi-430 p., 12 cartes. Le livre est accompagné de cartes empruntées à l'état-major français et à l'état-major italien, qui le rendent beaucoup plus utile à garder et à consulter que presque toutes les autres monographies de la question. — Les récents ouvrages de Lehmann et de Hesselmeier (en Allemagne) n'ajoutent rien, ce me semble, à l'étude du problème; de même les nouvelles brochures de Montanari.

2. *La Bataille d'Aix*. Paris, Fontemoing, 1906, in-8°, 284 p., 3 cartes (pourquoi l'échelle n'est-elle pas indiquée?).

tudes s'étendaient, nous en arriverions à écrire mille pages sur dix lignes de texte, et le résultat serait, avec beaucoup de temps perdu, un certain retrécissement de l'horizon intellectuel. Il faut dire tout de suite, à la décharge complète de M. Clerc, que si jamais discussions minutieuses sont à leur place, c'est bien dans un travail de topographie militaire. — M. P. FOUCART a étudié les *Campagnes de M. Antonius Creticus contre les Pirates*¹.

Sur l'histoire² intérieure de la République on retrouve, comme les années précédentes, le nom de M. BLOCH, qui vient de consacrer un mémoire très approfondi, presque un volume, à toutes les questions juridiques et politiques que soulève le procès des Scipions³. — On peut, sur quelques points, hésiter à suivre l'opinion de M. Gaston BOISSIER sur la *Conjuration de Catilina*⁴, on peut regretter qu'il n'ait pu se défendre d'un certain faible pour César, mais il faut reconnaître que dans l'ensemble il a bien vu le caractère anarchiste, violent et désordonné de cette conjuration, et que, s'il cherche à excuser César, il a su glorifier Caton et avouer les demi-faiblesses de Cicéron. Ai-je besoin d'ajouter que l'œuvre de notre vénérable doyen témoigne de la même maîtrise incomparable en antiquité romaine? Il est demeuré, il aura été au XIX^e siècle l'homme de France et peut-être du monde (je n'excepte pas Mommsen⁵) qui aura possédé le plus nettement et le plus clairement l'histoire romaine des temps classiques et celui qui l'aura exposée avec le plus de charme. Quel dommage que, parmi tous les érudits dont nous analysons ici les livres, il y en ait si peu qui aient songé à se mettre à l'école de ce lumineux esprit! J'ai assisté aux dernières leçons qu'il fit au Collège de France sur Térence, Scipion Émilien et l'hellénisme. Toutes

1. *Journal des Savants*, nov. 1906.

2. *De Grandeur et décadence de Rome*, de M. G. Ferrero, quatre volumes ont paru en traduction française (par M. Urbain Mengin) : 1^o *la Conquête*, Paris, Plon, 1904, in-12, iv-426 p.; 2^o *Jules César*, 1905, v-458 p.; 3^o *la Fin d'une aristocratie*, 1906, iv-334 p.; 4^o *Antoine et Cléopâtre*, 1906, 352 p.

3. *Revue des Études anciennes*, 1906. Le travail est trop modestement intitulé : *Observations*. — De M. P. Foucart, *Sénatus-consulte de Thisbé*. Paris, Klincksieck, 1905, in-4^o, 42 p. (Extrait des *Mém. de l'Acad. des inscriptions*, t. XXXVII.)

4. Paris, Hachette, 1905, in-12, 262 p.

5. Mais je ne veux pas, par là, restreindre la valeur de Mommsen, dont il devient de mode, après la mort, de diminuer l'influence et le mérite. Contre une telle campagne, mesquine et sourde, je dois protester de toutes mes forces. Mommsen, quoi qu'il arrive, demeurera l'homme le plus utile que le XIX^e siècle ait donné à la science de l'antiquité latine, et, au fur et à mesure que s'éteindront les passions des peuples et les jalousies des impuissants, sa gloire paraîtra plus pure et son œuvre plus bienfaisante.

les séductions du maître d'il y a trente ans étaient demeurées, avec quelque chose, si je peux dire, de plus pleinement historique et presque de plus fortement vécu. — Le deuxième volume de l'admirable *Histoire des Lagides*¹ de M. BOUCHÉ-LECLERCQ intéresse au moins autant l'histoire extérieure de Rome que l'histoire de l'Orient, et, entre autres inestimables services, nous fait mieux comprendre la formation de l'unité romaine et la fondation du régime impérial.

Sur cette histoire de l'Empire, l'École de Rome nous fournit trois précieuses monographies².

M. MERLIN a eu la très heureuse idée de choisir, comme sujet de sa seconde thèse, une étude de numismatique historique, *les Revers monétaires de l'empereur Nerva*³. Je ne sais si, à l'heure actuelle, la numismatique n'est pas la science qui a le plus droit à l'appui de la France. Elle est, en grande partie, d'origine française; elle a produit chez nous quelques-uns de ses plus grands noms; l'étranger envie notre passé, il cherche sur ce point à nous disputer cette part de notre prestige. Il est bon qu'une école de numismates se crée en France sous la direction des maîtres qu'elle n'a cessé de posséder.

Les deux monographies de M. HOMO⁴ sur Aurélien et Claude II se complètent l'une et l'autre et nous permettent également d'assister aux vigoureux efforts faits par les empereurs de la fin du III^e siècle pour reconstituer l'unité de l'Empire et l'énergie de ses institutions. Ces deux travaux ne sont pas sans de légers défauts. Le corps du texte est souvent embarrassé de citations, de renvois, qui en rendent la lecture pénible (cf. *Aur.*, p. 484); c'est l'usage allemand, mais c'est un usage auquel l'Allemagne renonce, au grand profit de la clarté (les collaborateurs des *Beiträge* ou de *Klio*, par exemple, sont invités à rejeter en note références et textes). Parmi les textes cités ou les relevés de faits, beaucoup sont antérieurs ou postérieurs à Aurélien et ne prouvent pas grand'chose pour son règne (cf. p. 204 et suiv.); l'auteur aurait pu économiser bien des demi-pages et dégrossir facilement son volume. Mais ce défaut a une conséquence heureuse, qui est de nous donner un bon inventaire des armées, des

1. T. II. Paris, Leroux, 1904.

2. Sur l'empereur Claude, voy. Albertini, *Mélanges de l'École de Rome*, mai-août 1906; sur Néron, Fabia, *Gaius à Lyon (Revue d'histoire de Lyon, t. IV); Néron acteur (Bull. de la Soc. des amis de l'Université de Lyon, XIX.)*

3. Paris, Fontemoing, 1906, in-8°, 152 p.

4. *De Claudio Gothico, Romanorum imperatore*. Paris, Jouve, 1903, in-8°, 118 p.; *Essai sur le règne de l'empereur Aurélien*. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, 392 p. et 21 cartes et grav. (Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome). — Nous n'avons pas reçu Forquet de Dorne, *les Césars africains et syriens et l'anarchie militaire*. Angers, Siraudeau, 1905.

institutions, des monuments, etc., au milieu du III^e siècle. Le caractère des règnes d'Aurélien et de Claude est bien compris, sans que ces livres nous apportent des résultats inattendus; j'avais espéré, en ce qui concerne Aurélien, plus de surprises et des gains plus considérables. Il est vrai que c'est, semble-t-il, la faute des documents plutôt que celle de M. Homo. L'étude de l'enceinte de Rome est le plus gros morceau du travail : elle dénote un effort personnel méritoire, fait sur place. Comme M. Merlin enfin, M. Homo tient un très grand compte des monnaies.

II. HISTOIRE LITTÉRAIRE ET RELIGIEUSE¹. — Voici un certain nombre de travaux, purement d'histoire littéraire, mais où la science des faits et des institutions trouvera son profit : *la Jeunesse d'Ovide*, de M. H. DE LA VILLE DE MIRMONT²; *les Études sur l'antiquité latine*, du même³; *le Poète Lygdamus*, du même encore⁴; le recueil des *Épigraphes latines*, textes et commentaires publiés sous la direction de M. PLESSIS⁵; *l'Étude de la Thébàide de Stace*, de M. LEGRAS⁶. Outre sa valeur spéciale, le livre de M. Salomon REINACH, *Cultes, mythes et religions*, renferme bien des hypothèses nouvelles et ingénieuses sur les écrivains latins (Virgile, Lucain, etc.)⁷. Enfin, la traduction de *Marc-Aurèle* par M. COUAT, publiée, après la mort de notre cher maître, par M. J. FOURNIER et annotée par lui, est déjà devenue classique⁸.

M. LÉCRIVAIN a appliqué à l'examen de l'*Histoire Auguste*⁹ ses habitudes de patience et de précision, ses qualités de sobriété, de logique et d'équilibre, sa connaissance exceptionnelle des temps impériaux. Car on est parfois injuste, en France, à l'endroit de M. Lécrivain; on oublie trop qu'il est passé maître en matière d'histoire romaine, et cela depuis bientôt vingt ans. Son nouveau livre, sous sa forme un peu sèche et rude, est l'enquête la plus copieuse et la plus fine qu'aient encore provoquée les sources de Pollion ou de Vopiscus. Les conclu-

1. Dans le *Manuel de l'histoire des religions*, de Chantepie de La Saussaye (Paris, Colin, 1904), la religion romaine occupe les p. 588-668.

2. Paris, Fontemoing, gr. in-12 (coll. *Minerva*).

3. Id., *Ibid.*

4. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, 90 p.

5. Paris, Fontemoing, gr. in-12, LXII-305 p. (coll. *Minerva*).

6. Paris, Bellais, 1905, in-8°, 358 p.; cf. Lafaye, *Journal des Savants*, oct. et nov. 1906.

7. T. II. Paris, Leroux, 1906, in-8°, XVIII-468 p.; t. I, *ibid.*, 1905, in-8°, VIII-468 p. — Ch. Vellay, *le Culte et les fêtes d'Adonis-Thammouz*, n'est pas parvenu à la *Revue*; pas davantage Grégoire, *Saints jumeaux et dieux cavaliers*.

8. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, 280 p. (*Bibl. des Universités du Midi*, t. V.)

9. *Études sur l'Histoire Auguste* (prix Bordin de l'Académie des inscriptions, 1903). Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, 452 p.

sions en paraissent très sages. Contre les hypercritiques qui ne voyaient dans l'*Histoire Auguste* qu'une supercherie du Bas-Empire¹, M. Lécivain réhabilite l'opinion traditionnelle², que rien dans cet ensemble de biographies n'est postérieur à Constantin (p. 43); qu'elles offrent beaucoup d'anachronismes, cela va de soi, mais nous connaissons si mal le III^e siècle qu'il faut se garder de multiplier à outrance le nombre de ces fantaisies, et, maintes fois, des découvertes d'inscriptions ou de médailles ont rendu toute leur valeur aux données de l'*Histoire*. Cela n'empêche pas M. Lécivain de condamner la plupart des documents insérés par les biographes; « il n'y a », dit-il, « presque rien à en garder » (p. 98). Sur ce point, je le suivrai moins volontiers. Et j'hésite à regarder comme apocryphe même la fameuse lettre d'Hadrien sur les Alexandrins. En revanche, il faut retenir tout ce qu'il développe sur la politique de restauration sénatoriale au III^e siècle, ce qui est la justification la plus complète de l'œuvre de l'*Histoire Auguste*. Cette politique, cette œuvre nous étonnent évidemment; mais allons-nous rejeter tout ce qui heurte notre manière de comprendre l'empire et repousser Vopiscus ou Pollion comme nous avons si longtemps condamné Homère et raillé Hérodote?

M. MONCEAUX poursuit avec méthode et conscience ses études sur la littérature chrétienne d'Afrique. Il est un des rares érudits d'aujourd'hui qui ne reculent pas devant des « histoires », c'est-à-dire des œuvres exigeant une moitié de vie, qui se résignent à attendre durant des années de pénible labeur la fin d'une entreprise commencée et le couronnement d'une longue tâche. Son *Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne* en est à son troisième volume, consacré au IV^e siècle, d'Arnobé à Victorin, et les autres vont suivre, avec, je crois, de belles découvertes (et de textes et d'idées) au sujet du donatisme³. Cela est de la besogne définitive, un peu à la manière des Bénédictins de jadis.

M. PICHON a donné de vivantes esquisses sur les *Derniers écrivains profanes*⁴ de la Gaule, les Panégyristes, Ausone, le Querolus, Ruti-

1. Dessau, Seeck et en partie Mommsen.

2. Suivant en cela la trace de Peter, *Die geschichtliche Litteratur über die römische Kaiserzeit* (Leipzig, 1897). Peter est certainement un des érudits les plus sages et les plus pondérés de l'Allemagne actuelle.

3. *Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne*, depuis les origines jusqu'à l'invasion arabe, t. III. Paris, Leroux, in-8°, 560 p.

4. En titre général : *Études sur l'histoire de la littérature latine dans les Gaules*. Paris, Leroux, 1906, in-8°, 322 p. Cf. Roger, *l'Enseignement des lettres classiques, d'Ausone à Alcuin* (thèse de Sorbonne, 15 juin 1905) : non vidi; Martino, *Ausone et les premiers temps du christianisme en Gaule* (Ibid.) : non vidi. — Brochet, *la Correspondance de saint Paulin de Nole et de Sulpice-Sévère*. Paris, Fontemoing, 1906, in-8°, 110 p.

lius Namatianus. Il y a, dans ces pages, une solide érudition littéraire et grammaticale (les appendices le prouvent) et du talent d'écrivain, de la grâce, du modernisme, l'amour de son sujet, une facilité de bon aloi. On aimerait parfois un peu moins d'inexpérience dans le domaine de l'histoire et des institutions. C'est toujours le côté faible des travaux si méritoires de M. Pichon. Mais, avec sa prodigieuse puissance de travail, il comblera vite d'inévitables lacunes. — Sur *Rutilius Namatianus*¹, M. VESSEREAU a donné un travail consciencieux, mais pas assez poussé au point de vue historique.

Les publications relatives au christianisme primitif² se sont multipliées en France dans ces deux dernières années : textes, comme les traductions des documents sur les martyrs, de DOM LECLERCQ³, histoires provinciales⁴, cours sur les Catacombes⁵, manuels, comme celui de M. GUIGNEBERT⁶, vies critiques de saints, telles que l'*Irénée* de M. DUFOURCQ⁷, le *Paulin* de M. André BAUDRILLART⁸. Notre pays est en train de reprendre son rang dans cet ordre d'études. Mais aurons-nous un Harnack, à l'intelligence si compréhensive de tous les faits historiques, au sens si fin de l'esprit religieux?

1. Édition critique, accompagnée d'une traduction française et d'un index et suivie d'une étude historique et littéraire sur l'œuvre et l'auteur.

2. Une troisième édition a paru de l'*Histoire des persécutions pendant la première moitié du III^e siècle*, de M. Allard (Paris, Lecoffre, 1905, in-8^e, xiv-562 p.). Elle a été revue avec soin et utilement complétée.

3. *Le III^e siècle, Dioclétien*. Paris, Oudin, 1903, gr. in-12, L-496 p.; III : *Julien l'Apostat, Sapor, Genséric*, 1904, CCXXIV-422 p. (renferme entre autres traductions celle du *De mortibus persecutorum*). Dans la collection (chez Picard) intitulée : *Textes et documents pour l'étude historique du christianisme* (texte et traduction) : Justin, *Apologie* (publ. par Pautigny); Eusèbe, *Hist.*, I. I-IV (publ. par Grapin); Tertullien, *De poenitentia*, *De pudicitia* (publ. par de Labriolle). Je n'ai pas vu le *De Idololatria*, publ. par Audollent.

4. *L'Afrique chrétienne et l'Espagne chrétienne*, du même Leclercq : non vidi.

5. De M. Besnier, à Caen (*Revue des cours et conférences*, 1903-1904). Sur l'histoire de l'art chrétien, voy. le t. I de l'*Histoire de l'art*, de M. A. Michel (Paris, Colin, 1906).

6. *Manuel d'histoire ancienne du christianisme*. I : *les Origines*. Paris, Picard, in-12. On en trouvera plus loin un compte-rendu spécial.

7. Paris, Lecoffre, 1904, in-12, 204 p. (coll. *les Saints*); un autre *Irénée*, du même. Paris, Bloud, 1904 (coll. *la Pensée chrétienne*).

8. Paris, Lecoffre, 1905, in-12, 188 p. (coll. *les Saints*).

9. M. Méridier a soutenu deux thèses sur : 1^o *le Philosophe Thémistios devant l'opinion de ses contemporains* (Rennes, Simon, 1906, in-8^e, 118 p.); 2^o *l'Influence de la seconde sophistique sur l'œuvre de Grégoire de Nysse* (Rennes, Simon, 1906, in-8^e, x-286 p.). — Brochet, *Saint Jérôme et ses ennemis*. Paris, Fontemoing, 1906, in-8^e, xvi-494 p. — Lejay, *le Rôle théologique de saint Césaire d'Arles*. Paris, Picard, 1906, in-8^e. — Sur la langue de la *Peregrinatio ad loca sancta* (d'origine espagnole plutôt que gauloise), voy. Anglade,

III. DROIT, INSTITUTIONS ET ARCHÉOLOGIE. — Notre école historique de droit romain a multiplié les bons traités, et sans cette peur des vastes besognes et des travaux de longue haleine qu'on peut parfois reprocher aux érudits formés à d'autres disciplines. M. CUGA à peine achevé sa magistrale histoire¹ que le succès l'oblige à la réimprimer² : c'était justice, car jamais encore on n'avait marqué avec tant de force l'opposition fondamentale entre le droit romain primitif, le droit classique et le droit du Bas-Empire. M. GIRARD donne une quatrième édition de son *Manuel élémentaire de droit romain*³, mise au courant avec le plus grand soin. M. HUVELIN⁴, absorbé peut-être par sa collaboration à l'*Année sociologique*, nous fait attendre le grand livre que nous souhaitons de lui. Lui seul peut nous donner, pour le droit romain primitif, l'équivalent de cette *Solidarité* de M. Glotz, que les historiens de l'antiquité latine ne doivent pas négliger.

Le débat sur la question de la loi des Douze-Tables s'est ralenti ces derniers mois, mais c'est après nous avoir beaucoup passionnés. J'imagine que les découvertes du Forum auront donné à réfléchir aux hypercritiques⁵, et notamment à M. LAMBERT, le plus habile et le mieux outillé de tous⁶. Ce dernier est revenu à la charge contre l'authenticité avec une vivacité qui frise la violence⁷ : quoiqu'il traite

De latinitate libelli, etc. Paris, Fontemoing, 1905, in-8°, xvi-136 p. — Une traduction utile d'Ennodius a été publiée par M. l'abbé Légèze chez Feret, à Bordeaux, et Picard (in-8°, 1906).

1. *Les Institutions juridiques des Romains*; t. II : *le Droit classique et le droit du Bas-Empire*. Paris, Plon, 1902, in-8°, 902 p.

2. *Ibid.*, t. I, 1^{re} fasc. : *l'Ancien droit* (1904).

3. Paris, Rousseau, 1906, in-8°, xvi-1115 p. — Du même, nous avons reçu : *Une exception à la division de la loi « Furia de sponsu »*. Naples, 1905, in-8°, 13 p. (extrait des *Studi... Fadda*).

4. De lui, *Stipulatio, Stips et Sacramentum*. Naples, 1906, in-8°, 32 p.; extrait des *Studi... Fadda* (excellent). Mais qui proscrire ces recueils *in honorem*, coûteux, difficiles à trouver, *saturae* pleines de science et de reconnaissance, je le veux bien, mais terrible entrave à la recherche?

5. Dans les tombes anciennes du forum, « l'or fait complètement défaut, ce qui concorde avec cette loi romaine, codifiée plus tard dans les Douze-Tables, qui interdisait de laisser sur les cadavres la moindre parcelle d'or » (Huelsen, *Forum*, trad. Carcopino, p. 225).

6. *L'Histoire traditionnelle des Douze-Tables*. Lyon, Rey, 1903, in-8°, 126 p. (extrait des *Mélanges Ch. Appleton*). Cf. Ch. Appleton, *Rev. gén. du droit*, 1902-1903 (*le Testament romain, la méthode du droit comparé et l'authenticité des Douze-Tables*, 1903, in-8°, 148 p.); May, *Revue des Études anciennes*, et Bréal, *Journal des Savants*, 1902.

7. Je dis violence, car M. Lambert parle sans répit de M. P.-Fr. Girard, « directeur de la succursale parisienne de l'école allemande » (p. 26). Qu'est-ce que cela veut dire, grands dieux! M. P.-Fr. Girard est assez indépendant pour ne rele-

la tradition romaine de conte à dormir debout (p. 426), j'aime mieux y croire cependant que de me laisser aller à ces constructions hypothétiques où se complaisent les derniers historiens de Rome. Voir, par exemple, dans les décevirs une légende née de l'existence, au second siècle, des commissions de dix membres créées pour organiser les provinces (p. 424), cela me paraît une gageure. De ce que l'histoire de Virginie est peut-être une « saga », en quoi cela atteint-il la loi des Douze-Tables? De ce que cette loi est fort peu citée avant Cicéron, y a-t-il lieu de s'en étonner, quand on voit ce qu'est la littérature latine jusqu'au temps de l'orateur? Avec M. Lambert, nous entrons dans une voie d'arbitraire, de fantaisie, où il n'y a plus d'histoire¹.

Il faut faire une place à part, à cause de l'importance du texte qu'il a découvert et de la manière magistrale dont il l'a interprété, au mémoire de M. CARCOPINO sur l'*Inscription d'Aïn-el-Djemala*². C'est un document de plus, et de premier ordre, sur la législation rurale de l'Empire : « Comme l'a admirablement deviné Fustel de Coulanges, les empereurs n'ont point édicté une loi unique pour tous les *saltus* de leur domaine, mais chacun a eu sa loi. Et c'est du règne d'Hadrien que datent toutes les chartes que nous connaissons; car c'est sous ce règne que le *jus possessionis* afférent à toute terre inculte, a pénétré sur tous les *saltus*, impériaux ou autres. »

C'est aux études juridiques et religieuses à la fois qu'il faut rattacher le copieux et patient *Corpus* des tablettes magiques de M. AUDOLLENT, qui a été, pour beaucoup de chercheurs, une révélation, et auquel l'Allemagne et l'Angleterre ont vite fait un excellent accueil³.

Les ouvrages d'archéologie ont été plus rares dans cette dernière

ver que de lui. Et, au fond, celui qui est le plus dans la tradition allemande, celle des Mommsen, Zöller, Gilbert, Beloch, Pais et autres destructeurs ou rétro-constructeurs, c'est M. Lambert. Il représente, et non pas M. Girard, le terme extrême et exorbitant de l'hypercriticisme commencé outre Rhin à la fin du XVIII^e siècle.

1. Nous recevons à l'instant une thèse de droit de première importance : Legras, *la Table latine d'Héraclée*. Paris, Rousseau, 1907. Nous y reviendrons.

2. Extrait des *Mélanges* de l'École de Rome, t. XXVI, 1906, in-8°, 121 p. — Du même auteur, et fort utiles pour la législation fiscale de l'État romain : 1° *Decumani*, note sur l'organisation des sociétés publicaines sous la République, 1905 (*Mélanges*, t. XXV); 2° *les Cités de Sicile devant l'impôt romain, ager decumanus et ager censorius*, 1905 (*Ibid.*). — Excellentes aussi les recherches de M. Grenier sur les transhumances (*Ibid.*).

3. *Defixionum Tabellae*. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, CXXXVIII-568 p.; Cagnat, *la Sorcellerie et les sorciers chez les Romains*, dans le vol. des *Conférences faites au musée Guimet* en 1903-1904.

période. Celui de M. RENEL sur *les Enseignes*¹ est évidemment inspiré de l'École sociologique française, ce qui n'est pas un mal. Celui de M. HELBIG sur *les Attributs des Saliens*² est riche d'idées et de faits; le célèbre archéologue allemand montre, avec une extraordinaire dextérité, que les armes, les vêtements, les insignes des Saliens ne sont que les survivances de la vêtue et de l'armement des Italiens de l'époque préromaine ou protoromaine³. M. CAGNAT a étudié et reconstitué, au point de vue archéologique et livresque, *les Bibliothèques municipales dans le monde romain*, ce qui est une chose d'une piquante nouveauté⁴. M. le médecin-major ROUQUETTE s'est occupé des *Lanternes romaines*⁵. M. BABELON a retrouvé les conditions monétaires de la Cisalpine⁶. Un important travail sur l'origine des arcs de triomphe est dû à M. FROTHINGHAM⁷. M. MORTET poursuit sur Vitruve ses études consciencieuses, patientes et précises⁸.

IV. TOPOGRAPHIE ET ÉTUDES PROVINCIALES. — Quel intéressant sujet choisi par M. MERLIN pour sa thèse de doctorat, *L'Aventin*⁹! La colline réservée aux étrangers, l'asile des dieux exotiques et de leurs sanctuaires, l'*emporium* de la cité, le domicile de la plèbe, la Rome nouvelle grandissant, avec sa richesse mobilière, ses curiosités lointaines, ses métèques intelligents et actifs, son ambition politique et ses visées militaires, l'histoire de l'Aventin est en réalité l'histoire de la grandeur économique et de la formation politique de la Ville Éternelle. C'est l'équivalent de l'histoire du Marais et de la Grève dans la vie de Paris, et je ne connais pas d'exemple meilleur de ce qu'une enquête topographique peut livrer de faits nouveaux à la connaissance des institutions économiques, sociales et religieuses. Mais il faut que cette enquête soit bien conduite. C'est le cas des recherches de M. Merlin. Je ne pense pas qu'il ait rien négligé, textes, monuments, relevés de géographie physique; le style est sobre et les

1. En premier titre: *Culles militaires de Rome*. Lyon, Rey, 1903, in-8°, 336 p. et 61 grav. (*Annales de l'Université de Lyon*).

2. Extrait des *Mém. de l'Académie des inscriptions*, t. XXXVII, 2^e part. Paris, Klincksieck, 1905, in-4°, 79 p.

3. Pareille chose, du reste, peut se dire des flamines.

4. Extrait des *Mém. de l'Académie des inscriptions*, t. XXXVIII, 1^{re} part. Paris, Klincksieck, 1906, in-4°, 30 p. — Du même, *Un catalogue romain d'œuvres d'art* (d'après J. Nicole), *Journal des Savants*, nov. 1906, p. 608.

5. *Mém. des Antiq. de France*, 1904-1905, p. 187 et suiv.

6. A propos de Polybe (*Académie des inscriptions*, c. r., 1906, p. 478).

7. De la véritable signification des monuments romains qu'on appelle « arcs de triomphe », *Revue archéol.*, 1905.

8. *Revue archéol.* de 1906 (tiré à part de p. 71-80).

9. *L'Aventin dans l'Antiquité*. Paris, Fontemoing, 1906, in-8°, 496 p. (Bibl. des Écoles françaises d'Athènes et de Rome.)

matières sont clairement disposées. Je ne fais de réserves que sur quelques points de détail.

Nous étions bien sûr que M. THÉDENAT, après le succès de son *Forum*¹, ne s'arrêterait pas dans ces belles études où il sait si intelligemment unir la topographie et l'histoire. On retrouvera tous les mérites de cette œuvre dans la nouvelle, sur *Pompéi*² : vie publique, vie privée, institutions municipales, usages, archéologie, c'est, en quelques pages claires et bien disposées, accompagnées d'illustrations heureusement choisies, toute une encyclopédie de la civilisation romaine, et il faut qu'elle trouve de suite sa place dans toutes les bibliothèques universitaires.

L'ouvrage de M. AUDOLLENT sur *Carthage romaine*³ embrasse toute l'histoire et toute la civilisation de la ville depuis la chute des Puniques jusqu'à celle des Romains, soit une période de 850 années, le nombre de pages de cet énorme volume. Il se divise en sept livres : I. Histoire des événements politiques, colonisation, révoltes, conquêtes, etc., de — 446 à + 598; II. La topographie; III. Administration, armée et commerce; IV. Les cultes payens; V. Histoire du christianisme; VI. Beaux-arts et industrie; VII. La littérature, la langue et la société; enfin : 4° Un appendice bibliographique, 2° la liste des évêques, 3° le *Corpus* des textes relatifs à la topographie. Le but de l'auteur est donc de nous donner un inventaire complet des choses et des êtres de Carthage romaine. — On peut faire une objection au plan : pourquoi ne pas réunir industrie et commerce en une seule étude sur la vie économique de Carthage? pourquoi séparer la littérature chrétienne de la vie chrétienne? — Il est aussi permis de se demander si M. Audolent n'aurait pas dû se borner à une seule époque, par exemple le Haut-Empire, et à nous donner de cette époque un tableau ramassé, tandis que dans chacun de ses chapitres (par exemple, Administration) nous trouvons des faits séparés par plus d'un demi-millénaire. — Enfin, il me semble constater une lacune : je ne vois nulle

1. M. Carcopino vient de publier une traduction de Huelsen, le *Forum romain*. Rome, Loescher, 1906, in-12, 264 p., 2 pl. et 12 grav. — Dans le même ordre d'idées, Rodocanachi, le *Capitole romain antique et moderne*. Paris, Hachette, 1905, in-12, xiv-260 p., 50 grav. (soigneusement fait; des textes, des tables; un peu court et ramassé).

2. *Pompéi*. Paris, Laurens, 1906, 2 vol., 138 p., 97 grav. et plan; 178 p., 123 grav. et plan (coll. des *Villes d'art célèbres*). — Du même M. Thédenat, deux bas-reliefs de Pompéi (*Académie des inscriptions, c. r.*, 1905, p. 464-471), étude qui nous permet de constater une fois de plus que le travail de M. Thédenat sur Pompéi est non seulement une œuvre excellente de vulgarisation, mais aussi le fruit de recherches personnelles profondes et de première main.

3. Paris, Fontemoing, 1901 (le livre a paru longtemps après sa date), in-8°, xxxii-850 p., 5 cartes et plans.

part une recherche sur la nature et l'origine de la population de Carthage, colons de Caius Gracchus ou d'autres, Puniques restés ou métèques grecs. Je ne saisis pas les éléments divers de cette extraordinaire cité. Il est certain que cette recherche est difficile, qu'il eût fallu relever et classer tous les noms transmis par les inscriptions propres et les textes, et que les résultats de ces inventaires n'auraient pas été décisifs. Je crois, cependant, qu'ils auraient formé un premier dossier. Et, du reste, de ce qu'une question soit difficile à résoudre, il ne s'ensuit pas qu'il faille l'écarter. Tout cela, au surplus, n'ôte aucun mérite au livre de M. Audollent; il demeurera durant des générations l'indispensable répertoire auquel recourront tous les curieux du sol et de la vie carthaginoise et un tableau complet de cette vie¹.

Aucun des chercheurs et des découvreurs du terroir africain n'a ralenti son activité ni éprouvé de déception : nous pouvons les retrouver presque tous, M. CAGNAT², M. GSELL³, le P. DELATTRE⁴, M. CARTON⁵, M. TOUTAIN⁶, M. BESNIER⁷, M. PALLU DE LESSERT⁸, et si

1. Le chapitre sur les dieux payens est particulièrement intéressant. Il y a là (par exemple à propos de *Caelestis* se détachant de *Juno* et devenant un nom indépendant de déesse, p. 371-373) des remarques qu'on pourrait étendre à bien des divinités de l'empire.

2. Note sur... *Sex. Appuleius* (*Académie des inscriptions*, c. r., 1900, p. 470 et suiv.); liste militaire trouvée à Lambèse (*Ibid.*, 1905, p. 531 et suiv.); la maison des Antistius à Thilbilis (*Mélanges Nicole*, p. 43-55); mesures-étalons (*Académie des inscriptions*, c. r., 1905, p. 490 et suiv.).

3. *Atlas archéol. de l'Algérie*, 3^e fasc., 1905; *L'Étendue de la domination carthaginoise en Afrique* (*Congrès des Orientalistes*, Alger, 1905, p. 347-387), tout à fait remarquable; etc.

4. *La Nécropole des Rabs, prêtres et prêtresses de Carthage*, 3^e année des fouilles (*Cosmos*); *Inscriptions de Carthage*, 1904-1905 (Sousse); *Inscriptions chrétiennes de Carthage*, 1898-1905 (*Revue tunisienne*); *le Cimetière chrétien de Meidfa à Carthage* (*Académie des inscriptions*, c. r., 1906); *Une nécropole punique à Utique*, 1906; *le Plus grand Sarcophage trouvé dans la nécropole punique de Carthage* (*Académie des inscriptions*, c. r., 1906); autres articles dans les mêmes c. r., dans le *Bull. archéol. du Comité*, la *Revue tunisienne*, la *Revue mariale*, *l'Univers* (25 nov. 1905), etc.

5. *Quatrième Annuaire d'épigraphie africaine*, 1904-1905; *la Richesse de la Byzacène*; *le Dar-el-Acheb* (Dougga); *Quatrième Chronique archéologique nord-africaine*; *la Colonisation romaine dans le pays de Dougga* (très important).

6. *Ex-voto et inscriptions de Thibar*, 1905 (*Bull. archéol.*).

7. *La Géographie économique du Maroc*. Paris, Leroux, 1906, extrait des *Archives marocaines* (bon); *Note sur une inscription d'El-Açar el-Kebîr* (Maroc), 1906 (*Bull. archéol.*).

8. *La Syntaxe des routiers romains et les déformations des noms de lieux dans l'Afrique romaine* (*Mém. des Antiq. de France*, 1904-1905, p. 115-138).

M. GAUCKLER apparaît moins souvent désormais¹, il a été remplacé par M. MERLIN², qui ne laissera pas périliter son œuvre. Puisse être entendu l'appel qui a été fait en faveur de Carthage³! A Carthage comme à Alésia, c'est notre honneur national qui est engagé, c'est la solidarité et la reconnaissance de la France envers les deux peuples qui l'ont faite leur légataire universelle, la nation celtique et la nation africaine.

Enfin, en dehors de la Gaule (sur laquelle nous reviendrons) et de l'Afrique, d'autres provinces romaines⁴ ont fourni la matière de travaux désormais indispensables : la *Province proconsulaire d'Asie*, de M. CHAPOT⁵, volume très gros et très soigné où tout est passé en revue : l'histoire, la vie municipale, les routes, le gouvernement général, les institutions religieuses; M. ZEILLER a mis un peu d'ordre et de clarté dans les *Origines chrétiennes de la province de Dalmatie*, ce qui n'est pas un mince mérite⁶; M^{me} VASCHIDE a étudié l'*Histoire de la conquête romaine de la Dacie* et des corps d'armée qui y ont pris part⁷. Voilà donc, coup sur coup, trois bons travaux sortis des excellents laboratoires de l'École des Hautes-Études⁸. Si l'École normale disparaît (et l'on nous menace de ce malheur), elle sera la principale ressource de l'antiquité latine.

G. JULLIAN.

1. Mosaïque d'Althiburus (*Monuments Piot*, t. XII, 1905); fouilles de Tabarka (*Bull. de la Soc. des Antiq. de France*, 1905, p. 242).

2. Les fouilles de Dougga en 1902 (*Nouv. arch. des Missions*, t. XI); *Observations sur le texte du « Senatus consultum Beguense »* (*Académie des inscriptions*, c. r., 1906, p. 448).

3. Carton, *Pour Carthage* (*Revue tunisienne*, sept. 1906, in-8°, p. 371-530). — Autres publications sur l'Afrique : Leynaud, sur les catacombes d'Hadrumète (*Académie des inscriptions*, c. r., 1905, p. 504 et suiv.); Marçais, *Musée de Tlemcen*. Paris, Leroux, 1905 (coll. des *Musées de l'Algérie*), non vidi; Poinssot, *les Fouilles de Dougga* en avril-mai 1903 (*Nouv. arch. des Missions*, t. XII).

4. Sur l'Espagne, voir, entre autres, Albertini, *Rapport sommaire sur les fouilles d'Elche* (*Académie des inscriptions*, c. r., 1905, p. 611); *Statuettes de Minorque* (*Mélanges de l'École de Rome*, t. XXV). M. Albertini a commencé la publication d'ensemble de ses *Fouilles d'Elche* dans le *Bulletin hispanique*, t. VIII, oct.-déc.

5. Paris, Bouillon, 1904, in-8°, xvi-574 p. (*Bibl. de l'École des Hautes-Études*). Dédié à M. Héron de Villefosse.

6. Paris, Champion, 1906, xx-190 p. (*Bibl. de l'École des Hautes-Études*). Dédié à MM. Cagnat et Héron de Villefosse.

7. Paris, Bouillon, 1903, 234 p. (*Bibl. de l'École des Hautes-Études*). Dédié à M. Héron de Villefosse.

8. Je renvoie aux dédicaces des auteurs.

ÉPOQUE MODERNE.

I. HISTOIRE GÉNÉRALE, DIPLOMATIQUE, MILITAIRE. BIOGRAPHIES. — Le tome II de la très précieuse publication des *Registres du Conseil de Genève*¹ nous mène au seuil de l'âge moderne. Il va de février 1464 à février 1477; il présente de l'intérêt pour l'histoire des « guerres de Bourgogne ». Cet intérêt réside moins encore dans le texte latin de ce volume, formé des tomes V à VII des registres originaux, que dans les notes dont l'ont enrichi MM. DUFOUR-VERNES (pour les tomes V et VI) et V. VAN BERCHEM (pour le tome VII). On trouvera même à l'appendice une lettre inédite de Charles le Téméraire aux Genevois. Nous attendons avec impatience l'apparition des registres relatifs à la période où Genève devint une ville européenne.

Il n'est pas besoin de redire ici les mérites de l'*Histoire de la marine française* de M. Charles DE LA RONCIÈRE. L'information la plus étendue et la plus précise, souvent enrichie de découvertes dans le domaine de l'inédit, n'empêche pas l'auteur de nous narrer les moindres incidents de notre vie navale d'autrefois avec la même vivacité d'accent que s'ils étaient d'hier. Il apporte dans ses récits et dans ses jugements une passion, — la passion nationale, — que déplorent les amateurs d'impartialité à tout prix, mais qui est peut-être indispensable pour mener à bien un aussi formidable travail. Son tome III : *les Guerres d'Italie, la liberté des mers*², va de 1494 à 1559. Il couvre une période de notre histoire où les yeux sont tellement attirés par la guerre au delà des monts et par la défense de nos frontières continentales que l'on a peine à se représenter le rôle qui y fut joué, tout du long, par la guerre navale. Et pourtant, l'enseignement capital qui ressort du volume de M. de La Roncière, c'est qu'alors plus que jamais la maîtrise de la mer fut un des facteurs essentiels de l'histoire. Ni Charles VIII, ni Louis XII³, ni même François I^{er}⁴, malgré l'alliance turque, n'en eurent vraiment

1. *Registres...*, publ. par la Soc. d'hist. et d'archéol. de Genève. Genève, Kündig, 1906, in-8°, ix-571 p. Index.

2. Plon, 1906, in-8°, 612 p., nombreuses planches, toujours empruntées à des documents originaux.

3. Voy. l'histoire de la bataille de treize jours qui se déroula, en 1499, entre Modon, Navarin et Lépante. Notez le rôle de la flotte dans la guerre contre Venise, puis dans la guerre contre la sainte Ligue, sujets déjà touchés par Spont.

4. M. de La Roncière est écrasant pour Chabot : il le montre se vendant plusieurs fois (et vendant nos marins) aux Portugais.

le sentiment. Henri II paraît avoir mieux saisi l'importance de la marine, jusqu'à mériter le titre de « précurseur de Colbert », mais il n'y eut pas assez de suite dans ses idées. Et pourtant que de superbes ressources dans nos armateurs et nos corsaires dieppois, fécampois, rouennais, malouins, rochelais, basques ! A l'Espagne et au Portugal, ils ne veulent pas seulement arracher les galions ; ils tentent, malgré le traité de marcation, de leur ravir le monopole des Indes occidentales comme des orientales¹. Aussi l'histoire des débuts de la colonisation² tient-elle, à juste titre, dans ce volume une place égale à celle de la guerre d'escadres. On regrette seulement d'y trouver si peu de détails sur la technique et l'organisation navales ; c'est plutôt une histoire maritime de la France qu'une histoire de la marine française³.

Ce n'est pas sans un certain effroi que l'on ouvre le tome III de l'*Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*, par M. Édouard Rott⁴. En un millier de pages, il nous donne le récit de seize années seulement du règne de Louis XIII ; or, dans la préface du tome I, M. Rott annonçait l'intention de faire tenir en six justes volumes toute l'histoire des négociations franco-suisses, « de l'origine des relations entre les deux pays jusqu'à la période actuelle ». Comment pourra-t-il rester fidèle à ce programme ?

N'était cette appréhension, je serais d'ailleurs le dernier à me plaindre de l'extension donnée par M. Rott à ses recherches et à son exposé. Les seize années qu'il nous conte sont singulièrement pleines. C'est alors que se pose la passionnante question de la Valtelline : le Milanais espagnol va-t-il s'ouvrir une route vers le Tyrol autrichien, l'empire universel des Habsbourg va-t-il se reconstituer avec la Rhétie comme clef de voûte ? C'est autour des Liges grises, si souvent en lutte les unes contre les autres, si souvent divisées elles-mêmes par des guerres de partis et par des intrigues rivales, que gravite vraiment la politique européenne ; sur le terrain rhétique s'élabore la politique de Richelieu. Derrière la Valteline, la Suisse centrale ouvre ses passages qui mènent à ceux des Alpes rhétiques. A cette question cardinale s'ajoutent des questions secon-

1. L'auteur accepte pleinement les principales thèses de M. Lefranc, notamment l'identité de Jamet Brayer et de Jacques Cartier.

2. P. 287, intéressant passage sur la tentative de 1533 au Maroc.

3. P. 349, n. 3 : « Antoine du Péret », lire : « du Pinet ».

4. T. III : 1610-1626. *L'Afrique de la Valteline*. 1^{re} partie : 1620-1626. Berne, Benteli, et Paris, F. Alcan, 1906, in-8°, viii-1163 p. (dont près de 200 p. de tables).

daïres : la position périlleuse de Genève et les relations entre les Suisses et la Savoie ; les rivalités entre cantons catholiques et cantons protestants ; les mercenaires suisses encore employés par le roi, comme au temps de la Ligue, contre les révoltés de France ; et même des questions économiques, comme la traite du sel. On comprend sans peine que M. Rott ait été séduit par l'intérêt de ces problèmes, entraîné par la richesse même et la variété de sa documentation, encore plus grandes que dans les volumes antérieurs¹. Il projette sur les événements une vive lumière : on voit mieux chez lui les maladresses de la politique catholique des agents français dans la première période du règne de Louis XIII et comment une extraordinaire série de chances heureuses a seule défendu la France d'une ruïne qui semblait aussi inévitable que méritée. Ce que l'on voit mieux encore, c'est l'importance capitale, et en partie insoupçonnée, du premier ministère de Richelieu. Avec le second, nous marchons sur un terrain déjà plus connu. Mais là encore le livre de M. Rott est une admirable contribution à la grande histoire diplomatique. Ce volume s'achève sur le traité de Monzon, c'est-à-dire sur une victoire, au moins apparente, du ministère espagnol : « La France rendue suspecte, et pour longtemps, à tous les *stati liberi* ; les Grisons sacrifiés... ; les cantons évangéliques, Venise et la Savoie exposés aux représailles de la maison d'Habsbourg ; les cantons catholiques replacés à nouveau sous l'influence lombarde... », tel est le bilan de ces seize années de luttes confuses et contradictoires. Il y avait encore un hiatus entre le langage très fier que parlait déjà Richelieu et la faiblesse, l'indécision de ses actes. Le tome IV, que nous espérons prochain, nous montrera comment cet hiatus s'est comblé².

Un nouveau livre sur Richelieu : le besoin s'en faisait-il vraiment sentir ? M. Émile Roca³ a essayé de retracer l'histoire du grand cardinal, de ses parents, de ses amis, de ses « amies », de ses ennemis... avec des chansons⁴. Ce sont des documents qui en valent

1. Documentation prise à la Bibliothèque nationale, aux Archives nationales, aux archives des Affaires étrangères, à l'Arsenal, à l'Institut, à Zurich, Fribourg, Lucerne, Glaris, Schaffouse, Aarau, Soleure, Bâle, Zoug, Berne, Sion, Coire, Lyon, Venise, Genève, etc.

2. Le volume est imprimé avec une rare correction. A l'erratum, j'ajouterai, p. 795 : « Son grand allié de l'est », lire : « de l'ouest ». Quant à l'inapplication constante de la règle d'accord du participe passé, elle est trop systématique pour n'être pas volontaire : mais il eût été bon d'en aviser le lecteur. On se demande aussi pourquoi M. Rott, dont le style est en général si clair, recourt à certains « clichés », tels que : « La cité de l'Aar. »

3. *Le Règne de Richelieu (1617-1642), d'après des documents originaux* (surlitre : *le Grand siècle intime*). Perrin, 1906, in-16, 364 p. Index.

4. M. Roca les a prises à la Nationale, à l'Arsenal, à Toulouse et à Castel-

d'autres, c'est-à-dire ni moins ni plus, et qui doivent être soumis à des règles de critique spéciales. Si « les considérations de convenance n'arrêtent point le chansonnier, le satirique », le respect de la vérité ne l'arrête pas davantage, et il ne se fait nul scrupule de calomnier. Et ce n'est pas toujours, pour faire le contrôle, un moyen suffisant que de se reporter aux « affirmations parallèles ou divergentes des Mémoires », car ce sont là aussi des sources singulièrement impures. Contentons-nous de feuilleter, ce qui peut faire passer une heure agréable, le volume de M. Roca, sans trop croire que nous y retrouvons « le grand siècle intime ».

La lecture des livres de M. K. WALISZEWSKI est singulièrement attachante. Pour le lecteur occidental peu familier avec les choses russes, c'est une véritable évocation dont l'imagination brillante et le talent d'exposition de l'auteur font une vraie fête pour l'esprit. Ce n'est pas que sa tentative de reconstitution des « origines de la Russie moderne »¹ satisfasse pleinement notre besoin de vérité critique. Sans avoir le moyen de vérifier par nous-même les documents dont il se sert, nous sentons que les matériaux de l'histoire russe n'ont pas encore été soumis à la même élaboration que ceux de l'histoire française ou allemande. Comment s'étonner qu'il en soit ainsi quand il y a, en Russie même, des questions qu'il est interdit de poser, comme celle du « faux » Dimitri? Quelle confiance avoir dans les documents du XVI^e siècle quand on constate que l'acte d'élection de Michel Romanov, — le titre en apparence le plus authentique de la dynastie actuelle, — est un faux? Comment se reconnaître au milieu de procès-verbaux contradictoires et mensongers? Quelle foi accorder à un témoin qui, sur le drame d'Ouglitch, affirme tout juste le contraire de ce qu'il a signé comme enquêteur? Comment expliquer, lors de l'apparition du second « faux » Dimitri, l'attitude de Maryna et de Mnizech, qui prétendent reconnaître un homme qu'ils ne pouvaient confondre avec le premier?

De là, dans les deux volumes consacrés par M. Waliszewski au XVI^e siècle, une forte part laissée à la conjecture. Plus d'une fois l'auteur se contente d'imaginer une des façons dont les choses *ont pu* se passer, de prêter à ses personnages des sentiments qu'ils *ont dû* éprouver. Malgré soi, on est entraîné par le charme du conteur; tout

naudary. Il donne en appendice le texte intégral de huit chansons. — Dans la voie où s'engageait l'auteur, on s'étonne qu'il se soit arrêté devant l'obscénité de certaines chansons. C'était le cas de montrer que le « grand siècle », dans l'« intimité », était un siècle fort grossier.

1. *Les Origines de la Russie moderne, Ivan le Terrible*. Plon, 1904, in-8°, vi-568 p. Bibliogr. et index; *les Origines..., la Crise révolutionnaire, 1584-1614 (Smoutnoïé Vremia)*. Plon, 1906, in-8°, iv-501 p. Bibliogr. et index.

bas l'esprit résiste, proteste contre un procédé qui tient moins de l'histoire que du roman. Mais, quelques réserves que l'on puisse faire sur les détails, il reste une série de tableaux saisissants, et qui dans l'ensemble doivent être vrais, de la Russie du *xv^e* siècle.

C'est d'abord le temps d'Ivan le Terrible, le mouvement d'expansion vers l'Orient et vers la Baltique que résume le surnom du « rassembleur », les premières relations avec l'Angleterre, avec Rome, les réformes accomplies au milieu de la « terreur », la création d'une aristocratie domestiquée. Où l'on ne saurait suivre l'auteur, c'est quand, pour se faire mieux entendre, il établit un parallèle entre le tsar barbare, tout entier à ses instincts sauvages, et notre Louis XI, si fin, si avisé jusque dans ses pires cruautés, si profondément imprégné de civilisation et d'italianisme¹. Il y a entre eux la même différence qu'entre la France de la fin du *xv^e* siècle et cette Russie du *xvi^e*, où, tout au rebours de l'évolution occidentale, se forge définitivement pour le paysan la chaîne du servage.

Le talent de M. Waliszewski était fait pour s'arrêter aux temps extraordinairement troublés qui ont suivi le Terrible : deux ou trois dynasties qui se succèdent en trente ans, des tsars imposteurs, des révoltes, des guerres, des intrigues, des assassinats, des scènes de carnage et de luxure, et cette épouvantable crise d'anarchie, stérile dans ses conséquences, ramenant « la Russie des tsars autocrates... à son point de départ ». Les peuples de « toutes les Russies » se sont montrés alors² également incapables de subir de bon gré un pouvoir fort et de faire œuvre révolutionnaire durable. C'est « un plongeon accidentel dans le vide et le néant ».

Sur la question même du Dimitri, M. Waliszewski a une opinion. Sans affirmer absolument là où les textes se contredisent, il semble bien croire que le premier des « faux » Dimitri était de la lignée du Terrible. Il ne nous a pas convaincus, mais c'est un mérite d'avoir

1. M. Waliszewski y revient à plusieurs reprises. On s'étonne surtout de lire cette phrase (*Ivan*, p. 510) : « Louis XI fut un impulsif... », et bien plus encore (p. 516) celle où Ivan, relativement cultivé, est opposé à Louis XI, « qui haïssait mortellement les lettres ». On ne reconnaît pas là le roi auquel on attribua les *Cent nouvelles* et le *Rozier des guerres*. P. 515, M. Waliszewski est obligé de se corriger un peu lui-même : Louis XI, sans être un foudre de guerre, était brave; Ivan évitait de compromettre dans les combats « sa majesté hiératisée... Mais Louis XI n'était pas un souverain demi-oriental ».

2. L'auteur (*la Crise*, p. 11) se défend d'avoir cherché des rapprochements faciles entre les événements qu'il raconte « et ceux dont nous sommes en ce moment les témoins étonnés... ». Mais, dit-il, « ils s'imposeront d'eux-mêmes à l'esprit des lecteurs ».

si nettement posé le problème. Il nous doit maintenant un livre sur les premiers Romanov¹.

On sait que M. C. d'AVENEL a succédé, en 1894, au regretté Chéruel comme éditeur des *Lettres du cardinal Mazarin*. Le tome IX², qui vient de paraître dix ans après le t. VIII, va d'août 1658 à la mort du ministre, mars 1661. C'est la période de gloire : alliance avec Cromwell, organisation de la ligue du Rhin, traité des Pyrénées, mariage du roi. Quoique, sur une période aussi connue, les *Lettres* ne puissent nous apporter de révélations bien importantes (et toutes ces lettres ne sont pas rigoureusement inédites³), elles aident à l'intelligence du personnage. Sa tendresse pour Anne d'Autriche s'y accuse⁴, s'y exprime en un langage convenu, en signes cabalistiques, mais on y voit aussi son désir de faire du jeune *confident* un homme et de le préparer, contrairement à ce que dit la légende, à ses devoirs de roi⁵. On ne pourra plus, désormais, nier que Mazarin a été de bonne foi dans l'affaire de Marie Mancini; non seulement il a fait tous ses efforts pour désunir « Tite » et « Bérénice », mais il a poussé la délicatesse ou le sens des situations jusqu'à ne vouloir pour ses nièces ni d'un Charles de Lorraine, dès qu'il s'est aperçu qu'on l'aimait surtout pour les beaux yeux... du duc de Bar, ni d'un roi d'Angleterre⁶. Quant au mariage savoyard⁷, il semble que la négociation en ait été poussée plus loin et plus sérieusement que ne l'a dit Mademoiselle; mais le rusé Sicilien s'était réservé une porte de sortie. Je signale l'intérêt des lettres écrites à Fouquet, à Le Tellier, à Lionne pendant la négociation des Pyrénées, de la correspondance avec Gravel et avec nos agents en Angleterre⁸.

Suivant la méthode inaugurée par Chéruel, nous n'avons dans ce

1. Pourquoi donner à Sébastien Cabot (Gabotto) le nom bizarre (*Ivan*, p. 369 de Cabota)?

2. 1906, 1004 p. Pas de préface. Il y en avait une au t. VIII. 363 lettres citées *in extenso* ou en extrait. De la p. 699 à 954, table chronologique de lettres simplement analysées, avec indication des sources (en tout, cela peut faire plus de 3,000 lettres!). Table alphabétique. Quelques-uns des noms cités exclusivement dans les analyses (*Bernier*, *Roquepine*) manquent à cette table. Pour *Port-Royal*, au lieu de : « 371, 374 », lire : « 371, 372 ».

3. M. d'Avenel indique-t-il toujours suffisamment celles qui ont été publiées ou analysées ailleurs?

4. P. 30, 388 et *passim*.

5. P. 3, 9, 28.

6. P. 633 et 669.

7. P. 76, lettre du 4 octobre. A l'en croire, il n'aurait été saisi de la proposition espagnole que très tard; en fait, il ne l'a sans doute pas été officiellement avant le 19 novembre.

8. Voy., au hasard, p. 239, 348, 365. Sur Mazarin et les protestants, p. 335.

volume qu'un choix de lettres. Beaucoup sont publiées en extrait, sans que nous voyions les raisons de ces sacrifices¹. Un nombre bien plus considérable encore est rejeté à la fin en une table de brevissimes analyses². Étant donnée l'énormité de la matière, on ne saurait condamner absolument ce procédé d'élagage; mais il aurait été préférable d'insérer ces analyses à leur date dans la série des lettres publiées. Avec le système suivi par Chéruel et M. d'Avenel, le chercheur est obligé à un double dépouillement³. L'annotation, à côté d'indications superflues⁴, présente bien des insuffisances⁵.

Ce que l'histoire a surtout vu en Michel Le Tellier, c'est le chancelier. Comme secrétaire d'État de la Guerre, on lui accorde la gloire d'avoir été le précurseur de son fils. Depuis Voltaire, on s'est habitué à placer si haut la trinité Louis XIV-Golbert-Louvois et, en ce qui concerne ce dernier, C. Rousset a si bien confirmé l'opinion commune que l'on a quelque peine à s'imaginer qu'il y eût en France, avant l'avènement du brutal marquis⁶, des institutions mili-

1. Par exemple, ce qui étonne de la part de M. d'Avenel, les passages où il est question des finances sont délibérément supprimés.

2. Et il y a, parmi elles, des lettres au roi, à la reine, à Turenne.

3. Deux lettres du 12 mars 1660 dans le texte, 14 à la table, et ainsi pour toutes les dates.

4. P. 687, n. 2 : « Le nom du cercle de Bourgogne venait de ce que ces contrées avaient fait partie des États des ducs de Bourgogne; » p. 292, n. 3 : « Tout le monde sait que le Sund est la clef de la Baltique... » Que penser des deux notes suivantes? P. 685, n. 1 : « On donnait le nom de recez (*recessus*) à l'acte dans lequel la Diète de l'Empire consignait ses délibérations, » et, p. 664, n. 1 : « On donnait le nom de recez ou *receptum* aux actes d'une diète... »

5. Les notes biographiques sont vagues. A propos du mariage de Condé, il fallait citer Homberg et Jouselin. L'allusion au premier mariage du duc de Mecklembourg reste incompréhensible, parce qu'on ne nous dit pas (p. 537, n. 4) que le futur époux secret (en 1664) d'Isabelle de Châtillon était alors marié à une sienne cousine, qu'il voulait répudier (voy. de Ségur, *Jeunesse de Luxembourg*). — On a reproduit avec bien de la négligence les documents italiens, presque tous communiqués par feu Geffroy. Je ne parle pas de la coquille (p. 490) : « pâtro » pour « potrà » ou (p. 692) « cordatissimo » pour « cordatissimo ». Mais que veut dire, même page : « Si sotto scrissero »? P. 695, n. 3 : « Veda elle » pour « ella ». P. 696 : « Li paterne et santissime pensieri », et « che saramo patricabili » pour « saramo praticabili ». Ces taches, surtout quand elles apparaissent dans une publication d'État, nous rendent ridicules aux yeux des étrangers. — M. d'Avenel, qui nous a déjà rendu le service de mettre dans sa Table les noms cités dans les lettres analysées, nous doit maintenant sa Table générale (voy. t. VII, p. 11), qui sera complète même pour les six premiers tomes.

6. La date à laquelle Le Tellier abandonna cette charge à son fils est d'ailleurs incertaine. C'est une question que l'auteur du livre dont nous rendons compte se réserve d'examiner ultérieurement. D'après un ouvrage analysé plus

taires solides. Pourtant, après avoir lu la thèse de M. Louis ANDRÉ¹, il semble bien qu'il faille renverser les termes des formules courantes et dire que le principal mérite de Louvois fut de parfaire l'œuvre de son père.

Organisation de la hiérarchie, recrutement, paiement régulier de la solde, habillement², équipement, armement, logement, service des vivres, service de santé, constitution des armes spéciales, justice militaire³, subordination du militaire à l'administration civile et, en dernier ressort, à ce « robin » qu'est le secrétaire d'État; toutes ces réformes, dont on fait honneur à Louvois, ont été ébauchées et plusieurs parachevées par Le Tellier. M. André le démontre avec un tel luxe de preuves documentaires, extraites surtout du Dépôt de la guerre, qu'on est en droit de se demander à quoi ont pensé ses prédécesseurs, et en particulier les historiens de Louvois. Il leur suffisait de dépouiller le recueil des ordonnances militaires pour se convaincre que l'armée qui va faire, en 1668, la guerre de Dévolution n'a déjà plus aucune ressemblance avec l'armée de Rocroy.

Assurément, M. André n'est pas absolument indemne du *morbis biographicus*. Il est disposé à trouver parfait tout ce qui sort des mains de Le Tellier; il ne lui permet pas de commettre la moindre faute⁴; il lui attribue parfois, sur de simples vraisemblances, des mérites qui ne sont peut-être pas siens⁵; il voit en beau les résultats de son

loin, il semble que le père ait conservé la direction du service jusque vers 1671.

1. *Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique*. F. Alcan, 1906, in-8°, 714 p., portr.

2. Il n'arrive cependant point à créer l'uniforme.

3. Chose curieuse, le principe posé par Le Tellier est à peu près celui auquel nous revenons aujourd'hui : justice civile pour les délits de droit commun, justice militaire pour les délits spécialement militaires.

4. P. 160 et *passim* : il supprime une charge, fort bien ! Il la rétablit, mieux encore ! Il la diminue, c'est parfait ! M. André établit une distinction très nette entre les levées et le recrutement annuel et fait grand honneur à Le Tellier d'avoir favorisé ce second système ; cependant, il ressort de son propre exposé que les résultats de l'un n'étaient guère plus satisfaisants que ceux de l'autre.

5. P. 143 : la création des brigadiers de cavalerie. — P. 278, M. André se demande s'il n'y a pas exagération dans cette opinion d'Audouin : « Le soldat, riche sous Henri IV, fut appauvri au point qu'aucune profession ne devint plus misérable. » Mais je pense que cette phrase d'Audouin ne fait que résumer ce passage de Voltaire (*Siècle de Louis XIV*, ch. xxx) : « On donne cinq sous numériques aux fantassins comme on les donnait du temps d'Henri IV. Aucun de ce grand nombre d'hommes ignorants... ne sait qu'attendu le surhaussement des espèces et la cherté des denrées, il reçoit environ deux tiers moins que les soldats d'Henri IV. » Audouin a retenu l'affirmation de Voltaire, il a supprimé les considérants économiques dont Voltaire l'accompagnait.

œuvre. Ces quelques taches n'empêchent pas *Michel Le Tellier* d'être une des plus fortes études que nous ayons sur notre ancienne organisation militaire.

L'une des sources de l'histoire de Le Tellier, c'est le mémoire consacré à son ancien protecteur par Claude Le Pelletier, et dont Bossuet tira parti, comme l'a démontré M. Strowski, pour son oraison funèbre du chancelier : c'est une biographie apologétique, bonne surtout pour ce qui est antérieur à 1666. Parmi les manuscrits de Le Pelletier, il en est un autre d'une valeur supérieure, un *Mémoire... sur les affaires de l'Église et de l'État*. Ce mémoire, qui a servi de source à Saint-Simon et pour son jugement sur M^{me} de Maintenon et pour son tableau de la situation de la France en 1707, est, en somme, le seul ouvrage où « un ministre du grand roi... ait songé à nous transmettre ses impressions personnelles... sur le gouvernement de celui qu'il avait... servi ». Il faut donc remercier M. André de nous avoir donné et présenté, avec la dernière version de la *Vie de Le Tellier*, le texte du *Mémoire*¹.

Sous ce titre : *De La Vallière à Montespan*, MM. Jean LEMOINE et André LICHTENBERGER ont réuni les piquants articles qu'ils avaient consacrés moins aux deux favorites qu'au frère de la première et au mari de la seconde². L'un fut un intrigant, admirablement habile à tirer parti de sa situation de quasi beau-frère de Sa Majesté; l'autre a excité à tort la pitié de moralistes mal renseignés : « Dans son insouciance gasconne », il eut, en face de son malheur, « tantôt envie de s'en fâcher et tantôt la tentation plus ou moins nette d'en tirer parti³ ». Cet Amphitryon grognon et quémandeur ne saurait aspirer à l'honneur de représenter la dignité maritale outragée.

C'est une entreprise ardue que de se reconnaître à travers les dix-neuf tomes du *Journal* de Dangeau. M. E. PILASTRE a voulu nous guider dans ce labyrinthe en composant un *Abrégé du Journal du marquis de Dangeau, disposé dans un ordre nouveau, suivant la nature des matières*⁴. L'effort serait louable si M. Pilastre avait rendu son abrégé utilisable : 4° en distinguant typographiquement les cita-

1. *Deux mémoires historiques de Claude Le Pelletier*. F. Alcan, 1906, in-8°, 169 p. (dont 46 pour l'Introduction), 2 pl. généal. La *Vie*, écrite pour Bossuet en 1685, est publiée dans la forme que lui donna Le Pelletier vers 1700. Le *Mémoire* est de 1707, il a donc, pour les dernières pages, le caractère d'une source immédiatement contemporaine.

2. Calmann-Lévy, s. d., in-8°, x-394 p., 3 portraits de M^{me} de Montespan.

3. P. 185, bonne critique de la déposition de la Voisin. — P. 169, au lieu de : « Faites-en fille neuve », lire : « Faites, en fille neuve. »

4. Firmin-Didot, s. d., in-8°, vii-217 p. Index, 5 pl.

tions de Dangeau des résumés et des commentaires de son éditeur; 2° en donnant des références à l'édition Soulié et Dussieux.

Comment Christine de Suède, devenue sur le tard la maîtresse d'un cardinal, voulut se mêler de faire un pape, — et comment, après un conclave de quatre mois, elle échoua dans cette tentative, — c'est ce que nous conte fort agréablement M. DE BILDT¹. Les intrigues qui s'agitent autour du conclave, les « factions » et leurs chefs, les cardinaux-neveux et l'« Escadron volant », les papables et les « couronnes », l'« inclusion » et l'« exclusion », la spirituelle magnificence du duc de Chaulnes et la pompeuse niaiserie du marquis d'Astorga revivent dans ce récit qui sort tout entier de la correspondance de Christine et d'Azzolino et des archives diplomatiques de Rome, de Paris et de Simancas. On souhaiterait que la critique y fût plus visible, plus précise et plus aiguë².

La 3^e série des *Batailles françaises*³ du général HARDÏ DE PÉRINI ressemble naturellement aux précédentes. On ne peut demander à ces volumes de vulgarisation, — je dirais presque d'édification militaire, — une valeur critique qu'ils ne sauraient avoir. Tout au plus peut-on regretter que l'auteur découpe⁴ trop largement des pages dans les œuvres de ses prédécesseurs, — par exemple dans le *Luxembourg* de M. de Ségur, — et les traite comme des *sources*. Mais ces récits se lisent avec plaisir, et l'illustration, toujours strictement documentaire⁵, est intéressante. Ce volume traite de la guerre de Hollande et de la guerre d'Augsbourg⁶.

Roland Dupré fut résident de France à Genève de 1680 à 1688. Sa correspondance, que publie M. Frédéric BARBEY, est intéressante à

1. *Christine de Suède et le conclave de Clément X (1669-1670)*. Plon, 1906, in-8°, x-281 p. Index. Appendice de 16 pièces.

2. L'auteur a pris à feu Hector de La Ferrière l'habitude des dialogues en style direct, composés avec des sources différentes et parfois légèrement discordantes. Comparez, par exemple, à l'appendice, le récit d'une même conversation dans les lettres de Catherine à Azzolino et de Chaulnes à Louis XIV : il y a entre ces deux textes des nuances qui disparaissent dans la « restitution » de M. de Bildt.

3. *Batailles françaises*. T. V : *Louis XIV, 1679 à 1700*. Flammarion, s. d., in-12, 413 p., 2 index, 346 fig. et cartes.

4. Fort honnêtement d'ailleurs, avec guillemets.

5. Elle provient des archives de la Guerre, du Cabinet des Estampes, etc. A signaler, p. 30, une estampe sur les dragonnades : tandis que le « missionnaire botté » met en joue son fusil chargé d'une croix, le calviniste écrit sur un tambour son acte d'abjuration et dit : « La force prime la raison. » N'y a-t-il pas là une source lointaine de la célèbre formule bismarckienne ?

6. Je ne vois rien sur les descentes en Irlande.

plusieurs égards¹. Elle nous fait mieux comprendre le caractère extrêmement précaire de l'indépendance de la République, protégée du grand roi, mais sans que l'on distingue toujours clairement s'il s'agit d'une simple protection ou d'un protectorat. On y voit comment le résident de France abuse du droit qu'il a d'exercer sa religion en son hôtel pour faire dans la cité de Calvin une violente propagande catholique. Enfin, la question des réfugiés amène entre le résident et « Messieurs » de journalières querelles. Non content de démolir, malgré les prières de ses alliés, les temples du pays de Gex, Sa Majesté très chrétienne leur défend de recevoir dans leur ville ses sujets, victimes de la Révocation : toute résistance à ses ordres eût amené la fin de la liberté genevoise. Dupré paraît d'ailleurs avoir été un homme assez médiocre, complètement dominé par deux sentiments : le mépris de cette petite République où il s'ennuyait et la haine de l'hérésie. Il eut du moins assez de clairvoyance pour présenter et pour annoncer au Conseil l'évolution qui allait faire passer le pouvoir des mains de l'aristocratie à celles du peuple.

Le bi-centenaire du siège de Turin nous a valu un livre de M. Pietro FEA, *Tre anni di guerra e l'assedio di Torino del 1706*², étude minutieuse, partout appuyée sur les documents, qui va depuis la campagne de 1704 jusqu'à l'expulsion définitive des Gallispians et qui n'est guère gâtée que par un peu d'exaltation patriotique. Somme toute, c'est une bonne préface au recueil de documents que prépare la *Deputazione di storia patria*.

M. H. THIRION a entrepris la réhabilitation de *Madame de Prie*³. Par une coquetterie littéraire dont on croyait les historiens débarrassés, il ne nous renseigne pas sur sa documentation. L'on devine cependant qu'il s'est surtout servi de Barbier, de Marais, des mémoires et des gazettes. De là le caractère purement anecdotique de son livre. Il semble, à le lire, que, durant le règne assez court de la favorite, les grosses affaires aient été ses démêlés avec sa mère et avec le parti d'Orléans et le procès criminel intenté au secrétaire d'État de la Guerre Le Blanc. Mais M. Thirion ne tire au clair ni l'influence de M^{me} de Prie sur la politique de M. le duc, ni même, à

1. Documents pour servir à l'histoire des relations diplomatiques de Louis XIV avec la république de Genève. Correspondance de Roland Dupré, second résident de France à Genève, 1680-1688. Genève, Jullien et Georg, 1906, in-8°, XLIX-368 p. Index, 1 plan. Pourquoi (p. xv) citer Spanheim d'après l'édition démodée de Schefer et non d'après celle de M. Émile Bourgeois ?

2. Rome, Voghera, 1906, in-8°, 382 p. Reproduction d'un plan de Turin en 1706.

3. Plon, 1905, in-8°, xxiv-361 p. Index, 2 héliogr.

vrai dire, son rôle dans le mariage du roi. Elle sort de ce livre assurément moins noire que ses ennemis ne l'ont peinte; elle reste assez déplaisante, maîtresse sans amour d'un prince à qui elle se donna par ambition¹, prototype de ces « femmes d'État² » qui devaient tenir la première place dans la cour de Louis XV.

A ses études sur la cour de Lunéville, M. Gaston MAUGRAS ajoute un volume sur les *Dernières années du roi Stanislas*³. Il n'y a rien de nouveau à dire sur la méthode de cet aimable causeur⁴, et l'on éprouverait une déception si l'on cherchait dans ces pages l'histoire de la politique française en Lorraine de 1750 à 1766. On y trouvera de piquantes anecdotes sur la toujours jeune M^{me} de Boufflers et sur son polisson de fils, sur Tressan et l'Académie de Nancy, sur M^{me} de Graffigny et sur Palissot. La simiesque figure de Voltaire s'y profile, et il faut avouer qu'elle n'y paraît pas à son avantage : pour être appelé à la cour de Lunéville, pour être nommé membre de l'Académie Stanislas, l'ermite des Alpes commet, — en vain, — les pires platitudes, jusqu'à envoyer au P. de Menoux un éloge de la Compagnie de Jésus. Le père jésuite lui répond de bonne encre, et, dans cette lutte de persiflage et d'impertinence, le philosophe n'a pas le dessus.

De ce qui manque au livre de M. Maugras, l'on trouvera une partie dans la *Correspondance inédite de Stanislas Leszczyński avec les rois de Prusse Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II (1736-1766)*⁵, éditée et accompagnée d'une savante préface par M. Pierre Boré. S'il y est question de fournir au roi de Prusse des « arguments de six pieds » et de faciliter le règlement de successions privées, on voit s'y agiter aussi de plus hauts intérêts, le sort des communautés protestantes lorraines, le projet d'un congrès de Nancy qui aurait mis fin, trois ans plus tôt, à la guerre dite de Sept ans. Les archives de Prusse et les bibliothèques nancéiennes ont fourni les éléments de cette série.

Le travail de M. Alfred BOURGUER sur le *Duc de Choiseul et l'Al-*

1. P. 214 : « Elle aimait M. le Duc, qui l'aimait. » Mais, p. 31, il est question de la répulsion physique, de l'« horreur instinctive » que lui faisait éprouver « un homme dont la figure était extrêmement dégoûtante ». Elle se rendit « avec un désespoir qu'elle témoigna par un torrent de larmes, et toutes les fois qu'elle allait le trouver ». Son apologiste lui fait presque un mérite d'avoir ainsi mortifié sa chair!

2. Voy. (c'est presque le seul document cité par M. Thirion) l'extrait du *Registre de M^{me} de Prie* (p. 343) : Lagrange lui écrit comme à un ministre, Richelieu implore sa protection.

3. Plon, 1906, in-8°, 461 p., 1 portr.

4. Il paraît ignorer les travaux de M. Boyé.

5. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1906, in-8°, 89 p.

liance espagnole¹ pourrait à bon droit avoir pour titre : les Origines du pacte de famille. En utilisant la correspondance des marquis d'Aubeterre et d'Ossun, M. Bourguet montre avec quelle ténacité Choiseul essaya d'entraîner l'Espagne, au nom des intérêts communs aux deux monarchies et au nom de l'intérêt supérieur de la maison de Bourbon, dans la lutte contre l'Angleterre; comment il secoua d'abord la nonchalance impuissante de Ferdinand VI, comment il transforma ensuite en vigoureuses résolutions les velléités hésitantes de Charles III, comment il triompha des résistances plus ou moins avouées des reines et des ministres, comment il fit passer l'Espagne de l'idée d'une médiation à celle d'une alliance défensive, puis à celle d'un pacte dynastique. Le défaut de ce très intéressant ouvrage, c'est le défaut commun à tout livre construit avec une seule série de pièces² : on a le sentiment de ne voir qu'un seul côté de la vérité. La comparaison de ces sources avec les sources espagnoles nous donnerait sans doute le secret des tergiversations, de la mollesse au moins apparente de Charles III, roi plus prodigue de mots que d'actes, et dont les décisions finales se produisent, en somme, trop tard. Cette comparaison laisserait-elle intacte l'admiration un peu naïve que M. Bourguet éprouve pour Choiseul, pour la profondeur de sa politique, sa perspicacité, sa « connaissance du cœur humain » ? A l'heure où elle triompha, l'on ne voit pas que la politique purement dynastique de Choiseul ait été pour la France, ni d'ailleurs pour l'Espagne, d'une bien grande utilité³.

On ne peut imaginer lecture plus écœurante, — et j'ajouterais plus ennuyeuse, — que celle des rapports des inspecteurs de police Meunier et Marais, complément du *Journal des Inspecteurs de M. de Sartine*, publié en 1863 par Lorédan Larchey et Mabille. La publication de M. Camille Piron⁴ va de 1759 à 1763. C'est un catalogue des filles entretenues, des proxénètes et des libertins de la capitale,

1. Plon, 1906, in-8°, iii-250 p. En appendice, le texte du « Pacte de famille ».

2. Ici le fonds *Espagne* des Affaires étrangères. La fréquentation des documents diplomatiques a fini par influencer sur le style de l'auteur. P. 84 : « Une faveur qui avait peut-être l'écueil de piquer la jalousie de M. Wall... »

3. Il est vrai que M. Bourguet, en donnant à son héros la gloire d'avoir conçu les idées directrices de cette politique, rejette sur d'autres, et en particulier sur Louis XV, la responsabilité des maladresses commises, des déterminations imprudemment hâtives. Mais il ne donne pas, il ne critique pas les textes sur lesquels on pourrait asseoir une telle opinion. — P. 96, pour « souverain espagnol », tire : « souverain espagnol ».

4. *Paris sous Louis XV. Rapports des inspecteurs de police au roi. Mercure de France*, 1905, in-18, 389 p. Index.

un monotone défilé de petits soupers, de bonnes fortunes et de maladies honteuses. C'est bien, si l'on veut, *Paris sous Louis XV*, mais Paris vu à travers les lunettes d'un policier. Le principal intérêt de ces malproprietés, le plus souvent écrites en style de greffier, c'est de nous renseigner une fois de plus sur la psychologie du triste souverain qui faisait son régal de cette insipide lecture.

Il fait meilleure figure de roi dans les quarante et un volumes que le duc de Croÿ avait rédigés sur les événements de sa vie et qui sont à la bibliothèque de l'Institut. Ce sont des extraits seulement de cette énorme collection que publient MM. de Grouchy et Paul Cortin¹, extraits relatifs à Paris et à Versailles. Ils en ont exclu le récit des campagnes de l'auteur, de ses commandements, de ses voyages, de ses séjours à Condé-sur-Escaut². C'est « la mise au net, disent les éditeurs, de notes prises quotidiennement ou à peu près, et qui constituent un vrai journal ». Ils auraient dû ajouter que ce n'est un journal qu'à partir de 1737, et que la partie antérieure à cette date n'a pas été écrite avant 1747; tout le texte a d'ailleurs été remanié par endroits à diverses reprises, mais ces remaniements ne lui enlèvent pas son caractère de témoignage direct.

Assez médiocre est l'intérêt que présentent les mémoires de cet ambitieux toujours avide et souvent déçu. Cordon, Ordre, « honneurs », pairie, grandesse, survivances, régiments, gouvernements pour lui ou pour son fils, chasses à Versailles, « soupers » et « cabinets », tels sont, chez ce Saint-Simon auquel le génie a manqué, les événements capitaux du siècle; ce qu'il voit de plus clair dans l'attentat de Damiens, c'est que cet épisode l'envoie en mission en Artois et lui permet de faire payer aux États de la province les affronts qu'ils lui ont autrefois infligés³. Choiseul sera un homme médiocre ou un grand ministre selon qu'il aura ou non accordé au duc de Croÿ quelque faveur. Les années comprises entre 1748 et 1774 seront heureuses ou néfastes suivant qu'elles lui auront apporté des titres nouveaux ou d'amers déboires. Voilà de quoi sont pleins les deux volumes publiés avec beaucoup de soin⁴ par MM. de Grouchy et

1. *Journal inédit du duc de Croÿ (1718-1784)* [la publication s'arrête actuellement à 1771], publié d'après le manuscrit autographe... Flammarion, 1906, in-8°, 2 vol., LXIV-528 et 527 p. Le second volume commence à 1762. 4 grav. La Société de l'Histoire de France va entreprendre la publication des parties militaires et techniques de ces mêmes *Mémoires*.

2. Sauf deux exceptions : l'enquête faite par de Croÿ à Arras sur Damiens, son voyage à Calais pour y recevoir le roi de Danemark.

3. P. 373 : « Je ne suis pas fâché de me trouver couvert dans ces États où l'on m'avoit fait des chiffonnages jadis. »

4. Parfois ils auraient pu corriger plus hardiment d'évidents lapsus.

Cottin : ajoutez-y cependant la peinture d'une vie de famille, saine et tendre, qui tranche sur l'immoralité de la cour; une dévotion qui ne déteste point de s'étaler quelque peu, mais qui n'en permet pas moins à de Croÿ de faire très assidûment sa cour à la grande distributrice des grâces, à M^{me} de Pompadour; enfin, des expériences de physique où se complait le désœuvrement d'un grand seigneur qui se croit un grand savant. Ajoutez-y encore des anecdotes, un portrait assez bien venu de Fleury, des impressions, en somme assez favorables, sur la marquise, un éloge de l'abbé Terray, un récit du mariage du Dauphin, de l'exil du Parlement, etc.

Pour les mémoires de M. de Valfons, que le duc de Broglie, Taine, M. de Nolhac avaient déjà utilisés, nous pouvons aujourd'hui les lire grâce à MM. DE VALFONS et Georges MAURIN¹. Ils ont été rédigés à des dates diverses, mais le plus souvent à une date voisine des événements², par un homme qui a joué un rôle militaire des plus honorables, qui a vécu dans l'intimité de Maurice de Saxe, qui a connu de près d'Argenson, qui a pris part à la retraite de Prague, aux batailles de Fontenoy et de Raucoux, et surtout à celle de Lawfeld, qui a combattu en Prusse au temps de Rosbach, qui n'est pas dépourvu de jugement et, en ce qui concerne du moins les questions militaires, d'une réelle indépendance d'esprit.

M. Maurice BOUTRY réunit en un aimable et solide volume³ ses études, préparées aux Archives du quai d'Orsay, sur les préliminaires du mariage de Marie-Antoinette, sur l'ambassade à Vienne de cet échevelé de Louis de Rohan, sur le voyage en France du « comte de Falkenstein ». La Dauphine, puis la jeune reine, paraît ici tout à son avantage, très désireuse de remplir ses devoirs, véritablement à plaindre de se trouver, sans appui sérieux, au milieu de cette cour frivole et souvent hostile. « Chaque jour froissée dans sa sensibilité et sa délicatesse », c'est l'ennui, le vide du cœur, le besoin de s'étourdir qui de la charmante archiduchesse feront peu à peu sortir « l'Autrichienne ». Ce livre, comme le dit joliment M. de Nolhac dans sa préface, « est de ceux que les femmes liront avec plaisir, et dont les amis des recherches sérieuses n'ont point à se défier ».

1. *Mémoires sur le XVIII^e siècle. Souvenirs du marquis de Valfons, vicomte de Sebourg...*, 1710-1786. Émile-Paul, s. d., in-8°, xxxi-468 p., portrait.

2. M. Maurin aurait dû le dire dans sa préface. Le titre de roi donné (p. 41) à Frédéric, prince royal, trahit la rédaction postérieure de ce passage. Le récit de Lawfeld, par contre, a été écrit avant la nomination de Valfons comme brigadier, soit avant le 26 novembre 1748. Le passage sur la disgrâce de d'Argenson est postérieur à la mort de celui-ci.

3. *Autour de Marie-Antoinette*. Émile-Paul, s. d., in-8°, vii-415 p. Index. Un ravissant portrait en héliogravure de Marie-Antoinette jeune en Vestale.

C'est encore de Marie-Antoinette, et plus encore de M^{me} Élisabeth, qu'il est question dans *les Dernières années du marquis et de la marquise de Bombelles d'après des documents inédits* par le comte FLEURY¹. Mais l'intérêt est assez mince de cette paraphrase du *Journal* de Bombelles, où sont relatés les moindres événements de cour et aussi les moindres intrigues de cette famille quémandeuse de places. M. Fleury suit les Bombelles dans l'émigration. On ne saurait trouver type plus parfait d'émigrés; ce n'est pas à eux qu'il faudrait demander de se réjouir des victoires françaises! Bombelles mourut évêque d'Amiens, et l'un de ses fils, — si parfaitement émigré qu'il émigra de nouveau après 1830, — eut cette singulière fortune de succéder à Napoléon (et à Neipperg) dans le cœur de Marie-Louise.

Les historiens ont généralement été sévères pour la réforme judiciaire tentée, — *in extremis*, — par le gouvernement de Louis XVI en 1788 : ils se sont fait l'écho des colères parlementaires. M. MARION², qui ne témoigne point aux anciennes cours souveraines une tendresse excessive, montre que les édits élaborés par Lamoignon, s'ils avaient été moins maladroitement présentés et défendus, auraient opéré une révolution utile et légitime. Il affirme aussi que ces édits n'ont pas amené « une immédiate et universelle explosion d'indignation nationale », mais seulement une agitation des corps intéressés et de leurs satellites et parasites, tout au plus une agitation des provinces les plus attachées à leurs Parlements : Béarn, Provence, Dauphiné, Bretagne; il faut ajouter Bourgogne³. Inversement, les grands-bailliages n'attirèrent pas sur eux, tant qu'on l'a dit, le mépris populaire. On peut trouver que M. Marion atténue à l'excès l'importance des scènes qui préludèrent à la Révolution⁴ et qui expliquent en partie le rôle de la basoche dans les élections de 1789; on ne lui en saura pas moins gré de cette nouvelle et solide étude sur le monde parlementaire.

La section historique de l'état-major commence la publication de brèves notices sur « l'organisation et la tactique des trois armes ». MM. Ed. DESBRIÈRE et Maurice SAUTAI se sont chargés, dans un pre-

1. Émile-Paul, 1906, in-8°, 390 p. Index qui sert également au volume intitulé : *Angélique de Mackau, marquise de Bombelles*. 1905, 1 portr. en héliogr. — L'orthographe des noms de lieux est souvent fantaisiste.

2. *Le Garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788*. Hachette, 1905, in-8°, 269 p. En appendice, le Tableau des grands-bailliages.

3. Quoiqu'elle ne soit pas nommée dans la préface, mais voy. p. 148 et suiv., d'après la correspondance de l'avocat Cortot.

4. Lorsque la foule se soulève en faveur des Parlements, c'est toujours, pour M. Marion, la « populace ». — M. Marion a relevé dans plusieurs cahiers de bailliages et de paroisses des vœux en faveur des grands-bailliages.

mier fascicule, d'exposer l'histoire de la *Cavalerie de 1740 à 1789*¹. Ce n'est qu'un résumé, mais un résumé clair et plein, un cadre pour des études futures. On y voit les défauts de la cavalerie du temps de Louis XV : discordance entre l'unité administrative et l'unité tactique, goût de la parade et du formalisme, insuffisance de la préparation à la guerre. On y assiste aux efforts réformateurs de Choiseul, de Melfort, de Guibert, de Saint-Germain, et aux revanches de la routine. « Avant la Révolution, les voix les plus autorisées avaient prédit à quels revers la cavalerie française était vouée le jour où elle se trouverait en présence d'un véritable adversaire. » C'est seulement après avoir été « régénérée par le souffle de l'esprit nouveau » qu'elle verra s'ouvrir « la période glorieuse des victoires révolutionnaires ».

M. Émile HAUMANT a écrit pour la *Bibliothèque d'histoire illustrée* un ouvrage de vulgarisation sur la *Russie au XVIII^e siècle*². Après une étude sur « l'eupéanisation de la Russie », il passe en revue le gouvernement, la nation et les effets produits sur les diverses classes par la réforme de Pierre I^{er}, la littérature et les idées. On trouvera ici à peu près tout ce qu'il est essentiel à un homme simplement cultivé de savoir sur le monde moscovite durant l'avant-dernier siècle. On regrettera seulement que cet exposé manque de relief, surtout dans le chapitre sur la littérature, où le ton est trop celui d'un manuel. L'on s'étonnera de n'y pas rencontrer le nom de Diderot³. Ce chapitre est un fragment d'une histoire littéraire de la Russie, non d'une histoire des idées en Russie.

H. HAUSER.

(Sera continué.)

PUBLICATIONS DIVERSES. — La librairie Bloud et Barral, dans sa collection de traités intitulés *Science et Religion*, à côté d'écrits empreints de partialité confessionnelle, publie d'excellentes petites brochures, d'un esprit strictement scientifique. M. L. BRÉHIER, qui y a fait paraître le volume excellent sur les *Origines du Crucifix*, sur les *Basiliques*, sur l'*Architecture romaine, byzantine et gothique* et sur la *Querelle des images*, nous donne avec M. DESDEVISES DU DÉZERT un opuscule sur le *Travail historique*,

1. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1906, in-8°, 131 p. Plan de la bataille de Rosbach.

2. Henry May (s. d.), in-8°, 286 p. Bibliographie sommaire des ouvrages en français. — L'auteur s'arrête avant la Révolution française.

3. Il est rapidement question de l'influence française dans le chapitre de « l'eupéanisation », mais il me semble qu'on pouvait tirer parti du *Plan d'une université russe*.

où les principes essentiels de la critique historique et de l'art d'écrire l'histoire, ainsi que les grandes lignes du développement de la science historique, sont exposés avec une précision remarquable et avec le sens le plus juste de la complexité des questions. On lira avec plaisir, dans la même collection, la brochure de M. G. KURTH, *Qu'est-ce que le moyen âge?* Il se donne une peine touchante, ingénieuse et inutile pour prouver, d'une part, que le monde moderne a ses origines au moyen âge, ce dont personne ne doute, et, d'autre part, ce qui est absolument faux, que le moyen âge ne fait qu'un avec l'époque moderne et n'est pas une période intermédiaire entre l'antiquité et la Renaissance. Ce qui a une importance réelle dans le petit livre de M. Kurth, c'est ce qu'il nous apprend sur la manière dont s'est formée l'expression *moyen âge*, qui a d'abord été appliquée à la période linguistique latine du *v^e* au *viii^e* siècle qualifiée de *media*, en opposition à l'*infima latinitas*. Ce n'est qu'au *xvii^e* siècle que l'expression *Medium Aevum* a été appliquée à ce que nous appelons moyen âge, mais ce n'est qu'au *xix^e* siècle qu'elle est entrée dans l'usage courant.

M. Salomon REINACH a étudié, dans un article de la *Revue de l'Université de Bruxelles* (juin 1906), qui a été tiré à part, la *Légende de Gilles de Rais*, et il a osé émettre des doutes sur la culpabilité de celui qui est resté depuis des siècles le type de la perversité bestiale à laquelle le désordre d'une époque d'anarchie, l'enivrement de la richesse, la force brutale et les pratiques de la sorcellerie pouvaient conduire un seigneur féodal. Il est certain que les débuts de la vie de Gilles de Laval, l'éclat de ses services militaires depuis 1420 jusqu'au couronnement de Charles VII à Reims et au siège de Lagny, qui lui valurent l'estime de Jeanne d'Arc et le titre de maréchal de France, ainsi que les sentiments de vive piété qu'il manifesta au moment de son supplice forment un singulier contraste avec les débauches effroyables dont il fut accusé. M. Reinach voit en lui une victime du duc de Bretagne et de son chancelier l'évêque de Nantes, qui voulaient être sûrs de conserver les terres que le maréchal de Rais avait aliénées en leur faveur et que le Parlement de Paris voulait faire restituer. M. Reinach n'insiste pas sur la preuve morale qu'on pourrait tirer du contraste que je viens de signaler. Il sait qu'on peut avoir les plus brillantes qualités militaires, être intrépide et être en même temps un parfait scélérat. Il sait aussi que dans les siècles de foi les plus grands criminels firent les fins les plus édifiantes. La Brinvilliers étonna par sa piété tous ceux qui furent témoins de ses derniers moments. Mais M. S. Reinach a très bien démêlé toutes les obscurités et les invraisemblances du procès fait à Rais. Il avait mené une vie fastueuse et

d'une prodigalité désordonnée; il s'était lié à un alchimiste italien, Prelati, qui s'était livré avec lui à des pratiques de magie; mais Rais protesta énergiquement contre les atrocités, massacres d'enfants et débauches infâmes, qu'on lui prêtait. On commença par masquer sous de fausses accusations d'hérésie le procès criminel intenté à Rais. On ne trouva aucun témoin parmi les personnes marquantes de l'entourage même du maréchal; on alla chercher des témoins pris parmi des misérables faciles à corrompre et dont les dépositions semblent dictées d'avance et calquées les unes sur les autres. On n'observa pas les formes de la justice en ne tenant aucun compte de l'appel de Rais au roi et au Parlement, et, dès 1442, il s'en fallut de peu que le roi ne fit reviser le procès. Deux choses ont pesé sur la mémoire de Rais et ont convaincu la postérité de sa culpabilité: le fait que ses deux amis et confidents Gilles de Silli et Roger de Briquerville s'enfuirent dès que Rais eut été accusé, et la confession faite par Rais lui-même de ses crimes. Mais M. Reinach fait observer que Briquerville, non seulement obtint des lettres de rémission, mais resta l'ami de la fille de Rais et du mari de celle-ci, Prégent de Coëtivy, que Rais ne fit des aveux que lorsqu'on acheta ses aveux par une promesse d'indulgence, enfin que Rais ne se contenta pas de demander le secours de l'église pour le salut de son âme, mais donna rendez-vous à Prelati dans « la grande joie du Paradis ». Le plaidoyer de M. Reinach en faveur de ce monstre de perversité et de luxe sanguinaire est vraiment impressionnant, surtout quand on rapproche le procès de Rais d'autres procès du moyen âge où la fausseté des procédures et l'innocence des condamnés est aujourd'hui reconnue, ceux des Templiers, de Guichard de Troyes, de Jacques Cœur. Néanmoins, nous voudrions voir discuter par des médiévistes compétents, par M. Langlois ou M. Petit-Dutaillis, la thèse de M. Reinach. D'où vient que personne n'a élevé la voix en faveur de Rais, que sa femme se soit tue et se soit remariée un an après son supplice?

La destinée de Charles JARRIN est une curieuse illustration du tort que fait la centralisation parisienne aux forces intellectuelles de la France. Les hommes que leurs goûts ou les nécessités de leur carrière retiennent en province auront beau être des écrivains ou des savants de premier ordre, ils n'arriveront jamais à occuper dans l'opinion publique la place que leurs talents devraient leur assurer. On étonnera des Parisiens qui se croient lettrés en leur disant que le Montalbanais Pouvillon était un romancier de premier ordre et que Paul Stapfer, qui a passé sa vie dans les Universités de province, a composé les œuvres de critique littéraire les plus nourries

d'idées et les plus fortes de style qui aient été écrites depuis Sainte-Beuve et Schérer¹. Un professeur ou un écrivain médiocre qui vit à Paris a dix fois plus de chance d'arriver à la célébrité qu'un homme supérieur qui vit en province. Charles Jarrin, le bibliothécaire de Bourg, l'historien de la Bresse et du Bugey, en est un exemple. Combien de gens se doutent qu'il était un écrivain original et délicat, en vers et en prose, et un savant d'une érudition sûre et d'une critique acérée? Il est vrai que Jarrin se renfermait volontairement dans sa coquille provinciale. Il publiait à 200 exemplaires pour des amis les travaux excellents qu'il donnait aux *Annales de la Société d'émulation de l'Ain*, si bien que peu de bibliothèques possèdent ses ouvrages. Pourtant, les quatre volumes sur *la Bresse et le Bugey*, le volume sur *Bourg et Bellay pendant la Révolution* sont au nombre de nos meilleurs livres d'histoire provinciale; sa monographie de Brou est l'œuvre d'un artiste en même temps que d'un archéologue et toutes ses monographies si nombreuses ont une réelle valeur. MM. Buche et Perroud, qui ont été l'un et l'autre des amis de Jarrin, ont voulu faire revivre l'homme et l'écrivain. M. Buche a publié sur lui une étude en 1900, M. Perroud nous en promet une autre qui accompagnera un recueil de vers; en attendant, ils publient ensemble des *Pages choisies de Ch. Jarrin* (Toulouse, Privat; Bourg, Pouchaux), qui donnent une idée très fidèle de son talent d'historien, en même temps qu'elles forment une sorte de galerie historique de la Bresse et du Bugey depuis les temps de la pierre polie jusqu'à nos jours. Si cette publication pouvait inspirer aux amis de notre histoire provinciale l'idée de rééditer les deux principaux ouvrages de Jarrin, elle aurait rendu un vrai service. Ces extraits méritent d'être lus et prendront place, nous l'espérons, dans toutes nos bibliothèques scolaires. Ils forment un livre d'éducation civique, et nous voudrions que par lui le modeste savant de Bourg, si ardemment dévoué à sa petite comme à sa grande patrie, continuât à agir sur les enfants de sa province et aussi hors de sa province.

Nous avons d'autres volumes de fragments et d'essais historiques à signaler. En voici un d'un jeune historien qui aurait ambitionné de pouvoir vivre, comme Jarrin, dans une province dont il aurait ressuscité l'histoire et que les nécessités de la vie ont condamné à ne donner à la science que les moments arrachés au dur labeur quotidien de la presse. C'est le volume des *Figures du temps passé* (Alcan) de M. Maurice DUMOULIN, l'initiateur ingénieux de ces précieuses

1. M. Stapfer vient de donner une nouvelle édition, augmentée, de ses belles *Études sur Gœthe* (Colin).

enquêtes sur l'histoire provinciale qui paraissent dans la *Revue de synthèse historique*. M. Dumoulin est à la fois un esprit critique et un psychologue. Il a une érudition très sûre et qui se plaît aux curiosités de l'histoire; et il met très finement cette érudition au service d'analyses psychologiques qui, chez les historiens peu précis ou trop imaginatifs, sont décevantes et arbitraires. Et pourtant, à quoi bon étudier l'histoire, si ce n'est pour connaître et comprendre les hommes et les peuples? Presque toutes les études qui composent ce volume ont ce double caractère de précision érudite et de fine psychologie. C'est ce qui fait l'intérêt des chapitres sur le caractère de Louis XV, sur celui de Marie-Antoinette, sur Napoléon, sur l'éducation de Napoléon III et du comte de Chambord, sur Paul I^{er} et Alexandre I^{er}, etc. Mais les deux morceaux les plus remarquables du volume sont, avec quelques pages très fortes sur la foule révolutionnaire, une étude sur M^{me} Roland où M. Dumoulin montre en elle l'épouse et la mère à côté de la femme politique, et un exposé excellent des services rendus par les « livres de raisons » à la connaissance des mœurs et de la société de l'ancien régime.

M. Frédéric Masson, en même temps qu'il continue son grand ouvrage sur *Napoléon et sa famille*, a réuni, sous le titre de *Jadis* (Ollendorf, 1905 et 1906), deux séries d'études très piquantes et dont quelques-unes ont une assez grande portée historique. Dans la première série on trouvera, entre autres, une étude considérable et bien conduite sur le déisme pendant la Révolution, quelques pages intéressantes, mais très contestables, sur ce que la fondation de l'Empire avait d'inéluctable, quelques pages aussi, d'une réelle importance, sur les raisons qui obligèrent Napoléon à vendre la Louisiane aux États-Unis, une très bonne étude sur Alexandre Berthier et deux chapitres très curieux sur l'argent à la cour de Napoléon et sur Napoléon et les banquiers. On lira avec un intérêt particulier dans la seconde série l'article sur Napoléon et les femmes, où M. Masson analyse avec sagacité les opinions, — assez méprisantes, — de Napoléon sur les femmes, et où il nous semble dépasser de beaucoup la juste mesure en attribuant la chute de l'Empire à ses faiblesses pour Marie-Louise, Élisabeth et Caroline; un article intitulé « Partie carrée », sur les questions de préséance à la cour de Murat, à Naples, en 1812; enfin et surtout les deux articles sur Marie-Louise à Blois (2-9 avril 1814) et sur les hésitations de Marie-Louise (avril 1814), où M. Masson maintient contre les assertions de M. Fournier, dans la *Deutsche Rundschau* (septembre 1902) et dans la *Revue historique* (mai 1903), que Marie-Louise a un instant voulu rejoindre Napoléon à Fontainebleau et ne l'a abandonné que sous la pression

de Schouvalow, qui était l'agent d'une intrigue combinée des souverains alliés et d'un parti français qui voulait la tenir éloignée de son époux. M. Masson reconnaît lui-même qu'un certain doute plane sur cette question; mais les nombreux témoignages qu'il accumule lui paraissent rendre insoutenable la thèse de M. Fournier qui croit que Marie-Louise a spontanément décidé de rejoindre son père, sans que celui-ci y fût pour rien¹.

L'infatigable travailleur qu'est M. AULARD, tout en continuant son immense *Recueil des Actes du Comité de Salut public*, dont le dix-septième volume a paru en 1906, et en donnant une nouvelle édition refondue de son grand ouvrage sur les *Orateurs de la Révolution*, qui est en réalité une série d'études biographiques et psychologiques sur les principaux révolutionnaires, réunit en volumes des essais d'histoire révolutionnaire et quelques-unes de ses leçons de la Sorbonne. La 3^e série de ces *Études et leçons sur la Révolution française* (Alcan), à côté d'un très bon chapitre sur l'état des esprits à Paris pendant la réaction thermidorienne et de notes sur le Concordat, comprend une étude considérable sur les origines de la séparation de l'Église et de l'État sous l'Assemblée constituante, l'Assemblée législative et la Convention². M. Aulard y montre comment la Constituante finit, après bien des hésitations, par établir la liberté des cultes, tout en organisant une Église catholique constitutionnelle qui était une église d'État, comment, dès 1792, un abbé de Moy demanda catégoriquement à l'Assemblée législative la séparation des Églises et de l'État, comment enfin la séparation fut la conséquence naturelle des persécutions de la Terreur et des essais de cultes révolutionnaires. Un excellent article de M. Mathiez, paru en janvier 1907 dans la *Revue politique et parlementaire*, sur *l'Exercice du culte sous la première séparation (1793-1802)*, forme le complé-

1. M. Masson a émis dans sa préface l'idée bizarre, et qui ferait douter de la sûreté de son sens critique, que la *Revue historique* a publié en mai 1903 l'article de M. Fournier pour influencer sur l'élection académique du 18 juin, où M. Masson était candidat. La *Revue historique* a trouvé intéressant de faire connaître les textes apportés par M. Fournier sur ce petit problème historique. Elle n'a pas pensé qu'une discussion de textes de cette nature pût nuire en rien à la réputation de M. Masson ni surtout à sa candidature académique.

2. Le volume est terminé par deux chapitres relatifs à Danton. M. Aulard montre combien il est difficile de connaître le texte vrai des discours de Danton. La comparaison du discours du 21 janvier 1793 dans le *Moniteur* et dans le *Logotachygraphe* est de nature à rendre suspects les deux textes. M. Aulard relève quelques détails très précieux sur la biographie de Danton dans une brochure publiée en 1815 par l'avocat royaliste Lavaux, qui avait été collègue de Danton comme avocat aux Conseils du roi et plus tard défenseur auprès du tribunal révolutionnaire.

ment naturel de l'étude de M. Aulard. On y voit comment le culte catholique s'organisa, avec l'approbation de Pie VI, par son bref *Pastoralis sollicitudo* du 5 juillet 1796, dans des conditions qui rappellent beaucoup celles que la loi de séparation de 1905 avait tâché de faire accepter par l'Église, avec cette différence que cette dernière loi donnait aux catholiques et à la hiérarchie ecclésiastique une série de privilèges que le régime conventionnel et directorial ne leur donnait pas.

M. Ch.-V. LANGLOIS a fait paraître une nouvelle série de *Questions d'histoire et d'enseignement* (Hachette). La plus grande partie du volume est consacrée à des études pédagogiques de la plus haute valeur, entre autres un tableau de l'éducation aux États-Unis qui, bien que présenté comme des notes de voyage, est un travail solide et approfondi. Deux essais historiques ouvrent le volume. Le premier, et le meilleur, est une conférence sur *la Tradition de la France*. Après avoir établi que le seul élément primitif qui ait agi dans notre histoire est la tradition de Rome, M. Langlois montre que la France se constitue la première de toutes les nations européennes en un État organisé autour de la royauté capétienne et qu'elle doit à cette organisation une avance au point de vue de la civilisation et de la puissance politique. Mais elle n'a pu réaliser sous l'ancien régime les trois conditions qui eussent été nécessaires pour conserver cette avance : organiser une administration où les forces militaires et financières fussent toujours disponibles; s'assurer la frontière des Alpes et du Rhin; rendre possible par des colonies un développement progressif de son commerce. Néanmoins, elle est restée jusqu'au XIX^e siècle la nation civilisée par excellence, le *Sensorium commune* de l'Europe pensante. Depuis la Révolution, elle a perdu la primauté extérieure, mais elle a, après une série de tentatives infructueuses, créé un régime de liberté intérieure, et elle garde cette originalité d'être le pays où la pensée est la plus libre et la plus laïque, le pays dont la culture est la plus universelle, le pays médiateur par excellence. Cette espèce de philosophie de l'histoire de France, très prudente et d'une critique très avisée, a le tort de parler des principes de la Révolution sans dire ce qu'ils furent ni leur rapport avec l'histoire antérieure de la France. La conférence sur *Michelet* pourrait suggérer beaucoup plus d'observations critiques. Tout en rendant hommage à son génie d'écrivain, tout en reconnaissant que « personne n'a réussi mieux que lui à faire de l'histoire nationale un instrument d'éducation nationale » et que « l'histoire de France n'aurait pas tout à fait la même valeur, dans la conscience des Français, si Michelet n'avait pas écrit », M. Langlois

le juge avec une excessive sévérité, en ne voyant dans son œuvre que « le plus brillant miroir des défauts à éviter quand on écrit l'histoire ». M. Langlois nous paraît avoir commis l'erreur, en jugeant les œuvres de Michelet, de ne tenir aucun compte de la date où elles ont paru et de les apprécier au point de vue de la science d'aujourd'hui. Il ose dire, en parlant de l'*Histoire romaine*, qu'elle n'est qu'un précis où « il n'y a nul effort pour trouver du nouveau ». Or, c'est sa « nouveauté » qui a le plus frappé les contemporains, aussi bien Naudet ou Sainte-Beuve en France que Gans en Allemagne. Plus d'un l'a même trouvée trop hardie. De même, pour M. Langlois, les deux premiers volumes de l'*Histoire de France* ne sont qu'un « précis ». C'est bien mal apprécier cette philosophie de l'histoire de France en images. Tout y était nouveau à l'époque où elle fut écrite : la partie ethnographique, la partie géographique et les idées générales sur le rôle des Germains, sur le rôle de l'Église, sur les rapports de l'histoire féodale et de l'histoire de la monarchie. Au lieu de rapporter le détail complet des faits, Michelet a choisi les faits essentiels en négligeant les autres, les a racontés longuement en faisant des citations développées des sources contemporaines et en insistant sur leur signification. C'est le contraire d'un précis. M. Langlois croit aussi que la méthode de Michelet est la négation de celle qu'enseigne la critique contemporaine. Je n'ai pas le temps ici de traiter ce sujet ; mais la vérité est que Michelet a eu les idées les plus saines en fait de méthode. S'il a failli dans l'exécution, c'est qu'il a tenté d'exécuter trop vite et en embrassant un trop vaste domaine ce qui est pourtant le devoir même de l'historien : rendre la vie au passé par une synthèse de tous les éléments qui la composent, considérés non isolément, mais dans leur action réciproque et organique. Et, malgré toutes ses erreurs et ses défauts, il a suffisamment réussi dans sa tentative pour qu'on retrouve désormais chez tous nos historiens, chez Renan comme chez Fustel, chez Taine comme chez Quicherat, comme chez n'importe lequel de nos érudits ou de nos auteurs de manuels, quelque chose de sa manière de comprendre et de sentir l'histoire. M. Langlois nous représente Michelet un peu comme un divagateur. Il dit que, même à l'École normale, son enseignement était « discursif : nulle composition, rien d'objectif ». Or, à l'École normale, à côté des conversations de ses petites leçons, Michelet faisait les cours les plus méthodiques, et tous ses élèves sont unanimes à vanter son objectivité : il vivait dans l'époque qu'il racontait, et on n'aurait pu dire s'il était catholique ou libre-penseur, royaliste ou républicain.

On trouvera encore des morceaux importants pour l'histoire dans

le volume d'essais de M. V. GIRAUD : *Livres et questions d'aujourd'hui* (Hachette). M. Giraud nous intéresse à un double titre. Personne ne sait mieux que lui juger les œuvres littéraires dans leur rapport avec le milieu historique, comme le prouvent ses études sur Chateaubriand et sur Taine, comme il le montre encore dans les travaux sur Pascal, sur Bossuet et sur Sainte-Beuve que contient le présent volume, comme le montre aussi le sommaire si intéressant des cours sur la littérature française au XIX^e siècle qu'il a professés à Fribourg. De plus, M. Giraud est à la fois un esprit très libre et cependant très attaché aux conceptions traditionnelles catholiques. Nous voudrions pouvoir analyser et critiquer ses deux articles sur *les Deux Frances* de M. Seippel et sur l'anticléricalisme. Nous nous contentons de les signaler à ceux qui aiment à converser par la lecture avec un esprit élevé et ingénieux qui cherche honnêtement à concilier son indépendance de critique et de savant avec ses partis pris doctrinaux.

Nous devons nous borner à mentionner encore ici quelques livres de littérature qui sont de nature à intéresser spécialement les historiens. Dans la collection des *Grands écrivains français* (Hachette), M. BOSSERT a donné un *Calvin* où le rôle historique du réformateur et du théologien est jugé avec une haute impartialité et où l'importance littéraire de Calvin prosateur est indiquée avec précision. M. LANSON a fourni à la même collection un *Voltaire* qui est un petit chef-d'œuvre. Avec les études critiques si remarquables de M. Edme Champion sur Voltaire, le petit livre de M. Lanson remet l'œuvre et l'homme à leur vrai point. Nous recommandons particulièrement aux historiens les pages si remarquables de M. Lanson sur Voltaire historien. M. Lanson a fait admirablement sentir l'unité de l'œuvre de Voltaire, l'esprit qui l'anime, et indirectement réfuté M. Faguet, qui avait si spirituellement, mais si faussement, défini l'œuvre de Voltaire « un chaos d'idées claires ».

Le volume de M. BRUNETIÈRE sur *Honoré de Balzac* (C. Lévy), qui a été la dernière œuvre du laborieux critique, est aussi une des meilleures. Que M. Brunetière soit devenu Balzacien, comme il est devenu Comtien, par des motifs qui n'ont que peu de choses à voir avec la littérature et la philosophie, peu importe. Son Balzac, où il a envisagé le grand romancier avant tout comme un peintre de la société du XIX^e siècle, est une œuvre qui restera.

Les *Souvenirs de jeunesse* de SCHEURER-KESTNER (Fasquelle) sont

1. M. Lanson a heureusement corrigé ici le jugement si dur qu'il avait porté dans sa *Littérature française* sur l'*Essai sur les mœurs*.

un document précieux pour l'histoire du parti républicain sous le second Empire et pour l'histoire de la guerre de 1870 en province. Auguste Scheurer, qui était un des meilleurs élèves de Wurtz et un des chefs de la grande maison de produits chimiques fondée à Thann par Ch. Kestner, était en même temps un ardent républicain, mêlé à l'action des adversaires les plus intransigeants de l'Empire. On verra dans son livre le rôle que les patriotes alsaciens ont joué dans cette lutte. Les chapitres ix à xiv sont les plus importants du volume. On y trouvera des renseignements très précis sur les grèves de 1870 fomentées par le gouvernement, aidé du clergé, contre les industriels protestants qui combattaient l'Empire, et aussi sur le rôle déplorable joué pendant la guerre par les cléricaux d'Alsace avec, à leur tête, M. Keller, qui, plus tard, devait calomnier à l'Assemblée nationale ceux qui avaient dirigé en Alsace la défense du sol national.

M. TCHERNOFF, à qui l'on devait déjà un très bon livre sur l'histoire du parti républicain en France sous Louis-Philippe, a fourni un ensemble précieux de documents sur *les Associations et les sociétés secrètes sous la deuxième République* (Alcan), d'après les archives du ministère de la Justice. Pour la première fois, on peut apprécier dans toute son horreur le système de délation pratiqué sous la présidence de Louis-Napoléon par les autorités administratives et judiciaires, et l'infamie des commissions mixtes qui condamnaient sans hésiter à la déportation à Cayenne ou à Lambessa des hommes dont leurs jugements mêmes reconnaissaient la haute valeur morale et l'innocence.

Le volume que MM. E. BOURGEOIS et E. CLERMONT viennent de publier sur *Rome et Napoléon III* (Colin) jette une lumière décisive sur deux épisodes importants de l'histoire du second Empire : l'expédition de Rome de 1849 qui a préparé l'Empire en scellant l'alliance entre Louis-Napoléon, le clergé et l'armée, et les tentatives de triple alliance entre la France, l'Autriche et l'Italie, tentatives rendues vaines par le refus de Napoléon III d'abandonner Rome à l'Italie, et dont l'échec a entraîné la défaite de la France et la chute de la dynastie. M. Clermont, qui est l'auteur de la première partie du volume, a mis hors de doute que Ferdinand de Lesseps avait rendu possible, par ses négociations avec les triumvirs de Rome et avec l'Assemblée romaine, la solution pacifique de l'expédition dirigée par le général Oudinot, mais que le ministère où M. de Falloux exerçait une influence prépondérante et, d'autre part, le général Oudinot, entouré d'un conseil officieux formé du représentant du tzar à Rome, d'un général prussien, de l'abbé de Brimont et d'un Jésuite, le

P. Vaure, qui servait d'intermédiaire avec la cour de Gaète, ont voulu ouvrir les hostilités et écraser dans le sang la révolution romaine. M. Bourgeois, qui a traité la question de la triple alliance, a pu apporter la preuve absolue de ce que M. Sorel avait indiqué, dans son *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, à savoir que la question romaine avait été la cause directe de nos désastres. Les révélations faites depuis lors dans des livres et des articles de journaux et de revues par M. de Gramont, M. Nigra, M. de Vitzthum, le prince Napoléon avaient confirmé les indications de M. Sorel; mais ces documents dispersés n'avaient pas la même force que l'exposé complet de M. Bourgeois, qui a pu relier tous ces documents les uns aux autres, grâce à l'ensemble des correspondances de nos archives diplomatiques.

Gabriel MONOD.

Nous avons déjà plusieurs bonnes biographies de Bismarck. M. DENIS¹ n'a pas voulu en faire une de plus; mieux, il a voulu ne pas en faire une. Cela pour des raisons de méthode et de principe; une biographie est toujours une abstraction, et elle donne trop de place au héros; or, « les héros n'apparaissent et n'exercent d'action réelle que si les conditions générales les préparent et les soutiennent... Bismarck est inintelligible si on le sépare du milieu dans lequel il a grandi. Il ne pouvait naître que dans un pays tel que la Prusse... Supposons, d'ailleurs, que la France du XIX^e siècle eût produit un tempérament de cette complexion et un esprit de cette trempe; en quoi les événements en auraient-ils été modifiés? En rien. Personne ne l'eût compris, et il se fût étioilé, faute de trouver les sympathies et les complicités qui lui étaient indispensables » (p. II). Cette hypothèse déterministe posée, on comprend quel doit être le sens du livre : montrer quel mouvement intellectuel, économique, politique prépara, facilita l'œuvre de Bismarck, atténua ou supprima les résistances en Allemagne et au dehors. De là le développement accordé à l'histoire des années de réaction, à l'exposé des doctrines littéraires et scientifiques, à l'étude des œuvres d'art qui ont vu le jour entre 1850 et 1870. L'influence des circonstances économiques est aussi mise en lumière, moins complètement, il est vrai, et, à ce qu'il semble, d'après une enquête moins étendue et moins approfondie. C'est, on le voit, une façon de poser le problème encore nouvelle en grande partie et fertile en observations fort intéressantes : ainsi l'influence du mouvement économique après 1848 et

1. Ernest Denis, *la Formation de l'empire allemand (1852-1871)*. Paris, Colin, 1906, in-8°, VIII-528 p.

ses conséquences : développement de la bourgeoisie capitaliste et impopularité croissante de la *Kleinstaaterei*, qui, malgré le Zollverein, entrava les affaires commerciales (p. 226-227). Toutes les fois que M. Denis consacre à ces questions un chapitre ou un paragraphe spécial, l'exposé en est remarquablement clair, précis et concluant. L'impression est moins nette lorsque des vues de ce genre prennent place parmi le récit des événements politiques; si le lecteur a bien, comme l'a désiré M. Denis, la sensation de « la variété et de la complexité des phénomènes dont l'ensemble constitue l'existence nationale », il court risque, à certains moments, de ne garder le souvenir que de cette sensation même, et non des faits qui la provoquent, ni de l'ordre suivant lequel ces faits s'enchaînent. Pour reprendre la comparaison de M. Denis lui-même, l'atmosphère est réelle, elle manque un peu de transparence. Cela, du reste, peut tenir en partie à des raisons matérielles : longueur des chapitres, disposition typographique compacte, accentuée encore par l'absence de notes. Visiblement, le livre devait en comporter de nombreuses. M. Denis nous avertit lui-même (p. iv) qu'il les a supprimées *après coup* et de parti pris. Cela pour indiquer nettement combien sa conception de l'histoire « s'éloigne de l'histoire dite scientifique qui est aujourd'hui en faveur ». Cette question appellerait une discussion approfondie, déplacée ici; je ne vois, du reste, pas très bien quelle est cette « histoire scientifique » dont M. Denis tient à se séparer. Le fait est que son livre devait être éclairé par des notes, et que leur suppression nous enlève des clartés utiles; telle allusion devient obscure et tel jugement paraît surprenant, l'exemple et la preuve manquant désormais qui devaient expliquer l'une et justifier l'autre.

L'inconvénient ne serait pas sensible, ou digne d'être relevé, dans un livre moins rempli de vues nouvelles et d'explications originales des faits déjà connus. Mais justement elles abondent. Sur le rôle de Bismarck dans la guerre de Crimée, sur le caractère de Guillaume I^{er}, sur la valeur de Roon, de Moltke et de leurs auxiliaires, sur le pessimisme dans la philosophie allemande, sur l'affaire du Luxembourg, sur le voyage diplomatique de Thiers, sur les intentions de Bismarck relativement à la Lorraine, M. Denis pense autrement que la majorité; il est certainement venu à ces opinions après enquête approfondie, vérification de textes, discussion approfondie et perspicace; mais il sent bien que le lecteur hésitera devant son affirmation, demandera des précisions, des preuves; il est tenté d'en donner, il en donne par instants (p. 359, 474, 548). Mais il se reprend vite et s'immole de nouveau à son « parti pris ». C'est dommage.

Tout ce que les 500 pages de ce livre ont demandé de lectures

variées et de connaissances approfondies, ceux qui connaissent un peu la question, même de loin, s'en doutent; ce qu'elles ont demandé aussi de réflexion et de jugement, les éminentes qualités dont elles témoignent, ceux qui connaissent l'auteur le savent et ceux qui liront l'ouvrage le sentiront bien.

Le style a été l'objet d'un soin louable. Tout au plus, M. Denis, qui dit souvent des choses neuves, a-t-il par endroits quelques expressions qui le sont un peu trop¹, mais elles sont rares et ne font pas tort à l'ensemble. On remarquera d'excellents « portraits » dans le genre psychologique (Frédéric-Guillaume IV, Manteuffel, Schwarzenberg, Bismarck, Napoléon III, Beust, Benedetti, etc.). L'impression a été très soignée. Peu de fautes et insignifiantes².

R. GUYOT.

P.-S. — Nous croyons devoir défendre ici M. Denis contre un reproche que nous avons entendu adresser à son livre par des personnes mal disposées à l'égard de l'auteur. On s'est appuyé sur la sévérité de certains de ses jugements sur M. Thiers et sur la franchise un peu rude avec laquelle il a jugé la politique française ou même défendu ses adversaires contre des reproches injustes pour l'accuser de germanophilie et de tiédeur patriotique. Ceux qui se sont livrés à ces attaques ont montré que non seulement ils ne connaissaient pas le patriote plutôt exalté qu'est M. Denis, mais qu'ils n'avaient pas lu une ligne de ses livres sur l'histoire de Bohême, qui ont valu à M. Denis une véritable popularité dans les cercles tchèques. M. Denis est plutôt enclin à une sévérité excessive envers tout ce qui est allemand; quant à M. Thiers, ses jugements sur son rôle en 1870-71 sont moins durs, au fond, que ceux de M. Hanotaux.

G. MONOD.

1. P. 15 : *piller à blanc*; p. 44 : *agitation hannelonnante*; p. 166 : Napoléon III *aguiche* Nicolas I^{er}; p. 255 : *coterie libérateur*; p. 443 : Bismarck *se fichait bien* de la France, etc.

2. Lire, p. 57 : *Oberlandsgericht*; p. 110 : *glyptothèques*; p. 152 : *plus que jamais*; p. 159 : *fusil*; p. 201 : *igne*; p. 219 : *Thouvenel*; p. 246 : *Clausewitz*; p. 461 et 493 : Bismarck; p. 493 : *magnificence*.

PAYS-BAS.

(1902-juillet 1906.)

Le dernier bulletin historique relatif aux Pays-Bas, paru dans le tome LXXXI de la *Revue historique*¹, a consacré quelques mots aux conditions assez défavorables de l'enseignement de l'histoire aux Pays-Bas, spécialement de l'enseignement universitaire. Rien, malheureusement, n'est changé depuis lors. Bien qu'en conséquence des discussions qui eurent lieu à la Société d'histoire d'Utrecht sur les défauts de l'éducation scientifique des futurs historiens, une adresse demandant la réorganisation des études historiques dans les universités ait été envoyée au gouvernement², on est resté sourd à La Haye aux plaintes très fondées et aux propositions motivées des historiens. Un règlement convenable des études universitaires pour les étudiants en histoire fait donc encore défaut. Par contre, — contradiction curieuse, mais heureuse, — le gouvernement, qui s'obstine à montrer une indifférence ennuyée aux efforts faits pour améliorer l'éducation scientifique des historiens, a continué à donner des marques d'intérêt à l'étude de l'histoire nationale. Par arrêt du 26 mars 1902, une commission a été instituée pour diriger la publication de documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas. En 1904, cette commission a publié un programme très intéressant donnant un aperçu des lacunes nombreuses qu'il conviendrait de combler pour rendre possible l'étude de notre histoire d'après les sources³. En même temps, elle a cherché et trouvé des spécialistes qui se sont chargés des travaux requis pour commencer la réalisation de quelques parties du vaste programme. Sont en préparation : 1° une collection d'extraits d'auteurs, d'inscriptions et de monnaies qui élucidera l'époque romaine; 2° documents relatifs à l'organisation du gouvernement des provinces néerlandaises par les princes des maisons de Bourgogne et d'Autriche; 3° documents sur le commerce néerlandais du Levant; 4° lettres de Constantijn Huygens; 5° documents relatifs à l'histoire générale des Pays-Bas après 1795. Le secrétaire de la commission,

1. P. 142.

2. Voir *Bijdragen en Mededeelingen van het Hist. Gen. te Utrecht*, t. XXV (1904), p. XVIII, XLVIII.3. *Commissie van advies voor 's Rijks geschiedkundige publicatiën. Overzicht van de door bronnenpublicatie aan te vullen leemten der Nederlandsche geschiedkennis* (1904).

M. COLENBRANDER, a déjà publié le tome I de cette dernière série, dont sera fait mention ci-dessous. Cette même commission dirigera aussi à l'avenir les recherches dans les archives d'autres pays que le gouvernement voudra faire entreprendre. Depuis 1886, le gouvernement a fait examiner provisoirement les principaux dépôts d'autres pays; ces recherches, ayant pour but d'indiquer sommairement les collections qui intéressent l'histoire nationale, touchent à leur fin, maintenant qu'aux rapports de MM. Blok, Uhlenbeck, Brugmans, relatifs aux dépôts d'Allemagne, d'Autriche, de Russie, de Londres, de Paris, d'Italie, se sont ajoutés ceux de M. KERNKAMP sur les archives des pays scandinaves¹ et de M. BUSSEMAKER sur celles de la péninsule ibérique². Pour l'avenir, il faut profiter des indications acquises et faire des explorations plus profondes et plus spéciales d'après un plan bien tracé. Grâce à l'initiative de M. Blok, il a été fait un premier pas dans ce sens par l'envoi à Rome de M. Brom, qui y restera plusieurs années; c'est un premier succès, dont doivent se féliciter même ceux qui auraient préféré voir explorer d'abord d'autres dépôts, plus importants, selon eux, pour l'histoire générale des Pays-Bas, comme ceux de Londres et de Paris.

S. M. la reine a rendu un grand service aux historiens en nommant, en 1903, directeur des archives de la maison royale M. Krämer, professeur d'histoire à Utrecht. Il était temps que cette charge fût confiée à un homme expérimenté, décidé à faciliter les recherches historiques et à reprendre la publication des richesses inédites de ces archives. Dès maintenant, M. Krämer prépare, en collaboration avec M. Bussemaker, la suite (pour les années 1688-1795) des *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, dont deux séries (1552-1584, 1584-1688) ont été publiées par feu M. Groen van Prinsterer. D'autre part, aux Archives de l'État, MM. les archivistes continuent leur travail important d'organisation et de publication d'inventaires d'après des règles arrêtées il y a quelques années³; mais ils n'ont pu jusqu'ici obtenir du gouvernement l'institution de cours destinés à la formation des futurs archivistes. Outre des connaissances techniques, ils désirent une éducation historico-juridique dont les docteurs de ce pays, même historiens,

1. *Verslag van een onderzoek in Zweden, Noorwegen en Denemarken naar archivalia enz.* door Dr. G. W. Kernkamp (1903).

2. *Verslag van een voorloopig onderzoek te Lissabon, Sevilla, Madrid, Escorial, Simancas en Brussel naar archivalia enz.* door Dr. Th. Bussemaker (1905).

3. Muller, Feith et Fruin, *Handleiding voor het ordenen en beschrijven van archieven*. Il y a aussi une traduction allemande.

sont d'ordinaire aujourd'hui totalement dépourvus. En attendant un règlement convenable, quelque chose du moins a été fait pour mettre à même les futurs archivistes d'acquérir à l'université des connaissances qui leur sont nécessaires : M. Schoengen a été admis à Groningue comme « privaaf-docent » pour donner des cours de paléographie; à Utrecht, M. Oppermann a été chargé de l'enseignement de la paléographie, de la diplomatique et des autres sciences auxiliaires de l'histoire; de plus, à Utrecht, la chaire de droit ancien, vacante depuis plusieurs années, a été pourvue par la nomination de M. Rengers Hora Siccama, de sorte que ces universités, à côté de celle de Leyde, offrent désormais quelques ressources pour l'éducation des archivistes.

A côté de la commission pour la publication de documents historiques, instituée par le gouvernement, les sociétés particulières continuent leurs travaux, et c'est toujours à elles qu'on est redevable du plus grand nombre de documents publiés.

DOCUMENTS. — Dans les mémoires de la Société pour la publication des sources de l'ancien droit, M. MULLER, archiviste d'Utrecht, a édité, avec introductions et annotations excellentes, quatre documents qui, avec le traité juridique du chanoine Hugo Wustine (1342), qu'il avait publié en 1895, jettent une vive lumière sur l'organisation du chapitre cathédral d'Utrecht de l'an 1200 environ à 1586¹. Pour la même Société, M. FRUIN a continué et achevé l'édition des sources de l'ancien droit des petites villes de l'évêché d'Utrecht²; le même savant a publié le droit de Reimerswal³, ville zélandaise aujourd'hui disparue. On doit à M. BREEN⁴ la publication des sources de l'ancien droit d'Amsterdam et à M. HEERINGA⁵ la publication de celles de Schiedam, autre ville hollandaise. Dans les mémoires de la Société d'histoire d'Utrecht, M. Pynacker HORDIJK a donné une nouvelle et excellente édition du *Chronicon Willelmi procuratoris Egmondensis*, dont la deuxième partie, embrassant les années 1322-1332, intéresse aussi beaucoup l'Allemagne⁶. La publication des comptes de la ville de Deventer continue régulièrement; les fascicules I et II du tome VI contiennent les comptes de 1382-1385⁷.

1. *Riechtsbronnen van den Dom van Utrecht* (1903).

2. *De Middeleeuwsche rechtsbronnen der kleine steden van het Nedersticht van Utrecht* (1903).

3. *Het recht van Reimerswaal* (1905).

4. *Rechtsbronnen der Stad Amsterdam* (1902).

5. *Rechtsbronnen der Stad Schiedam* (1904).

6. *Willelmi capellani in Brederode, postea monachi et procuratoris Egmondensis* (1904).

7. *De Cameraars-rekeningen van Deventer* (1902, 1904).

Une chronique de Gueldre, écrite par un auteur anonyme vers la fin du xv^e siècle, a été publiée par M. Joosting¹. L'édition de quelques autres chroniques de Gueldre du xv^e et du xvi^e siècle a été donnée par M. van Doorninck², qui a, de plus, puisé aux archives de Düsseldorf des documents sur la taxation des pays de Gueldre³. En collaboration avec M. Molhuysen, il a publié une correspondance des ducs de Gueldre et de Juliers de 1389-1393, traitant en partie de choses politiques, en partie d'intérêts particuliers⁴. L'édition excellente des légendes de la Vierge, écrite aux Pays-Bas en langue vulgaire au moyen âge, par M. de Voors, est importante pour l'étude du culte de la sainte Vierge⁵. MM. Cramer et Piiper ont commencé une publication d'un haut intérêt pour l'histoire des premiers temps de la réforme; ils donnent des éditions nouvelles des imprimés du xvi^e siècle, devenus très rares et difficiles à étudier, émanés soit des partisans de la réforme, soit de leurs adversaires catholiques. Les trois tomes parus témoignent aussi bien de l'érudition que de la scrupuleuse exactitude des éditeurs⁶. M. Élias a rendu un service éminent à l'étude de l'histoire nationale en publiant les résultats de ses longues et sagaces recherches sur la régence d'Amsterdam⁷. Il a dressé les généalogies de tous les membres de cette régence pendant les années 1578-1795 et accompagné le tout de notes abondantes. Vu le rôle prépondérant joué par Amsterdam dans la République, tant au point de vue politique qu'au point de vue social, vu aussi l'influence de ses bourgmestres, de son commerce et de ses capitaux, ce livre est fondamental pour l'étude des origines et de l'histoire de l'oligarchie néerlandaise, des facteurs économiques et politiques qui ont influencé les actions de ses membres, des changements de leur fortune, de l'étendue de leur commerce et de l'importance de leurs capitaux en Europe. M. Nanninga Uitterdijk a édité une correspondance intéressante d'une maison de commerce néerlandaise établie à Lisbonne (1572-1594)⁸. La correspondance de Maria van

1. *Historia Gelriae auctore anonymo* (1902).

2. *Geldersche kronieken* (1904).

3. *Schatting van den lande van Gelre van het Overkwartier en van de Betuwe van 1369* (1903). *Schatting van den lande van Gelre over de Veluwe van het begin der XIV eeuw* (1905).

4. *Briefwisseling der hertogen van Gelre en van Gulik* (1904).

5. *Middelnederlandsche Marialegenden* (1903).

6. *Bibliotheca reformatoria neerlandica. Geschriften uit den tijd der Hervorming in de Nederlanden* (1904-1905).

7. *De Vroedschap van Amsterdam* (1903, 1905).

8. *Een Kamper handelshuis te Lissabon. Handelscorrespondentie, rekeningen en descheiden* (1904. *Werken der Vereeniging tot beoefening van Overijsselsch recht en geschiedenis*).

Reigersberch, l'épouse de Hugo Grotius, a été publiée par feu M. ROGGE¹. Les registres des États de Hollande ne contiennent que les résolutions; on n'y trouve aucune trace des délibérations. Cependant les membres des États notaient de temps en temps ce qui se passait dans l'assemblée, soit pour eux-mêmes, soit pour en faire rapport aux régences des villes. Les notes prises ainsi de 1674 à 1675 par les pensionnaires d'Amsterdam et de Dordrecht, Hop et Vivien, sont du plus haut intérêt, surtout pour l'année critique 1672. M. JAPIKSE en a donné une édition très soignée². M. Hofstede de Groot a recueilli les documents relatifs à Rembrandt³. Avec la publication du tome X, l'édition de la correspondance de Christiaan Huygens, d'une grande importance pour l'histoire du mouvement scientifique et de la vie sociale au XVII^e siècle, a été achevée⁴. La suite du journal, tenu au château de Batavia, a été publiée par M. VAN DER CHYS (1674-1675-1677) et par M. de HULLU (1644-1645, 1647-1648, 1657-1658)⁵. Le tome II des notes de M. van Hardenbroek sur les événements de la seconde moitié du XVIII^e siècle, publiées par M. KRAEMER, traite les années 1780 et 1781⁶. A M. COLENDER, secrétaire de la commission gouvernementale pour la publication de documents historiques inédits, est confiée l'édition de la série de documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas depuis 1795. Il a commencé sa tâche difficile en publiant un tome volumineux sur les années 1789-1795⁷, — introduction à la série projetée, — qui a suscité des critiques, visant moins le travail de l'éditeur, dont on reconnaît l'érudition et la compétence, que la méthode et les principes de la publication. Étant donnée la masse énorme des documents qu'on possède pour cette époque et l'impossibilité de les publier tous ou même pour la plupart et intégralement, il est inévitable que l'éditeur fasse un choix et que ses idées personnelles sur ce qui, par son intérêt historique, mérite une place dans la collection jouent un rôle important. Par conséquent, la valeur de la collection devient très

1. *Brieven van en aan Maria van Reigersberch* (1902).

2. *Notulen gehouden ter Statenvergadering van Holland (1671-1675) door Cornelis Hop, pensionaris van Amsterdam, en Nicolaas Vivien, pensionaris van Dordrecht* (1903. *Werken van het Hist. Gen. te Utrecht*).

3. *Quellenstudien zur Holländischen Kunstgeschichte, III. Die Urkunden über Rembrandt* (1906).

4. *Œuvres complètes de Christiaan Huygens, vol. I-X (1888-1905. Hollandsche Maatschappij van Wetenschappen)*.

5. *Dagh-Register gehouden in Casteel van Batavia enz.* (1902-1905).

6. *Gedenkschriften van Gijsbert Jan van Hardenbroek enz., II* (1903. *Werken van het Hist. Gen. te Utrecht*).

7. *Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland, 1789-1795* (1905).

relative; elle sera très grande pour l'éditeur lui-même, qui aura fait son choix d'après l'idée qu'il se sera formée de l'histoire à laquelle les documents se rapportent, mais souvent insuffisante pour d'autres érudits. On a reproché aussi à M. Colenbrander d'avoir mis dans ses notes des observations d'un caractère trop personnel. Sans doute, cette critique ne manque pas de fondement, et les inconvénients ne sont pas du tout imaginaires; cependant, il ne faut pas oublier que le mieux est l'ennemi du bien et que de semblables inconvénients sont jusqu'à un certain point inévitables. Voudrait-on pour cela renoncer à la publication d'une collection de documents sur l'histoire moderne? — Le petit-fils de M. G.-K. van Hogendorp, l'homme d'État éminent qui a joué un rôle important dans la fondation du royaume des Pays-Bas, a publié trois volumes de lettres et mémoires de son grand-père¹. On en possédait déjà quatre pour l'époque antérieure à 1813; les nouveaux volumes embrassent les années 1813-1834. La correspondance de H.-J. van de Graaff, publication un peu confuse de M. VAN DER KEMP, a beaucoup d'intérêt pour l'histoire des Indes orientales néerlandaises de 1816 à 1826². M. VAN DER HOEVEN a continué l'édition des discours parlementaires de M. Thorbecke, le chef du parti libéral après 1848; les tomes III et IV embrassent les années 1832-1857³.

LIVRES. — M. PETIT rend un grand service aux études historiques en donnant une nouvelle édition, révisée et augmentée, de son répertoire des articles parus dans les revues néerlandaises jusqu'en 1900⁴. C'est un instrument de travail indispensable pour quiconque s'occupe de l'histoire des Pays-Bas. — L'édition complète des études de feu M. FRUIN, éparses dans nombre de revues, est achevée; les dix forts volumes dont elle se compose traitent toutes les époques de l'histoire nationale⁵. M. BLOK a continué son histoire du peuple néerlandais, en même temps que les traductions en allemand et en anglais de cette œuvre importante se poursuivent; le tome VI expose l'histoire du XVIII^e siècle⁶. Pour quelques parties de cette époque se fait

1. *Gijsbert Karel van Hogendorp. Brieven en Gedenkschriften*, V-VII (1902-1903).

2. *Brieven van en aan Mr. H. J. van de Graaff enz.* (1902. *Bataviaasch Genootschap*, 2 dln.).

3. *De onuitgegeven parlementaire redevoeringen van Mr. J. J. Thorbecke*, III, IV (1903-1904).

4. *Repertorium der verhandelingen en bijdragen betreffende de geschiedenis des Vaderlands in tijdschriften en mengelwerken tot op 1900 verschenen* (en cours de publication).

5. Robert Fruin, *Verspreide Geschriften*, 10 dln. (1900-1905). Avec index.

6. *Geschiedenis van het Nederlandsche volk*, deel VI (1904). Le tome VII, qui traitera l'histoire de 1795-1839, est sous presse.

sentir le manque de monographies, indispensables pour une œuvre de synthèse comme celle-ci. De plus, M. Blok a publié une nouvelle édition d'une dizaine d'études d'une valeur inégale, éparses dans diverses revues¹. M. BLINK a voulu écrire une histoire des paysans et de l'agriculture aux Pays-Bas; quelque insuffisant que soit son livre, il sera cependant consulté avec fruit². Il en est un peu de même du volume de M. DIFEREE, à qui manque évidemment la préparation requise pour composer une histoire du commerce néerlandais digne de ce nom³. L'histoire du théâtre aux Pays-Bas de M. WÖRP est une œuvre solide, s'appuyant partout sur l'étude des sources⁴. M. MOLHUYSEN nous a donné une histoire de la bibliothèque de l'Université de Leyde⁵. L'étude de M. MEINSMA⁶ sur les bibliothèques des Pays-Bas au moyen âge est d'un vif intérêt. M. NYHOFF⁷ a commencé une publication importante sur l'art typographique dans les Pays-Bas de 1500 à 1540. Dans une étude très sagace, M. PIT⁸ a démontré l'existence d'une sculpture hollandaise au moyen âge. Une collection d'études relatives aux maisons de Nassau et d'Orange a été publiée sous la direction de MM. KRAMER, MOES et WAGNER⁹. L'œuvre de M. DE BONT¹⁰ sur l'abbaye d'Egmond est très médiocre. M. GOSSES a étudié, à l'aide des sources imprimées, les possessions des villes néerlandaises au moyen âge¹¹. L'aspect de la ville de Deventer, son administration, la vie de ses bourgeois au XIV^e siècle ont été décrits par MM. BUITENBUST HETTEMMA et TELTING¹². M^{lle} BAUDET a choisi pour sa thèse l'étude des repas, des aliments, de la cuisine de nos ancêtres au moyen âge¹³, et on ne peut que la féliciter des résultats auxquels elle est arrivée. M. BOELES a étudié l'assistance publique

1. *Verspreide studien* (1903).

2. *Geschiedenis van den Boerenstand en den Landbouw in Nederland*, 2 dln. (1902-1903).

3. *Geschiedenis van den Nederlandschen handel* (1905. En cours de publication).

4. *Geschiedenis van het drama en van het tooneel in Nederland*, I (1904. Le t. II est sous presse).

5. *Geschiedenis van de universiteits-bibliotheek te Leiden* (1905).

6. *Middeleeuwsche Bibliotheken* (1902).

7. *L'Art typographique dans les Pays-Bas (1500-1540)*. Reproduction en fac-similé des caractères typographiques, des marques d'imprimeurs, etc.; avec notices critiques et biographiques (1902). En cours de publication.

8. *La Sculpture hollandaise au Musée national d'Amsterdam* (1903).

9. *Je Maintiendrai. Bijzonderheden uit de geschiedenis van de Huizen Nassau en Oranje* (1905). Le tome II est sous presse.

10. *De regale abdij van Egmond* (1905).

11. *Stadsbezit in grond en water gedurende de Middeleeuwen* (1903).

12. *Een bezoek aan een Nederlandsche stad in de XIV eeuw* (1906).

13. *De maaltijd en de keuken in de middeleeuwen* (1904).

en Frise depuis le ^{xiv}^e siècle jusqu'à nos jours¹. La thèse très solide et très documentée de M. Bos est relative à l'histoire économique de la ville de Groningue au moyen âge, lorsqu'elle prétendait dominer et exploiter tout le plat pays de la province². Dans le débat interminable sur l'invention de l'imprimerie, des considérations nouvelles ont été présentées par M. ENSCHEDE, chef d'une grande et ancienne imprimerie de Haarlem, en faveur de Haarlem et de Koster; mais il ne réussit pas à expliquer suffisamment les dates historiques³. M. VAN GELDER a consacré une étude instructive à l'école latine de la ville d'Alkmaar, qui a eu ses années d'importance, surtout sous la direction de Murrnellius⁴. Pour l'histoire des Merchant-Adventurers, on consultera avec intérêt l'étude de M. TE LINTUM, qui a puisé surtout aux archives de Rotterdam⁵. Dans ses *Marnixiana anonyma*, feu VAN TOORENENBERGEN a discuté quelques points douteux relatifs à Marnix de St. Aldegonde⁶. Des recherches sur les sources où a puisé Carel van Mander, l'auteur d'un ouvrage, paru en 1604, sur la vie des peintres, sont dues à M. GREVE⁷. Moins connu que Maurice de Nassau, son neveu, Guillaume-Louis de Nassau, stadhouder de Frise, était supérieur par son intelligence et son caractère; M. WAGENAAR⁸ lui a consacré un livre, résultat de recherches patientes, qui contient beaucoup de matériaux pour une biographie. M. DE HULLU⁹ a étudié en détail la campagne de Maurice de Nassau en 1604. La publication sur l'histoire de la ville d'Amsterdam au ^{xvii}^e siècle, due à la collaboration de plusieurs érudits, est achevée¹⁰. M. Vos¹¹ a donné une description très remarquable de la vie religieuse des calvinistes à Amsterdam pendant le ^{xvi}^e et une partie du ^{xvii}^e siècle. Il est à regretter que l'auteur se soit laissé influencer par son orthodoxie rigoureuse. Bien que M. RAVESTEIN n'ait pas réussi dans sa tentative d'appliquer les théories matérialistes, ses études sur le développement de la ville d'Amsterdam pen-

1. *Armengoederen en armbesturen in Friesland van de XIV eeuw tot heden* (1902).

2. *Het Groningsche Gild- en Stapelrecht tot de reductie in 1594* (1904).

3. *Technisch onderzoek enz.* (1901). Laurens Jansz. Coster, *de uitvinder der boekdrukkunst* (1904).

4. *De geschiedenis der latynsche school te Alkmaar* (1905).

5. *De Merchant Adventurers in de Nederlanden* (1905).

6. *Marnixiana anonyma* (1903).

7. *De bronnen van Carel van Mander voor. « Het leven der doorluchtighe Nederlandtsche en Hooyduytsche schilders »* (Quellenstudien zur holl. Kunstgesch., II).

8. *Het leven van graaf Willem Lodewijk, een vader des vaderlands* (1904).

9. *De verovering van het land van Cadzand onder het beleid van prins Maurits van Oranje in 1601* (1904).

10. *Amsterdam in de XVII eeuw*, 3 dln (1897-1904).

11. *Amstels kerkelijk leven van de eerste zestig jaren der vrijheid* (1903).

dant le ^{xvi}^e siècle et le commencement du ^{xvii}^e offrent beaucoup d'intérêt¹. M. MARONIER a donné une biographie de Jacobus Arminius², le savant doux et paisible qui, malgré lui, causa les disputes religieuses qui troublèrent la République pendant la première partie du ^{xvii}^e siècle. Dans sa thèse, M. MOLSBERGEN a traité des relations politiques entre la France et les Provinces-Unies de 1648 à 1662, surtout d'après les documents des archives des Affaires étrangères à Paris³.

L'anniversaire trois fois séculaire de Rembrandt a donné lieu à beaucoup de publications, parmi lesquelles il faut signaler celle de M. VETH⁴. De nouvelles éditions augmentées des livres de M. Schotel sur la vie privée des Hollandais au ^{xvii}^e siècle ont été publiées par feu ROGGE⁵. M. DUKER continue sa biographie⁶ très bien documentée de Gisbertus Vœlius, professeur en théologie à Utrecht au ^{xvii}^e siècle, qui exerça une influence profonde. La vie et les œuvres de Balthazar Bekker, théologien éclairé, qui combattit vaillamment les superstitions au ^{xvii}^e siècle, ont été étudiées par M. KUTTEL⁷. M. HYLKEMA a donné le tome II de ses études sur les mouvements réformateurs pendant le dernier quart du ^{xvii}^e siècle⁸. Dans la thèse de M. KROMSIC⁹ a été traitée une matière semblable; son étude sur Schortinghuis décrit le conflit entre la piété individuelle et l'orthodoxie et l'indifférentisme. L'histoire de l'église calviniste dans la province de Groningue de M. WUMKES¹⁰ contient beaucoup de choses intéressantes sur les mœurs et les usages. L'étude de M. ALLARD¹¹ sur l'église de Saint-François-Xavier à Amsterdam a de l'intérêt pour l'histoire de l'église catholique et des Jésuites aux Pays-Bas. M. STEENBERGEN a tenté une mystification qui n'a eu pourtant qu'un succès éphémère. Il a publié des journaux¹², tenus, à son dire, par M. M. CALKOEN, qui contenaient beaucoup de particularités très intéressantes sur l'histoire d'un village des tourbières de la province de Drenthe,

1. *Onderzoekingen over de economische en sociale ontwikkeling van Amsterdam gedurende de XVI en het eerste kwart der XVII eeuw* (1906).

2. *Jacobus Arminius* (1905).

3. *Frankrijk en de Republiek der Vereenigde Nederlanden, 1648-1662* (1902).

4. *Rembrandt* (1906. En cours de publication).

5. *Het oud-Hollandsch huisgezin der XVII eeuw* (1904). *De openbare eeredienst der Nederl. Hervormde kerk in de XVI, XVII en XVIII eeuw* (1906).

6. *Gisbertus Vœlius*, 2^e deel, 1^{re} stuk. (1904).

7. *Balthazar Bekker, de bestrijder van het bijgeloof* (1906).

8. *Reformateurs*, 2^e stuk. (1902).

9. *Wilhelmus Schortinghuis* (1904).

10. *De Gereformeerde Kerk in de Onmelanden tusschen Eems en Lauwers, 1595-1796* (1904).

11. *De St. Franciscus Xaverius-kerk of de Krijtberg te Amsterdam*.

12. *Eene Drentsche veenkolonie in de laatste helft der XVII eeuw. Het journaal van A. en P. Calkoen* (1902).

sur la vie des habitants au xvii^e siècle, etc. A l'aide des documents des archives de la province et d'une critique sagace, M. JOOSTING¹, archiviste de Drenthe, a démasqué le mystificateur, qui pourtant avait montré beaucoup de savoir-faire.

Les tomes IX et X du Catalogue de la riche collection de pamphlets qui se trouve à la Bibliothèque royale de La Haye, publiés, comme les tomes précédents, par M. KUTTEL, vont de 1714 à 1775 et de 1776 à 1793². Le livre consacré par M. WESTRAAT³ à l'histoire de la province de Gueldre pendant les temps troublés qu'on appelle le « temps des Patriotes » (dernier quart du xviii^e siècle) est très bien documenté et d'une grande importance pour l'intelligence de la lutte des partis. L'histoire intérieure de la République pendant les années 1787-1793 a été bien élucidée par les études dont on est redevable à M. VAN DER MEULEN⁴. M^{lle} ÉLIAS a fait des recherches sur les historiographes de la République batave. L'histoire de notre pays pendant la réunion à l'empire de Napoléon a été étudiée par M^{lle} NABER⁵. M. Gysberti HODENPIJL a recueilli tout ce qu'il a pu trouver sur le voyage de Napoléon aux Pays-Bas en 1814⁶; son volume est d'un intérêt assez médiocre. M. le colonel SABRON a exposé les opérations autour de Gorinchem, place forte importante, en 1813-14⁷. L'esquisse du développement économique des Pays-Bas au xix^e siècle par M^{me} Roland HOLST⁸, quoiqu'elle dénote çà et là un manque fâcheux de critique, offre des parties remarquables. M^{lle} MARIUS⁹ a écrit une histoire très appréciée de la peinture néerlandaise au xix^e siècle. La vie de Thorbecke avant 1830 a été décrite par M. FREDERICQ¹⁰. La commémoration de l'indépendance de la Belgique a donné lieu à études assez nombreuses sur les événements de 1830 à 1834 et sur leurs causes, surtout chez nos voisins; pourtant il y a à signaler aussi quelques livres néerlandais. L'étude de M. COLENBRANDER¹¹ est mal composée; une première partie, d'une forme attrayante et d'un style vigoureux, contient des considérations intéressantes sur les différences qui, dès le moyen âge, séparent les habitants du nord et ceux

1. *De Clapper der Calkens* (1902).

2. *Catalogus van de Pamflettenverzameling, berustende in de Koninklijke Bibliotheek* (1902, 1905).

3. *Gelderland in den Patriottentijd* (1903).

4. *Studies over het ministerie van Van de Spiegel* (1905).

5. *Geschiedenis van Nederland tijdens de inlijving bij Frankrijk* (1905).

6. *Napoleon in Holland* (1904).

7. *De vesting Gorinchem van November 1813 tot Maart 1814* (1902).

8. *Kapitaal en arbeid* (1902).

9. *De Hollandsche schilderkunst in de XIX eeuw* (1903).

10. *Thorbecke vóór 1830*.

11. *De Belgische omwenteling* (1905).

du sud des Pays-Bas. Le sujet même, l'histoire de la révolution belge, n'est, malheureusement, traité que d'une manière insuffisante. Un peu décousu aussi est le livre volumineux consacré par M. DEY BEER PORTUGAEL à la campagne de 1831¹, dite « la campagne de dix jours », contre les Belges révoltés; cependant on y trouve beaucoup de détails intéressants, tirés de documents inédits, tant sur la conférence de Londres que sur la campagne. M. VAN DER KEMP a étudié les événements de 1830 aux pays de Liège et de Limbourg², où son grand-père, le général Dibbets, sut maintenir énergiquement l'autorité royale. Une étude fort remarquable sur l'homme d'État Van Hall est due à feu M. GLEICHMAN³. M. VAN WELDEREN RENGERS a revu et augmenté son ouvrage très apprécié sur l'histoire parlementaire des Pays-Bas depuis 1849⁴. Très importante et bien documentée est l'histoire du rétablissement de la hiérarchie catholique aux Pays-Bas, dont on est redevable au P. ALBERS⁵. Son livre est d'ailleurs d'un grand intérêt même pour l'histoire politique. Les esquisses politiques de M. DE BEAUFORT⁶ et les souvenirs et les discours de M. VAN HOUTEN⁷, tous deux anciens ministres et membres influents du parti libéral, présentent quelque intérêt pour l'histoire politique contemporaine. M. SMISJAERT⁸ a publié une collection importante d'études et de matériaux relatifs à l'histoire de l'industrie textile en Twente. M. HUDIG a étudié le développement des conditions des classes ouvrières aux Pays-Bas de 1866 à 1878⁹. M. VAN DEN BERG a publié un recueil de ses études intéressantes, parues dans diverses revues, sur l'histoire de la Compagnie des Indes orientales¹⁰. L'histoire de la culture du thé aux Indes orientales au profit du gouvernement néerlandais a été exposée par feu M. VAN DER CHYS¹¹. L'histoire détaillée de la guerre dite de Java¹², de 1825-30, a été continuée; le tome III est dû à M. LOUW, le tome IV à M. DE KLERCK.

Th. BUSSEMAKER.

1. *De tiendaagsche veldtocht* (1906).
2. *De Belgische omwenteling in Luik en Limburg tot aan het vertrek van Venlo in November 1830* (1904).
3. *Van Hall als minister* (1904).
4. *Parlementaire geschiedenis van Nederland sedert 1849*, 2^e éd. (1905).
5. *Geschiedenis van het herstel der Hierarchie in Nederland*, 2 dl. (1903, 1904).
6. *Staatkundige opstellen* (1904).
7. *Vijfentwintig jaar in de Kamer* (1903). En cours de publication.
8. *Bijdragen tot de geschiedenis der ontwikkeling van de Twentsche katoen-nijverheid* (1906).
9. *De vakbeweging in Nederland, 1866-1878* (1903).
10. *Uit de dagen der Compagnie* (1904).
11. *Geschiedenis van de Gouvernementsheercultuur* (1904).
12. *De Java-oorlog van 1825-1830* (1904, 1906).

ANGLETERRE.

DOCUMENTS. — Les publications entreprises par le P. Record Office sous l'active direction de Sir Maxwell LYTE nous parviennent avec une ponctualité remarquable. On sait que l'ancienne Commission des archives (celle qui fut supprimée en 1836) avait commencé la publication intégrale de trois des plus anciennes séries des rôles sur lesquels, à partir du roi Jean, furent transcrits les actes royaux : les « chartes », les lettres patentes et les lettres closes. L'administration actuelle, ayant fait commencer le travail des Inventaires (*Calendars*) avec le règne d'Édouard I^{er}, avait décidé de publier le texte même des lettres patentes et closes au point où l'avait laissé Sir Thomas D. Hardy. Ont paru en effet deux volumes des Lettres patentes¹ et deux volumes des Lettres closes² de Henri III. Édités avec soin, munis de bonnes tables, ces volumes sont une acquisition précieuse pour les érudits. Récemment, on s'est avisé que, la rédaction de ces actes devenant de plus en plus prolixe, il valait mieux se contenter d'en publier des analyses complètes, dépouillées de la phraséologie un peu encombrante de la chancellerie anglaise. Aussi le tome III des Lettres patentes n'est-il plus qu'un *Calendar*. Ce procédé permettra sans doute d'économiser un ou deux volumes, mais quelle déception et quelle perte pour l'historien ! Si bien faites que soient ces analyses, elles ne remplaceront jamais à leurs yeux le texte même des documents. On leur avait fait espérer la publication intégrale des lettres patentes de Henri III ; on ne leur donne plus qu'un répertoire³. Les lettres closes vont-elles subir le même sort ?

Pour les règnes qui suivent celui de Henri III, le travail avance rapidement : l'Inventaire des lettres patentes pour Édouard I^{er} et pour Édouard II est maintenant terminé. Pour Édouard III, le tome VIII, paru en 1905⁴, nous mène jusqu'à l'année 1350 ; pour Richard II, le tome V (1905)⁵ s'arrête en 1396 ; pour Henri IV, les

1. *Patents rolls. Henry III.* T. I, 1216-1225 (1901) ; t. II, 1225-1232 (1903).

2. *Close rolls. Henry III.* T. I, 1227-1231 (1902) ; t. II, 1231-1234 (1905).

3. *Calendar of the patent rolls preserved in the P. R. O. Henry III*, 1232-1247 (1905). On fait remarquer que, pour cette période, la série des lettres patentes offre une lacune : les rôles des années 1239 et 1240 sont en déficit depuis 1381. D'autre part, deux des rôles analysés dans le présent volume, classés autrefois parmi les « Vascon rolls », ont été publiés par Fr. Michel au tome I des *Rôles gascons*. — Le principal auteur du volume et de l'index est M. J. G. Black.

4. Préparé par R. F. Isaacson.

5. Préparé par G. J. Morris.

deux volumes parus vont jusqu'en 1405¹. Il n'y a rien encore pour Henri V. Le règne de Henri VI a été entamé par les deux bouts. Un volume comprend les années de début, 1422-1429; à partir de 1460, survient Édouard IV, pour lequel le travail est terminé; trois volumes nous conduisent jusqu'à la mort de Richard III (1485). A mesure qu'on avance dans le temps, les lettres patentes deviennent d'ailleurs plus verbeuses et moins intéressantes pour l'histoire générale.

Pour les lettres closes, le travail est moins avancé; seul le règne d'Édouard II est fini; il manque encore un volume pour Édouard I^{er}; neuf volumes pour Édouard III² vont jusqu'en 1354.

Enfin, pour la série des « chartes », deux volumes d'inventaire ont paru³. On sait que cette série, qui commence en 1499, s'est continuée jusqu'en 1516⁴ et qu'elle contient surtout des concessions accordées par le roi à des particuliers ou à des collectivités (villes, monastères, etc.). Ces chartes, rédigées dans les formes les plus solennelles, sont attestées par de nombreux témoins dont les noms, au XII^e et au XIII^e siècle, servent à établir la liste des membres du Conseil royal. On a jugé, non sans raison, que l'énumération de ces *testes*, répétée à la fin de chaque pièce, surchargerait inutilement l'analyse; on a donc réservé ces noms pour un travail d'ensemble, qui sera publié plus tard et qui se rattachera à l'itinéraire projeté des rois d'Angleterre. Certaines de ces chartes ne sont que des « *inspeximus* » et confirmations d'actes plus anciens; tous les actes antérieurs à Henri III qu'on retrouve ainsi dans les « Charter rolls » ont été publiés *in extenso*.

A ces trois grandes séries, les plus connues, les plus souvent utilisées, s'en ajoutent d'autres. Ainsi la série (factice) des actes originaux qu'on a retrouvés dans différents fonds d'archives, où ils avaient figuré dans des dossiers aujourd'hui disloqués ou détruits. Cinq volumes d'inventaire de ces *Ancient deeds* ont paru; le tome V consiste en pièces provenant de la « Trésorerie de la Recette » de l'Échiquier, autrefois à Westminster⁵. Un autre fonds, également factice, est celui des Enquêtes après décès, si intéressantes pour l'histoire des familles et de la propriété aristocratique. Ici encore, on a pris

1. *Calendar... pat. rolls*. T. II, 1401-1405 (1905). Préparé par R. C. Fowler.

2. *Calendar... close rolls*. Edward III. T. IX, 1349-1354 (1906). Préparé par A. B. Hinds.

3. *Calendar of the Charter rolls preserved in the P. R. O.* T. I, 1226-1257 (1903). T. II, 1257-1300 (1906). Préparés par R. D. Trimmer et C. G. Crump.

4. Après la huitième année de Henri VIII, les « chartes » ont été transcrites sur les rôles des lettres patentes. La dernière est celle qui crée Charles (le futur Charles I^{er}) prince de Galles, 1620.

5. *A descriptive Catalogue of ancient deeds in the P. R. O.* T. V (1906). Ce volume contient les n^{os} 10427-13672 de la série A.

l'inventaire par les deux bouts : on a commencé par le règne de Henri VII ; maintenant on nous donne ceux de Henri III et d'Édouard I^{er}. Sous Henri III, la procédure à suivre dans le cas de transfert de la propriété féodale n'est pas encore déterminée ; le bref ordonnant une enquête après le décès d'un feudataire (« writ » de *Diem clausit extremum*) apparaît pour la première fois seulement en 1255, et, d'autre part, le rôle de l'agent chargé d'opérer le séquestre (provisoire ou définitif) des biens laissés par le défunt, l'*escaetor*, n'est pas encore bien défini. Sur ces points, d'ailleurs, la préface du volume sur Henri III donne toutes les indications désirables. Non moins intéressante pour la connaissance de la société féodale est la question des « aides » que le suzerain (ici le roi) pouvait réclamer de ses vassaux dans certains cas déterminés. Les enquêtes concernant ces contributions obligatoires ont été transcrites sur de nombreux rôles, désignés d'ordinaire sous le nom de « Subsidy rolls ». On en a entrepris la publication². Trois volumes ont déjà paru.

Le tome VII des Lettres relatives à la Grande-Bretagne qui sont transcrites sur les registres pontificaux du Vatican se rapporte aux années 1417-1431³.

Pour l'époque moderne, dans les différentes séries des *Calendars of state papers*, je rappellerai seulement pour mémoire que la série des documents sur l'histoire intérieure, de 1547 à 1660, est terminée. Pour Charles II, on est parvenu, avec le tome XV, à l'année 1673⁴ ; pour Guillaume et Marie, avec le tome V, à l'année 1695 ; pour Georges III, avec quatre volumes, à l'année 1775. Quant aux finances, trois séries ont été ouvertes, pour les *Treasury books*, les *Treasury papers* et les *Treasury books and papers*. Le tome XV de la série coloniale se rapporte à l'Amérique et aux Indes occidentales, 1696-1697. Pour les affaires étrangères, le règne de Henri VIII est très avancé⁵ ; ceux d'Édouard VI et de Marie sont terminés. Quant

1. *Calendar of Inquisitions post mortem and other analogous documents preserved in the P. R. O.* Tome I, *Henry III* (1904) ; tome II, *Edward I* (1906). Cf. *Rev. hist.*, t. LXXXVI, p. 445. Préparés par J. E. S. Sharp et A. E. Stamp.

2. *Inquisitions and assessments relating to feudal aids, 1284-1431*. Ces enquêtes sont distribuées par comtés. Le t. I (Bedford-Devon) a paru en 1899 ; le t. II (Dorset-Huntingdon) en 1900 ; le t. III (Kent-Norfolk) en 1904. Ce dernier a été préparé par J. V. Lyle et A. E. Stamp.

3. *Calendar of entries in the Papal registers relating to great Britain and Ireland*. T. VII (1906). Préparé par J. A. Twemlow.

4. *Calendar of state papers. Domestic*. T. XV (1904). Préparé par F. H. Blackburne Daniell.

5. *Letters and papers, foreign and domestic. Henry VIII*. T. XX, 1^{re} partie, de janvier à avril 1545 (1905).

à celui d'Élisabeth, le travail a été repris après une longue interruption¹. Le dépouillement des papiers relatifs aux rapports de l'Angleterre avec l'Espagne qui se trouvent à Simancas est poussé jusqu'en 1546 pour le règne de Henri VIII²; le major HUME a terminé ce travail pour celui d'Élisabeth. Le tome XI des papiers trouvés à Venise et dans les bibliothèques de l'Italie du Nord va de 1607 à 1610³; on y trouve beaucoup de détails sur les finances du roi Jacques I^{er}, sur les négociations en vue du mariage de ses enfants, Henri et Élisabeth, sur des actes de piraterie en Méditerranée, etc. Les rapports avec l'Écosse sont terminés en deux volumes, auxquels il faut joindre les publications entreprises par les Écossais. Avec l'Irlande, l'inventaire est terminé pour les règnes de Jacques I^{er} et de Charles I^{er} (1603-1647); mais avant et après ces dates il reste encore à faire. Deux volumes donnés par M. E. G. ATKINSON se rapportent à l'administration de Lord Mountjoy (nommé le 4^{er} mars 1600) et à l'interminable et fastidieuse lutte contre Tyrone⁴. Deux autres, publiés par M. Robert Pentland MAHAFFY, présentent un plus vif intérêt. Le premier se rapporte à l'histoire générale d'Irlande de 1647 à 1660⁵. Le second, qui a été publié presque en même temps⁶, le complète en un point particulier. On sait que l'Irlande se souleva au mois d'octobre 1644 et que l'insurrection ne put être considérée comme réprimée qu'en avril 1652. Pendant les premières années, le gouvernement anglais alimenta ses troupes au moyen de souscriptions volontaires et par la promesse faite aux souscripteurs de les récompenser au moyen de terres confisquées sur les rebelles. Les souscriptions affluèrent en 1642, 1643, 1647 et les réclamations pour le partage des terres en 1653 et 1654. Ce sont les documents relatifs à cette vaste opération financière que M. Mahaffy analyse dans ce volume. Dans une fort instructive préface, il énumère les actes d'administration publique qui réglementèrent

1. *Calendar of state papers. Foreign. Elizabeth.* T. XIV, 1579-1580 (1904).

2. *Calendar of letters, despatches and State Papers. Spanish.* T. VIII, 1545-1546 (1904).

3. *Calendar of letters and State papers. Venice.* T. XI, 1607-1610 (1904).

4. *Calendar of State papers relating to Ireland.* T. IX, mars-octobre 1600 (1903); t. X, du 1^{er} nov. 1600 au 31 juillet 1601 (1905).

5. *Calendar... Ireland, 1647-1660* (1903). C'est un des volumes les plus singulièrement construits que l'on puisse voir : vient d'abord l'inventaire des papiers relatifs à l'Irlande en 1648, puis des additions au règne de Charles I^{er}, qui vont de 1616 à 1649, des additions aux « papiers sans date », l'inventaire des années 1649-1660; des additions aux années 1625-1646; enfin de nouvelles additions fournies par des documents récemment découverts et qui appartiennent à la série *Domestic*!

6. *Calendar... Ireland. Adventurers for land, 1642-1659* (1903).

la spoliation du peuple vaincu. Il montre finalement que la plus grande partie des lots furent acquis par des spéculateurs anglais et plus particulièrement londoniens. En dehors des fonctionnaires et des soldats, fort peu de gens s'aventurèrent dans le pays. Les uns et les autres sont désignés par le terme général d'*Adventurers*; mais cette « aventure » contribua bien faiblement à l'établissement de l'autorité anglaise dans l'« île-sœur ». C'est sous la Restauration et à la faveur de l'ordre rétabli que l'œuvre de Cromwell commença de se consolider. Le volume consacré par M. Mahaffy aux débuts de Charles II¹ nous montre le contre-coup de la Restauration en Irlande, les difficultés soulevées par les serviteurs faméliques de la cause royale pendant l'interrègne, par l'Église établie et par les Papistes.

Ce rapide exposé suffit à caractériser la féconde activité déployée par le P. Record Office.

L'inventaire des registres de la cité de Londres connus sous le titre de *Letter books* progresse régulièrement. M. Reginald R. SHARPE a donné en 1904 les registres cotés F G H, qui se rapportent à la première période de la guerre de Cent ans². Ils présentent moins d'intérêt que les précédents pour les rapports avec les possessions anglaises en France.

Passons maintenant aux publications entreprises par quelques-unes des Sociétés savantes de Londres.

Deux nouveaux volumes publiés par les soins de la « Pipe roll Society » contiennent le texte du grand rôle de l'Échiquier pour les années 22 et 23 d'Henri II (1175-1177)³. Chacun d'eux est précédé d'une brève préface où M. Round indique les plus notables particularités qui s'y rencontrent. D'une façon générale on y peut noter quelles charges le soulèvement féodal de 1173-1174 fit peser sur le pays, avec quelle rigueur le roi continua de ruiner les châteaux des seigneurs rebelles et, d'autre part, les dépenses considérables ordonnées par le roi, soit pour ses constructions, soit même pour ses vêtements et ceux de ses proches.

Laissant de côté pour le moment les plus récents volumes publiés pour la « Camden Society », qui ne parviennent à la Bibliothèque nationale qu'après de longs retards, j'indiquerai les dernières publications de la « R. historical Society ». Ce sont d'abord les Procès

1. *Calendar... Ireland, febr. 1600-end of 1662* (1905).

2. *Calendar of letter books ... at the Guildhall*. Letter book F, circa 1337-1352 (1904); letter book G, circa 1352-1374 (1905); letter book H (1906).

3. *The Great Roll of the Pipe for the twenty second year of the reign of King Henry II, 1175-1176*. Londres, Spottiswoode, 1904, xxvii-268 p.; *The great Roll of the Pipe for the twenty third year... 1176-1177*. xxvii-260 p.

politiques du temps d'Édouard I^{er}. On sait que ce roi resta trois ans consécutifs en France (1286-1289) pour régler sur place les affaires de Guyenne¹. Ses fonctionnaires d'Angleterre profitèrent de cette longue absence pour commettre des abus que les chroniqueurs du temps ont dénoncés avec indignation. Un des premiers soins d'Édouard I^{er} après son retour dans son royaume fut de nommer une commission d'enquête chargée de recueillir les plaintes des malheureux et de faire prompt justice. Les procès-verbaux de cette enquête ont été consignés sur deux rôles de parchemin qui ont été retrouvés au Record Office et dont les morceaux les plus intéressants viennent d'être publiés². Ces documents permettent de contrôler les assertions des chroniqueurs. Ceux-ci s'expriment en termes très vagues ; à les en croire, les plus grands crimes auraient été commis. Les pièces des procès disent quelle est la nature, la gravité des faits. Ce sont surtout des actes de prévarication ou de violence commis par les juges, les shérifs et sous-shérifs. Bien que le mal ait été fort exagéré, les plaintes étaient légitimes et le roi n'hésita pas à sévir. De fortes amendes frappèrent les coupables ; quelques-uns furent emprisonnés ; un d'eux, Thomas de Weyland, chef-juge des Plaids communs, dut s'exiler. Le volume comprend, outre un choix des principaux documents, l'inventaire, dressé par ordre alphabétique du nom des accusés, des procès dont les actes ont été transcrits sur l'un et l'autre des deux rôles qui nous sont parvenus. Ces rôles sont incomplets et en assez mauvais état ; ils sont loin de satisfaire notre curiosité. Les résultats qu'on peut en tirer pour l'histoire administrative et sociale d'Édouard I^{er} ont été mis parfaitement en lumière par M. Tout. Il a publié en outre (appendice I) une curieuse satire en prose latine, composée de centons de la Bible, sur cette cause célèbre. L'ensemble constitue une contribution fort utile à l'histoire d'un des souverains anglais qui ont le mieux aimé et pratiqué la justice.

Les autres publications de la Société se rapportent au xvi^e siècle. Miss Maud SELLERN a publié les Actes de la Compagnie de commerce avec l'Orient d'après les archives de la guilde des marchands aventuriers d'York³. Le volume de M. Roland G. USHER se rapporte au mouvement presbytérien en Angleterre sous Élisabeth. Ce mouvement ne nous était guère connu jusqu'à présent que par ses adversaires ; le plus notable de ceux-ci fut Richard Bancroft, qui,

1. Je ne puis ici que renvoyer à l'introduction au t. III des *Rôles gascons*.

2. *State trials of the reign of Edward the first, 1289-1293* ; edited by T. F. Tout and Hilda Johnstone. Londres, 1906 (vol. IX de la 3^e série), xlv-262 p.

3. *Acts and ordinances of the Eastland Company*, 1906.

après avoir été secrétaire, puis chapelain, de l'archevêque de Cantorbéry, Whitgift (1592), devint évêque de Londres (1597) et archevêque de Cantorbéry à son tour (1604-1610). Bancroft fut chargé des enquêtes ordonnées quand les membres de la secte furent arrêtés (1590); il suivit de près le procès qui leur fut intenté devant la Chambre étoilée (1592). Il était donc fort bien renseigné quand il entreprit de raconter l'histoire de la secte¹; son livre ne rencontra pas de contradicteurs et il a servi de base à tous les récits postérieurs. Mais quelle est la valeur de ce témoignage unique et venant d'un adversaire? M. Usher a eu la bonne fortune de découvrir et il publie² le Registre original d'une de ces communautés presbytériennes qui s'organisèrent en Angleterre entre 1570 et 1590, celle de Dedham (Essex). Les fondateurs de la secte (Travers, Cartwright) se proposaient de réorganiser l'Eglise sur un plan nouveau: les ministres de douze paroisses devaient former une classe ou congrégation, chargée de régler toutes les affaires intéressant les paroisses; les délégués de vingt-quatre de ces classes auraient ensuite formé un synode provincial et les délégués de ces synodes le concile national. Un certain nombre de classes furent organisées, grâce en partie à l'appui de quelques seigneurs laïques qui pouvaient disposer d'un grand nombre de bénéfices ecclésiastiques; mais les évêques et le gouvernement virent de très mauvais œil ces congrégations qui échappaient au contrôle officiel. Les poursuites qu'ils ordonnèrent en 1590-1592 eurent un plein effet: les classes disparurent entièrement en Angleterre. L'idée passa en Amérique: le « Congrégationalisme » de la Nouvelle-Angleterre procède directement des « classes » prosrites dans la mère-patrie. M. Usher a réédité les passages du livre de Bancroft, où l'histoire de la secte est racontée; à la suite, il a donné le texte du *Minute book* de Dedham et, à la fin, plusieurs lettres relatives au mouvement, en particulier à la part qu'y prit Cartwright. Une excellente bibliographie accompagne ces documents intéressants et bien mis en lumière.

Pour la « Selden Society », M. F. W. MAITLAND a donné le tome III des *Year-books* d'Édouard II³. Il comprend la plus grande partie de

1. Dans son livre intitulé *Dangerous positions and proceedings published and practiced within this island of Brytaine under pretence of Reformation and for the presbyteriall discipline*, 1593.

2. *The presbyterian movement in the reign of Queen Elizabeth as illustrated by the Minute book of the Dedham classis, 1582-1589*. Royal historical Society, 1905, 1j-105 pages.

3. *Year-books of Edward II*. Vol. III: *Edward II, 1309-1310* (Selden Society). Londres, Quaritch, 1905, xciv et 202 p. doubles, plus des tables de concordance et des indices.

la 3^e année (1309-1310). Dans l'introduction à chaque volume de cette série, le savant éditeur traite une question particulière qui importe à l'intelligence de ces documents : dans le tome I, il nous a donné la grammaire de la langue spéciale dans laquelle ils sont écrits; dans le tome II, il recherche à quelle époque on a commencé de rédiger ces *Annaires* de jurisprudence et montre qu'il en exista certainement avant le plus ancien qui soit parvenu jusqu'à nous (1292); dans le tome III, il expose son opinion sur l'origine même des *Annaires*. Ce ne sont, au début, que des notes d'audience prises par de jeunes étudiants en droit, par ceux mêmes qui étaient en train de fonder les « *Inns of court* ». Si, pour une même année, il existe plusieurs manuscrits (et pour les tomes II et III M. Maitland n'en a pas utilisé moins de treize), chacun sera différent des autres; et il arrivera que tel procès soit résumé dans le même volume de plusieurs manières différentes. Ce sont donc des compilations privées, dont la valeur dépend de l'intelligence et du soin de chaque compilateur. Mais ces procès se retrouvent souvent aussi consignés sur les rôles des cours de justice. M. Maitland en donne une analyse détaillée et les compare avec le texte des *Annaires*. Cette comparaison des *Records* avec les *Reports* prouve qu'en somme le témoignage de ces derniers est considérable; ils ajoutent même nombre de détails que les clercs des cours royales ne croyaient pas utile de mentionner sur leurs rôles. A tous égards, la publication de ces *Annaires* est du plus haut intérêt pour la connaissance du droit et de la procédure pratiqués devant les tribunaux suprêmes de la couronne; combien cet intérêt est-il augmenté par les traductions qu'a données M. Maitland et par ses substantielles introductions!

La publication des archives de Leicester se continue. La première série est terminée avec le tome III, publié par Miss Mary BATESON¹; ce volume embrasse tout le xvi^e siècle, depuis l'avènement de Henri VIII jusqu'à la mort d'Élisabeth. Un acte du Parlement de 1489 avait donné à la ville une organisation oligarchique en substituant à l'ancienne communauté des bourgeois un Conseil de quarante-huit membres non plus élus comme auparavant, mais choisis par le pouvoir exécutif, que composaient le maire et un conseil de vingt-quatre jurés ou « *combourgeois* » recrutés par voie de cooptation². A ces trois pouvoirs fut conféré le droit exclusif d'agir au nom de la population tout entière. Un siècle plus tard, en 1589, une charte royale

1. *Records of the borough of Leicester. Being a series of extracts from the archives of the Corporation of Leicester, 1509-1603.* Cambridge, at the University press, 1905, lxiv-511 p. Prix : 25 sh.

2. Vol. II, p. xlvij.

les constitua officiellement en corporation avec une compétence plus étendue¹. La transformation des institutions municipales de Leicester se répéta en mainte autre ville, et l'on peut sans témérité excessive généraliser les conclusions auxquelles conduit l'étude de ses principaux fonds d'archives. Miss Bateson a laissé à d'autres le soin de tirer ces conclusions; elle s'en tient à l'analyse des documents qu'elle publie. On ne peut d'ailleurs souhaiter un éditeur plus soigneux ni plus intelligent; la préface nous renseigne sur la vie intérieure d'une ville anglaise au temps de la Réforme, sur ses revenus et ses charges, sur la réglementation du commerce, sur l'assistance des pauvres, sur l'enseignement, sur la vie publique et privée des habitants. C'est un modèle d'exposé lucide et précis.

Dans le même temps, Miss Bateson a mené à bien un autre travail, beaucoup plus délicat et qui n'avait peut-être jamais été tenté sous cette forme; elle s'est proposé de rechercher dans les chartes municipales de l'Angleterre les articles relatifs à ce qu'on pourrait appeler le code civil, le code de procédure et même le code de commerce en vigueur au moyen âge. Ces articles, reproduits avec une fidélité scrupuleuse dans leur langue originale et ensuite traduits en anglais, ont été publiés, sans considération de date ni d'origine, dans l'ordre le mieux approprié à l'enseignement juridique; ils constituent un code de droit municipal qui ne doit rien aux jurisconsultes de profession, qui a sa source unique dans l'usage librement pratiqué durant plusieurs siècles². Placés dans un ordre logique, ces articles s'éclairaient les uns par les autres. Miss Bateson ne s'en est pas tenue là, elle a étendu ses points de comparaison en France, en Allemagne, en Italie même, et, par cette méthode, elle a fait jaillir plus de lumière, non seulement sur les institutions telles qu'elles fonctionnèrent du x^e au xvii^e siècle, mais encore, dans certains cas, sur leurs plus lointaines origines. Les introductions qu'elle a écrites pour chacun de ses deux volumes sont instructives au plus haut degré; les historiens et les juristes les liront avec le plus grand fruit. L'auteur a d'ailleurs eu la bonne fortune de pouvoir mettre à profit les conseils de M. Maitland, qui est comme le père spirituel et l'âme même de la « Selden Society ». Elle s'en félicite avec raison; mais, quelques corrections que d'autres yeux aient pu apporter à son travail, c'est elle qui a tracé son plan, si logique et si souple à la fois, qui l'a rempli de faits et d'idées et qui en a fait un instrument de travail admirable et fécond.

1. Vol. III, p. 1-xxv.

2. *Borough Customs* (Selden Society). Vol. I, 1904; vol. II, 1906. Londres, Quaritch, lxx-347 et clix-224 p.

Quant aux Sociétés savantes de province, je dois me résigner à être extrêmement incomplet.

J'ai plusieurs fois déjà parlé des registres des évêques d'Exeter, analysés par le Rév. F. C. HINGESTON-RANDOLPH¹. Celui de Thomas de Brantyngham vient d'être terminé. Une préface brève et substantielle résume la vie de ce prélat, qui fut en même temps un homme d'État, car il exerça les importantes fonctions de trésorier de l'Échiquier pendant près de quinze ans (juin 1369-février 1384); mais nous y apprenons que, si ses fonctions l'appelaient souvent et le retenaient longtemps à Londres, il ne négligea pas ses obligations pastorales. Son itinéraire² témoigne de son activité physique; son registre, de la conscience avec laquelle il régla les intérêts spirituels dont il avait la charge. L'épisode le plus curieux de son épiscopat fut la lutte qu'il soutint contre son métropolitain, William de Courtenay, pour lui interdire la visite de son diocèse, opposition qui fut d'ailleurs vite réprimée (1383-1384). Nous connaissons le détail de ce conflit par les procès-verbaux consignés sur les registres de l'archevêque de Cantorbéry, et dont on publie ici de copieux extraits pris par M. Baigent³. Le volume que nous annonçons aujourd'hui est le huitième d'une série qui nous mène de 1257 à 1419; M. Hingeston-Randolph espère pouvoir donner encore le registre d'Edmond de Lacy (1420-1455) et terminer ainsi la période médiévale. Souhaitons que l'auteur puisse en effet mener cet excellent travail à bonne fin; nous formons en même temps des vœux pour que la Société pour la publication des registres épiscopaux des deux provinces ecclésiastiques⁴ trouve beaucoup de collaborateurs aussi exacts et diligents.

M. Charles Lethbridge KINGSFORD, auteur d'une bonne biographie de Henri V qui a été signalée ici dans son temps, a retrouvé dans divers manuscrits une suite de chroniques rédigées à Londres et relatives essentiellement à l'histoire de cette ville. Ces manuscrits, au nombre de sept, sont tous du xv^e siècle, sauf un (Cotton, Vitellius A xvi) qui se compose de rédactions successives se terminant en 1440, 1446, 1503 et 1509. Ces chroniques notent au début de chaque année le nom du maire et des deux shérifs de la ville, en même temps que l'an du règne du souverain; elles ont donc un caractère nettement municipal; aussi, quand elles nous sont parvenues entières, ne remontent-elles guère plus haut que le règne de

1. *The register of Thomas de Brantyngham, bishop of Exeter, 1370-1394.* Part II. Londres, Bell et fils; Exeter, Eland. Prix : 25 sh.

2. Pages 890-896.

3. Préface, p. xv-xxxii.

4. *The Canterbury and York Society.* Voir *Rev. hist.*, t. LXXXVII, p. 444.

Richard I^{er}, de qui Londres acheta le droit d'avoir un maire. Elles procèdent d'un original commun qui ne paraît pas s'être conservé; la rédaction n'en a pas été commencée avant le premier tiers du x^v^e siècle, mais elles s'inspirent de modèles antérieurs que nous connaissons depuis longtemps : le *Liber de antiquis legibus*, chronique municipale qui va de 1188 à 1274, les *Annales londonienses* (1184-1289), qui ont peut-être pour auteur André Horn, enfin la *Chronique de London* en français (1260-1345). Jusqu'à la fin du xiv^e siècle, elles constituent une compilation sans valeur originale; mais, depuis le règne de Henri IV, les rédacteurs anonymes de nos chroniques ont utilisé, outre certains textes d'un caractère proprement littéraire (ballades, fragments de Lydgate), des correspondances particulières, des récits de témoins oculaires ou d'acteurs des guerres contre la France, enfin des documents officiels concernant Londres ou le royaume. Les sept chroniques publiées par M. Kingsford composent un récit à peu près continu de 1189 à 1516 et contiennent beaucoup de choses nouvelles; nous n'en connaissons guère que les détails recueillis dans les *Collections of a citizen of London*, ordinairement attribuées à William Gregory, qui fut maire de Londres en 1451-1452. Ces chroniques ont à leur tour servi de base aux chroniqueurs du xvi^e siècle : Robert Fabyan, Edward Hall, Richard Arnold, Richard Grafton, John Stow, Raphael Holinshed et ses collaborateurs. M. Kingsford a très exactement établi la filiation de ces divers textes entre eux, comme il a montré les rapports des chroniques les unes à l'égard des autres. Pour l'intelligence du texte, il y a joint des notes historiques nombreuses et précises; il a dressé un glossaire des termes archaïques, tombés en désuétude, ou remarquables à un titre quelconque; il a terminé par un excellent index cette publication à tous égards très méritoire¹.

On doit à la Société d'histoire de la Hanse plusieurs publications très intéressantes pour l'histoire de l'Angleterre. C'est d'abord le tome IX du Cartulaire hanséatique², qui contient d'abondants renseignements sur ses rapports commerciaux avec les marchands de la Hanse. On y trouvera, par exemple, tout le dossier d'une affaire qui, en 1468, eut un grand retentissement : en représailles de certaines violences commises, paraît-il, en Islande par des marins anglais, le roi de Danemark fit saisir des vaisseaux anglais dans le Sund. Aus-

1. *Chronicles of London, edited with introduction and notes*. Oxford, at the Clarendon Press, 1905, xlviii-368 p. Avec un plan de Londres reproduisant la carte d'Auguste Ryther qui a été publiée à Amsterdam en 1604.

2. *Hansisches Urkundenbuch*. IX^{er} Band, 1463-1470; bearbeitet von Walther Stein. Leipzig, Duncker et Humblot, 1903. In-4^e, xlii-751 p. Prix : 27 m.

sitôt le gouvernement d'Édouard IV fit arrêter les vaisseaux de la Hanse teutonique qui se trouvaient dans les ports d'Angleterre et confisquer les biens des marchands allemands établis à Londres. On peut signaler en particulier les dépositions des Anglais, témoins oculaires de la saisie opérée dans le Sund (n° 549), et la réponse des marchands allemands (n° 524, 524); le mémoire justificatif de la sentence prononcée par le Privy Council (n° 570) et la réplique des Allemands (n° 584); ce dernier document surtout est très intéressant en ce qui concerne l'organisation de la Hanse et le caractère de ses relations avec l'Angleterre (p. 462-474). La plupart de ces documents sont en latin.

Signalons ensuite les deux volumes de l'Inventaire des archives de Cologne par un des érudits qui connaissaient le mieux ce département, feu Konstantin HOEHLBAUM¹. Chaque volume comprend deux parties : l'inventaire proprement dit et un appendice de documents publiés soit par extraits, soit *in extenso*. Dans l'Inventaire, on trouvera tous les documents relatifs à la Hanse qui se trouvent dans les archives de Cologne et dans celles des principales villes rhénanes ou westphaliennes qui appartenaient au « quartier de Cologne » : Wesel, Soest, Emmerich (dont les archives sont à Dusseldorf), Venloo (dont les archives sont à Maestricht), etc.; M. Hoehlbaum y a joint l'analyse des Actes du Privy Council d'Angleterre. De nombreux documents, empruntés à d'autres archives que celles de Cologne, alimentent les notes, qui sont nombreuses et remplissent l'appendice; cet appendice occupe dans chaque volume autant et plus de place que l'inventaire². Le tome I, le seul dont je doive rendre compte aujourd'hui, présente un intérêt exceptionnel, parce qu'on y trouve la correspondance de Heinrich Sudermann, qui fut pendant quarante ans et jusqu'à sa mort (1594) l'âme même de la Hanse.

L'ouvrage du Dr Richard EHRENBURG³ nous a fait connaître le différend qui mit aux prises le gouvernement d'Élisabeth, résolu à tout faire pour assurer aux marchandises anglaises des débouchés réguliers dans l'Europe centrale, avec les Hanséates, jaloux de la concurrence anglaise. Cet érudit avait justement puisé ses documents aux archives de Cologne; bien que ses dépouillements aient été

1. *Kölner Inventar* (2 vol. dans la série des « Inventare Hansischer Archive des XVI^{ten} Jahrhunderts »). T. I (1896), 1531-1571; t. II (1903). Leipzig, Duncker et Humblot. In-4°, 613 et 1014 p. Prix : 36 m. 80.

2. Vol. I, inventaire, p. 1-306; appendice, p. 309-613. Vol. II, inventaire, p. 1-331; appendice, p. 335-984.

3. *Hamburg und England im Zeitalter der Königin Elisabeth*. Jena, Fischer, 1896, vi-362 p.

« incomplets et arbitraires », comme le déclare sèchement et non sans injustice (t. I, p. xiv) M. Hoehlbaum, son travail n'en est pas moins très utile; mais il est incontestable que, désormais, l'« Inventaire de Cologne » devra être consulté et lu comme l'ouvrage fondamental sur la question¹. Les documents publiés en appendice sont la plupart rédigés en allemand; mais beaucoup aussi ont été écrits en latin, et, dans le nombre, les pièces les plus importantes de la correspondance officielle échangée entre le syndic de la Hanse et le gouvernement anglais.

Tout le monde connaît, au moins de nom, la célèbre collection de récits de voyages formée par Richard Hakluyt au xvi^e siècle et continuée au xvii^e par Samuel Purchas. Hakluyt a été réimprimé en seize volumes de 1885 à 1890; mais Purchas ne pouvait être lu que dans la première édition, devenue rare et chère. La librairie Mac Lehose de Glasgow a entrepris de rééditer les deux ouvrages et elle a facilement trouvé, surtout parmi les membres de la Hakluyt Society, le nombre de souscripteurs désiré. Dans ces conditions, les douze volumes de Hakluyt ont été rapidement imprimés et distribués²; Purchas en demandera vingt, dont plus de la moitié est déjà mis en vente³. La saveur de certains de ces récits, un air de naïveté dans la plupart, la masse des renseignements qu'ils contiennent pour la géographie, l'histoire, le folk-lore, expliquent ce succès, auquel a contribué sans doute aussi une impression élégante et soignée. Il reste à faire l'étude critique de ces documents. L'édition actuelle est une entreprise de librairie, profitable sans doute; elle n'est à aucun degré scientifique⁴.

Ch. BÉMONT.

(Sera continué.)

1. Il est fâcheux par exemple que M. Cunningham n'ait pu l'utiliser pour la 3^e édition de son ouvrage *Growth of industry and Commerce*, paru la même année que le tome II de l'Inventaire.

2. *Principall navigations, voyages, traffiques and discoveries of the english nation*. 12 vol., 1904-1905. Prix : 12 sh. 6 d. le vol.

3. *Purchas Pilgrimes, also known as Hakluytus Posthumus*. Le tome XII (1906) contient l'intéressante relation de l'ambassadeur anglais Fletcher sur son voyage en Russie et sa réception à la cour du tsar Théodore (1588).

4. La librairie Mac Lehose a réimprimé en outre le récit des voyages de Coryat à travers l'Europe en 1608 (*Coryat's Crudities*, 1605) et annonce une édition intégrale de l'itinéraire de Fynes Morison (1617).

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Ch. GUIGNEBERT. *Manuel d'histoire ancienne du christianisme : les Origines*. Paris, Picard, 1906. In-42, xxiii-349 pages.

Rien n'est peut-être, à l'heure présente, et pour différentes causes, plus difficile à écrire, et rien ne saurait être plus utile, qu'un bon manuel d'histoire ancienne du christianisme. Celui dont M. Guignebert nous donne le premier volume, où est exposée la partie la plus délicate de cette histoire, à savoir la naissance et la fondation même du christianisme, le siècle des origines, possède les qualités essentielles d'une œuvre scientifique. Aucun préjugé confessionnel ou d'éducation; nul ménagement ou habileté apologétique; pas davantage de parti pris ou d'hostilité contre le sujet, ainsi qu'il arrive quelquefois en ces matières d'histoire religieuse. L'exposition est claire, peut-être un peu touffue. La forme de discussion contre tel ou tel auteur aurait pu être avantageusement, ce semble, évitée en maint endroit. Le plan est satisfaisant : d'abord étude des sources, puis du milieu, monde juif et monde gréco-romain, enfin de la carrière de Jésus et de son enseignement, du premier épanouissement du christianisme, communauté de Jérusalem, missions, écrits, doctrine de Paul, principaux écrits du Nouveau Testament, les premières églises et notamment celle de Rome.

Si l'on avait un reproche à faire à M. Guignebert, ce ne serait pas d'avoir accordé trop de confiance aux sources bibliques et aux documents de l'ancienne littérature chrétienne, mais de s'en être défié plus que de raison, ou plus exactement peut-être de n'avoir pas toujours su, selon la variété des occasions et la portée réelle des témoignages, les suivre avec assurance ou les abandonner tout à fait. Ainsi la question, assez embrouillée sinon obscure, de l'idée que Jésus lui-même s'est faite de sa mission, devient extrêmement confuse par l'allégation de textes plus ou moins contradictoires, mais qui ne présentent pas non plus les mêmes garanties à la critique. On pourrait se dispenser de citer comme parole de Jésus la conclusion du grand discours apocalyptique dans *Matthieu* (xxv, 31-46) : cette description du jugement dernier, particulière au premier Évangile, doit sans doute être attribuée au rédacteur et n'appartient pas à l'enseignement de Jésus, qui, dans ses discours authentiques, laisse à Dieu le rôle de souverain juge. Le sens messianique des formules : « Fils de l'homme » et « Fils de Dieu » n'est pas douteux : il s'agit seulement de savoir dans quelle mesure Jésus se les est appliquées. La première de ces formules a donné lieu, depuis quelques années, à des conclusions très divergentes de la part des critiques, et l'on est allé jusqu'à dire que le Christ ne l'avait jamais

employée, au sens messianique, en parlant de lui-même. Il paraît certain, du moins, que, dans un très grand nombre de cas, elle appartient seulement à la rédaction des Évangiles. D'autre part, le passage des *Actes* (II, 36) où il est dit que Dieu, ayant ressuscité Jésus, « l'a fait Seigneur et Christ », n'implique nullement que Jésus lui-même ne se soit pas attribué la qualité de Messie. La réserve de Jésus et le langage des *Actes* ont une explication facile. L'idée du Messie étant indissolublement liée à la conception eschatologique du royaume, il ne pouvait être question de Messie tant que le royaume n'arrivait pas. Jésus prêchant la repentance en vue du royaume à venir ne pouvait guère plus se dire Christ que dans son atelier de Nazareth; personne ne se représentait le Messie comme un prédicateur ambulante; il y aurait eu, pour la masse, contradiction flagrante entre la prétention de Jésus et la réalité de sa situation. C'est cette contradiction qui déconcerta la foi et paralysa toutes les bonnes volontés ou les sympathies le jour de la passion. Pour Jésus lui-même, son ministère n'était pas plus le dernier terme de sa mission qu'il n'était l'accomplissement du royaume céleste. Il n'est pas surprenant que ce soient les apôtres, c'est-à-dire les compagnons assidus de Jésus, qui aient pénétré les premiers le secret de sa haute vocation. Jésus ne sortit de sa réserve que dans les derniers jours de sa prédication, à Jérusalem, parce qu'il pensait toucher à l'avènement du royaume annoncé; il s'exposa ainsi à la mort qui le frappa. Je ne vois pas où est, dans cette explication, la subtilité, bien moins encore où est la théologie que M. Guignebert veut y trouver. Mais je ne cacherai pas que je trouve purement artificielle et invraisemblable l'hypothèse d'après laquelle Jésus se serait cru Messie à la suggestion de ses disciples, et parce que « c'était la seule forme dans laquelle la pensée juive de son temps lui permit d'enfermer ses espérances et sa mission ». N'est-il pas tout à fait subtil et théologique de considérer ces espérances et cette mission comme préexistant, dans la conscience de Jésus, à la forme que la pensée juive leur imposait?

La carrière du Christ aurait pu être dessinée avec plus de netteté. M. Guignebert ne se risque pas même à affirmer simplement que le voyage à Jérusalem en hâta la fin; il ne s'est pas arrêté aux circonstances particulières du ministère galiléen, et il ne dit pas le motif qui amena Jésus dans la capitale du judaïsme; il suspecte l'acclamation messianique sur le mont des Oliviers et l'expulsion des vendeurs du temple; en somme, Jésus n'aurait fait qu'apporter à Jérusalem la prédication qu'il avait inaugurée en Galilée. Il semble que des lignes plus précises puissent être marquées. Au début se place une période de prédication galiléenne que l'on peut évaluer à quelques mois; puis cette prédication est interrompue par un voyage sur la côte phénicienne et un temps d'abstention dont il est impossible de préciser la durée, quelques semaines au moins, quelques mois au plus; enfin Jésus se dirige sur Jérusalem, afin d'y être pour la pâque, et recommence à prêcher avant d'y arriver; il prêche quelques jours dans le temple, et, sur la dénon-

ciation des prêtres, il est condamné à mort par Pilate, comme prétendant à la royauté messianique. Bien que les évangélistes aient cherché à le dissimuler, on doit admettre sans doute, avec Wellhausen, que le tétrarque Antipas s'était inquiété sérieusement de l'agitation provoquée en Galilée par la prédication de l'Évangile (cf. *Luc*, xiii, 31-33), et que là est le vrai motif du voyage que Jésus entreprend vers la Phénicie; quand il revient en Galilée, il veut passer inaperçu (cf. *Marc*, ix, 30), toujours pour le même motif; mais, à ce moment, ses disciples sont instruits de sa mission; la troupe évangélique se met en route pour Jérusalem, non seulement parce que Jésus veut prêcher aux Juifs venus de tous côtés pour la pâque, mais parce qu'il croit les temps accomplis et qu'il compte sur la manifestation du règne de Dieu. Marc (x, 32, où l'annonce de la passion a pris certainement la place d'une instruction tout autre) laisse deviner cette persuasion; *Luc* (xix, 44), en l'attribuant à l'entourage et en disant que Jésus l'a combattu, fait entrevoir la signification des témoignages primitifs. A moins que le Christ lui-même n'abandonnât son œuvre, il n'y avait pas d'autre issue pour l'Évangile. Dans ces conditions, il n'est pas impossible que Jésus ait délibérément exécuté certaines parties de ce qu'on pourrait appeler le programme messianique et que les deux incidents écartés par M. Guignebert soient historiques pour le fond. L'arrestation immédiate et publique de Jésus, venu avec un groupe assez considérable de pèlerins, n'aurait pas été sans difficulté. Quelques jours de prédication ardente et de polémique aiguë avec les docteurs de Jérusalem achevèrent de compromettre le prophète de Nazareth, et, Dieu manquant au messager du royaume céleste, la trahison de Judas permit à ses ennemis de s'emparer de lui sans tumulte. Un Messie prisonnier n'était plus redoutable, et l'on pouvait être certain que Pilate n'hésiterait pas à prononcer la condamnation.

M. Guignebert se montre aussi fort hésitant dans l'analyse des récits de la résurrection, peut-être parce qu'il les a tous regardés comme également légendaires, sans chercher à discerner les étapes de la tradition; il paraît n'attribuer aucune importance à l'existence d'un double courant rédactionnel, galiléen et hiérosolymite, comme si tous les deux devaient être aussi anciens l'un que l'autre; il les combine à sa manière, en supposant que la foi à la résurrection serait née, à peu près simultanément, à Jérusalem et en Galilée; il ne montre un peu d'assurance que pour affirmer l'enlèvement du corps de Jésus, croyant probablement devoir conserver la découverte du tombeau vide, le surlendemain de la passion, comme point de départ tangible et à peu près indispensable de la foi à la résurrection. Il faut bien avouer cependant que l'hypothèse est assez artificielle, on pourrait dire mécanique. Au fond, le rôle de Joseph d'Arimathie dans l'ensevelissement n'est pas plus consistant que celui de l'ange qui annonce aux femmes la résurrection. Le récit de la sépulture et celui de la découverte du tombeau vide se tiennent, et l'on ne peut

garder ou sacrifier l'un sans l'autre. Mais on doit avouer que le second, où le principal rôle est tenu par un ange, offre peu de garanties à l'historien; de plus, en supposant que les disciples sont encore présents ensemble à Jérusalem, et qu'il suffira de les avertir pour qu'ils aillent en Galilée attendre tranquillement les apparitions du ressuscité, non seulement il verse dans la fantaisie, mais il contredit une donnée primitive, d'après laquelle les disciples, depuis l'arrestation à Gethsémani, sont en fuite et dispersés (*Marc*, xiv, 50; cf. xiv, 27). Ce récit prouve simplement que la tradition la plus ancienne reconduisait les disciples en Galilée, et que là se sont produites les premières visions auxquelles on rattachait l'origine de la foi à la résurrection. L'histoire de la découverte du tombeau vide, inconnue de Paul (probablement aussi de la source d'où provient le discours de Pierre, dans *Actes*, II, 14-36), serait une preuve inventée après coup, un argument de la foi contre l'incrédulité. Les circonstances de la sépulture durent être telles que la représentation du cadavre était impossible (si tant est qu'on eût pris la peine d'y penser), lorsque, quelques semaines, peut-être quelques mois plus tard, les disciples galiléens, revenus à Jérusalem, commencèrent à dire que leur Maître était ressuscité. Pour s'assurer d'elle-même et se défendre contre les objections inévitables, la nouvelle foi recourut aux Écritures. Autant qu'on en peut juger par l'argumentation de Paul et par les discours qui se lisent dans les premiers chapitres des *Actes*, les premiers prédicateurs chrétiens s'autorisaient au moins autant des prophéties anciennes que des apparitions de leur Maître. Et l'on ne s'arrêta pas plus à discuter critiquement le sens des textes que le caractère des apparitions. La foi suppléait à tout ce que ces deux ordres de preuves ont pour nous d'insuffisant. C'est seulement avec le temps, quand la génération contemporaine de Jésus avait déjà disparu, que l'on synthétisa la démonstration apologétique en un seul tableau, pour servir de conclusion aux récits évangéliques, et que cette description, dans sa concision voulue et son cadre de plus en plus étroit, prit aussi une apparence de plus en plus concrète, on peut dire matérielle, qui n'excluait pas d'ailleurs une certaine profondeur de signification idéale. Il paraît assez clair que la prétendue tradition hiérosolymitaine de Luc et des *Actes* n'est pas autre chose qu'une transposition et une adaptation de la tradition antérieure, dite galiléenne, dont un morceau, plus ou moins altéré, a été recueilli dans le chapitre additionnel (xxi) de Jean.

Dans ce chapitre (vv. 18-19) et dans un autre passage du quatrième Évangile (xiii, 36), il est fait directement allusion au martyre de Pierre. M. Guignebert aurait pu tenir compte de ce témoignage quand il a discuté la venue de Pierre à Rome. Cette indication très nette corrobore celles qu'on peut déduire de la première Épître attribuée au prince des apôtres, de l'Épître d'Ignace aux Romains et de l'Épître de Clément aux Corinthiens. Les circonstances de la mort de Pierre étaient bien connues à la fin du 1^{er} siècle, et j'avoue ne pas comprendre comment M. Gui-

gnebert a pu se demander si l'auteur des *Actes*, qui n'a pas conduit son récit jusqu'à la mort de Paul, n'aurait pas ignoré « ce que les deux apôtres étaient devenus ».

Alfred Loisy.

F. HOMES DUDDEN. *Gregory the Great. His place in history and thought.* London, Longmans, Green and Co, 1905. 2 vol. in-8°, xviii-476 et vi-473 pages.

Malgré les nombreux travaux auxquels la vie et les ouvrages de Grégoire le Grand ont déjà donné lieu, on ne possède pas encore une seule bonne histoire de ce pape. M. Dudden a entrepris de combler cette lacune, et il s'est acquitté de cette tâche avec une conscience très louable. Son ouvrage se divise en trois parties : un premier livre est consacré à la biographie de Grégoire avant son pontificat. La famille de Grégoire, son éducation, son rôle comme préfet de Rome, comme moine, comme légat à Constantinople, comme abbé y sont successivement étudiés. Un second livre a trait au pontificat même de Grégoire. On y trouve un tableau très détaillé de l'activité déployée par le pape tant à Rome et en Italie que dans ses rapports avec les pays étrangers, tant comme évêque et homme d'Église que comme administrateur et comme politique. Un troisième livre est consacré à sa théologie. Tout au plus pourrait-on regretter que l'auteur n'ait pas fait place dans son travail à une étude d'ensemble sur les œuvres littéraires de Grégoire. Mais, somme toute, il a dit tout l'essentiel : son ouvrage est complet; il n'est que trop complet.

Dans sa préface, M. Dudden s'excuse de n'avoir pas été plus bref : il lui a paru nécessaire pour faire comprendre le personnage de Grégoire le Grand de le replacer dans son milieu. C'était là une juste ambition; mais, pour la réaliser, deux volumes de près de 500 pages chacun étaient-ils nécessaires? Rien qu'à lire la première partie de l'ouvrage, il n'y paraît guère : à propos de la maison où naquit Grégoire, M. Dudden croit utile de décrire, après bien d'autres, tout le Coelius et les environs; à propos de l'enfance de Grégoire, il croit devoir refaire par le menu la topographie de Rome; ne sachant rien sur l'éducation de son héros, il se rattrape par de longues pages, aussi peu nouvelles que hors de propos, sur le système d'éducation usité d'ordinaire vers cette époque. De même, on ne sait rien du rôle joué par Grégoire comme préfet de Rome : M. Dudden se dédommagera en répétant ce qu'on sait des préfets de Rome en général. Parlant de la mission de Grégoire à la cour byzantine, il décrira tout ce que le futur pape *dut* voir à Constantinople. C'est partout la même prolixité qui pousse l'auteur, dans la première partie, à remplir coûte que coûte des cadres tracés *a priori* en suppléant au silence des textes par des généralités vagues ou par des développements faciles et, dans la seconde partie, où la matière

était cependant suffisante, à sortir perpétuellement du sujet pour consacrer de longues pages à des faits qui traînent partout¹.

Avec une pareille tendance, on conçoit que M. Dudden se soit laissé aller à accepter parfois avec une complaisance vraiment trop grande les légendes ou les récits sans fondement de biographes tardifs comme Paul Diacre ou Jean Diacre. Bien qu'il ait sagement rappelé en tête de son livre le peu d'autorité de ces deux auteurs en ce qui touche Grégoire le Grand, il n'a guère su résister au plaisir de les suivre, du moins quand ils n'étaient pas contredits formellement par des textes contemporains².

Au surplus, M. Dudden évite soigneusement toutes les questions épineuses : là où il y a un problème, il se borne à adopter l'opinion reçue avant lui. Cela n'a pas d'ordinaire grand inconvénient, parce qu'il peut s'en remettre à de bons juges : à MM. Ewald et Hartmann pour la correspondance de Grégoire, à Mgr Duchesne pour la question du sacramentaire grégorien. Par malheur, il n'a pas poussé fort loin ses recherches bibliographiques; ainsi, il ignore les travaux de M. Hartmann sur l'histoire de l'Italie³; il ne connaît pas la thèse de Paul Fabre, *De patrimoniis Romanae ecclesiae usque ad aetatem Carolinorum*; il ne parait pas se douter que la question de l'influence perturbatrice exercée par les Lombards sur l'organisation ecclésiastique en Italie a donné lieu à des discussions, notamment entre M. Crivellucci et Mgr Duchesne⁴.

Ces défauts sont d'autant plus regrettables que M. Dudden sait exposer les faits clairement; sans être toujours d'une grande logique⁵, son

1. Par exemple, les pages qu'il a consacrées à l'histoire des Francs au vi^e siècle ou à saint Benoît (t. II, p. 43-55 et p. 160-169).

2. Cela est surtout sensible dans le livre I. Voir aussi au t. I, p. 250, ce qui est dit de l'hospitalité de Grégoire.

3. *Untersuchungen zur Geschichte der byzantinischen Verwaltung in Italien et Geschichte Italiens im Mittelalter*.

4. *Studi storici* de Pise, t. V (1896), VI (1897) et XIII (1904); *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome, t. XXIII (1903). La polémique a continué depuis la publication du livre de M. Dudden : *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, t. XXV (1905) et XXVI (1906); *Studi storici*, t. XV (1906). — M. Dudden se contente, en outre, de références par trop sommaires et d'une insuffisance choquante. Ainsi, au t. II, p. 177, voulant établir que Grégoire le Grand passa au ix^e siècle pour avoir confirmé solennellement la règle de saint Benoît, M. Dudden renvoie au concile de Douzy et à Baronius, où se lit cette phrase : « Reperimus in scripto codice Sublacensi in concilio Romano eundem Gregorium papam probasse et confirmasse regulam S. Benedicti. » Il eût fallu se demander, si l'on voulait citer ce passage, ce qu'était le « codex Sublacensis ». La solution du problème est d'ailleurs fort simple : ce « codex », c'est le cartulaire de Subiaco; on y trouve une prétendue bulle de Grégoire le Grand dans laquelle le pape est censé dire qu'il a écrit la vie de saint Benoît et a approuvé et confirmé la règle de ce saint « in sanctam synodum » (*II regesto Sublacense*, éd. Allodi et Levi, p. 253).

5. C'est ainsi qu'un même chapitre (livre II, chap. III) est consacré : 1^o à

plan est net et facile à suivre. En outre, tout en admirant Grégoire à sa juste valeur, il sait résister à la tentation de lui prêter de vastes desseins et de faire de lui l'initiateur réfléchi de toute la politique de l'Eglise. Il le présente tel qu'il a été, avant tout homme d'action, doué d'un grand sens pratique, habile à traiter les affaires les plus diverses. Il n'a pas cherché à nous masquer ses faiblesses ni le côté un peu crédule de son esprit. En Grégoire le Grand, il a voulu voir autre chose que le prétendu grand homme d'Etat dont M. Pingaud nous traçait jadis le portrait ou que le saint accompli que nous ont dépeint certains panégyristes naïfs. Ce sont là des mérites très réels qui doivent faire en partie oublier les imperfections de ce livre.

Louis HALPHEN.

Regesta pontificum Romanorum jubente regia Societate Göttingensi conguessit Paulus Fridolinus KEHR. — Italia pontificia, sive repertorium privilegiorum et litterarum a Romanis pontificibus ante annum MCLXXXVIII Italiae ecclesiis, monasteriis, civitatibus singulisque personis concessorum. Vol. I : Roma. Berlin, Weidmann, 1906. Gr. in-8°, xxvi-204 pages.

Les nouveaux *Regesta pontificum Romanorum*, dont M. Kehr vient de commencer la publication, sont, comme nous l'avons déjà annoncé¹, conçus sur un plan différent de celui qu'a suivi Jaffé. Au lieu d'analyser toutes les lettres pontificales dans l'ordre chronologique, M. Kehr s'est proposé de donner, pour les papes antérieurs à Innocent III, le catalogue de ces lettres en les classant dans un ordre topographique et par destinataires. Dans l'intérieur de ces subdivisions, le classement chronologique reprend, bien entendu, ses droits.

La série s'ouvre par un volume consacré à Rome, qui comprend quatre parties essentielles : la première contient les actes pour ce que l'auteur appelle la *S. Romana Ecclesia*, c'est-à-dire le collège des cardinaux et celui des clercs romains, ou *Fraternitas romana*; la deuxième contient les actes délivrés aux fonctionnaires du palais de Latran; la troisième, qui est de beaucoup la plus importante, contient les actes délivrés aux églises et monastères de Rome, groupés par quartiers; la dernière enfin contient les actes délivrés aux habitants laïques de la ville. En tête de chaque groupe d'actes, M. Kehr donne une bibliographie où il a rassemblé tous les ouvrages à consulter sur l'histoire de chaque église, de chaque monastère, de chaque institution, de chaque collège auxquels s'adressent les lettres pontificales. Il retrace ensuite

l'administration des patrimoines de saint Pierre; 2° aux « Dialogues » de Grégoire le Grand, sous prétexte de mieux faire sentir les contrastes de la figure si complexe de Grégoire.

1. *Revue historique*, t. XCII, p. 442-443.

brèvement cette histoire, puis celle des archives qui s'y rapportent, indiquant l'état dans lequel elles se trouvent actuellement et les éléments dont on dispose pour les reconstituer. Vient, après cela, l'analyse des actes pontificaux qui font partie de ce fonds. A ces analyses, rédigées en latin et reproduisant, autant que possible, les termes mêmes de l'original, l'auteur a joint les premiers mots du préambule et de la souscription pontificale, le texte de la date et, s'il y a lieu, l'indication du nombre des cardinaux qui ont souscrit. Le tout est suivi de la mention des sources manuscrites, représentées par des lettres conventionnelles, des principales éditions et des régestes où l'acte a été relevé. Une table chronologique générale apporte à ce volume un utile complément.

Fait avec le plus grand soin et par celui des érudits qui, à l'heure présente, connaît sans doute le mieux les archives de Rome, l'ouvrage rendra certainement des services considérables. Les analyses, d'abord, sont infiniment plus exactes que celles de Jaffé; en outre, l'auteur a retrouvé le texte de cinquante-quatre actes dont Jaffé et ses continuateurs n'avaient connu que des analyses. Il est vrai qu'il y a dans le nombre plusieurs notices de dédicaces ou de jugements auxquels le pape a pris part sans que des bulles fussent délivrées. Mais ce qu'il y a peut-être de plus précieux, ce sont les indications qui précèdent chaque groupe d'actes et surtout celles qui concernent les fonds d'archives : on trouvera dans ces dernières, condensé en quelques lignes, le résultat des recherches auxquelles l'auteur s'est livré depuis dix ans et qu'il avait successivement fait connaître dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*¹.

Très utile aussi, la bibliographie paraîtra moins satisfaisante. Elle a surtout le défaut d'indiquer tous les ouvrages pêle-mêle, sans qu'on sache d'avance ce qu'on est en droit d'y trouver : aussi bien des dissertations vieilles ou sans valeur ou des mémoires sur de minuscules points de détail que des cartulaires ou des livres aussi généraux que l'*Abbatium Italiae brevis notitia* de Lubin ou même le recueil d'inscriptions de Forcella. Il n'en eût pas coûté beaucoup plus à l'auteur de mettre un peu d'ordre dans tout cela. En outre, le choix de livres et d'articles qu'il a fait est bien arbitraire : pourquoi, par exemple, pour le primicier, avoir indiqué l'histoire du droit canonique de Phillips et pas celle d'Hinschius ? Pourquoi renvoyer au volume de M. Sigmund Keller sur *Die sieben römischen Pfalzrichter im byzantinischen Zeitalter* et passer

1. M. Kehr eût pu dire que les archives de Santa Maria in Via Lata ne se trouvent plus dans cette église, mais sont aujourd'hui déposées à la Bibliothèque du Vatican. Il eût été bon également de signaler que les archives de Santa Maria Nuova font de temps à autre le voyage de Santa Francesca Romana à Settignano, près de Florence, et que les archives des chanoines réguliers de Latran quittent parfois l'église San Pietro in Vincoli pour aller trouver asile dans la maison que possèdent les chanoines dans le quartier de Rome appelé Macao.

sous silence les *Untersuchungen über di Iudices sacrii palatii Lateranensis* publiées par le même dans le *Deutsche Zeitschrift für Kirchenrecht*, 3^e série, t. IX et X? Sur la question de Santa Maria Antica, pourquoi renvoyer à l'article déjà un peu ancien de M. Federici et non pas au mémoire publié en 1902 par M. Rushforth dans les *Papers of the British School at Rom*? Sur les *scolae* d'artisans, pourquoi citer le livre de M. Rodocanachi (*les Corporations ouvrières à Rome*), sans intérêt pour la période antérieure à la rédaction des statuts de corporations, et n'indiquer ni l'article publié par M. Ricci dans l'*Archivio della r. Società romana di storia patria*, t. XVI, ni le passage intéressant consacré au sujet par Gregorovius dans sa *Geschichte der Stadt Rom*?

De plus, certaines références bibliographiques sont insuffisantes : tout le monde peut ne pas savoir que le titre de *Mélanges* désigne les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'École française de Rome; on peut également ignorer où et dans quelles collections ont été édités le *Liber pontificalis*, le *Liber censuum*, le *Regesto sublacense*. Il serait bon, quand il s'agit de l'édition d'un acte de Grégoire le Grand donné par M. Hartmann (p. 121), de préciser qu'il s'agit de l'édition des *Monumenta Germaniae*¹. Un index bibliographique des ouvrages le plus fréquemment cités eût permis d'éclaircir facilement le lecteur.

Enfin, qu'il nous soit permis de terminer en demandant à l'auteur d'ajouter aux volumes suivants un index des églises citées; car on ne peut exiger du lecteur qu'il parcoure chaque fois toute la table méthodique des matières pour trouver l'endroit où sont catalogués les actes concernant telle église qui l'intéresse.

Louis HALPHEN.

Alexander CARTELLIERI. **Philipp II August, König von Frankreich.**

Tome II : **Der Kreuzzug (1187-1191).** Leipzig, Dyksche Buchhandlung, et Paris, Le Soudier, 1906. In-8°, XXI-360 pages.

Le second volume de l'histoire de Philippe-Auguste de M. Alexander Cartellieri se recommande par les mêmes qualités que le premier. C'est une œuvre d'érudition exacte et profonde, où chacun des faits allégués est accompagné de sa preuve et, s'il y a lieu, d'une discussion critique menée très scientifiquement. L'auteur y déploie toujours une connaissance étendue et pénétrante des sources; il est remarquablement au courant des moindres publications françaises et étrangères sur le sujet; il a un sens très aigu du caractère, des causes et des conséquences des événements historiques qu'il raconte; et il entre dans le détail de ces événements avec une telle abondance et une telle précision

1. Il eût aussi fallu indiquer que l'essai de M. Villari, *Il comune di Roma nel medioevo*, cité p. 179, a été réédité dans le volume de *Saggi storici e critici* publié par l'auteur à Bologne en 1890.

qu'il semble, pour toutes les questions qu'il touche, avoir fait œuvre définitive et ne rien laisser à glaner à ceux qui viendront après lui. D'ailleurs il se contente, dans l'exposé des faits, de suivre avec clarté l'ordre chronologique. Il est évident que ce qui manque le plus à ce travail d'une science très méritoire, c'est l'agrément, le mouvement et la vie : mais l'auteur ne se proposait pas de faire autre chose, pour un grand règne de l'histoire de France au moyen âge, que ce qu'ont fait ses compatriotes pour les règnes des empereurs allemands dans les *Jahrbücher der deutschen Geschichte* publiés par la commission historique de l'Académie royale des sciences de Bavière.

Le volume que nous avons sous les yeux traite de Philippe-Auguste en tant qu'ayant participé à la troisième croisade. Il est divisé naturellement en deux livres : 1^o les *Préparatifs de la croisade*, pour lesquels l'auteur remonte jusqu'au projet de croisade conclu avec l'Angleterre par Louis VII en 1146; 2^o la *Croisade*, de juillet 1190 à décembre 1191. M. Cartellieri étudie successivement dans le premier livre les projets antérieurs de croisade anglo-française, de 1184 et 1185, la perte du royaume chrétien de Syrie et la prise de Jérusalem (1187), l'effet produit en Occident par ces désastreuses nouvelles, la prise de croix et la dime saladin de 1188, les retards apportés à l'expédition, et enfin les mesures préparatoires qui ont immédiatement précédé l'expédition anglo-française de juillet 1190. A certains égards, on aurait pu concevoir cette première partie du sujet un peu autrement que ne l'a fait l'auteur, en s'attachant d'une façon plus étroite aux actes mêmes du gouvernement et de la chancellerie de Philippe-Auguste, quitte à donner moins de détails sur des événements très connus et qui ne touchent pas directement à la biographie du roi de France, tels que ceux qui ont trait à l'histoire de la destruction du royaume de Jérusalem par Saladin (p. 26-37). Il eût été préférable, à notre sens, d'insister sur l'analyse des chartes royales qui ont été émises au cours de l'année 1190, antérieurement au mois de juillet, c'est-à-dire à l'époque du départ, et de suivre la royauté capétienne pas à pas dans cette période préparatoire au grand voyage. On a déjà remarqué que, pour attirer sur son entreprise les bonnes grâces de Dieu et des saints, Philippe-Auguste a multiplié alors d'une façon particulière les donations aux églises et cherché à régler les affaires ecclésiastiques de façon à donner satisfaction au clergé dont les prières et l'appui étaient nécessaires à un roi croisé.

C'est ce que permettent d'affirmer les actes nombreux qui ont été recueillis, pour cette période, dans le *Catalogue des actes de Philippe-Auguste* de M. Léopold Delisle et même certaines données historiques qui n'y sont pas comprises et qui, par suite, ont échappé à M. Cartellieri. Telle est, par exemple, l'entrevue qui a eu lieu, en janvier 1190, entre Philippe-Auguste et le comte de Flandre, Philippe d'Alsace, entrevue attestée par un acte de ce comte inséré au cartulaire de Saint-Jean d'Amiens (ms. 5260, fol. 114, de la Bibliothèque de l'Arsenal). Cette entrevue, à

laquelle assistaient aussi l'archevêque de Reims, Guillaume, oncle du roi, et les évêques d'Amiens et d'Arras, avait sans doute une autre raison d'être que la confirmation par le Capétien d'une restitution faite par le comte de Flandre à l'abbaye de Saint-Jean d'Amiens. C'est peu après le 24 juin 1190, que Philippe-Auguste autorisa l'abbaye de Saint-Jean de Laon à instituer une commune à Crécy-sur-Serre, fait non mentionné au *Catalogue* (Bibl. nat., coll. Grenier, t. 268, fol. 69 v°). Un autre acte du cartulaire de Notre-Dame d'Amiens (Bibl. de l' Arsenal, ms. 5259, fol. 43 v°) nous apprend qu'à une date comprise entre le 25 mars et le mois de juillet 1190, Philippe-Auguste ratifia à Paris, en présence de son sénéchal le comte Thibaud, de son chambrier Gautier et de deux de ses chevaliers, Girard de Fournival et Barthelemi de Giencourt, une donation à Notre-Dame d'Amiens, déjà confirmée par l'évêque d'Amiens. C'est également entre le 25 mars et juillet 1190 que Philippe-Auguste, dans le procès pendant entre l'abbaye de Saint-Quentin de Beauvais et l'abbaye d'Ourscamp, ordonne à son prévôt de Montdidier, Roger, de convoquer les parties en sa présence (Peigné-Delacour, *Cartulaire d'Ourscamp*, t. I, 50). Ni le mandement royal, ni le prévôt de Montdidier ne sont indiqués au *Catalogue*. Au moment de partir pour Jérusalem, Philippe-Auguste accorde à l'évêque d'Auxerre, Hugues de Noyers, une lettre en vertu de laquelle personne ne pourrait, au nom du roi, saisir la régle d'Auxerre tant que n'aurait pas été réglée avec le chapitre la question de savoir à qui devait revenir la régle de l'évêché vacant. Ce fait, qui a échappé à M. Delisle, n'est connu que par une lettre d'Innocent III (lettre du 16 mai 1207, Pothast, n° 3107).

Les mentions relatives à l'itinéraire des deux rois avant leurs arrivées respectives à Gênes et à Marseille devaient être naturellement relevées avec le plus grand soin par M. Cartellieri, et il a recueilli en effet, dans son Appendice n° 3, les données qui concernent le voyage de Richard Cœur-de-Lion. L'itinéraire de Philippe-Auguste est moins bien connu et les chartes souscrites par lui, au cours de ses diverses étapes, peu nombreuses, au moins d'après le *Catalogue* : raison de plus pour ne négliger aucun des détails qui s'y rapportent. Le seul document diplomatique qui, d'après M. Delisle, atteste le passage de Philippe-Auguste à Lyon, est « une lettre de Gautier, évêque d'Autun, de Robert, évêque de Chalon et de Renaud, évêque de Mâcon, touchant un abandon fait par Henri le Gros pendant que ces prélats étaient à Lyon, en présence du roi Philippe ». En citant cet acte, catalogué au n° 327, M. Cartellieri remarque avec raison que, dans son *Histoire de l'abbaye de Tournus*, Chifflet en a produit un autre attestant la présence à Lyon du duc Hugue de Bourgogne, des évêques d'Autun, de Chalon et de Mâcon. A ces textes s'ajoutent la donnée très certaine que voici : c'est à Lyon, et en présence de Philippe-Auguste, que l'évêque d'Autun, Gautier, et l'abbé de Flavigny, Renaud, promirent de faire la paix sur la question tant débattue de l'exemption de l'abbaye. On le sait par une charte posté-

rioure d'Adèle et de Guillaume, régent de France, agissant au nom du roi absent et relative à ce même différend. Cette charte, qui existe en original au musée de la Société Éduenne à Autun, devrait s'ajouter aux actes de la régence qui ont été recueillis dans le *Catalogue* (p. 81 à 84)¹.

La plus importante de beaucoup des mesures gouvernementales que prit Philippe-Auguste avant son départ fut le célèbre *Testament*, dont la chronique de Rigord nous a conservé le texte. M. Cartellieri en a donné une traduction in extenso, et une analyse très sommaire. Il a essayé aussi d'en définir brièvement le caractère et la portée, mais ne s'est nullement attaché à en faire une étude spéciale et complète, parce que les nombreuses questions qu'il soulève, dit-il lui-même incidemment (p. 105), « appartiennent surtout à l'histoire des institutions », et que son plan paraît être, dans ce volume comme dans le précédent, de ne traiter que l'histoire politique du règne. Ici se pose en effet le point d'interrogation qui pourrait s'appliquer à bien des parties déjà publiées de l'ouvrage. M. Cartellieri ne fera-t-il que l'histoire politique de Philippe-Auguste? Réserve-t-il l'histoire des institutions pour une publication postérieure, et où la placera-t-il? Mais quand viendra-t-elle, puisque ce second volume ne contient lui-même que les faits des deux années 1190 et 1191, et qu'il reste à étudier encore 32 années d'un des règnes les plus remplis et les plus importants de l'histoire du moyen âge? Nous avons peine à comprendre pour quoi l'auteur, citant en entier le *Testament*, n'a pas profité de l'occasion pour donner de ce texte le commentaire développé qu'il réclame, et qu'on ne retrouvera peut-être plus dans son œuvre, même s'il a le temps de la terminer. Et il aurait été d'autant plus autorisé à donner ce commentaire indispensable que, contrairement à une opinion encore trop répandue, le *Testament* n'est pas un acte législatif promulgué *in perpetuum*, mais une mesure de circonstance applicable seulement au temps de la croisade et visant un état de choses essentiellement provisoire. Bien que plusieurs des dispositions établies par le *Testament* aient eu, par le fait, une importance qui dépassa la pensée du législateur et une répercussion durable sur les institutions du règne tout entier, il n'en est pas moins certain que, dans l'esprit de Philippe-Auguste, cette législation devait ne valoir que pour le temps de son absence et

1. On pourrait encore augmenter le nombre de ces actes spéciaux, émanés de la régence et signés au nom de Philippe-Auguste, par les mentions suivantes : 1° 1190, juillet-décembre. Adèle et Guillaume terminent un différend entre l'abbaye de Notre-Dame de Soissons et la commune de Soissons (Bibl. nat., coll. Duchesne, t. XX, fol. 296); 2° 1191, juin. Charte rédigée au nom de Philippe-Auguste et constatant qu'Adam Brun, de Sully, devant partir pour Jérusalem, a aumôné à l'abbaye de Fleuri des biens situés à Saint-Martin d'Ars, aumône faite en présence du prévôt de Lorris et des jurés de cette ville. L'intérêt de cette charte est qu'elle présente, parmi les témoins, plusieurs des bourgeois de Paris qui étaient entrés, par la volonté de Philippe-Auguste, dans le conseil de régence, Athon de la Grève et Baudouin Bruneau (Arch. du Loiret, *Cartul. de Fleuri*, fol. 241, n° 434).

devenir caduque après son retour. Il s'agit là d'une organisation passagère, provoquée seulement par la croisade et qui n'était pas faite pour lui survivre. C'est pourquoi il eût été très légitime que M. Cartellieri en dit, à cette place même, tout ce qu'il avait à en dire. En admettant même qu'il n'entrât pas dans son plan d'étudier le détail, et on ne peut que le regretter, il aurait dû en apprécier le caractère un peu autrement qu'il ne l'a fait, noter la valeur provisoire de l'acte, montrer que Philippe-Auguste, en le publiant, voulait avant tout maintenir son autorité intacte, empêcher qu'on ne prit, pendant son absence, aucune mesure administrative ou financière qui engageât l'avenir, et lier les mains à ceux-là mêmes qu'il avait été obligé d'instituer pour gouverner à sa place. La pensée qui inspire le *Testament*, d'un bout à l'autre, est une pensée de défiance contre les régents.

La seconde partie du volume est un récit très circonstancié et très exact de la troisième croisade. L'histoire de Richard Cœur-de-Lion profitera, au moins autant que celle de Philippe-Auguste, des précisions de M. Cartellieri. Du moment où Philippe débarque à Acre, l'auteur trouve, dans les ouvrages de Röhricht, et notamment dans sa très utile *Histoire du royaume de Jérusalem*, des matériaux tout préparés et qui ont singulièrement facilité sa besogne. Il redevient plus original dans le chapitre (p. 238-257) où il traite du voyage de retour du roi de France, de son passage en Italie, et de ses négociations avec la cour de Rome et avec l'empereur Henri VI.

Suivant l'habitude des auteurs des *Jahrbücher*, M. Cartellieri fait suivre son texte d'une série d'*excursus*, et de quelques documents inédits. Dans le premier *excursus*, il examine la question de la diffusion en Occident et à Rome des nouvelles relatives à la perte de la Syrie chrétienne et de la prise de Jérusalem. Dans le second, il donne des extraits de cette compilation historique de Saint-Denis du xiv^e siècle, qui a été étudiée par beaucoup de savants français, et qui complète sur certains points le texte de Rigord (ms. 2017 de la Mazarine). Mais la question de savoir quelle est la valeur de ces additions aux données des chroniqueurs du xii^e siècle, si elles proviennent de sources perdues, ou si elles ne sont que des amplifications de glossateurs très postérieurs, ne me paraît pas encore tranchée. Je pencherais plutôt aujourd'hui pour cette dernière hypothèse. L'appendice 3 est le catalogue des actes de Richard, relatifs à la période de ses voyages en France, en Sicile et en Syrie. Dans le quatrième *excursus*, M. Cartellieri insiste avec raison sur l'inauthenticité des chartes de croisade faisant partie de la collection Courtois, et montre que, de ce fait, il faut rayer de l'histoire certains actes de Philippe-Auguste qui avaient fait illusion à des savants d'esprit très critique. Pour les *textes inédits*, en l'absence de documents vraiment intéressants et pleinement historiques, l'auteur a dû se contenter de citer quelques « exercices de style » relatifs aux événements de la troisième croisade et surtout de sa préparation, et une continuation latine de Guillaume de Tyr qui se trouve dans un manuscrit du British Museum. La récolte

est maigre, mais il était bien difficile d'en faire une plus abondante. Enfin, dans un sixième et dernier appendice, l'auteur recherche la source de ce curieux passage de Leibnitz, où il est dit qu'un captif arabe, Karakusch, indiqua à Philippe-Auguste que le seul moyen de recouvrer Jérusalem était de frapper les musulmans en Égypte; et il montre que cette source n'est autre qu'un érudit du xvi^e siècle, Jean Basile Hérold d'Hochstett.

Achille LUCHAIRE.

Abbé H. DUBRULLE. *Cambrai à la fin du moyen âge (XIII^e-XVI^es.)*.

Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Lille. Lille, impr. Lefebvre-Ducrocq, 1904. In-8°, xxxii-457 pages¹.

C'est une heureuse idée qu'a eue M. Dubrulle d'étudier l'histoire de Cambrai pendant les derniers siècles du moyen âge. Les érudits allemands qui, dans les derniers temps, se sont occupés de la vieille cité impériale, MM. Hoeres (1882), Dieckmeyer (1889) et Reinecke (1896), n'ont envisagé, en effet, que la période pendant laquelle elle conserva avec les empereurs des rapports qui, très fréquents à l'origine, allèrent en s'affaiblissant toujours pour disparaître à peu près complètement après le règne de Frédéric II. Depuis cette époque jusqu'à la conquête par Louis XIV (1677), Cambrai, quoique continuant à relever nominalelement de l'Empire, s'est en fait détaché de lui et constituée entre la France et les Pays-Bas un petit état neutre, convoité par ses deux voisins et, depuis le xv^e siècle, soumis alternativement au protectorat tantôt de l'un tantôt de l'autre. Pour cette longue phase de l'histoire de la ville, on en était réduit jusqu'ici aux renseignements suspects de Le Carpentier (1574) ou à quelques monographies de valeur diverse sur des points de détail. On saura gré à M. Dubrulle d'avoir comblé cette lacune au moins pour les temps antérieurs au commencement du xvi^e siècle.

Il suffit de parcourir la liste de ses sources pour constater avec quel soin il s'est acquitté de ses recherches et quelle abondance de documents inédits les archives du Nord lui ont fournies sur son sujet. Il a divisé celui-ci en deux parties. Un premier livre, intitulé : *la Ville de Cambrai*, décrit la constitution urbaine, les rapports de l'évêque et des chapitres, le commerce et l'industrie, et se termine par une esquisse de la vie communale à la fin du moyen âge. Tout cela, puisé aux archives, fourmille de détails neufs et intéressants. Mais la composition est un peu rapide; on désirerait, sur bien des questions, une description plus fouillée, une mise au point plus rigoureuse, un plan plus ferme et, pour tout dire, une connaissance plus exacte des exigences de l'histoire sociale

1. L'ouvrage n'a été publié qu'en 1905.

et économique. En revanche, le livre second, consacré aux relations de Cambrai avec les puissances voisines jusqu'à la reconnaissance de la neutralité de la ville en 1478, est une contribution précieuse également pour l'histoire de France et pour l'histoire de Belgique. On y lira surtout avec fruit les pages où l'auteur étudie la situation du Cambrésis pendant la première partie de la guerre de Cent ans, Cambrai sous l'influence des ducs de Bourgogne et enfin durant les premiers temps du conflit entre Louis XI et Maximilien d'Autriche.

Ajoutons, pour donner une idée exacte de la valeur du travail de M. Dubrulle, que l'ouvrage se termine par un appendice de 51 pièces justificatives de 1210 à 1507, relatives tant à l'histoire interne de la ville qu'à son histoire politique, et parmi lesquelles se trouvent des documents d'un très vif intérêt¹.

H. PIRENNE.

Heinrich FINKE. *Vorreformationen geschichtliche Forschungen. Aus den Tagen Bonifaz VIII. Funde und Forschungen.* Münster, Aschendorff, 1902. In-8°, xv-296-cxxii pages.

Au cours de ses recherches si fructueuses sur l'histoire des grands conciles du xv^e siècle, M. Finke a trouvé dans les riches archives de Barcelone quantité de documents inédits qui lui ont paru de nature à mieux faire connaître cette figure si curieuse de Boniface VIII, à jeter un jour tout nouveau sur la politique de ce pontife si diversement jugé. Il les publie en les faisant précéder de recherches sur quelques épisodes de l'histoire des années 1294-1305. Ces documents sont de la plus haute importance. On doit y signaler en première ligne les rapports des ambassadeurs aragonais auprès de la curie, de 1294 à 1316; ils se suivent presque sans interruption d'année en année et peignent au naturel le caractère du fougueux pontife; presque toutes les grandes affaires traitées durant cette période y sont exposées et jugées au point de vue espagnol. Citons encore les relations de l'élection de Clément V et de celle de Jean XXII. A noter également un ample traité contre la mémoire de Boniface VIII (vers 1308); enfin de longs fragments des écrits politiques d'Arnaud de Villeneuve, avec toute une étude sur la chronologie des œuvres du célèbre médecin.

La première partie du volume (*Forschungen*) renferme diverses dissertations sur quelques points particuliers: une étude sur la jeunesse et le rôle de Boniface VIII avant son élévation au pontificat, un long récit de l'abdication de Célestin V et de l'élection de Boniface, des recherches sur la composition du Sacré-Collège au moment de la lutte

1. La seconde thèse de M. Dubrulle: *Bullaire de la province de Reims sous le pontificat de Pie II* (Lille, Giard, 1905), comprend l'analyse de 960 actes tirés des archives du Vatican et la publication in-extenso de neuf documents.

contre les Gaetani et les Colonna ; une étude sur le texte et sur la portée politique de la célèbre bulle *Unam sanctam*. C'est encore un récit des relations entre Boniface VIII et son médecin Arnaud de Villeneuve et une étude critique sur le procès scandaleux fait à la mémoire du pontife. Le dernier chapitre, *d'Anagni à Avignon*, renferme un récit de la mort de Boniface et de la suite jusqu'à l'élévation de Clément V ; enfin quelques pages où l'auteur a noté dans les documents anciennement et nouvellement connus les traits qui peignent le mieux cette personnalité troublante. Il y montre comment, de son temps même, Boniface fut moins aimé que craint, mais qu'en résumé, quelque jugement qu'on porte sur sa politique provocante, ce fut un caractère, peu séduisant il est vrai. Au fond, les défauts de l'homme ont contribué à faire juger sévèrement le politique.

Auguste MOLINIER.

Abel LEFRANC. *Les Navigations de Pantagruel. Étude sur la géographie rabelaisienne*. Paris, H. Leclerc, 1905. In-8°, 336 pages et 7 pl.

C'est vraiment une bonne fortune pour les lettres que de voir un esprit aussi subtil que celui de M. Abel Lefranc s'attacher à la recherche du fond de vérité qui règne sous cette trame si fantaisiste en apparence et si étourdissante dont se compose l'œuvre de Rabelais.

Certains auteurs avaient déjà cherché à le faire pour les voyages de Pantagruel : Pierre Margry, dans *les Navigations françaises et la révolution maritime du XIV^e au XVI^e siècle*, M. Ed. de La Barre-Duparcq, dans un opuscule intitulé : *Rabelais et le pôle nord*, et M. P. Ducrot, auteur de *la Géographie dans Rabelais*. Mais bien des erreurs déparaient ces estimables études.

Le livre de M. Lefranc à la main, on arrive à se convaincre pleinement que Rabelais a traité toutes les questions de navigation presque en professionnel. Sans connaissances spéciales, il n'eût pu décrire comme il l'a fait les navires, leurs agrès, leur outillage, leur chargement, les manœuvres des équipages, les tourmentes et les tempêtes. Tout cela, dans sa bouche, a un tel caractère de vérité qu'on en arrive à se demander s'il n'a pas lui-même exécuté quelque grand voyage.

À cela rien que de très vraisemblable. Rabelais, on le sait, avait longtemps vécu à Fontenay, ville située non loin de la mer, et qui avait des relations journalières avec les ports de la région, et surtout avec la Rochelle, l'une des têtes des grandes navigations du temps. Là il avait connu Alfonse de Saintonge, du pays de Lanternois, habitant, comme l'on sait, au pied de la tour de la Lanterne, et qui devint, cela ne fait aucun doute, le Xénomanès de ses voyages. À Saint-Malo, il avait aussi été l'ami de Cartier, qu'il fait figurer dans ses récits sous le nom de Jamet Brayer ou Brayet, et avait eu des relations avec Robert V albringue, qui est sûrement Roberval. Jacques Cartier, Alfonse de

Saintonge et Roberval sont les grands navigateurs qui, tant appréciés de leur temps, vont, sur la demande de François I^{er}, explorer le Saint-Laurent et ses abords.

Aussi, d'après M. Lefranc, le récit du second voyage de son héros s'identifie de la façon la plus précise avec les explorations de ces trois illustres marins. On en trouve des exemples frappants dans la détermination de certains noms : le port de Thalasse, devenu Tallart ou le Tallart, de Saint-Malo, comme point de départ, l'île des Démon, l'île des Oiseaux, l'île de Frise, l'île des Alliances et d'autres encore; dans la description de certains animaux, la tarande, notamment, c'est-à-dire le renne; dans la peinture qui nous est faite de la pêche de la baleine et des apprêts de ses produits; dans la rencontre qui a lieu des Peaux-Rouges et des Esquimaux, etc.

Un point curieux à noter est celui de la rencontre faite par les voyageurs rabelaisiens d'un navire, « la nauf *Lanternière*, qui porte à sa poupe l'emblème de la Rochelle », et qui reproduit le récit de Cartier rencontrant un jour dans les eaux du Saint-Laurent un navire de la Rochelle occupé à faire la pêche de la morue.

Et puis le but à atteindre n'est-il pas toujours le même que celui qui hanta l'esprit des trois navigateurs cités plus haut, après tant d'autres, et qui dirigea leurs manœuvres et leurs explorations, la préoccupation de faire de l'Amérique du Nord la pointe avancée du pays de Cattay et l'idée de découvrir le passage qui pouvait y conduire, passage qu'Alfonse croit même avoir aperçu vers le Saguenay. « J'estime, dit en effet Alfonse, que cette mer va à la mer Pacifique ou bien à la mer du Cattay. »

Les récits humoristiques de Rabelais sont, pour ainsi dire, vécus; si l'auteur n'a pas vraisemblablement assisté lui-même à toutes ces pérégrinations, il s'est inspiré pour cela, sans nul doute, des œuvres de Cartier et de la *Cosmographie* d'Alfonse, cosmographie dont le souvenir même se retrouve dans ses récits.

M. Lefranc signale en outre, pour la première fois, la note curieuse mise en forme de manchette par Jacques Doremet, le plus ancien historien de Saint-Malo, dans son recueil de poésies intitulé *Polymnie* et publié en 1596, note où on lit : « Rabelais vint apprendre de ce Cartier les termes de la marine et du pilotage à Saint-Malo pour en chamarrer ses bouffonnesques lucianismes et impies épicuréismes. » Il y a aussi ce fait caractéristique mis en relief par M. Lefranc, que le voyage d'Alfonse dans le nord de l'Amérique a eu lieu en 1541 et 1542, qu'Alfonse achevait la rédaction de sa *Cosmographie* en 1544 et que Rabelais a terminé la rédaction du second chapitre de son voyage en 1548.

Jamet Brayer et Xénomanès sont donc incontestablement, pour M. Lefranc, Cartier et Alfonse.

En ce qui concerne le premier voyage, notre auteur exprime l'idée que Rabelais aurait pu s'aider des recherches du même navigateur Alfonse, qui nous décrit un voyage analogue vers le Cattay en doublant le cap de Bonne-Espérance; alors aussi que Xénomanès, du pays

de Lanternois, offre à Gargantua le traité d'*Hydrographie*, qui renferme l'indication de la route à suivre pour gagner le siège de l'oracle, M. Lefranc se demande, et il pourrait bien être dans le vrai, si le traité visé ne serait pas la *Cosmographie* d'Alfonse-Xénomanès que nous avons publiée. Alfonso, comme nous le disions plus haut, habitait en effet au pied de la tour de la Lanterne, le grand phare d'alors de la Rochelle.

Nous devons une grande reconnaissance à M. Lefranc de nous avoir appris, grâce à sa fine critique, que cette œuvre de Rabelais avait été vécue et que, derrière les allures plaisantes et humoristiques de l'auteur, il y avait toujours à saisir la réalité de faits qui éclairent d'une façon lumineuse la vie publique et privée de ces époques déjà lointaines.

Georges MUSSET.

Georges CIROT. *Études sur l'historiographie espagnole. Mariana historien*. Bordeaux, Feret; Paris, Fontemoing, 1905. In-8°, xiv-484 pages.

La très consciencieuse et très importante étude que M. Cirot a consacrée à Mariana comble une lacune regrettable. Ni le travail de Pi y Margall, qui sert de préface aux *Obras de Mariana* de la collection de Rivadeneira, ni celui du P. Garzón, destiné à combattre le précédent, ni l'article de M. A. Duméril (*Un publiciste de l'ordre des Jésuites calomnié*) n'avaient épuisé ni même embrassé complètement cette riche matière. Et bien que M. Cirot ait laissé délibérément de côté le théologien et le philosophe pour ne s'attacher qu'à l'historien, on estimera sans doute que la partie laissée dans l'ombre n'enlève rien à l'ampleur et à la précision du portrait.

Voici, d'après l'auteur, le plan adopté : « Dans une première partie, sous la forme de biographie, je passe en revue l'œuvre de Mariana, en insistant sur ceux de ses écrits, édités ou non, qui touchent à l'histoire. Dans une seconde, j'expose la genèse de son *Histoire d'Espagne*; c'est la meilleure manière de se rendre compte de ce qu'il a voulu faire. Dans une troisième, je tâche de dire ce que vaut cette histoire, comme œuvre de science d'abord et ensuite comme œuvre littéraire. » L'ouvrage est complété par une série d'appendices (manuscripts, lettres de Mariana, étude des sources, collation et bibliographie des éditions¹, fac-similés, etc.).

L'auteur nous donne donc tout ce que nous pouvons désirer pour faire ample connaissance avec Mariana. Je crains, toutefois, que le lecteur n'éprouve quelque déception en ce qui concerne la biographie et la per-

1. A propos du t. I (1608) de la *Historia de España*, M. Cirot, décrivant l'exemplaire de la *Nacional* de Madrid, signale que la p. 449 a pour titre courant : *Libro vigesimo quarto* au lieu de *Libro nono* et qu'une erreur analogue se trouve aux p. 451 et suiv. Mon exemplaire de cette même édition porte partout correctement *Libro nono*.

sonne même du célèbre jésuite : les trois pages qui résument les quarante premières années de sa vie ne nous suffisent vraiment pas, et la discrétion de l'auteur s'explique d'autant moins qu'il avait sur la personne de son héros une foule de détails intéressants à nous révéler, ainsi qu'il l'a prouvé lui-même dans divers articles du *Bulletin hispanique*, sur la *Famille de Juan de Mariana*, sur *Mariana jésuite*, etc. Je me hâte d'ajouter que, même sur ce point, l'ouvrage de M. Cirot nous offre des renseignements instructifs qui produiraient tout leur effet s'ils étaient moins éparpillés. C'est ainsi qu'à propos du préambule du *De Rege* et du *De morte et immortalitate*, M. Cirot nous engage à « voir, dans Mariana, quelque chose de ce sentiment de la nature qui devait animer les livres, ou plutôt constituer la philosophie d'un autre théoricien de l'éducation et de la sociologie, J.-J. Rousseau » (p. 91).

Il y aurait plaisir et profit à suivre l'auteur dans l'examen des opuscules et surtout des *Sept traités*, publiés en 1609, mais composés pour la plupart bien avant cette date. L'intérêt de ces œuvres certes n'est pas égal. Le *De adventu Iacobi apostoli Majoris in Hispaniam*, quoique ce sujet devint un moment la *cuestión batallona*, n'intéresse plus qu'un groupe restreint d'érudits en dehors de l'Espagne; et l'on en peut dire autant du *De ortu et obitu Patrum*, du *Pro editione vulgata*, du *De die mortis Cristi*, avec son appendice *De annis Arabum cum nostris comparatis*, et même du *De morte et immortalitate*, malgré ses aimables hors-d'œuvre et la lumière qu'il jette sur la philosophie morale de Mariana et son christianisme fortement teinté de stoïcisme. Car ce confrère et ce contemporain d'Escobar fut, comme beaucoup des hommes les plus distingués de son temps, un stoïcien. Il n'en est pas de même du *De spectaculis*, du *De monetæ mutatione* ni surtout du *De Rege*. Ce n'est pas seulement l'érudit qui apparaît ici : c'est le moraliste, c'est presque le citoyen; l'on sent, à l'âpreté de l'accent, qu'il parle maintenant pour son propre compte.

Les détails externes fournis sur ce fameux libelle du *De Rege* sont abondants et précis. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est la doctrine en elle-même, c'est la théorie (très vieille au demeurant) de l'assassinat du tyran. Elle fut ici formulée avec une telle force que, lorsque l'attentat de Ravailiac appela l'attention sur elle, Mariana parut seul chargé d'une responsabilité qu'en bonne justice il partage avec bien d'autres. Je ne crois pas excessif de dire qu'au fond, et malgré quelques atténuations d'expression, Mariana est resté fidèle à cette doctrine dans son *Histoire*. Il suffit de rappeler en quels termes il raconte les assassinats de rois dont il a à parler; les mêmes mots s'y retrouvent comme à dessein. A propos, par exemple, du meurtre de Sancho et Bravo devant Zamora : « Étrange hardiesse, écrit-il, et malheureuse fin, mais qui répondait bien à ses actions et à sa vie déréglée » (lib. IX, cap. 9). Après le drame de Montiel et l'assassinat de D. Pedro, il s'écrit encore : « *Estraña hazaña!* étrange exploit! Si sa vie fut préjudiciable à l'Espagne, sa mort fut salutaire... *Étrange exemple* qui apprendra aux siècles à venir... que Dieu châtie les excès des rois... » Et

enfin, dans le *Sommaire* de 1589, nous retrouvons la même expression à propos de Jacques Clément : *Fuê este atrevimiento muy grande*. On sait (et M. Cirot a définitivement fixé ces dates) que le chapitre vi du livre I a été composé en 1590, imprimé avec le *De Rege* en 1599, et que la phrase *Sic Clemens periit alterum Galliae decus, ut plerisque visum est* disparut des éditions de 1605 et 1611, par conséquent longtemps avant le meurtre de Henri IV et la condamnation par la Sorbonne.

Mais si, pour des raisons qu'il ne dit point, Mariana supprima cette épithète scandaleuse, rien ne permet de penser qu'il ait modifié le fond de sa théorie du tyrannicide. Cette dernière ne suffit pas certes à lui mériter le titre de « républicain » parfois accolé à son nom. Il est certain toutefois que la façon très libre dont il parle de la royauté, du droit divin, de l'absolutisme au moment même où ce dernier atteignait en Espagne son point culminant, les leçons qu'il dégage des événements à l'adresse du monarque, la sympathie à peine déguisée qu'il éprouve pour les soulèvements populaires, la manière dont il met en vedette le mot de « libertés publiques », tout cela, joint à l'énergique gravité de sa parole, contraste singulièrement avec la platitude ordinaire et le ton courtoisanesque de la plupart des contemporains.

Bien des lecteurs se sont dit cela après quelques-unes des pages auxquelles nous faisons allusion, mais tous sans doute ont été déconcertés, comme M. A. Duméril, par des contradictions qui paraissent inconciliables. M. Duméril et M. Cirot essaient de les atténuer en rappelant « l'objectivité de l'ouvrage ». « Mariana racontait, il ne dissertait pas ; il n'établissait pas la balance des arguments en sens opposé ; il se laissait entraîner par un seul point de vue, etc. » Tout en reconnaissant ce que l'explication a de fondé, j'avoue qu'elle ne dissipe pas entièrement mon inquiétude. Ou bien ces idées, dont l'expression pourtant est nette jusqu'à la brutalité, étaient au fond bien flottantes, ou bien, si elles étaient réellement aussi arrêtées qu'elles le paraissent dans les œuvres théoriques, l'auteur les a volontairement adoucies, dissimulées dans l'*Histoire*. Cette thèse peut se soutenir : Mariana a pensé que ce qui pouvait se dire entre théologiens n'était pas bon pour le public et il était obligé, dans une entreprise de vulgarisation, à des ménagements inutiles ailleurs. Qui sait aussi la part qu'il faut faire dans ces « idées républicaines » aux souvenirs du Forum romain, à la tradition, aux modèles classiques ? Cette tradition, Mariana l'a fidèlement suivie dans ses discours, auxquels M. Cirot a consacré un chapitre plein de remarques exactes (p. 338-48). Il n'a point renoncé au droit de faire, en style direct et sous le couvert de ses personnages, des *conciones* comme Salluste, Tite-Live ou Tacite. Dans ces discours abondent les réflexions, les maximes, les lieux communs légués par l'antiquité et tombés dans le domaine public. C'était proprement la nourriture des humanistes. Dans quelle mesure y parle-t-il pour son compte personnel, dans quelle mesure imite-t-il ? C'est ce qu'il serait aussi intéressant que délicat de préciser.

C'est naturellement à la *Historia de España* que M. Cirot a consacré la plus grande partie de son travail ; 125 pages (auxquelles il faut joindre l'*Appendice bibliographique*, p. 452-69) montrent comment l'œuvre fut composée, remaniée, publiée et comment elle se répandit en Espagne et en Europe. On sait que le *De Rebus Hispaniae*, en 20 et 25 livres, fut publié à Tolède en 1592 et 1595, puis, complet en 30 livres, à Mayence en 1605 ; que l'édition de 1623, la dernière publiée du vivant de l'auteur, contient des additions empruntées aux Fausses Chroniques, additions dont M. Cirot, après Mayans, mais avec plus de précision, fait ressortir le caractère apocryphe (p. 236 et suiv.). La traduction espagnole, terminée dès le mois de juin 1593, parut en 1601 à Tolède. Elle comprenait 30 livres. L'examen comparé du contenu de chaque édition, les questions relatives aux dates de composition et d'impression de chacun des textes, latin et espagnol, donnent lieu à une série de dissertations conduites avec soin qui ont fait la lumière sur ce sujet obscur. Elles montrent, entre autres choses, que la publication de l'*Histoire* en latin fut une très médiocre affaire de librairie, tandis que les éditions espagnoles se multiplièrent rapidement.

M. Cirot consacre un chapitre au « style » de Mariana. Ce style est, selon lui, remarquable par « sa phrase courte », sa « syntaxe extrêmement alerte », son caractère « analytique, son aisance, sa clarté, le naturel, l'absence de toute prétention, de toute affectation ». Des exemples abondants, patiemment détaillés, justifient chacune de ces affirmations ; la preuve ne laisse rien à désirer. Et bien que cette minutieuse analyse ne laisse peut-être pas dans l'esprit une idée bien nette du talent de l'écrivain, on lira certainement avec profit ce chapitre très neuf et très personnel.

Non moins originaux et non moins nouveaux sont les chapitres destinés à montrer la valeur « scientifique » de l'œuvre de Mariana. Sans doute cette valeur scientifique est relative. Le point de vue d'où Mariana considère l'histoire est, à peu près, celui des historiens latins, de Tite-Live surtout. Comme ce dernier, « il en transcrit plus qu'il n'en croit » ; il raconte, avec une indulgence patriotique et parfois avec une sorte de complaisance d'artiste, les fables et les légendes nationales ; il sème son exposition de discours et de lettres, selon la formule ; l'histoire chez lui côtoie souvent le roman. Mais il sait à l'occasion remonter aux sources originales, les critiquer, choisir et rejeter. Il raconte bien des fables, mais il n'en est pas dupe.

Telle est cette contribution capitale à l'étude de Mariana, à laquelle elle fait faire un pas décisif. M. Cirot, qui a entrepris une série d'études sur l'historiographie espagnole et qui, en même temps que son *Mariana*, nous donne un volume sur les *Histoires générales d'Espagne entre Alphonse X et Philippe II*, a pris dès à présent par ces deux importants ouvrages une place des plus honorables parmi les hispanisants français.

E. MÉRIMÉE.

Joachim ZIMMERMANN. *Das Verfassungprojekt des Grossherzogs Peter Leopold von Toscana*. Heidelberg, C. Winter, 1904. 4 vol. in-8°, 496 pages.

On sait depuis longtemps que le grand-duc de Toscane Pietro-Leopoldo avait eu l'idée, entre autres réformes heureuses, de donner à son État une constitution, et le Dr Potter a publié dès 1825 un mémoire du ministre Gianni relatif à ce projet. Mais on ignorait quelle part revenait dans ce projet, qui du reste ne fut pas mis à exécution, à l'initiative personnelle de son ministre, et en quoi y avait contribué Gianni. On ignorait aussi quelle était exactement la valeur du mémoire de celui-ci, pure théorie spontanément écrite ou mémoire rédigé par ordre dans un but d'utilité pratique immédiate. C'est de ces petits problèmes (d'importance à vrai dire secondaire) et de la question tout entière de la constitution toscane que M. J. Zimmermann a repris l'examen, d'après les documents de l'*Archivio di Stato* de Florence, spécialement ceux de l'*Archivio di Gabinetto* et les papiers Gianni Mannucci.

Après deux courts chapitres (p. 3-13, 13-29) d'introduction sur la Toscane sous les Médicis et sur les Réformes de Pietro-Leopoldo, et un très bref paragraphe (p. 29-32) consacré au portrait de Gianni, il aborde l'étude détaillée de ce projet, en suivant les documents dans leur ordre chronologique : le premier document où apparaissent le souci de cette réforme et la trace des tentatives faites pour réaliser cette idée libérale est le mémoire de Gianni, du 9 mai 1779, sur la formation d'un corps de représentants publics en Toscane (appendice I). Ce mémoire provoqua de nombreuses et ingénieuses observations du souverain qui n'en fut pas pleinement satisfait : Gianni reprit son travail sous plusieurs formes et continua ces essais pendant plus de deux ans, jusqu'au 26 novembre 1781. Sur la rédaction de 1781, plus conforme à ses idées, le grand-duc voulut consulter divers conseillers, Cosimo Amidei, Vernaccini, Francesco Seratti. Ceux-ci ne furent pas tous favorables au projet de Gianni, qui, d'après leurs observations, en fit une seconde rédaction (en avril 1782) et finalement une troisième, le 8 septembre. M. Zimmermann étudie ensuite l'histoire de ce projet pendant les dernières années du gouvernement de Pietro-Leopoldo, les causes qui en empêchèrent la mise à exécution, même quand les débuts de la Révolution poussèrent le grand-duc à s'en occuper de nouveau.

Sur les origines de ce projet, M. Zimmermann n'est pas moins intéressant ni moins original. Il a retrouvé dans l'*Archivio di Stato* deux mémoires anonymes : *Punti diversi sulli Stati* et *Idea sopra il progetto della creazione dei Stati*, qu'il attribue au grand-duc ; on y voit se produire très librement des idées philosophiques et sociales assez avancées qui devaient logiquement aboutir à ce plan de constitution. Le grand duc admet comme point de départ que tout membre de la société a un droit égal au bonheur, à la sécurité, à la propriété et à la protection de ces droits. Comme cette protection et le droit de l'assurer par des lois ne peuvent rester dans les mains de tous, ces prérogatives doivent

être volontairement abandonnées par contrat : ce contrat aboutit à diverses formes gouvernementales. La surveillance de ce contrat est une obligation pour tous les citoyens, mais, en pratique, elle est déléguée par les citoyens à des représentants qu'ils investissent de leur autorité. La représentation nationale est donc un droit et une obligation dérivant du droit naturel et du contrat social. — D'où venaient au grand-duc ces idées ou du moins la largeur de vues suffisante pour qu'on pût les développer devant lui? M. Zimmermann répond : de Pompeo Neri, qui fut le fauteur et l'instigateur des réformes, et de l'influence du *Bill of Rights* américain, traduit en français en 1778 : on trouve en effet dans ces deux *Mémoires* et le *Bill* des ressemblances très frappantes et même des expressions identiques.

Le mémoire de M. Zimmermann, qui a reproduit en appendice les principaux documents sur cette entreprise avortée de constitution (p. 191-194), est donc une très utile contribution à l'histoire de l'Italie du XVIII^e siècle et de ses princes réformistes.

L.-G. PÉLISSIER.

Ralph C. H. CATTERALL. *The second bank of the United States*. Vol. II. Chicago, University press, 1903. In-8°, xiv-538 pages. (Decennial publications of the University of Chicago, 2^e série.)

Cette histoire de la seconde banque fédérale, qui a duré de 1814 à 1834, est écrite directement d'après les sources contemporaines, — documents officiels et rapports des Congrès, arrêts de justice, brochures et journaux, — et la correspondance inédite du président de la Banque, N. Biddle. C'est un travail précis, solide, clair, comme les Américains savent en écrire quand ils traitent une matière économique. Les faits sont exposés dans l'ordre chronologique depuis la fondation de la Banque jusqu'à la destruction. Puis vient la description du mécanisme et des opérations de la Banque et de son rôle dans le gouvernement des États-Unis. Les treize appendices (p. 479 à 513) donnent les règlements, l'acte de fondation de la Banque, les statistiques des opérations (émission de billets, taux, circulation, dépôts).

L'auteur ne cache pas ses impressions personnelles sur la politique suivie à l'égard de la Banque au début par le parti républicain, plus tard par Jackson ; il la déclare détestable. La Banque, créée pendant la grande crise de la guerre contre l'Angleterre, en 1814, a végété dans les premières années parce que le président, Jones, nommé par le gouvernement républicain, laissait les succursales opérer dans les États, sans limites de capital. Ce fédéralisme dans les opérations d'escompte se soldait par des pertes imprévues. On n'arrivait pas à établir un papier d'une valeur uniforme dans toute l'Union. Ce régime aboutit à une crise en 1818-1819. La Banque s'en tira en sacrifiant son président, mais elle resta impopulaire, surtout auprès des colons de l'Ouest. Le nouveau président, Cheves, la comparait à « un navire sans gouver-

nail ni voiles, à court de provisions, sur une mer en tempête, loin de terre ». Elle n'avait presque plus de numéraire. Cheves la sauva en cessant les opérations dans l'Ouest et le Sud, puis en fixant un capital limité à chaque succursale; et, malgré l'opposition que lui firent quelques États du Sud et la Pensylvanie, quand il se retira en 1823, le danger était conjuré.

Son successeur Biddle, qui resta président jusqu'à la fin, fit de la Banque une institution prospère. La partie la plus neuve du livre de M. Catterall (chap. v à vii) est la description des procédés de Biddle d'après ses papiers inédits. Son système consista à restreindre les opérations de banque dans l'intérieur du pays où les ressources manquaient encore et à concentrer l'action sur les grandes villes de l'Est, surtout New-York. Il put augmenter l'émission des billets (de 4,432,000 dollars en 1823 à 9,616,000 en 1826), accroître la somme des escomptes et porter le capital de 44 millions à 51 (en 1828). Il cherchait à procurer au pays une circulation stable en obligeant les banques locales à racheter leurs billets en numéraire dès qu'il les voyait augmenter à l'excès leurs opérations. Il ne faisait de prêts qu'à court terme et sur de bons effets de commerce et refusait de prêter même à des amis ou à des hommes politiques. Il diminua les fraudes en augmentant le personnel de surveillance. Il reconstitua le fonds de réserve, ce qui permit à la Banque de traverser la crise de 1825.

L'accroissement d'activité économique de 1828 à 1831, produit par la création du canal de l'Érié et de la navigation à vapeur sur le Mississippi, réagit sur la Banque; le capital monta à 70 millions de dollars et le chiffre d'opérations doubla. L'accroissement se produisit surtout dans le sud et l'ouest; mais les prêts n'étaient garantis que par des terres dont la valeur dépendait des hasards de la récolte du coton, comme le prouva la crise de 1832, où la Banque fut compromise par des prêts à trop long terme.

La suppression de la Banque eut pour cause, non des motifs économiques, mais l'arrivée au pouvoir du nouveau parti démocratique de Jackson, hostile à toute banque fédérale pour des motifs politiques. Elle eut contre elle les partisans des « droits des États » qui la déclaraient contraire à la constitution; elle choquait le sentiment populaire; dans les États de l'Ouest, on l'accusait de rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Le conflit commença dès la fin de 1827 à la Chambre des représentants; il devint aigu en 1829 avec le premier message de Jackson, naïvement ennemi de toute banque privilégiée. Biddle essaya en vain de convertir Jackson qui opposa son veto au renouvellement de la Charte. La Banque fut battue à l'élection de 1832 avec le parti qui le soutenait.

On reprocha à la Banque d'acheter l'appui des représentants et des législateurs (on peut voir, p. 251 et suiv., dans quelle mesure le reproche était fondé) et de favoriser les amis du président. La dépression de 1833 et la panique qui la suivit (figurée p. 323 par un diagramme) montrèrent la force de la Banque, puisque les billets ne baissèrent pas;

le parti hostile à Jackson en profita pour prendre l'offensive au Congrès. Mais il se heurta à la majorité « démocratique » de la chambre des représentants qui refusa de renouveler la Charte; les élections de 1834 achevèrent la déroute des partisans de la Banque.

Ch. SEIGNOBOS.

Ed. DRIAULT. **La Politique orientale de Napoléon. Sébastiani et Gardane (1806-1808).** Paris, Alcan, 1904. In-8°, 440 pages.

M. Driault a tenté à son tour d'arracher à Napoléon son secret. Pour lui, comme pour M. Bourgeois, Napoléon aurait eu les yeux fixés sur l'Orient, mais il n'aurait pas voulu *partager* l'empire ottoman, il aurait désiré l'englober, d'une façon ou d'une autre, dans son immense empire. Empereur d'Occident, il ambitionnait de devenir en même temps empereur d'Orient, et, sur le chemin de Byzance, dont il voulait faire une de ses capitales, il se proposait d'arrêter la « barbarie » russe bien plutôt que de la servir. Hypothèse séduisante, qui s'accorde avec ce que nous savons de Napoléon, avec ce que M. Driault nous en apprend.

M. Driault concentre notre attention sur les années 1806 à 1808 : c'est le moment où Napoléon a pu se croire plus près qu'il ne l'avait jamais été de réaliser son rêve oriental, le moment aussi où il a vu surgir de tous côtés les obstacles qui devaient l'empêcher de le réaliser.

Entre la France et la Sublime-Porte, le traité de Paris avait ramené la paix; la victoire d'Austerlitz fit renaitre, sinon l'amitié, du moins les témoignages, de la part du sultan, d'une vive amitié. Napoléon et le sultan Sélim avaient, en ce moment, un ennemi commun, le tsar Alexandre I^{er}, qui n'avait pas abandonné le grand projet de Catherine II et voulait retirer du traité de Koutchouk-Kaïnardji tous les effets qu'il contenait en germe. C'est dans ces conditions que le général Sébastiani, déjà deux fois chargé de missions en Orient, partit pour l'ambassade de Constantinople; il devait réaliser, en ce qui concernait la Sublime-Porte, ce programme tracé de la main de Napoléon : « Triple alliance de Moi, Porte et Perse contre la Russie. »

Grâce aux efforts de Sébastiani, grâce surtout à la marche victorieuse de Napoléon en Pologne, la Sublime-Porte se décida à déclarer la guerre à la Russie. Après avoir vainement tenté de l'arrêter par la diplomatie, les Anglais voulurent frapper un grand coup d'intimidation. Ils franchirent les Dardanelles et vinrent mouiller, le 20 février 1807, en face de Constantinople. Sébastiani crut la partie perdue : le sultan était faible, la capitale sans défense. L'excès des prétentions anglaises le servit : il insista auprès de Sélim et le décida à résister. Tandis que les ministres turcs négociaient pour gagner du temps, Sébastiani organisa la défense, hérissa la côte de canons. Le 2 mars, les Anglais durent se replier et se détournèrent sur l'Égypte.

Le sultan adhéra au blocus continental, mais refusa l'envoi d'un corps d'armée proposé par Napoléon. Livrée à ses propres forces, l'ar-

mée turque resta inactive. Napoléon, à Finkenstein, n'obtint pas de l'ambassadeur turc l'alliance offensive qu'il demandait contre la Russie et l'Angleterre. Il réussit, par contre, à s'attacher plus étroitement la Perse.

Lorsque se produisit, dans la politique impériale, l'apparent revirement de Tilsit, une insurrection des janissaires et des yamaks venait de remplacer Sélim par Mustapha IV. Napoléon en prit texte pour laisser entendre à Alexandre que ses dispositions changeaient complètement à l'égard de la Sublime-Porte, et, afin d'obtenir son alliance contre l'Angleterre, il fit briller à ses yeux le mirage séduisant d'un partage de l'empire ottoman. Il prit même l'engagement oral de fermer les yeux sur l'occupation de la Moldo-Valachie. Mais, lorsque l'ambassadeur russe à Paris, M. de Tolstoi, fut chargé de demander l'autorisation de conserver ces deux provinces, Napoléon demanda la Silésie. Comme le tsar s'y refusait, s'impatientait, Napoléon lui adressa la lettre fameuse du 2 février 1808, destinée, suivant M. Driault, à entretenir le tsar dans ses espérances, sans lui donner de satisfactions précises, à attirer ses regards vers Stockholm, puis vers l'Euphrate, vers les Indes, pour détourner son attention de la Silésie ou de la Moldo-Valachie.

Tandis qu'Alexandre s'impatientait de la lenteur de Napoléon à lui donner sa part des terres ottomanes, la Sublime-Porte, de son côté, s'inquiétait de ne pas recevoir l'assurance de son intégrité. L'occupation, par les Français, des Sept-Iles et des bouches de Cattaro créait de nouvelles difficultés et excitait, de la part de la Sublime-Porte, de nouvelles craintes; quand l'ambassadeur demanda le passage, sur territoire turc, d'un corps de troupes françaises pour secourir Corfou, beaucoup de Musulmans y virent le prélude d'une invasion française. Sébastiani demanda et obtint son rappel.

Mais de l'entente franco-russe naquirent bientôt des difficultés : le schah de Perse Feth-Ali comptait sur la France pour recouvrer la Géorgie, et la Russie, de son côté, n'entendait pas faire ce sacrifice à son alliée de Tilsit, qui, d'ailleurs, ne le lui demandait pas. Le général Gardane, qui avait été envoyé à Téhéran, obtint pour la Perse un armistice d'un an que le tsar refusa de ratifier. Les Russes recommencèrent les hostilités, et, tandis qu'ils avançaient, menaçants, dans le nord, les Anglais croisaient dans les eaux du golfe Persique, la bouche pleine de bonnes paroles et les mains de présents. Gardane parvint pendant quelque temps à empêcher le schah de les admettre à Téhéran; mais il ne recevait pas de nouvelles de France, et il lui fut à la longue impossible de maintenir Feth-Ali dans cette résolution. Il dut quitter Téhéran, estimant que sa dignité ne lui permettait pas d'y rencontrer le représentant de l'Angleterre. Jouanin et de Nerciat, qu'il avait laissés en arrière, durent partir à leur tour, et, peu après, Feth-Ali signait avec l'Angleterre un traité d'alliance. Napoléon se montra inutilement mécontent du départ de Gardane; la route de l'Inde se fermait devant lui.

Il était, d'autre part, retenu par les événements d'Espagne. A l'entrevue d'Erfurt, il abandonna à la Russie la Moldo-Valachie; mais cette clause devait être tenue secrète, et, d'un commun accord, les deux empereurs ajournèrent le partage de l'empire ottoman.

Cet empire passait encore par une crise grave. En juillet 1808, une révolution remplaçait Mustapha IV par Mahmoud II; en novembre, l'émeute grondait de nouveau à Constantinople, et si Mahmoud, dernier rejeton de la famille d'Othman, restait sur le trône, il devait sacrifier aux janissaires ses projets de réformes. C'était un échec pour l'influence française, qui, par la force des choses, paraissait s'identifier avec les tentatives de réformes dans l'empire turc. Le 5 janvier 1809, la Turquie signait avec l'Angleterre la paix des Dardanelles, « première et grave brèche dans le système du blocus continental ».

Napoléon aurait voulu être à la fois l'allié de ces trois ennemis irrconciliables, le Turc, le Russe et le Persan; il s'était aliéné la Turquie et la Perse en se rapprochant de la Russie, et la campagne de 1809 avait prouvé que ce rapprochement n'était pas de l'amitié. A la fin de la même année, Napoléon agrandissait vainement son empire dans la péninsule balkanique; d'autres soins allaient l'occuper jusqu'à la fin de sa carrière et l'empêcher de reprendre ses projets sur l'Orient.

Telle est, autant qu'une brève analyse en peut donner une idée, la substance du nouvel ouvrage de M. Driault. A l'appui de ses dires, l'auteur a placé, en tête de son livre, une bibliographie qui échappe à la monotonie habituelle des énumérations de sources. Parmi ces sources, abondantes et sûres, il en est une que nous regrettons de ne pas voir citée. Il se trouve, dans les armoires du ministère des Affaires étrangères, quelque chose comme soixante-quinze cartons renfermant la correspondance des consuls français en Orient pendant la période napoléonienne. Avec les rapports des consuls, souvent de médiocre intérêt, se trouvent des documents de plus grande importance pour l'histoire générale, en particulier les instructions que les consuls recevaient de France. Peut-être l'étude de ces documents ne fera-t-elle que confirmer l'hypothèse à laquelle M. Driault est arrivé, peut-être la modifiera-t-elle plus ou moins, fera-t-elle croire, par exemple, qu'à la gloire des empereurs romains, Napoléon ambitionnait, d'une façon plus constante qu'on ne pourrait le croire, d'ajouter celle d'Alexandre le Grand, et qu'il voyait dans Constantinople non seulement la capitale de l'empire d'Orient, mais la porte de l'Asie. Cette étude, en tout cas, sera longue, et nous pouvons nous féliciter, en un sens, que M. Driault ne l'ait pas entreprise, car elle aurait retardé pour nous, d'une ou de plusieurs années, le plaisir de lire ces pages si vivantes, qui sont pour le moment le guide le plus sûr et le plus clair au milieu des complications et des obscurités de la politique orientale de Napoléon.

R. DE FÉLICE.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Mélanges d'archéologie et d'histoire.** (École française de Rome.) T. XXVI, 1906, fasc. 3-4, mai-août. — E. ALBERTINI. L'inscription de Claude sur la Porte Majeure et deux passages de Frontin (tente d'expliquer les contradictions de ces deux groupes de textes au sujet des aqueducs de Claude). — L. CELIER. Alexandre VI et ses enfants en 1493 (publie d'après l'original une bulle inédite par laquelle Alexandre VI adopte César Borgia, fils de Vanozza de' Catanei, « dont il a lui-même, étant déjà revêtu de la dignité cardinalice, procréé Jean de Borgia, duc de Gandie », et étudie d'après cette bulle les origines et la composition de la famille d'Alexandre VI). — D. SERRUYS. Autour d'un fragment de Philippe de Side. — P. BODREAUX. Notes sur quelques manuscrits des bibliothèques de Rome (publie un lexique inédit des institutions athéniennes). = Fasc. 5, sept.-déc. J. CARCOPINO. L'inscription d'Ain-el-Djemala; contribution à l'histoire des *saltus* africains et du colonat partiaire (voir ci-dessus, p. 334). — J. FRAIKIN. La nonciature de France de la délivrance de Clément VII à sa mort (préface du t. II des *Nonciatures de Clément VII* publié par M. F.). — L. DUCHESNE. Rectification (réponse à M. Crivelluci sur la question des évêchés détruits par les Lombards).

2. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. VIII, n° 2. Novembre 1906. — Ph. SAGNAC. Étude statistique sur le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire en 1791 (d'après les statistiques officielles dressées en exécution du décret du 12 mars 1791, avec une carte). — P. MURET. La question des alliances en 1869 et 1870 d'après des publications récentes (fait ressortir notamment les contradictions qu'il y a entre la thèse de M. E. Ollivier et celle de M. E. Bourgeois sur les rapports de la France, de l'Autriche et de l'Italie à la veille de la guerre de 1870). = Comptes-rendus : H. THIRION. Madame de Prie (partial et peu critique). — A. LASSERRE. La participation collective des femmes à la Révolution française; les antécédents du féminisme (pas toujours au courant). = Décembre. J.-E. DRIAULT. Napoléon et la paix en 1813, à propos du dernier volume d'Albert Sorel (examine la théorie de Sorel suivant laquelle, au lendemain de la retraite de Russie, l'« Europe » posa aussitôt la question des « anciennes limites ». Cette théorie lui paraît très discutable. « La guerre qui ravagea l'Europe de 1803 à 1815 fut autre chose qu'une *guerre de limites* »). — V. PINOT. Les physiocrates et la Chine au XVIII^e siècle (d'après le *Despotisme de la Chine* de Quesnay). = Comptes-rendus : E. Pionnier. Essai sur l'histoire de la Révolution à Verdun, 1789-1795 (quelques imperfections).

— *S. Charléty*. Département du Rhône. Documents relatifs à la vente des biens nationaux (méthode peu satisfaisante).

3. — La Révolution française. 1906, décembre. — *F. BRAESCH*. Nouveaux documents sur les sections et sur le club des Cordeliers (analyse un important recueil de pièces originales et de copies réunies par Barthélemy Saint-Hilaire et retrouvées par M. Chambon dans la bibliothèque Victor Cousin). — *A. AULARD*. Taine, historien de la Révolution française (la seconde étape de la conquête jacobine; suite et fin dans ce numéro et au suivant). — *H. POULET*. L'administration centrale du département de la Meurthe, de l'établissement des départements à la création des préfetures (suite dans ce numéro et au suivant : 22 sept. 1792-9 févr. 1798). — *Ch. SCHMIDT*. La question des sous-préfets en 1810. Un mémoire de Lezay-Marnésia (préfet de Coblenz, critiquant l'institution des sous-préfets « cloués dans leur bureau », au lieu qu'il faudrait des fonctionnaires « ambulants »). = 1907, janvier. *R. DOUCET*. Les papiers de Piorry (représentant de la Vienne à l'Assemblée législative et à la Convention). — *J. MERLANT*. Sénancour et la réforme sociale (d'après les *Réveries* de 1799). — Impressions du curé de Lavaufanche sur la première année de la Révolution.

4. — La Révolution de 1848. T. III, 1906, juillet-août. — *H. MOISSET*. Notes sur Lassalle et la Révolution de 1848 (d'après les lettres de Lassalle et le *Lassalle* de Oncken). — *H. SALOMON*. Souvenirs de la campagne présidentielle en 1848 (une brochure de Bersot et une chanson inédite). — *A. DE VAULABELLE*. Notes sur le coup d'État du 2 décembre 1851. — Documents relatifs à Charles Buvignier (suite). — Lettres de M. Benoît Champy à Bixio (1848-1849). = Sept.-oct. *G. GALLAVRESI*. Les Français à Milan, à la veille de la capitulation du 5 août 1848 (quatre lettres du comte de Reiset et une du duc de Dino). — Documents sur l'évolution de Léon Faucher, 1848-49 (extraits des papiers de Faucher). — *A. CRÉMIEUX* et *G. GÉNIQUE*. La question électorale en mars 1848 (d'après les pétitions relatives au suffrage universel; fin en nov.-déc.). — *H. MONIN*. Un anniversaire de la révolution de février à Londres, 24 févr. 1869. = Nov.-déc. *JEANJEAN*. « L'éternel révolté » (extrait d'un livre sur Barbès). — *L. GUYON*. Un journaliste de 1848 : Philippe Faure. — *GOSSEZ*. Projet sur la crise industrielle de 1848 à Rouen (publie un projet d'A. Peynaud, filateur dans l'Eure).

5. — Revue d'histoire, rédigée à l'État-major de l'armée. 1906, juillet. — Les opérations militaires sur la Sambre en 1794 (fin). — La campagne de 1800 en Allemagne (les projets de Moreau; la bataille de Stockach). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons (l'armée française le 31 août; mouvements des armées allemandes; combat de Bazeilles). = Août. Les préliminaires de la guerre de la Succession d'Autriche (les instigateurs de la guerre; avec des documents inédits). — La campagne de 1800 en Allemagne (la bataille

d'Engen). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; 4^e partie : Sedan. = Septembre. Les préliminaires de la guerre de la Succession d'Autriche (suite : Belle-Isle à Nymphenbourg et à Versailles, mai-juillet 1741). — La bataille d'Aboukir, 25 juillet 1799 (chapitre emprunté au t. V de l'*Expédition d'Égypte* par M. de La Jonquière). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; Sedan (le général Ducrot nommé commandant en chef, puis obligé de céder le commandement à Wimpffen. Les opérations jusque vers midi). = Octobre. La campagne de 1800 à l'armée des Grisons (organisation de l'armée; entrée en Val-teline). — La campagne de 1805 en Allemagne; 5^e partie : Saint-Polten et Krems (suite dans ce fascicule et dans les deux suivants). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; Sedan (bataille sur le front du 7^e corps jusqu'à midi environ). = Novembre. La campagne de 1800 à l'armée des Grisons (suite; secours demandés par Macdonald, passage du Splügen). — La guerre de 1870-1871. L'armée de Châlons; Sedan (suite; la bataille sur la haute Givonne; les combats au calvaire d'Illy; fin de la bataille sur le front du 7^e corps). = Décembre. La campagne de 1800 à l'armée des Grisons (suite; occupation de la Valteline; premier combat de Tonal). — La guerre de 1870-1871; Sedan (suite : fin de la bataille sur le front des 7^e, 1^{er} et 12^e corps).

6. — **Nouvelle revue historique de droit français et étranger.** 1906, septembre-octobre. — L. BEAUCHET. Loi d'Upland (suite : des causes concernant la vente). — A. GIFFARD. Études sur les sources du droit coutumier aux XIV^e et XV^e siècles (suite : les « coutumes notoires », les « Décisions de J. de Marès » et leurs sources). — O. MARTIN. Le manuscrit Vatican 4790 et le Grand Coutumier de Jacques d'Ableiges (comparaison de ce dernier avec le ms. franç. de la Bibl. nat. 10816, qui paraît contenir la copie la plus fidèle du Grand Coutumier). — E. CHAMPEAUX. La compilation de Bouhier et les coutumiers bourguignons du XIV^e siècle (suite : sources de chacun des articles de la compilation de Bouhier). = Novembre-décembre. E. CUQ. La propriété foncière en Chaldée d'après les pierres-limites (koudourrous) du Musée du Louvre. — Ch. APPLETON. L'obligation de transférer la propriété dans la vente romaine. Fr. 16 D. De cond. causa data XII, 4 (le texte a été altéré par une faute de copiste; il devient limpide une fois la faute corrigée). — E. CHAMPEAUX. Le coutumier bourguignon de Montpellier (publie deux coutumiers du XIV^e siècle). — MISPOULET. Un nouveau document sur les *saltus* impériaux d'Afrique (publié par J. Carcopino dans les *Mélanges* de l'École de Rome).

7. — **Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger.** 1906, juillet-août. — SÉFÉRIADÈS. Étude sur la proclamation annuelle de l'archonte éponyme à Athènes (cette proclamation n'a rien à voir avec les questions de propriété; ce n'était « qu'une déclaration politique inspirée à Solon par la crainte de l'avidité qui aurait pu conduire à la tyrannie »). — J. ACHER.

Origines de la communauté conjugale (critique de Ch. Lefebvre, *le Droit des gens mariés*, 1^{er} fasc.). = Compte-rendu : E. Meynial. Quelques réflexions sur l'histoire de la noblesse romaine. = Sept.-oct. Th. DUCROcq. Complément à la légende du coq dit gaulois usurpant le revers de nos nouvelles monnaies d'or. — G. PLATON. Le droit public égyptien sous la domination grecque et sous la domination romaine (d'après le livre de M. Wilken; suite; fin en nov.). — J. LEFORT. La Faculté de droit de Toulouse du xiii^e au xviii^e siècle (à propos de A. Deloume, *Faculté de droit de Toulouse fondée en 1229; centenaire de la réorganisation de 1805*). = Compte-rendu : GOMEL. Histoire financière et législative de la Convention; t. II, 1793-1795 (excellent).

8. — **Revue de l'histoire des religions.** T. LIV, n° 2, septembre-octobre 1906. — M. REYON. Le shinnoïsme (suite). — A. LONs. Le panbabylonisme de M. Jeremias (examen de M. Jeremias, *Das Alte Testament im Lichte des Alten Orients*). = Comptes-rendus : L. H. JORDAN. Comparative religion, its genesis and growth. — K. MARTI. Die Religion des Alten Testaments unter den Religionen des vorderen Orients (remarquable). — H. WINCKLER. Religionsgeschichte und geschichtlicher Orient. — E. DUJARDIN. La source du fleuve chrétien. Le judaïsme (admet la théorie de M. Vernes sur la composition tardive et purement imaginative de l'Ancien Testament; le livre de M. D. ne repose par suite lui-même sur aucun fondement solide). — EDMUNDS. Buddhist and christian gospels; 3^e éd. — W. SOLTAN. Das Fortleben des Heidentums in der altchristlichen Kirche (important). — K. FURRER. Das Leben Jesu Christi; 2^e éd. (intéressant). — A. SCHWEITZER. Von Reimarus zu Wrede. Eine Geschichte der Leben-Jesu-Forschung (important, mais manque d'impartialité). — H. v. SODEN. The history of early christian literature. The writings of the New Testament. — Die christliche Religion mit Einschluss der Israelitisch-Jüdischen Religion (très important). — O. PFEIDERER. Die Entstehung des Christentums (excellente synthèse).

9. — **Bulletin de littérature ecclésiastique.** 1906, juillet. — F. CAVALLERA. Le schisme d'Antioche (maintient contre L. Saltet l'authenticité de l'homélie in *Lazarum* et répond aux autres objections du même critique). — L. SALTET. Une prétendue homélie d'Eusathe (réponse à l'article précédent). = Octobre-novembre. A. WILMART. Les « tractatus » sur le Cantique attribués à Grégoire d'Elvire. — L. SALTET. Fraudes littéraires des schismatiques lucifériens aux iv^e et v^e siècles (le parti de Lucifer de Calaris a fabriqué deux fausses lettres de saint Athanase et le « de Trinitate » attribué à cet auteur). = Décembre. P. BATIFFOL. L'édit de Calliste d'après une controverse récente (maintient contre M. Esser que le pape Calliste a institué une discipline nouvelle en revendiquant pour l'évêque d'un siège tel que Rome le droit de réconcilier, après pénitence, des pécheurs coupables de fautes contre le sixième commandement). = Compte-rendu : Gui-

gnebert. Manuel d'histoire ancienne du christianisme (livre d'un autodidacte mal informé et peu apte à comprendre les questions bibliques).

10. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin. 1904, novembre-décembre. — H. PATRY et H. CLOUZOT. Notes inédites sur le père d'Agrippa d'Aubigné et sur son fils Constant. — R. RODIÈRE. Anciennes familles protestantes du Boulonnais et de la ville de Montreuil (documents annotés, 1562-1677). — J. CALMETTE. Un protestant de Montpellier réfugié à Londres en 1690 (trois lettres). — N. WEISS et A. LODS. La liberté des cultes sous la Révolution (documents concernant Caen, 1793; la Haute-Vienne et Paris, 1791). — 1905, janvier-février. BOURILLY. La révocation de l'édit de Nantes à Marseille (utilise et publie en partie un dossier des archives municipales de Marseille). — N. W. Abrégé de l'histoire de l'origine, de la sortie de France et de la vie d'Alexandre Savoie écrite par lui-même (souvenirs d'un protestant qui s'enfuit de France à la suite de la révocation de l'édit de Nantes). — Mars-avril. DANNREUTHER. Le budget de l'instruction publique et des cultes de la principauté de Sedan en 1640-1641 (édition). — D. BENOIT. Mesures de Louis XIV relatives au baptême des enfants protestants de Montauban deux ans avant la Révocation. — A. MAILLET. Un discours patriotique de Daniel Armand, prêchant du Désert, 14 juillet 1791. — LÉVY-SCHNEIDER. Le « Tableau des hommes illustres » de la Cabale de Calvin dans le Languedoc par un converti de la religion catholique (analyse d'un poème satirique de 1662-1663). — A. de CAZENOVE. Un médaillon de Calvin (inédit?). — E. ARNAUD. Bibliographie huguenote rétrospective (Dauphiné, Provence, Orange, Vivarais). — Mai-juin. Ch. BOST. Comment les protestants du Pompidou défendirent leur temple, 1684. — E. BELLE. Hugues Sambin et la Réforme à Dijon. — N. W. Une lettre inédite de Coligny, 14 avril 1562. — F. de GRENIER DE LATOUR. Avertissement à l'assemblée du clergé de 1615. — N. WEISS. En Bresse après la Révocation, 1691-1704. — A. de CAZENOVE. Un portrait de Bâville (peint vers 1700; au musée de Montpellier). — VAN BEVER. Bibliographie d'Agrippa d'Aubigné (manuscrits, éditions, livres). — Juillet-août. M. de RICHEMOND. André Rivet et Guillaume Rivet de Champvernon (xvi^e-xvii^e siècles). — N. WEISS. Aperçu de la Révocation de l'édit de Nantes en Poitou, 1660-1686. — TH. MAILLARD. Les assemblées du Désert dans la forêt de l'Herminet et sur ses confins. — FONBRUNE-BERBINEAU. Poitevins condamnés aux travaux forcés pour religion après la Révocation (liste alphabétique). — Septembre-octobre. H. PRENTOUT. L'Université de Caen et les registres des pasteurs, 1560-1568. — Ch. COMTE. Un portrait peu connu de Calvin par Pierre Woeiriot, 1566. — N. W. Une lettre de Th. de Bèze à Renée de Ferrare, 17 décembre 1568. — Novembre-décembre. J. PANNIER. Une femme de qualité au milieu du xvii^e siècle d'après le livre de raison de Marguerite Mercier, 1560-1661. — H. AUBERT. La conversion de Th. de Bèze à la Réforme;

Th. de Bèze et sa famille. — H. LEHR et M. DE RICHEMOND. Les abjurations de la Couarde (île de Ré), 1685-1686, et de la famille Renaudin à Saint-Pierre-d'Oléron. = 1906, janvier-février. E. ARNAUD. Un procureur du roi à poigne à Montélimar en 1685. — A. DE CAZENOVE. Poésies et plaintes huguenotes. — H. HAUSER. Un prêche à Dijon en 1561. — FALGAIROLLE. Mariages de pasteurs célèbres ou publiés à Nîmes de 1623 à 1685 (fin en mars-avril). — J. PANNIER. La bibliothèque de l'Église réformée de Paris de 1626 à 1664 (catalogue). — DANNREUTHER. Un faux portrait de Calvin. = Mars-avril. Ch. GARRISON. A propos de Jean de Labadie (liste de ses œuvres et des pamphlets écrits contre lui). — N. W. Un hérétique luthérien à Dijon en 1529 (document). — DANNREUTHER. Un maître d'école huguenot à Bar-le-Duc au XVII^e siècle. — FALGAIROLLE. Décès de pasteurs arrivés à Nîmes de 1600 à 1685. — H. LEHR. Officiers protestants nouveaux convertis : le capitaine et le lieutenant Gentillot (lettres de 1679-1704). — N. WEISS. Bâville et Vivens (1687). — GRISELLE. Louis XIV et Jurieu, d'après une lettre inédite de ce dernier, 4 avril 1689. = Mai-juin. Ch. MARTIN. De la genèse des doctrines religieuses de John Knox. — BOURRILLY. Deux nouvelles lettres de Jean Sleidan, 12 mars 1546-10 novembre 1550. — FONBRUNE-BERBINEAU. Une lettre de Jacques de Julien, 1690. — Ch. BOST. La séparation des églises et de l'État à Aulas (Gard) en 1796. = Juillet-août. N. WEISS. Un des premiers pasteurs de Charenton : Pierre Dumoulin, 1568-1658. = Septembre-octobre. A. MAILLET. Le voyage de Calvin à Valence; une histoire et une tradition. — Ch. BOST. La persécution dans le diocèse de Mende d'octobre 1685 à mars 1688 (publie un compte du juge royal de Marvéjols). — BOURRILLY. Les protestants à Marseille au XVIII^e siècle; notes et documents (suite en nov.). — Ch. BOST. A Lyon en 1766 (deux libelles contre un prêtre catholique). = Nov.-déc. N. W. L'édit de Nantes et le temple de Poitiers, 1599. — FONBRUNE-BERBINEAU. Louis XIV et le protecteur des forçats pour la foi Benoît Calandrini, 1704. — G. TOURNIER. La réorganisation de l'église réformée de Mazamet (1796-1799). — Ch. SCHNETZLER. Le Refuge à Bienne, d'après quelques documents inédits (tirés des procès-verbaux du conseil de la ville de Bienne). — J. PANNIER. Un texte inédit sur la législation révolutionnaire concernant les biens des religionnaires fugitifs (an VI).

11. — **Journal des Savants.** 1906, décembre. — A. THOMAS. Jacques d'Armagnac bibliophile; notes et documents complémentaires (signale quelques manuscrits ayant appartenu à « Jacques », non relevés par M. Delisle). — S. CHARLÉTY. Le premier ministère de Louis XVIII (d'après la *Correspondance du comte de Jaucourt avec Talleyrand*). — R. CAGNAT. Un règlement minier sous l'Empire romain (reproduction plus exacte de cette inscription publiée dans le cahier d'août). = 1907, janvier. A. HAUVETTE. La politique d'Aristophane (d'après M. Croiset, *Aristophane et les partis à Athènes*). — G. FAGNIEZ. Marie

de Médicis (d'après Batiffol, *la Vie intime d'une reine de France au XVII^e siècle*). — R. DUSSAUD. Le dieu phénicien Echmoun (d'après Baudissin, *Der phönische Gott Esmun et Esmun-Asklepios*).

12. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1906, 3 décembre. — H. Hartleben. Champollion, sein Leben und sein Werk (excellent). — A. Jacoby. Das geographische Mosaik von Madaba, die älteste Karte des Heiligen Landes (copieux commentaire. Cette carte de la Terre sainte est figurée sur le pavement d'une église au fond du pays de Moab. Le lieu est voisin de celui d'où Moïse a contemplé la Terre promise, et c'est sans doute pour fixer ce souvenir qu'on a construit la mosaïque). — C. Pottier. Musée du Louvre. Catalogue des vases antiques de terre cuite. 3^e partie : l'école attique. — Martin Bang. Die Germanen im römischen Dienst (bon). = 10 décembre. Ad. Bauer. Die Chronik des Hyppolytos im Matrit. Græcus 121 (excellente édition d'une chronique médiocre, mais dont on ne connaissait pas encore le commencement. La fin de la chronique se place en 234-235, dernière année de Septime-Sévère). — A. Berends. Die Zeugnisse vom Christentum im Slavischen *De bello judaico* des Josephus (curieux). — M. Roustan. Les philosophes et la société française au XVIII^e siècle (intéressant, mais superficiel). — René Viviani. La Restauration, 1814-1830 (grandiloquent, superficiel et incomplet). — E. Fournière. Le règne de Louis-Philippe, 1830-1848 (étudié avec soin, souvent d'après les sources directes; beaucoup de renseignements précis et utiles. L'auteur s'est trop asservi à l'ordre chronologique; son récit manque d'art). — F. Canonge. Guerre de 1870-71 (excellent). = 17 décembre. Die syrische Didaskalia, übersetzt und erklärt von Hans Achelis u. Joh. Flemming (utile traduction d'un curieux traité sur l'idéal de la communauté chrétienne; l'auteur était un évêque qui vivait sans doute au III^e siècle). = 24 décembre. V. Dupuis. La campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes, de Valenciennes à Hondtschoote (excellent). — G. Fabry. Histoire de l'armée d'Italie. De Loano à février 1766. Histoire de la campagne de 1794 en Italie. Rapports historiques des régiments de l'armée d'Italie pendant la campagne de 1796-1797 (publie une masse considérable de documents, intéressants surtout pour les militaires). — Édouard Gachot. Les campagnes de 1799. Jourdan en Allemagne et Brune en Hollande (mal écrit, mais consciencieux et instructif). — Clausewitz. La campagne de 1799 en Italie et en Suisse, traduit de l'allemand par le capitaine A. Niessel (instructif). — B. Lasserre. Les Cent Jours en Vendée, le général Lamarque et l'insurrection royaliste (très intéressant; l'auteur a pu utiliser les papiers du général). — G. Lenôtre. Paris révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux papiers; 3^e série (piquant, mais peu original, sauf les études sur Limoelan, Boisé-Lucas et Bruslart). — F. Brunetière et P. de Labriolle. Saint Vincent de Lérins (l'abbé Legeay discute pied à pied la préface de Brunetière, dont la « redoutable éloquence » manque souvent de précision). = 31 déc. Les combattants français de la guerre américaine,

1778-1783; listes établies d'après les documents authentiques déposés aux Archives nationales et aux archives du ministère de la Guerre. — *Boissonnade*. Saint-Domingue à la veille de la Révolution et la question de la représentation coloniale aux États généraux (bon). — *Dard*. Un épicurien sous la Terreur. Hérault de Séchelles, 1759-1794 (excellente biographie qu'accompagne une bonne édition des Œuvres de Séchelles). — *Grouard*. Wërth et Forbach (intéressant). = 1907, 7 janvier. *F. Solmsen*. Inscriptiones graecae ad inlustrandas dialectos selectae (nouvelle édition légèrement améliorée). — *P. Fredericq*. Corpus documentorum Inquisitionis haereticae pravitatis neerlandicae; vol. III. — *Ad. Bachmann*. Geschichte Böhmens; Bd. II (ce volume couvre la période de 1400 à 1506; travail très consciencieux et utile. L'auteur reste plutôt froid à l'égard du mouvement hussite auquel il attribue la principale cause de la décadence de son pays. Très riche appareil critique). — *L. Pastor*. Die Reise des Kardinal Luigi d'Aragona, 1517-1518 (journal de voyage du cardinal d'Aragon, tenu par Antonio de Beatis. Impressions naïves et observations pénétrantes sur l'Allemagne, les Pays-Bas et la France). — *Fr. Bothe*. Beiträge zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Reichsstadt Frankfurt (intéressant). = 14 janvier. *Th. Mommsen* et *P.-M. Meyer*. Theodosiani libri XVI, cum constitutionibus Sismondianis; et Leges novellae ad Theodosianum pertinentes (très important). — *H. Hermelinck*. Die theologische Fakultät in Tübingen vor der Reformation, 1477-1534 (bon). = 21 janvier. *V. Vedel*. Ridderromantiken i frensh og tysk middelalder (très intéressant). — *G. Saige*. Glanes d'archives. Les Grimaldi chez eux et en voyage (documents d'assez mince intérêt).

13. — Le Bibliographe moderne. 1906, janvier-avril. — *M. Le-comte*. Pierre-Camille Le Moine et son fils, archivistes au XVIII^e siècle (avec la bibliographie de leurs travaux d'inventaire. Ces inventaires intéressent l'histoire de la Champagne). — Troisième assemblée générale de l'Association des archivistes français, 21 avril 1906. — *E. Duvernoy*. Le recrutement des archivistes départementaux (ne peut se faire utilement que par l'École des chartes). = Mai-août. *J. BERTHELÉ*. Un prétendu moulin à papier sur l'Hérault en 1189 (c'est par suite d'une incontestable erreur de lecture, provenant de la confusion de *pazeria* avec *paperia*, qu'on a supposé l'existence d'une fabrique de papier sur l'Hérault dès 1189; le document visé est d'ailleurs encore aujourd'hui conservé en copie et date en réalité de 1267). — *E. Blochet*. Inventaire des manuscrits arabes de la collection Decourdemanche. — *E. DUVERNOY* et *H. JADART*. Pierre-Camille Le Moine et son fils, archivistes au XVIII^e siècle; notes complémentaires.

14. — Revue des bibliothèques. 1906, mars-avril. — *L. DOREZ*. Notes sur les libraires, relieurs, enlumineurs, papetiers et parcheminiers jurés de l'Université de Paris, et traités des mémoriaux de la Faculté de décret, 1504-1574. = Mai-juin. *D. SERRUYS*. Un texte nou-

veau de l'*Historia politica Constantinopoleos* (dans un ms. d'Oxford, Lincoln College). = Juillet-août. E. CHATELAIN. Secrets des reliures (fragments littéraires du xvi^e siècle contenus dans les vieilles reliures de la bibliothèque de la Sorbonne; rondeaux sur la mort de la reine Claude, 1524).

15. — **Annales des sciences politiques.** 1906, 15 mars. — R. WAULTRIN. Un siècle d'union suédo-norvégienne et la fondation du royaume de Norvège (fin). = 15 mai. Angel MARVAUD. Douze ans de relations économiques avec l'Espagne, 1892-1904. = 15 juillet. J. IMBERT DE LA TOUR. L'Allemagne en Asie Mineure. = 15 septembre. W. BEAUMONT. Au pays de l'obstruction : la chute de M. de Kœrber et la défaite du comte Tisza, novembre 1903-février 1905. — L. DUPRIEZ. L'évolution des partis politiques en Belgique et les élections de mai 1906. — M. LAIR. Frédéric Le Play. = 15 novembre. E. BAILLAUD. La politique indigène de l'Angleterre en Afrique occidentale.

16. — **Études.** 1906, 5 décembre. — J. DOIZÉ. L'élection épiscopale et les chapitres cathédraux au xiii^e siècle (suite des articles du même sur les élections épiscopales avant le xiii^e siècle parus dans les *Études* de juin-août). — Ferd. TOURNIER. Saint François Xavier, d'après un manuscrit inédit du P. Auger (contemporain du saint, le P. Auger a laissé un Dialogue, dont la publication est prochaine). = 20 décembre. P. BERNARD. Le « Kulturkampf » et le chancelier de fer. Comment on organise une persécution (fin). — J. BRUCKER. L'histoire primitive dans la « Genèse » (cherche à réfuter les arguments produits contre l'historicité des récits de la « Genèse »). — A. D'ALÈS. Cultes, mythes et religions (discute l'ouvrage publié sous ce titre par S. Reinach). = 1907, 5 janvier. P. BLIARD. Un nouvel historien en Sorbonne (critique très vive des volumes publiés par M. Debidour sur l'histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1889; fin le 20 janvier). — A. D'ALÈS. Bulletin d'ancienne littérature chrétienne. = 20 janvier. Fl. JUBARU. Sainte Agnès et la dévotion chrétienne au iv^e siècle (extrait d'un livre du P. Jubaru sur *Sainte Agnès*).

17. — **Annales de Bretagne.** T. XXI, n° 4, juillet 1906. — L. DUBREUIL. Les fêtes révolutionnaires en Ille-et-Vilaine, 1792-1799. — F. DUINE. Histoire du livre à Dol du xv^e au xviii^e siècle. — H. SÉE. Les classes rurales en Bretagne du xvi^e siècle à la Révolution (suite dans ce fascicule et aux deux suivants). — L. DUBREUIL. Le district de Redon, 1^{er} juillet 1790-18 ventôse an IV (la réaction thermidorienne; l'agitation dans les campagnes. Conclusion, pièces justificatives et table alphabétique au fascicule suivant). = A part dans ce fascicule et aux suivants : Cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé (suite). = T. XXII, n° 4, novembre 1906. F. LOR. Mélanges d'histoire bretonne; I. Les *Gesta sanctorum Rotonensium* (ont été rédigés entre 868 et 875, très vraisemblablement par Ratvili, évêque d'Alet de 866 à 872 environ). II. Festien, « archevêque » de Dol (ne le fut

qu'à partir de 859; avant cette date, il est cité comme *presbyter* dans les chartes de Redon; abbé-évêque de Dol, il fut fait archevêque par Nominoë de connivence avec l'abbé de Redon Conwoion). — L. MAÏTRE. L'insolence des gens de guerre sous Louis XIV; épisode de l'histoire de Clisson (publie une enquête de 1689, montrant la manière dont les troupes royales traitaient les pays où elles campaient). = Comptes-rendus : G. DOTTIN. Manuel pour servir à l'étude de l'antiquité celtique (important article critique de J. Loth). — G. de CLOSMADÉUC. Journal inédit d'un député de l'ordre de la noblesse aux États de Bretagne pendant la Régence. — P. DELARUE. Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution; district de Dol; 3^e partie. — P. MARCEL. Inventaire des papiers de Robert de Cottes (quelques additions par A. Lesort). — D^r HERVOT. La médecine et les médecins à Saint-Malo, 1500-1820. = N^o 2, janvier 1907. G. MOLLAT. Études et documents sur l'histoire de Bretagne (les démêlés de Guillaume Ouvrouin, évêque de Rennes, et de Jean II, vicomte de Beaumont, 1341-1343, d'après les archives du Vatican; la date du martyre des saints Donatien et Rogatien). — L. MAÏTRE. Une procédure universitaire au collège de Nantes contre le monopole des libraires au xv^e siècle. — F. LOR. Mélanges d'histoire bretonne; III. Nominoë, Erispoë et l'empereur Lothaire (ni Nominoë ni Erispoë n'ont cherché à se faire considérer comme des rois indépendants; ils ont toujours reconnu l'autorité, sinon de Charles le Chauve, du moins de l'empereur Lothaire). IV. Nominoë et le monastère de Saint-Florent-le-Vieil (c'est en 849 que Nominoë y a passé, et sans le détruire de fond en comble; les *Versiculi de eversione sancti Florentii* sont du x^e siècle; le chap. XI de la *Chronique de Nantes* est ici sans valeur). — F. BOURDAIS. L'industrie et le commerce de la toile en Bretagne du xv^e au xix^e siècle (résumé d'un mémoire de licence). — J. LETACONNOUX. Le régime de la corvée en Bretagne au xviii^e siècle (suite). — L. GOUGAUD. Un point obscur de l'itinéraire de saint Colomban venant en Gaule (a passé par la Grande-Bretagne et non par la Bretagne continentale).

18. — *Annales de l'Est et du Nord*. T. II, 1906, n^o 4. — A. DE SAINT-LÉGER. La rivalité industrielle entre la ville de Lille et le plat pays et l'arrêt du Conseil de 1762 relatif au droit de fabriquer dans les campagnes (fin; triomphe du plat pays en 1777). — H. POULET. Le sans-culotte Philip, président de la Société populaire de Nancy, 1793-1794 (fin). — F. LENNEL. Le prétendu siège de Calais de 1213 (c'est Cassel et non Calais qui a été assiégé par le comte de Boulogne en 1213). — L. LEFEBVRE. Note sur l'enseignement du latin et les jeux en langue latine dans les écoles de Lille au xvi^e siècle. — Tableau de comparaison des anciennes mesures en usage dans le département du Nord avec celles du système métrique (publication d'un arrêté de l'an X). = Comptes-rendus : L. VERRIEST. La preuve du servage dans le droit coutumier de Tournai. — E. GOSSART. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas (important au point de vue de l'histoire

politique, mais insuffisamment documenté). — *A. Pastoors*. Histoire de la ville de Douai pendant la Révolution, 1789-1802 (compilation sans valeur). — *Fauchille*. Une chouannerie flamande au temps de l'Empire, 1813-1814. Louis Fruchart, dit Louis XVII (d'un intérêt général). — *J. Daumonté et J. Parisot*. Plombières ancien et moderne. = T. III, 1907, n° 1. *L. Lefebvre*. Le théâtre des Jésuites et des Augustins dans leurs collèges de Lille du xvi^e au xviii^e siècle. — *Chr. Pfister*. Nancy au début du règne de Charles IV (1624-1633). Le siège de la ville par Louis XIII, septembre 1633 (les antécédents; le siège et la prise de Nancy). — *A. de Saint-Léger*. Mémoire concernant la situation économique de la Flandre maritime en 1699 (composé par l'intendant Barentin). = Comptes-rendus : *Lesne*. Hincmar et l'empereur Lothaire. — *F. Stähelin*. Ritter Bernhard Stehelin.

19. — *Annales du Midi*. T. XVIII, 1906, octobre. — *P. Boissonnade*. La restauration et le développement de l'industrie en Languedoc au temps de Colbert (l'auteur passe chaque industrie en revue). — *St. Stronski*. Recherches historiques sur quelques protecteurs des troubadours. Les douze preux nommés dans le « Cavalier Soisseubut » d'Elias de Barjols (tente de les identifier). — *R. Caillemer*. Le Codi et le droit provençal au xii^e siècle. — *A. Thomas*. La Bible de Fressac (n'est pas limousine). = Comptes-rendus : *L. Wähmund*. Quellen z. Geschichte des römisch-kanonischen Processes im Mittelalter; I, 1 : Die « Summa Libellorum » des Bernardus Dorna (*R. Caillemer* indique ce qu'on sait sur la personnalité de B. Dorna). — *Macary et Arnaud*. Inventaire des archives de la Bourse des marchands de Toulouse antérieures à 1790. — *Bertin et Audier*. Adam de Craponne et son canal. — *Boudet*. Le domaine des dauphins de Viennois et des comtes de Forez en Auvergne, 1303-1349. — *Id.* Les derniers Mercœur. — *Jouve et Giraud-Mangin*. Carnet de route du conventionnel Goupilleau, en mission dans le midi en 1793. — *Lamouzèlle*. Essai sur l'organisation et les fonctions de la compagnie du guet et de la garde bourgeoise de Toulouse au xvii^e et au xviii^e siècle (très consciencieux). — *A. Vidal*. Douze comptes consulaires d'Albi du xiv^e siècle.

20. — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*. 1906, avril-juin. — *Léon Levillain*. Note sur une charte du monastère de Paunat, Dordogne, et sur les origines de Saint-Martial de Limoges (cette charte, que Mabillon attribue au règne de Charlemagne, a été déclarée fausse parce qu'à l'époque indiquée, 804, Saint-Martial était une collégiale et que la donation est faite aux moines de ce monastère. Cite d'autres exemples de l'emploi, à la même époque, du mot *monachi* au lieu de *canonici*. La principale objection contre l'authenticité de la charte de Paunat tombe donc). — *Alfred Richard*. Rapport sur une découverte de monnaies des comtes de Poitou. — *Léon Levillain*. Note sur l'ancien reliquaire en plomb trouvé dans la chapelle de Saint-Sixte à la cathédrale de Poitiers (là où M. Richard avait lu

Sepulcrum Rhesepti, Nomenstii, Aciscii, L. Levillain lit *Sepulcrum Rhen[ensis] episcopi urbis nomen[e] Xistii ac Iscinicii*; il s'agit donc ici de saint Sixte, le premier évêque de Reims, et de son compagnon saint Sinice, qui lui succéda. L'inscription est probablement du VII^e siècle).

21. — Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Touraine. T. XV, 1906, janvier-mars. — L. DE GRANDMAISON. Un frère de Rabelais (Jamet Rabelais, d'après des actes inédits). — H. FAYE. Les cahiers du bailliage de Tours aux élections de 1789, d'après de récentes découvertes. — G. DE CLÉRAMBAULT. Notes sur quelques tableaux qui se trouvaient à l'hôtel du gouvernement et à l'abbaye de Beaumont-lès-Tours. — C. DE BEAUMONT. Le trésor numismatique de Bourgueil (suite : monnaies romaines ; fin en avril-juin). — L. BOSSEBOEUF. Revision des titres de noblesse en Touraine au XVIII^e siècle (note de 1715-1717). — AVRIL-juin. L. DE GRANDMAISON. Félix Le Royer de La Sauvagère, ses ex-libris et sa famille.

22. — Revue d'histoire de Lyon. T. V, 1906, fasc. 2. — Ph. FABIA. Lyon sous Tibère. — E. VIAL. Le capitaine de la ville ; la garde et la défense de Lyon (les officiers du roi de France à Lyon de 1270 à 1362, les premiers capitaines de la ville, 1362-1390). — Fasc. 3. J. FAYARD. Un précurseur beaujolais de la Révolution française. — L. GALLE. La villa d'un marchand florentin du XVI^e siècle à Gorge-de-Loup, près Lyon. — Fasc. 4. F. BALDENSPERGER. La société précieuse de Lyon au milieu du XVII^e siècle. — E. VIAL. Le capitaine de la ville ; la garde et la défense de Lyon (suite : le sénéchal de Lyon est capitaine de la ville, 1390-1511 ; fin, XVI^e-XVIII^e s., au fasc. 6). — Fasc. 5. O. DE POMPÉRY. Généalogie de la famille de Maniquet. — Fasc. 6. M.-O. MONOD. Lettres de Guillaume-Benoît Couderc, bourgeois de Lyon, député à l'Assemblée constituante, à M. Vernet-Dupon, à Genève, 1781-1792.

23. — Revue historique et archéologique du Maine. T. LX, 1^{er} livr. — Dom GUILLORÉAU. Les possessions des abbayes mancelles et angevines en Angleterre d'après le Domesday Book. — L. FROGER. Le culte public à Arnage avant 1789. — Dom RENAUDIN. Le traité de l'indult du Parlement de Paris de Claude Renaudin. — Louis CALENDINI. La première visite pastorale de Mgr de Jouffroy-Gonsans, 1778 (évêque du Mans). — 2^e livr. Marc PARKER. Un académicien manceau : le comte de Tressan (1705-1783 ; fin en nov.-déc.). — L. BESNARD. La première visite pastorale de Mgr de Jouffroy-Gonsans à Beaumont-le-Vicomte en 1778 (additions à l'article de L. Calendini paru au fasc. précédent). — CANDÉ. Daillon et Talhouët. Une alliance peu connue. — L. DENIS. Thorigné féodal (suite). — Louis CALENDINI. Statuts de la confrérie du Saint-Sacrement d'Écommoy, 1673. — 3^e livr. Marquis DE BEAUCHESNE. Les seigneurs et la baronnie de Sainte-Suzanne (XI^e-XVIII^e siècles). — P. MAUTOUCHET. Les origines mancelles du marquis de Dangeau (était marquis de Courcillon et baron de Château-du-Loir).

24. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin 1906, 1^{er} trimestre. — C. DAUX. La communauté de Montech sur la fin du xvii^e siècle (publie des extraits des « Rolles » et « Etats des impositions » en 1688). — R. DELBÈZE. Le rappel de Dupleix, d'après quelques documents inédits. — H. DE FRANCE. Notes sur le commerce à Montauban (xvi^e et xviii^e siècles). — Abbé F. GALABERT. Les écoles d'autrefois dans le pays du Tarn-et-Garonne (fin). = 2^e trimestre. A. BUZENAC. La collégiale Saint-Martin de Montpezat. Souvenirs de la guerre de Cent ans.

25. — Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein. Fasc. 79, 1905. — H. CARDAUNS. Hermann Hüffer (historien, 1830-1905). — H. SCHRÖRS. L'« Historische Verein für den Niederrhein » ; ses origines, son développement (depuis 1854 ; en appendice, aperçu sur les principales œuvres historiques consacrées à la région de 1800 à 1850). — H. SCHÖNINGH. L'influence de la justice seigneuriale sur les rapports domaniaux dans les territoires bas-rhénans de Juliers et de Cologne aux xiv^e et xv^e siècles (important mémoire de plus de cent pages, où sont étudiés en détail les conflits entre les seigneurs qui revendiquent la justice à raison des domaines dont ils sont suzerains et les paysans qui cherchent à s'affranchir). — H. BRÜCK. Le bac de Mondorf sur le Rhin (appartenait à la fin du xvi^e siècle au doyen du chapitre cathédral de Cologne ; registres de chartes). = Fasc. 80, 1906. A. HERMANN. Hermann Hüffer d'après ses papiers. — H. BRÜCK. L'ancien château de Müllekoven à la victoire (acte de l'an 1600). — P. SCHLAGER. Pour l'histoire du monastère franciscain d'Adenau dans l'Eifel (fondé en 1642). — Journal du cordelier Tilman Thelen sur le siège de Cologne par les Français (octobre 1794-mars 1796). — H. OIOTMANN. Contribution à l'histoire de la famille de Johann von Werth. — H. SCHAEFER. Sur l'attitude politique de la noblesse du Bas-Rhin à l'égard de Louis de Bavière (d'après les comptes de la Chambre apostolique sous Jean XXII, les comtes Engelbert II de Mark et Godefroi de Juliers embrassèrent avec beaucoup de chevaliers de la région le parti du pape).

26. — Archiv für Frankfurts Geschichte und Kunst. 3^e série, T. VIII, 1905. — Ed. PELISSIER. Les milices de la ville impériale de Francfort-sur-le-Mein. Recherche topographique et historique (important mémoire de 300 pages, accompagné de 16 plans et d'une carte ; l'auteur étudie les origines de la milice qui, au xiv^e et au xv^e siècle, est destinée à parer à l'insécurité publique et à faciliter la perception des droits de péage ; il en suit l'histoire jusqu'à sa décadence, à l'époque de la guerre de Trente ans).

27. — Beiträge zur alten Geschichte. T. VI, 1906, fasc. 1. — L. WENIGER. Études olympiques ; I : la purification du printemps. — J. BELOCH. Levées de troupes en Grèce ; III : Béotie (424-221 ; avant 354, on a dû établir le service militaire obligatoire pour tous) ; IV : Péloponnèse (repousse les théories de Kromayer). — J.-B. BURY. Les

Cimmériens chez Homère et dans l'histoire (les détails donnés par Homère visent à la fois les Cimmériens de la mer Noire et les Cimbres de l'extrême nord-ouest, qui étaient sans doute un peuple celtique germanisé). — H. POMTOW. Une στάσις delphique en l'an 363 av. J.-C. (raconte la rupture qui éclata à Delphes, au printemps de l'an 363, entre le parti phocidien et la majorité thébaine). — C.-F. LEHMANN-HAUPT. Études de chronologie des sources grecques; I : Hellanicos, Hérodote, Thucydide (les *Περσικά* d'Hellanicos sont antérieurs à l'ouvrage d'Hérodote, lequel parut longtemps avant 412-411; l'*Ἀσθίς* du même est postérieure à cet ouvrage et s'étendait primitivement jusqu'à 412-411; Thucydide a écrit après la mort d'Hérodote). — H. LATTERMANN. Inscription d'Éleusis (relatant l'achèvement d'une galerie en 289-288). — E. KORNEMANN. Les centres d'habitation de l'époque mycénienne (à l'époque préhellénique, on habitait dans la plaine et derrière des murailles; les Grecs tendirent à habiter des endroits élevés et non entourés de murs; des acropoles fortifiées servaient de lieux de refuges). — Id. Le juriste Salvius Julianus et l'empereur Didius Julianus (ne croit pas à leur parenté). = Fasc. 2. M. STRECK. Étude sur la plus ancienne histoire des Araméens avec des considérations particulières sur leurs rapports avec les Babyloniens et les Assyriens (étude des invasions araméennes). — Fr. REUSS. La bataille du lac Trasimène. — K. LEHMANN. L'emplacement du combat de César sur l'Axona (n'est pas à Mauchamp, mais à Chaudardes). — M. ROSTROWZEW. « Angariae » (régime de corvées transmis à la Grèce par les peuples sémitiques et aux Romains par la Grèce; est à la base du service des postes impériales). — Fr. WESTBERG. Pour la topographie d'Hérodote (suite); routes royales en Perse; de Borysthènes à Gerrhos). — G. SIGWART. Fastes romains et Annales chez Diodore; contribution à la critique de l'histoire constitutionnelle de l'ancienne république (examine les arguments de Pais contre l'autorité de Diodore, les fastes de Diodore sont les plus anciens que nous ayons; mais il faut admettre avec Pais que la liste des consuls, jusqu'en 4518, et celle des décemvirs sont fausses, et celles des tribuns des soldats et des consuls suspectes). — H. SCHÄPER. La stèle dite « de l'excommunication » de Napata. Une prétendue lutte religieuse dans le royaume d'Éthiopie (nouvelle interprétation d'une inscription attribuée fausement au VII^e s. par Maspero). — V. COSTANZI. Histoire d'Aminta III pendant les dix premières années de son règne. — LEHMANN-HAUPT. La nomination des trésoriers et des archontes à Athènes (explication du chap. VIII de l'*Ἀθηναίων πολιτεία*).

28. — Deutsche Rundschau. 1906, mars. — E. BRANDENBURG. Correspondance du roi Frédéric-Guillaume IV avec Ludolf Camphausen (fin). = Avril. V. D. GOLTZ. Les vraies causes de la catastrophe de 1806 (doivent être cherchées dans l'affaiblissement de l'esprit guerrier en Prusse, dans les erreurs du commandement et dans l'organisation arriérée de l'armée). = Juin. Lady BLENNERHASSETT. Marie Stuart dans sa jeunesse, 1542-1561. — P. ROHRBACH. Les facteurs éco-

nomiques dans l'invasion arabe contre Byzance. — L. GEIGER. La jeune Allemagne et l'Autriche (additions au livre publié par l'auteur sur *Das junge Deutschland u. die preussische Zensur*, pour les années 1835 et 1836). — G.-H. SCHNEIDECK. Lettres inédites de Heinrich Schliemann (nous renseignent sur les projets et les recherches de l'archéologue en 1870-1878). = Juillet. A. v. JANSON. Le duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar et le prince royal Charles-Jean de Suède pendant la campagne de 1814 dans les Pays-Pas (plusieurs pièces tirées des archives du grand état-major prussien). — Fedor SCHNEIDER. L'organisation et la civilisation en Toscane avant la Renaissance (bref aperçu). — G. ELLINGER. Les poursuites contre E.-T.-A. Hoffmann, d'après les pièces des archives secrètes d'État (1819-1822). = Septembre. Lady BLENNERHASSETT. Marie Stuart, reine en Écosse, 1561-1566. — Hans v. OLFERS. Lettres du comte Christian de Stolberg-Stolberg au temps de la guerre d'indépendance, 1812-1815. — P. BAILLEU. Une nouvelle biographie de Napoléon (critique du *Napoléon* de Max Lenz; à la suite, réponse de M. Lenz et conclusion par P. Bailleu). = Octobre. P. BAILLEU. La reine Louise pendant la guerre de 1806 (chapitre détaché d'une biographie de la reine Louise que l'auteur publiera sous peu). — Le prince Louis-Ferdinand de Prusse tombé à la bataille de Saalfeld, le 10 octobre 1806. — B. SCHMIDT. Une lettre d'octobre 1806 (publie une lettre d'un officier allemand blessé mortellement à la bataille d'Iéna. — H. v. EGLOFFSTEIN. Charles-Auguste à l'assemblée de Dresde, en 1812. — Lady BLENNERHASSETT. Marie Stuart. La catastrophe et les lettres de la cassette, 1566-1568 (suite au fasc. suivant). = Novembre. MAX LENZ. Le roi Guillaume et Bismarck à Gastein en 1863. Nouvelle contribution à la critique des « Gedanken und Erinnerungen » (fin en décembre). = Décembre. G. EGELHAAF. L'Angleterre et l'Europe il y a cent ans. — Th. FISCHER. L'Italie et la France dans l'Afrique du Nord; Tunisie. = 1907, janvier. H. v. PETERSDORFF. Joseph von Radowitz et Léopold von Gerlach (d'après les mémoires de Gerlach et quelques lettres de 1849-1850 publiées ici).

29. — **Forschungen zur brandenburgischen und preussischen Geschichte.** T. XIX, 1906, fasc. 1. — Aug. SERAPHIM. Sur la question des falsifications de chartes de l'Ordre teutonique (critique le livre de W. von Ketrzyński, *Der deutsche Orden u. Konrad von Masovien*, 1225-1235; admet l'authenticité de plusieurs chartes rejetées par K. et repousse tout le système imaginé par ce dernier pour expliquer l'origine des falsifications). — O. HÖRTZCH. Le prince Johann Moritz de Nassau-Siegen, homme d'État, 1647-1679 (gouverneur de Clèves, il resta aux services des Pays-Bas et se fit suppléer à Clèves par le major Alex. von Spaen, qui le remplaça entièrement à partir de 1666). — Otto MEINARDUS. Lettres autographes du Prince électeur à Johann Moritz de Nassau (tirées des archives de la maison d'Orange et des archives d'État de Wiesbaden). — H. DROYSEN. Correspondance entre le prince royal Frédéric de Prusse et le prince Joseph Wenzel de Liech-

tenstein publiée d'après les originaux (surtout années 1734-1737). — M. LAUBERT. Un mémoire du conseiller d'ambassade Heinrich Kùpfer sur la germanisation de la province de Posen (1837). — M. HESS. Remarques sur la constitution aulique de Joachim II (trois rédactions, de 1537, 1543-45, 1545-46). — J. STRIEDER. Deux lettres inédites de Frédéric le Grand (à Heinrich Podewils, 28 janvier et 17 juin 1749).

30. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1906, septembre. — W.-B. Smith. Der vorchristliche Jesus. — P.-H. Holzapfel. Die Anfänge der Montes Pietatis, 1462-1515 (très approfondi). — M. Schulze. Calvins Jenseits-Christentum, in seinem Verhältnisse zu den religiösen Schriften des Erasmus untersucht (très instructif). — Repertorium die in Zeit- u. Sammelschriften der Jahre 1891-1900 enthaltenem Aufsätze u. Mitteilungen schweizergeschichtlichen Inhaltes. — Festschrift zur Feier des fünfzigjährigen Bestehens des Eidgenössischen Polytechnikums (la 1^{re} partie est une histoire du Polytechnikum par W. Oechsli). — Mittheilungen zur Vaterländischen Geschichte herausgg. vom Historischen Verein in St Gallen; XXIX (contient la 5^e partie de la *Vadianischen Briefsammlung*, publiée par E. Arbenz et H. Wartmann, pour les années 1531-1540; important c.-r. de G. Meyer von Knonau). — Festgabe für Felix Dahn; 2 Teil: Römische Rechtsgeschichte (c.-r. très étendu de H. Walsmann). = Octobre. H. Lietzmann. Apollinaris von Laodicea u. seine Schule. Texte u. Untersuchungen; I (excellente édition). — J. Dutoit. Das Leben des Buddha (livre pour le grand public, par un spécialiste; long article de Speyer). = Décembre. J. Hoops. Waldbäume und Kulturpflanzen im germanischen Altertum (long article de Ernst Krause). — A. Hackmann. Die ältere Eisenzeit in Finnland; t. I. — Briefwechsel zwischen der Kaiserin Katharina II von Russland u. J.-G. Zimmermann, herausgg. v. E. Bodemann (important article de F. Frensdorff).

31. — Historisches Jahrbuch. T. XXVII, 1906, fasc. 4. — F. SCHROEDER. Une élection canonique au temps du Joséphisme (fin). — A. DÜRRWÄCHTER. Johann Kaspar Zeuss; pour le centenaire de sa naissance (fin). — Beda KLEINSCHMIDT. Le rational épiscopal et le 6^e canon du synode de Mâcon (le rational ne dérive pas du pallium dont il fut question à ce synode). — P. HEMMERLE. Nicolas Poillevillein dit de Clemanges et le traité « De corrupto ecclesiae statu » (il en est l'auteur). — A. HUYSENS. Le chapitre de Saint-Pierre de Rome sous l'influence des Orsini, 1276-1342. Réponse à J.-B. Sägmüller (voir les fasc. 2 et 3 du même recueil). = Comptes-rendus: *Leder*. Die Diakonen der Bischöfe und Presbyter und ihre urchristlichen Vorläufer (très approfondi). — Rieder. Das Gottesfreund vom Oberland. Eine Erfindung des Strassburger Johanniterbruders Nikolaus von Löwen (l'auteur a réuni tous les éléments de la question sans pourtant y apporter une réponse décisive). — K. Hauser. Die Chronik des Laurencius Bossbart von Winterthur, 1185-1532. — K. Hampe. Urban IV und

Manfred, 1261-64. — W. Knebel. Kaiser Friedrich II u. Papst Honorius III in ihren gegenseitigen Beziehungen von der Kaiserkrönung Friedrichs bis zum Tode des Papstes, 1220-27. — M. Hruševský. Geschichte des Ukrainischen Volkes; t. I. — M. Bancsa. Geschichte Nieder-u. Oberösterreichs; t. I. — M. BAUMGARTEN. Pièces curieuses extraites des archives du Vatican. — G. BOERNER. La valeur du témoignage de Jean Busch (réponse à l'article publié par J. Pohl au fasc. 2; suivi de nouvelles réponses de J. POHL et de P. ESCHBACH).

32. — **Historische Vierteljahrschrift.** T. IX, 1906, fasc. 1. — H. BESCHORNER. Nature et objet de la géographie historique (la géographie historique est-elle une science auxiliaire de l'histoire ou une branche de la géographie? Critique le livre de Kretschmer, *Historische geographie von Mitteleuropa*). — P. HAAKE. L'élection d'Auguste le Fort à la royauté polonaise (1697). = Comptes-rendus : F. KOEPP. Die Römer in Deutschland (insuffisant). — K. NEUMEYER. Die gemeinrechtliche Entwicklung des internationalen Privat u. Strafrechts bis Bartolus. I : Die Geltung des Stammesrechte in Italien. — R. SCHOLZ. Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen u. Bonifaz' VIII (apporte une quantité considérable d'éléments nouveaux pour l'étude des idées de l'époque). — E. SCHÄFER. Beiträge zur Gesch. des Protestantismus u. der Inquisition in XVI Jahrhundert, nach den originalakten in Madrid u. Simancas bearbeitet; Bd. 1-3 (très important). — H. REHM. Prädikat-u. Titelrecht der deutschen Standesherren. — Procopii Caesar. opera, éd. J. HAURY; vol. I, II. — H. BEGIEBING. Die Jagd im Leben der österreicher Kaiser. — A. STEINBERG. Studien z. Gesch. der Juden in der Schweiz während des Mittelalters (approfondi; mais exposition défectueuse). — E. SCHMIDT. Geschichte des Deutschtums im Lande Posen unter Polnischer Herrschaft (important). — L. BITTNER. Chronologisches Verzeichnis der österreichischen Staatsverträge; I : Die österr. Staatsverträge von 1526 bis 1763. — M. HERMANN. « Eine Feste Burg ist unser Gott. » — B. VON BONIN. Grundzüge der Rechtsverfassung in den deutschen Heeren zu Beginn der Neuzeit (très utile surtout au point de vue juridique). — G. REIN. Paolo Sarpi u. di Protestanten; ein Beitrag zur Geschichte der Reformationsbewegung in Venedig im Anfang des 17 Jahrhunderts. — P. WENTZKE. Johann Frischmann, ein Publizist des 17 Jahrhunderts (excellent). — KRAUEL. Prinz Heinrich von Preussen als Politiker. — R. SCHREPFER. Pfälzbayerns Politik im Revolutionszeitalter von 1789-1793. = Fasc. 2. G. CARO. Contribution à l'étude des censiers (leur utilité pour l'étude des époques antérieures à leur rédaction). — F.-C. WITTICHEN. La politique du comte Hertzberg, 1785-1790. = Comptes-rendus : F. HOMMEL. Grundriss der Geographie u. Geschichte des alten Orients; 2 Aufl., 1. Hälfte : Ethnologie des alten Orients; Babylonien u. Chaldäa (plein d'erreurs et de contradictions). — H. WINCKLER. Auszug aus der vorderasiatischen Geschichte (très approfondi). — V. GARDTHAUSEN. Augustus u. seine Zeit (très important). — A. HARNACK. « Militia Christi. » Die christliche Religion u. der Solda-

tenstand in den ersten drei Jahrhunderten. — *W. Wattenbach*. Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter; I, 7 Aufl. (utiles rectifications par *W. Levison*). — *H. Meyer*. Entwerung u. Eigentum im deutschen Fahrnisrecht. — *Id.* Neuere Statzung von Fahrnis u. Schiffen. — *M. Welspacher*. Publizitätsgedanken u. Fahrnisklagen im usus modernus. — *H. Wopfner*. Freie u. unfreie Leihen im späteren Mittelalter; das tiroler Freistiftrecht (important article de *F. Rörig*). — *H. Kretschmayr*. Geschichte von Venedig; 1 Bd. (utile, mais pas définitif). — *F. Arens*. Das Tiroler Volk in seinem Weistümern (important). — Nuntiaturberichte aus Deutschland; 2 Abteilung, 1560-1572; Bd. 3 : Nuntius Delfino, 1562-1563, bearb. v. *Steinherz*. — *A. Friis*. Bernstorfferne og Danmark. — Bernstorffsche Papiere herausgg. v. *A. Friis*. — *H. Pohl*. Die Entstehung des belgischen Staates u. des Norddeutschen Bundes. — *J. Ilberg*. Aus Galens Praxis. Ein Kulturbild aus der Römischen Kaiserzeit. — Urkundenbuch der Stadt u. Landschaft Zürich, bearb. v. *Escher u. Schweizer*. — Monumenta vaticana res gestas bohemicas illustrantia; t. V : Acta Urbani VI et Bonifacii IX, 1378-1404, op. *C. Krofta*. — *A. Klein*. Die zentrale Finanzverwaltung im Deutschordenstaate Preussen am Anfang des xv Jahrhunderts nach dem Marienburger Tresslerbuch. — *K. Stählin*. Die Walsinghams bis zur Mitte des 16 Jahrhunderts. — *A. Eiermann*. Lazarus von Schwendi, Freiherr von Hohenlandsberg. Ein deutscher Feldoberst u. Staatsmann des 16 Jahrhunderts. = Fasc. 3. *P. Heck*. Le passage relatif à Roland dans le diplôme de Henri V pour Brême (cet acte est le plus ancien relatif à l'« imago Rolandi »). — *M. Brosch*. Une lutte contre la papauté au xiv^e siècle (lutte de Florence contre le cardinal d'Albornoz). — *P. Herre*. La politique méditerranéenne au xv^e siècle. = Comptes-rendus : *E. Lambert*. L'histoire traditionnelle des XII tables (l'auteur a mal posé la question). — *L. Schmidt*. Geschichte der deutschen Stämme bis zum Ausgange der Völkerwanderung; I, 1-2. — *O. Schlüter*. Die Siedelungen im nordöstlichen Thüringen (important surtout au point de vue géographique). — *S.-P. Scott*. History of the Moorish empire in Europe. — *H. Schneider*. Das Kausale Denken in deutschen Quellen zur Geschichte u. Litteratur des 10, 11 u. 12 Jahrhunderts. — *J. Loserth*. Geschichte des späteren Mittelalters von 1197 bis 1492 (important article de *K. Hampe*). — *Th. Lindner*. Weltgeschichte seit der Völkerwanderung; Bd. 3 : Vom 13 Jahrhundert bis zum Ende der Konzile (original). — *E. Göller*. Mitteilungen u. Untersuchungen über das päpstliche Register-u. Kanzleiwesen im 14 Jahrhundert (excellent). — *J. Janssen*. Geschichte des deutschen Volkes seit dem Ausgange des Mittelalters, ergänzt u. herausgg. v. *L. Pastor*, 13 u. 14 Aufl. (édition considérablement enrichie). — *A.-W. Whitehead*. Gaspard de Coligny, admiral of France (n'est pas une biographie, mais utile pour l'histoire de l'époque). — *K. Jacob*. Von Lützen nach Nördlingen, 1633-1634 (très importante contribution à l'histoire de la guerre de Trente ans). — *A. v. Ruville*. William Pitt, Graf

von Chatham (très approfondi; c.-r. à lire de F. Salomon). — *F. Harrison*. Chatham. — Tagebücher des Generalfeldmarschalls Grafs v. Blumenthal aus den Jahren 1866 u. 1870-1871. — *M. Spahn*. Leo XIII. — *M. Schermann*. Der erste punische Krieg im Lichte der Livianischen Tradition. — *A. Linsenmayer*. Die Bekämpfung des Christentums durch den römischen Staat bis zum Tode des Kaisers Julian (utile pour l'époque antérieure à Dioclétien). — *A. Bauer et J. Strzygowski*. Eine alexandrinische Weltchronik. — *S. Hellmann*. Sedulius Scottus (excellente édition). — *G. Bonolis*. I titoli di nobiltà nell'Italia bizantina. — *F. Hardegen*. Imperialpolitik König Heinrichs II von England. — *M. Jansen*. Kaiser Maximilian I. — *A. Schulte*. Kaiser Maximilian I als Kandidat für den päpstlichen Stuhl, 1511. — *E.-D. Adams*. The influence of Grenville on Pitt's Foreign Policy, 1787-1798. — *H. Hüffer*. Der Krieg des Jahres 1799 u. die zweite Koalition. — *Tykcinski*. Das Stiftungswesen in Leipzig.

33. — Historische Zeitschrift. 3^e série, t. I, fasc. 1. — *E. Troeltsch*. Le rôle du protestantisme dans la formation du monde moderne. — *O. Hintze*. Les étapes de l'organisation de l'église évangélique en Prusse (du xvi^e siècle à nos jours). — *Fr. Meinecke*. La Prusse et l'Allemagne au xix^e siècle. — *H. Bresslau*. La bataille de Lechfeld (c'est bien en cet endroit qu'a été livrée la bataille de 955 contre les Hongrois). — *R. Koser*. L'« histoire de la diète » de l'envoyé brandebourgeois Henniges (cette « comitiologia » est relative aux années 1662-1711). — Comptes-rendus : *F. Baumgarten*, *F. Poland*, *R. Wagner*. Die hellenische Kultur (excellent). — *A. Neumann*. Jesus, wer er geschichtlich war. — *H. Weinöl*. Die Gleichnisse Jesu. — *J. Geffcken*. Aus der Werdezeit des Christentums. — *S. P. Scott*. History of the Moorish empire in Europe (très important). — *F. Ciccaglione*. Manuale di storia del diritto italiano (très médiocre). — *Nikolai Michailowitsch*. Graf Pawel Alexandrowitsch Stroganow, 1774-1817; Bd. 2 u. 3 (important). — *A. Pfister*. Die Amerikanische Revolution, 1775-1783 (d'une information parfois insuffisante). — Fasc. 2. *M. Ritter*. La chute de Wallenstein. — *A. Dove*. Encore une fois l'« Histoire de mon temps » (réponse à l'article de F. Meusel publié dans le volume précédent de l'*Hist. Zeitschrift*; maintient que Frédéric le Grand a utilisé en 1775 la rédaction de 1742). — *P. Sakmann*. Les problèmes de la méthode historique et de la philosophie de l'histoire chez Voltaire. — Comptes-rendus : *W. Judeich*. Topographie von Athen (excellent). — *H. Grimme*. Die weltgeschichtliche Bedeutung Arabiens. Mohammed. — *L. Caetani*. Annali dell'Islam; vol. I (remarquable). — *B. Knüll*. Historische Geographie. Deutschland im Mittelalter (bon livre d'enseignement). — *K. Rübel*. Die Franken, ihr Eroberungs- und Siedelungs-system im deutschen Volkstande (théories insuffisamment appuyées sur les textes). — *J. Lechner*. Reichshofgericht und königliches Kammergericht im 15 Jahrhundert (important travail préparatoire). — *G.-F. Preuss*. Wilhelm III von England und das Haus Wittelsbach im Zeitalter der

spanischen Erbfolgefrage; 1 Halbbd. (masse énorme et même excessive de renseignements). = Fasc. 3. H. GLAGAU. La chute de Turgot (étudie à nouveau les causes de cette chute). — D. SCHÄFER. La bataille contre les Hongrois en 955 (maintient contre H. Bresslau que la bataille n'a pu avoir lieu à Lechfeld). — G. CARO. Le chiffre de la rançon de Richard Cœur-de-Lion. = Comptes-rendus : E. *Schaumkell*. Geschichte der deutschen Kulturgeschichtschreibung von der Mitte des 18 Jahrhunderts bis zur Romantik. — R. *Stammler*. Wirtschaft u. Recht nach der materialistischen Geschichtsauffassung. — K. *Lehmann*. Die Angriffe der drei Barkiden auf Italien (importante contribution à l'étude de la seconde guerre punique). — A. *Heusler*. Deutsche Verfassungsgeschichte (pas au courant). — G. *Schnürer*. Franz von Assisi (contre-partie, au point de vue catholique, de la biographie écrite par Sabatier). — W. *Scheel*. Johann Freiherr v. Schwarzenberg (contient d'excellents détails, mais n'est pas une biographie d'ensemble satisfaisante). — *Horst Stephan*. Herder in Bückeburg u. seine Bedeutung für die Kirchengeschichte. — Geheime Korrespondenz Josephs II mit seinem Minister in den österreichischen Niederlanden Ferdinand, Grafen Trauttmansdorff, 1787-1789, herausgg. v. H. *Schlitter*. — Systematische Zusammenstellung der Verhandlungen des bayerischen Episkopates mit der kgl. Bayerischen Staatsregierung von 1850 bis 1889 über den Vollzug des Konkordates. — Aus Eduard Laskers Nachlass, herausgg. von W. *Cahn*; 1 Teil. — W. v. *Sommerfeld*. Beiträge zur Verfassungs-u. Ständegeschichte der Mark Brandenburg im Mittelalter; 1 Teil (important). — A. *Starzer*. Die landesfürstlichen Lehen in Steiermark von 1421 bis 1546. — *Lützow*. Lectures on the historians of Bohemia. = T. II, fasc. 1. E. *Fabricius*. L'armée romaine dans la Haute-Germanie et en Rhétie. — W. *Goertz*. Moyen âge et Renaissance, (étude l'extension progressive du sens du mot Renaissance). — K. *Stählin*. La politique des frontières anglaises jadis et aujourd'hui; la question écossaise et la question indienne (compare la situation de l'Afghanistan, pris entre l'Angleterre et la Russie, à celle de l'Écosse d'autrefois). — J. *Blok*. Projet de constitution pour les Pays-Bas par Niebuhr, 1813 (en a retrouvé le manuscrit original, en français; le texte en est notablement différent de celui dont le fils de Niebuhr a publié une traduction; ce projet est du milieu de décembre 1813). — K. *Hugelmann*. Éclaircissement de B.-G. Niebuhr, en l'an 1814, sur ses rapports avec la Prusse et le Danemark (publié à nouveau ce texte). = Comptes-rendus : *Dahlmann-Waitz*. Quellenkunde der deutschen Geschichte; 7 Aufl. (nombreuses critiques par D. Schäfer). — *Sommerlad*. Das Wirtschaftsprogramm der Kirche des Mittelalters (l'exposition eût gagné à être plus nette). — H. *Felder*. Geschichte der wissenschaftlichen Studien im Franziskanerorden bis um die Mitte des 13 Jahrh. — D. *Schäfer*. Die deutsche Hanse. — G. v. *Below*. Die Ursachen der Rezeption des römischen Rechts in Deutschland (important). — *Egli et Finsler*. Huldreich Zwingli's sämtliche Werke; Bd. 1. — K. v. *Wallmenich*.

Der Oberländer Aufstand 1705 u. die Sendlinger Schlacht (excellent). — *Else Gütschow*. Innocenz III und England (clair). — *P. Herrmann*. Nordische Mythologie in gemeinverständlicher Darstellung. — *Gigas*. Spanien omkring 1789. Kulturhistoriske fragmenter efter D. G. Moldenhawers. — *Gaylord Bourne*. Spaine in America, 1450-1580 (d'une sage critique en ce qui concerne Chr. Colomb). — *Turner*. Correspondance of the French Ministers to the United States 1791 to 1797.

34. — Jahrbücher u. Jahresberichte des Vereins für mecklenburgische Geschichte und Altertumskunde. T. LXX, 1905. — *H. GROTEFEND*. Les tableaux généalogiques (exemple : la famille Wachenhusen). — *F. TECHEN*. Quand Güstrow a-t-il obtenu une constitution municipale? (le 1^{er} novembre 1228 et non le 25 octobre 1222). — *R. WAGNER*. Études sur l'histoire du duc Christian, 1658-1692 ; I : le duc avant son avènement (d'après les archives du grand-duché de Schwérin et une biographie manuscrite par O. von Lützw, mort en 1867).

35. — Mitteilungen des oberhessischen Geschichtsvereins. Nouv. série, t. XIII, 1905. — *FR. SCHROD*. La fondation de la commanderie de l'Ordre teutonique à Sachsenhausen. Contribution à l'histoire des seigneurs de Münzenberg (l'hôpital fondé à Sachsenhausen, près Francfort-sur-le-Mein, par Cuno I^{er} de Münzenberg en 1193, fut légué par lui à l'Ordre teutonique avant sa mort, survenue en 1212). — *R. SCHÄFER*. Le tribunal seigneurial de Höchst (d'après le registre du tribunal, 1539-1604 ; fin au t. XIV). — *R.-A. FRITZSCHE*. Sur des couplets de circonstance (des xviii^e-xviii^e siècles). = T. XIV, 1906. *FR. VIGENER*. Kuno de Falkenstein et Gerlach, archevêque de Mayence pendant les années 1354-1358 (Gerlach dut, à son avènement, transiger avec Kuno, qui avait été chargé par le pape d'administrer le diocèse à la place de l'archevêque excommunié Henri de Virneburg). — *L. SCHÄDEL*. Le fondateur de la Ludoviciana dans la prison du « Winterkönig » (épisode instructif de la vie politique de Louis V de Hesse-Darmstadt en 1622-1623, dans ses rapports avec Frédéric V de Palatinat). — *E. VOOR*. Contribution à l'histoire du monastère de Lorsch (deux actes inédits de Grégoire IX, 1235, soumettant l'abbaye à l'archevêché de Mayence et y introduisant des cisterciens).

36. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde. T. XXXII, fasc. 1. — *B. v. SIMSON*. Le *Poeta Saxo* et le prétendu traité de paix de Charlemagne avec les Saxons (étude sur les sources du *Poeta Saxo*). — *H. KRABBO*. Le recueil épistolaire de Reinhardsbrunn du xii^e siècle (les seules lettres qu'on ait considérées jusqu'ici comme intéressantes pour l'histoire de Henri le Lion sont de purs exercices de style et celles qu'on a négligées apportent, au contraire, de précieux détails sur la culture des moines du xii^e siècle). — *A. HOFMEISTER*. Sur un manuscrit de la Chronique universelle saxonne (non utilisé par le nouvel éditeur des *Mon. Germ., Deutsche Chroniken*, II). — *E. PERELS*. Un appel du pape Nicolas I^{er} à un synode des évêques

francs à Rome (fragment inédit tiré du ms. Vat. Reg. lat. 566). — A. BRACKMANN. Pour la canonisation de l'archevêque Anno de Cologne. — M. TANGL. Le testament de Fulrad de Saint-Denis (777; importante étude diplomatique, accompagnée de fac-similés, de quatre rédactions de ce testament, dont une fausse). — A. WERMINGHOFF. Sur les synodes réformateurs francs du VIII^e siècle (répond aux objections faites par L. Levillain dans la *Bibl. de l'École des chartes*, 1905, p. 684, sur la distinction qu'il avait établie entre le concile d'Estinnes de 743 et le concile général de 745). — J. SCHWALM. Sur le manuscrit de Trier de Lupold de Bebenburg « De juribus regni et imperii ». — G. KENTENICH. Une liste des membres du chapitre cathédral de Cologne au XIV^e siècle. — M. MANITIUS. Trois catalogues de bibliothèques inédits (bibliothèques allemandes des XII^e-XIII^e siècles). — B. SCHNEIDLER. L'« archiepiscopus Cusentinus » cité par Tolomeus de Lucques (peut-être Thomas de Leontino, archevêque de Cosenza de 1267 à 1272).

37. — Neue Heidelberger Jahrbücher. T. XIV, 1906, fasc. 2. — F. v. JAGEMANN. Un procès à Nuremberg (en 1503; intéressant pour l'histoire des mœurs). — G. KENTENICH. Les papiers d'un parlementaire de Francfort oublié (Friedrich Zell, député de Wittlich-Bernkastel au parlement de Francfort, où il siégea au centre gauche). — A. WENDLAND. Le mariage de la princesse Henriette-Marie de Palatinat avec le prince Sigmund Rákóczy de Siebenbürgen (1651).

38. — Neue Jahrbücher für das Klassische Altertum, Geschichte und deutsche Literatur und für Pädagogik. T. IX, 1906, fasc. 1. — A. RUPPERSBERG. Le nom allemand de Melanchton (Schwarzerden, nom d'un village du Palatinat, probablement lieu d'origine de ses ancêtres). = Fasc. 2. J. HALLER. Canossa (le récit donné de la scène de 1077 par Lambert de Hersfeld est sans valeur. M. H. cherche, en critiquant ce récit, à montrer la véritable signification des événements dont Canossa fut le théâtre : la politique y tint une place prépondérante dans l'esprit de Grégoire, mais il ne put refuser à l'empereur l'absolution à laquelle la pénitence lui donnait droit). = Fasc. 4. W. von MARÉES. La légende d'Ithaque à Thiaki (l'identification de l'île homérique avec Thiaki est impossible; l'auteur l'identifie avec Leukas). — Th. ZIELINSKI. Les tessères de plomb romaines (à propos du livre de Rostowzew; admet que ces tessères servaient de cartes d'entrée et de monnaie privée dans les maisons riches). = Fasc. 5. G. FINSLER. Le royaume homérique (fin au fasc. 6). = Fasc. 6. G. WOLF. La politique religieuse du duc Georges de Saxe (à propos de la publication des lettres de ce prince par F. Gess). = Fasc. 7. U. WILCKEN. Hellènes et Barbares (pénétration réciproque des deux sociétés). = Fasc. 8. A. MÜLLER. La justice pénale dans l'armée romaine. = Fasc. 9. K. KRUMBACHER. La photographie auxiliaire de la science (fac-similés).

39. — Verhandlungen des historischen Vereins für Niederbayern. T. XLI, 1905. — N. STARK. Souffrances et patriotisme des

habitants d'Abensberg pendant la guerre de Succession d'Espagne, 1701-1715. — A. ERHARD. Histoire et topographie des environs de Passau et spécialement de l'ancien évêché de Passau (suite). — J.-B. SCHÖFFMANN. Le soulèvement des paysans bavarois en 1705-1706 et les combats de Sendling et Aidenbach (soulèvement provoqué par les levées de troupes ordonnées en 1705 par les Autrichiens). = T. XLII, 1906. M. HARTIG. Édition des « *Annales ecclesiae Alderspacensis* » de l'abbé Wolfgang Marius, 1514-1544 (racontent l'histoire de l'abbaye cistercienne d'Aldersbach depuis la fondation, 1120 environ, d'après les archives de l'établissement; suite au vol. suivant).

40. — *Württembergische Franken*. Nouv. série, IX, 1906. — G. BSSERT. Le voyage de Daniel Greiser à Weinsberg et Hall en 1531-1532 (d'après l'autobiographie de Greiser. Détails sur le châtiment de la ville de Weinsberg après le meurtre du comte Ludwig d'Helfenstein par les paysans soulevés en 1525).

41. — *Zeitschrift des Bergischen Geschichtsvereins*. T. XXXVIII, 1905. — A. HASENGLEVER. Josna Hasenclever de Remscheid-Ehringhausen et ses rapports avec Frédéric-Guillaume IV, prince héréditaire, puis roi (utile pour l'histoire des pays rhénans au début de la domination prussienne). — FR. LAU. La lutte pour l'avouerie de Siegburg, 1399-1407 (publie un mémoire dû peut-être à l'abbé Pilgrim et dont une copie existe aux archives d'État de Düsseldorf). — P. DERMIE-AZEL. Études sur l'administration communale à Barmen au déclin du XVI^e siècle. — TH. ILGEN. Les droits de circulation dans le duché de Berg (milieu du XIII^e siècle-1806). — K. WERHAN. Les embarras des communautés réformées d'Elberfeld et de Barmen à la fin du XVI^e siècle et la protection qui leur est accordée par le comte Simon VI de Lippe.

42. — *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*. T. LIX, 1905, Fasc. 4. — G. JAHN. L'inscription de Mésa et ses derniers critiques (admet, contrairement à l'opinion exprimée au fasc. 2 du même vol. par Koenig, que l'inscription est un faux). — ED. KOENIG. L'inscription de Mésa, histoire de la langue et critique du texte (maintient son opinion première). = T. LX, 1906, fasc. 1. V.-A. SMITH. Les dynasties indo-parthiennes depuis 120 av. J.-C. environ jusqu'à l'an 100 de notre ère (d'après les monnaies, qui sont à peu près notre seule source d'information. L'auteur pense que les rapports entre l'Inde et le royaume Parthe ont été bien plus étroits alors qu'on ne le pense d'ordinaire). — P. HORN. Le poète sultan Selim I^{er} (d'après l'édition récente de ses œuvres en langue persane). — Le poème syrien d'Alexandre, publ. et traduit par C. HUNNIUS (suite au fasc. suivant; poème de 628-637). = Fasc. 2. A. CONRADY. L'influence hindoue en Chine au IV^e siècle av. J.-C. = Fasc. 3. ED. KOENIG. Questions relatives au calendrier dans les anciens textes hébreux (jours, mois, années).

43. — *Zeitschrift des deutschen Palaestina-Vereins*. T. XXVIII, 1905, fasc. 4. — M. SOBERNHEIM. Inscriptions arabes de

l'exposition d'art islamique de Paris en 1903 (ces inscriptions sont du temps des deux dynasties des Mamelouks; elles fournissent des noms de fonctionnaires). = T. XXIX, 1906, fasc. 1. Le voyage à Jérusalem du chanoine Ulrich Brunner de Würzburg, 1470, publ. par R. RÖHRICHT. = Fasc. 2. R. ECKARDT. La Jérusalem du Pèlerin de Bordeaux (d'après l'Itinéraire de l'an 333). = Fasc. 3-4. P. THOMSEN. Recherches sur l'ancienne littérature relative à la Palestine (le géographe Ptolémée). — G. HÖLSCHER. Remarques sur la topographie de la Palestine; I : les expéditions de Judas Macchabée. — F. FENNER. L'emplacement de Béthanie. — C. MOMMERT. La Jérusalem du Pèlerin de Bordeaux, 333 (ce pèlerin semble avoir été un juif récemment converti au catholicisme ou un juif qui veut se faire passer pour un chrétien).

44. — Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachsen. 1906, fasc. 1. — H. HOOGEWEG. La lutte pour l'évêché d'Hildesheim, 1331-1354 (entre le chapitre et le pape, aux mains duquel l'évêque Otto avait, en 1331, résigné son office; la lutte ne se termina que par la mort d'Erich de Holstein, évêque choisi par le pape). — Major von ESTORFF. L'armée hanovrienne pendant les guerres de la Révolution, 1793-1795 (notes d'un officier qui y prit part). = Fasc. 2. R. AGARD. Le pays d'origine des peuples indo-germaniques (les plaines du nord de l'Allemagne, à peu près entre le Weser, le Mittelgebirg et la Vistule). — Joh. KRETZSEHMAR. Le canal projeté par Napoléon du Rhin à l'Elbe et à la mer Baltique.

45. — Zeitschrift des deutschen Vereins für die Geschichte Mährens und Schlesiens. T. X, 1906, fasc. 1-2. — B. BRETHOLZ. Pour la solution de la question Christian (contrairement à l'opinion émise au t. IX par Pekař, repousse l'identification de Christian, auteur de la *Vita s. Ludmillae* et *s. Wenceslai*, avec le frère du comte de Bohême Boleslaw II, qui vivait vers 992; loin d'avoir été exploité par Cosmas, Christian a utilisé l'œuvre de ce dernier; son travail est à peu près sans valeur historique). — F. SCHENNER. Sources pour l'histoire de Znaim à l'époque de la Réforme; VII : Sébastien II de Baden (abbé de Bruck, 1585-1595); VIII : l'église et l'école évangélique de Saint-Michel (rôle de son pasteur Georg Schildt); IX : triomphe de la contre-réforme (après 1619; la chute du protestantisme amène celle de la ville de Znaim). — S. GORGE. Les changements de propriétaires en Moravie pendant la guerre de Trente ans. — M. SIMBOECK. Les templiers en Moravie et les ruines de Tempelstein. = Fasc. 3. W. FRITSCH. Les droits de douane en Moravie jusqu'à la fin du xiv^e siècle (droit perçu pour le passage des personnes au xii^e siècle, le *teloneum* tend à devenir au xiii^e siècle un droit de douane sur les marchandises). — O. SCHIER. Considérations sur la bataille d'Austerlitz, 2 décembre 1805 (ce qui a manqué surtout à l'armée allemande, c'est une direction générale). — BERGER. Pour l'histoire de deux villages de Silésie : Raase, Spachendorf.

46. — Jahrbuch der Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Altertumskunde. T. XVII, 1905. — E. MUESSECK. Pour servir à l'histoire de la famille patricienne de Heu à Metz (depuis le XIII^e siècle). — Dr H. GROSSMANN. Sarreguemines pendant la Révolution. — J.-P. KIRCH. Le différend au sujet des seigneuries de Rodemachern, Roussy, Puttlinge et Preisch au XVII^e et au XVIII^e siècle (publie un mémoire par lequel l'empereur Charles VI, duc de Luxembourg, prétendait établir ses droits incontestables sur ces seigneuries, 1714). — J.-B. KEUNE. Les plus anciennes représentations figurées de Metz et de Trèves (1493-1794).

47. — Analecta Bollandiana. 1906, 3^e livr. — P. PEETERS. Miraculum SS. Cyri et Johannis in urbe Monembasia. — F. CUMONT. Sarin dans le Testament des martyrs de Sebaste (cette localité doit être identifiée avec l'importante ville turque de Zileh). — H. MORETUS. Un opuscule du diacre Adelbert sur saint Martin de Montemassico. — A. PONCELET. Vie et miracles du pape saint Léon IX. — E. HOEDEZ. La légende latine du B. Venturino de Bergame. — Fr. VAN ORTROY. Une vie inédite de saint Bernardin de Sienne par un frère Mineur, son contemporain. = Comptes-rendus : F.-X. Funk. Didascalia et Constitutiones apostolorum (excellente édition). — Grützner. Eine biographische Studie zur alten Kirchengeschichte (consciencieux). — H. Thode. Franz von Assisi und die Anfänge der Kunst der Renaissance (remarquable). = 4^e livr. A. d'ALÈS. Les deux vies de sainte Mélanie la jeune (commentaires sur une vie latine de la sainte découverte à l'Escurial par le cardinal Rampolla et la vie grecque découverte à la bibliothèque Barberini et publiée par les Bollandistes. Controverse sur l'archétype probable des deux textes). — H. DELEHAYE. Catalogus codicum hagiographicorum graecorum bibliothecae comitis de Leicester Holkomiae in Anglia. — C. DE SMEDT. La Santa Casa de Lorette (d'après U. Chevalier). — H. DELEHAYE. Notes sur un manuscrit grec du Musée britannique (ms. add. 36589, recueil factice, contenant notamment une vie de saint Léon, l'invention de saint Ménas et la vie de saint Procope le Décopolite). = Comptes-rendus : H. Lammens. Notes archéologiques, historiques, ethnographiques et géographiques sur le Liban (observations intéressantes recueillies sur place). — J. de Decker. Contribution à l'étude des vies de Paul de Thèbes (transformation des légendes par suite d'influences littéraires). — E. Jacob. Johannes von Capistrano II (manuscripts de ce dernier dans les bibliothèques de Breslau). — C. Beccari. P. Petri Paez Historia Aethiopiae libri III et IV (excellente édition; détails intéressants sur les relations de Pie V avec la mission d'Ethiopie). — S.-M.-C. Papalardo. S. Carlo Barromeo. — E. Phillips. The extinction of the ancient hierarchy (recherches pleines d'érudition sur les onze évêques honorés à Rome comme martyrs de la persécution d'Elisabeth).

48. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la

Belgique. 1906, 2^e livr. — L. VAN DER ESSEN. Études d'hagiographie médiévale (suite : les biographies de saint Bavon, de saint Foillan et de sainte Maxellende). — G. DOUTREPONT. Épître à la maison de Bourgogne sur la croisade turque projetée par Philippe le Bon, 1464 (exhortation belliqueuse adressée à la noblesse par un personnage de la cour du duc). — V. BARBIER. Obituaire de l'abbaye d'Argenton, de l'ordre de Cîteaux (abbaye de religieuses établie près de Gembloux en 1229; l'obituaire va des origines à 1759). — A. CAUCHIE. Relations générales des nonces de Flandre [Ottavio Mirto Frangipani et Fabio della Lionessa en 1605 et 1634] (questions relatives à la religion catholique et à la juridiction ecclésiastique au Pays-Bas). = 3^e livr. D.-D. BROUWERS. Documents relatifs à l'administration du Béguinage Saint-Christophe à Liège (1258-1320). — L. DEVILLERS. Documents de l'église collégiale et paroissiale de Saint-Waudru à Mons (xv^e siècle). — E. SCHOOLMEESTERS. L'archidiaconé de Compline en 1400 (publie un registre des archives archidiaconales de Liège contenant des dénombremments peu connus et donnant des détails intéressants au sujet des bénéfices). — E. DE MOREAU et J.-B. GOETSTOUWERS. Le Polyptyque de l'abbaye de Villers (censier inédit du xiii^e siècle).

49. — Archives belges. 1906, n^o 7. — Comptes-rendus : J. van den Gheyn. Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique; t. V : Hagiographie (très soigné). — P. Fredericq. Corpus documentorum haereticarum pravitatis Neerlandicae; t. III (pièces inédites du plus haut intérêt pour les années 1236-1513). — M. van Vaerenwyck. Troubles en Flandre au xvi^e siècle; t. II (excellente édition richement illustrée d'après les œuvres d'art de l'époque). — B. Linnig. Bibliothèques et ex-libris d'amateurs belges aux xvii^e, xviii^e et xix^e siècles (incomplet et mal documenté). — L. Bertrand. Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830 (ouvrage de propagande dépourvu de tout caractère scientifique). — J. Tessier. Les relations anglo-françaises au temps de Louis-Philippe. L'élection du roi des Belges (n'a pas connu l'ouvrage de F. de Lannoy sur les origines diplomatiques de l'indépendance belge). — L. Goovaerts. Écrivains, artistes et savants de l'ordre de Prémontré; t. II (fruit de longues et patientes recherches). = N^o 8. H. Van der Linden et W. de Vrees. Lodewijk van Velthem's Spiegel historiael, 1244-1316 (le Miroir historique de Van Velthem, source historique importante pour l'histoire du xiii^e et du xiv^e siècle). — Den Beer Portugael. La campagne de dix jours en 1831 [De Tiendaagsche Veldtocht] (beaucoup d'inédit, mais peu de méthode et absence d'objectivité). — V. Van der Haeghen. La corporation des peintres et des sculpteurs de Gand (bien documenté). — P. Claeys. Les associations d'ouvriers débardeurs ou portefaix à Gand au xviii^e s. (intéressant à la fois pour l'histoire économique et pour l'histoire locale). — A.-C. de Schrevel. Histoire du petit séminaire de Roulers (importante contribution à l'histoire de l'enseignement libre en Belgique pendant le xix^e siècle). — A. Hocquet. Tournai et le Tournais au point de vue

politique et social durant le xvi^e siècle (grande richesse d'information, spécialement sur la question religieuse). — *E. Wolff*. Le siège de Luxembourg, 28 avril-4 juin 1684 (complète nos connaissances sur cet épisode de l'histoire militaire, réhabilite plus ou moins le prince de Chimay, gouverneur de la ville). = N° 9. *J. Vuylsteke*. Cartulaire de la ville de Gand; 1^{re} série (commentaires sur les comptes gantois des baillis de la commune; ils renouvellent l'histoire de Gand pour les années 1274 à 1315). — *Barado y Font*. D. Luis de Requesens y la política española en los Países Bajos (travail fait d'après les sources; il donne une bonne idée de la situation des Pays-Bas à l'époque du gouvernement de Requesens). — *E. Poswick*. Histoire de la seigneurie libre et impériale d'Argenteau et de la maison de ce nom.

50. — Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique. 1906, n° 5. — Comte GOBLET-D'ALVIELLA. Y a-t-il une religion japonaise? La voie des dieux (le *Shin-to* est une très vieille religion, un polythéisme en voie de formation qui a subi un arrêt de développement, mais qui, le symbolisme aidant, n'en a pas moins survécu à toutes les transformations de la civilisation japonaise). = N° 8. *J. LAMINNE*. La controverse sur les futurs contingents à l'Université de Louvain au x^ve siècle (produisit à Louvain une agitation considérable qui eut sa répercussion à Paris, à Cologne et à Rome et dura près de dix ans).

51. — Le Musée belge. 1906, n° 2-3. — *T. LEFORT*. Note sur le culte d'Asklepios. Nature de l'incubation dans ce culte; II : Époque romaine (l'incubation est essentiellement un rite divinatoire). — *H. FRANCOIS*. L'organisation des cités à Rhodes et à Carie. — *N. HOHLWEIN*. L'administration des villages égyptiens à l'époque gréco-romaine (les finances et la police). — *F. TILMAN*. De la valeur légale des plébiscites sous la République romaine, depuis l'institution du tribunal de la plèbe jusqu'à Sylla, 494-488. = N° 4. *Th. SIMAR*. Gérard Vossius et Erycius Puteanus (reconstitue par des lettres trouvées à Bruxelles et à Amsterdam une partie de la biographie des deux célèbres philologues).

52. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1906, n° 3. — *A. CLÉMENT*. Conrad d'Urach, de l'ordre de Cîteaux, légat en France et en Allemagne (expose l'œuvre du légat depuis 1224 jusqu'à sa mort, survenue en 1227. Conrad d'Urach reste peut-être la plus grande figure qu'ait produite, au xiii^e siècle, l'ordre de saint Bernard). = N° 4. *H. QUENTIN*. Le concile de Cologne de 346 et les adhésions gauloises aux lettres synodales de Sardique. — *U. BERLIÈRE*. Frédéric de Laroche, évêque d'Acre et archevêque de Tyr (lettre du prélat qui envoie des reliques de saint Jean-Baptiste à l'abbaye de Florennes, vers le milieu du xii^e siècle). = Comptes-rendus : *J. von Walter*. Die ersten Wanderprediger Frankreiches (travail de critique fait avec soin). — *D. Gasquet*. Henry VIII and the English monasteries (démontre l'iniquité de l'œuvre de destruction). — *G. Vanel*. Mémorial de Philippe

Lamare, secrétaire de Dom Gouget (très intéressant pour l'histoire de la Normandie à la fin du xviii^e siècle). — *Silbernagl*. Verfassung und gegenw. Bestand sämtlicher Kirchen des Orients (nombreuses inexactitudes).

53. — Revue des bibliothèques et des archives. 1906, n° 1. — E. FAIRON. La bibliothèque d'un chanoine liégeois en 1614 (catalogue des livres laissés par Guillaume de Pontegonio, chanoine de Saint-Lambert). = N° 3. J. CUVELIER. Les archives autrichiennes (description du dépôt général de Vienne et indications intéressantes sur l'organisation du corps des archivistes). — J. VANNERUS. Le dépôt des archives de l'État à Anvers. = Comptes-rendus : G. Espinas et H. Pirenne. Recueil de documents relatifs à l'histoire de l'industrie drapière en Flandre (I : Des origines à l'époque bourguignonne; excellente édition critique). — L. Lahaye. Cartulaire de la commune de Dinant; t. VI : 1666-1700 (beaucoup d'érudition et de minutie). — Roland et Lahaye. Les communes namuroises (méthodique et bien documenté). — Steffens. Lateinische Paläographie (original et consciencieux). = N° 4. S. MULLER. Le style de la Circoncision (régulier dans les chartes des Pays-Bas au moyen âge). — J. VANNERUS. Une imprimerie arménienne établie à Amsterdam en 1695 (pour la propagande catholique).

54. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1906, 4^e livr. — T. GOLLIER. L'évolution politique du Japon (abolie légalement, la féodalité subsiste encore dans les mœurs). = Comptes-rendus : F. Wodzak. Die Schlacht bei Kōrtrýk (information et méthode insuffisantes). — J. Fourgous. L'arbitrage dans le droit français aux xiii^e et xiv^e siècles (méthodique et clair). — H. Sage. Don Philippe de Bourbon et Louise-Élisabeth de France (éclaircit les origines de l'alliance franco-autrichienne de 1757). = 5^e livr. H. GRÉGOIRE. La vie de S. Abroamios par Cyrille de Saint-Kythopolis (d'après le Sin. 494 du couvent de Sainte-Catherine).

55. — Revue de l'Université de Bruxelles. 1906, n° 10. — C. PERGAMENI. Avouerie militaire et avouerie judiciaire (l'avoué de l'époque carolingienne est un officier de l'immunité ecclésiastique et non un protecteur de ladite immunité).

56. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain. 1906, n° 2. — M. JACQUIN. La question de la prédestination aux v^e et vi^e siècles (saint Prosper d'Aquitaine, Vincent de Lérins, Cassien). — P. Fournier. Étude sur les fausses décrétales (II : Date de l'œuvre d'Isidore; vers 850). — P. RICHARD. Origines des nonciatures permanentes. La représentation pontificale au xv^e siècle, 1450-1613 (l'auteur voit un rapport étroit entre les nonciatures modernes et le système des collectoreries qui fonctionna du xiii^e au xvi^e siècle). — A. FIERENS. La question franciscaine (les écrits des zélés de la règle aux premiers temps de l'histoire franciscaine d'après les récentes controverses). = Comptes-rendus : F.-X. Kuenstle. Die Deutsche Pfarrei und ihr Recht zum

Ausgang des Mittelalters (tableau d'ensemble des institutions paroissiales; bien documenté). — *P. Kalkoff*. Die Anfänge der Gegenreformation in den Niederlanden (est en somme l'histoire de la nonciature d'Aléandre aux Pays-Bas). — *A. Lang*. John Knox and The Reformation (critique intelligente et consciencieuse). — *A.-F. Follard*. Henry VIII (manque d'objectivité). — *Martin Hume*. The Wives of Henry the Eight (bien documenté). — *Herbert Paul*. The Life of Froude (exalte Froude comme historien). — N° 3. *J. MAHÉ*. Les anathématismes de saint Cyrille d'Alexandrie et les évêques orientaux du patriarcat d'Antioche (épisode intéressant de l'histoire du Nestorianisme). — *P. FOURNIER*. Étude sur les fausses Décrétales (la patrie des fausses Décrétales. Les provinces de Mayence et de Reims. Il n'y a aucune raison décisive pour considérer les fausses Décrétales comme rédigées de 847 à 852 par Vulfade ou par d'autres clercs de la province de Reims partageant son hostilité pour Hincmar). — *R. MAERE*. Les origines de la nonciature de Flandre (étude sur la diplomatie pontificale dans les Pays-Bas à la fin du xvi^e siècle). — *L. WILLAERT*. Négociations politico-religieuses entre l'Angleterre et les Pays-Bas catholiques, 1598-1625 (les deux protectorats; asile offert par les Pays-Bas aux catholiques anglais). — Comptes-rendus : *M.-A. Kugener*. Sévère, patriarche d'Antioche, 512-518 (excellente édition de textes; critique pénétrante). — *H. Osborn Taylor*. The classical heritage of the middle Ages (bon travail de vulgarisation). — *H. Felder*. Geschichte der wissenschaftlichen Studien in Franziskanerorden bis um die Mitte des xiii Jahrhunderts (expose les commencements et les premiers développements des études dans l'ordre séraphique). — *F. Roth*. Augsburgs Reformations geschichte; t. II (histoire de la Réforme à Augsbourg de 1531 à 1540). — *De Lacy-O'Leary*. The apostolical Constitutions and Cognate Documents (bon résumé de la question). — *Th. Van Oppenraaij*. La prédestination dans l'Église réformée des Pays-Bas depuis l'origine jusqu'au synode de Dordrecht. — N° 4. *D.-M. GIRARD*. Anania Mogatzi. Épisode de la lutte religieuse en Arménie (la pauvreté et l'incertitude des documents ne permettent pas de porter sur le personnage un jugement définitif. Détails curieux sur la lutte entre Chalcédoniens catholiques et Monophysites). — Comptes-rendus : *F. Augax*. Die Frau im Römischen Christenprocess (soutient, en se fondant sur les textes anciens, que, fréquemment, par ordre des magistrats, des vierges chrétiennes, avant de subir la mort, furent violées ou internées dans des maisons de débauche). — *Ad. Harnack*. Der Vorwurf des Atheismus in den drei ersten Jahrhunderten (soutient que, pendant la période des persécutions, l'athéisme ne devient un crime que lorsqu'il se manifeste pratiquement par l'omission d'actes cultuels obligatoires pour tous les citoyens). — *E. Bernheim*. Das Wormser Konkordat und seine Vorurkunden. — *G. Hodyson*. Primitive christian education (examine l'attitude des Pères de l'Église vis-à-vis de la culture profane). — *R.-W. Cunningham*. The growth of English industry and commerce during the early and

middle ages (beaucoup d'aperçus intéressants, notamment sur la traite des esclaves chez les Anglo-Saxons et les entreprises de rachat organisées sur les côtes de la Manche). — *Columba Edmands*. The early Scottish Church, its Doctrine and Discipline (veut montrer que l'ancienne église d'Écosse n'a jamais prétendu se rendre indépendante de Rome. Laisse à désirer sous le rapport de la critique).

57. — **Kwartalnik Historyczny**. T. XX, 1906. Fasc. 1-2. — Oswald BALZER. A propos d'un nouvel essai sur l'histoire constitutionnelle de la Pologne (par M. Kutrzeba; fin au fasc. 3). — A. PROCHASKA. Pour servir à l'histoire de la Lithuanie (I. L'apostasie du roi Mendog a été la cause de la lenteur avec laquelle la Lithuanie a été christianisée. II. L'authenticité des donations territoriales faites par Mendog à l'ordre teutonique doit être admise, sous peine de ne rien comprendre à une grande partie de l'histoire lithuanienne). — A. KOPYSTIAŃSKI. Le duc Michel Zygmuntovitch (étude biographique sur le fils du grand-duc Sigismond Kiejstutovitch de Lithuanie, contemporain et antagoniste de Casimir de Jagellon, roi de Pologne). — St. STARZYŃSKI. Quelques mots sur les assemblées des états en Galicie (à propos d'un ouvrage de M. Lozinski sur les diètes provinciales de Galicie de 1817 à 1845; résume tous les ouvrages de cet auteur se rattachant au sujet; en appendice, quelques documents curieux). — W.-M. KOZŁOWSKI. La dernière entrevue de Thaddée Kosciuszko avec Niemcewicz (il s'agit de l'entrevue qui a eu lieu en Amérique entre Kosciuszko et son ancien adjudant Niemcewicz avant le moment où Kosciuszko, apprenant la formation des légions polonaises, s'embarqua pour l'Europe; s'appuyant sur les documents inédits, M. K. jette un jour nouveau sur cet épisode). — Br. LOZIŃSKI. Pour servir à l'histoire administrative de la Galicie (étude sur les institutions patrimoniales qui subsistèrent jusqu'en 1856 après avoir été légèrement réorganisée en 1848). — Comptes-rendus : A. RODKIEWICZ. La première école polytechnique en Pologne (l'École polytechnique de Varsovie, 1825-1831). — L. KRZYWICKI. La Samogitie antique; 2^e partie : les forteresses des Samogitiens (d'une grande portée scientifique et d'une érudition admirable). — LADISLAS ABRAHAM. La participation de la Pologne au concile de Pise, 1409 (bon). — A. BRÜCKNER. Nicolas Rej (biographie et étude littéraire d'une grande valeur, malgré certaines traces d'un travail trop hâtif). — J. G. Documents relatifs à l'histoire de l'Académie de Polock (ce n'est pas un recueil de documents, mais plutôt un essai de reconstitution historique, d'ailleurs incohérente). — BARWIŃSKI BOHDAN. Zygmunt Kiejstutovitch, velikii kniaz litowsko-rouskii, 1432-1440 (en ruténien; étude biographique très consciencieuse, basée sur une profonde connaissance des sources). — Quinze ans dans les légions. Mémoires du général Casimir Tański, avec une préface de W. Turowski (ces prétendus Mémoires ont été rédigés d'après les confidences du général, né en 1774 et mort en 1853, par le frère observan-

tin Orłowski, son hôte, qui a cru nécessaire, pour la gloire de son ami, de corriger d'après des livres d'histoire des faits qui lui étaient racontés). — L'auteur de « l'Histoire des deux ans ». Histoire de l'année 1863 (ouvrage tendancieux, intéressant comme recueil de documents). — *J. Stella-Sawicki*. L'année 1863 (l'auteur ayant pris une part active à l'insurrection de 1863, ce sont là presque des mémoires personnels). — Fasc. 3. *G. BRUCHNAŁSKI*. Piast (observations sur la dynastie des Piast). — *St. ZAKRZEWSKI*. Descendant de Piast ou de Přemysl? (généalogie d'Otto, abbé de Magdebourg, 1207-1225; l'auteur réfute l'assertion des historiens polonais qui placent cet abbé parmi les descendants de Piast et, avec Perlbach, le croit d'origine tchèque; il en fait le fils du duc Téobald, de la branche cadette de Remysliens). — *F. BUJAK*. Quelques mots au sujet de la cartographie historique (l'auteur déclare qu'il est urgent de développer en Pologne cette branche auxiliaire de la science historique). — *Ant. PROCHASKA*. Quelques rectifications sur la personne de Samuel Gradzki et son œuvre: *Historia belli casaco-polonici*. — *M. LORET*. Pour servir à l'histoire du séjour du nonce Garampi à Varsovie (il s'agit du changement survenu dans la nonciature de Varsovie en 1772 et de l'œuvre du nouveau nonce). — *Szymon ASKENAZY*. Quelques traits caractéristiques de la personnalité du ministre Lubecki (à propos d'une série d'articles du prof. Smolka; *M. Askenazy*, auteur d'un travail sur Lubecki, ajoute quelques observations nouvelles sur ce ministre des finances du royaume de Pologne, et, en publiant un document inédit et officiel sur l'audience de ce dernier chez Nicolas I^{er} le 14 décembre 1830, jette une nouvelle lumière sur le rôle joué par lui pendant la Révolution de 1830-1831). — *A. KRAUSCHAR*. Mémoires de Mouravieff « le Pendeur » (publie sur les événements de 1863-1864 quelques pages extraites d'un exemplaire manuscrit des mémoires de Mouravieff qui circule en Russie et qui est plus complet que l'édition donnée en 1882). — *Comptes-rendus*: *Th. Wierzbowski*. *Matricularum Regni Poloniae summaria excussis codicibus qui in chartophylacio maximo Varsoviensi asservantur* (très important pour la fin du xiv^e siècle). — *St. Kossowski*. Christophe Hegendorfer à l'Académie de Lubrański à Posen (raconte le séjour en Posnanie du célèbre humaniste allemand Hegendorfer, admirateur de Luther et ami de Melanchton; trop de longueurs et peu au courant de la psychologie des humanistes). — *P. Haake*. *Erklärung zur Geschichte Aug. d. Starken*. — *J. Ziekursch*. *Die polnische politik der Wettiner im xviii Jahrhundert*. — *O.-E. Schmidt*. *Zur Charakteristik August d. Starken* (ces trois derniers articles forment une très intéressante série d'études et de polémiques sur les visées d'Auguste II en Pologne). — *Nicolas Mikhaïlovitch*. Le comte Paul Stroganoff (contient des documents précieux; la préface de Fr. Masson est par trop superficielle).

58. — *Biblioteka Warszawska*. T. CCLXIII, fasc. 1. — *Szymon ASKENAZY*. Valérien Lukasinski (très remarquable biographie du major Lukasinski, officier dans l'armée du royaume de Pologne, patriote polo-

mais et créateur de la célèbre Société maçonnique nationale, né en 1786, mort dans la forteresse de Schlüsselbourg en 1868, après une réclusion de quarante-six ans. Malgré les difficultés qu'il y avait à retrouver des documents que le gouvernement russe s'est efforcé de faire disparaître, l'auteur a su être fort précis. Il donne en outre un aperçu sur l'histoire des sociétés secrètes au commencement du XIX^e siècle; fin au fasc. 2). — CASIMIR WOZNICKI. Note autobiographique de Joachim Lelewel (historien, publiciste et membre du gouvernement national au temps de l'insurrection de 1830-1831; cette note se rapporte particulièrement à l'époque de l'insurrection et de l'émigration). = Comptendu : Mémoires du comte André Zamoiski, vol. II; publiés par A. Kraushar, avec une introduction et un épilogue (important récit des pourparlers et négociations avec Metternich pendant l'insurrection de 1830-1831, mais les jugements personnels du comte Z. manquent de finesse et d'indulgence). = Fasc. 2. C. WOZNICKI. Documents relatifs à la vie de Joachim Lelewel. = Comptes-rendus : Les opinions des puissances européennes sur l'insurrection polonaise de 1830-1831 (ce travail anonyme n'est que la traduction d'un manuscrit laissé par un personnage politique avec le désir de le faire publier après sa mort; il est sans grande valeur historique et n'apporte aucun fait nouveau. On y trouve des observations faites probablement par un officier d'un état-major étranger au cours de la guerre russo-polonaise). — A. Kraushar. Tableaux et portraits historiques (d'après des documents d'archives; instructif). — Prince Lubomirski. Adam Kisiel (courte et modeste étude biographique sur Adam Kisiel, voïevode de Kiew).

59. — Przegląd Historyczny. — T. III, fasc. 1, juillet-août 1906. — A. BRÜCKNER. Quelques échantillons d'une critique historique (polémique, notamment avec M. Potkański, sur la mission de Constantin et Methodius; suite au fasc. 2). — Marjan GoySKI. L'affaire de l'engagement du pays de Dobryn par Ladislas d'Opole et les premières années du conflit, 1391-1399 (intéressante page de l'histoire des relations de la Pologne avec l'ordre teutonique; l'auteur tente de prouver qu'au point de vue juridique l'affaire a été illégale; le prince Ladislas étant vassal de la Pologne n'avait pas le droit d'engager son territoire sans le consentement de son suzerain; l'acceptation du gage par l'ordre était également antijuridique au point de vue du droit féodal; suite au fasc. 2). — S. SMOLENSKI. Pour servir à l'histoire de la noblesse de Mazovie (suite au fasc. 2). — S. ASKENAZY. Aperçu sur l'histoire intérieure de la Russie, 1815-1830 (suite au fasc. 2; expose clairement l'organisation administrative, financière, militaire et sociale de la Russie). — A. KRAUSHAR. Documents tirés des archives de la troisième section (reproduit quelques pièces intéressantes publiées récemment et se rattachant au séjour du poète polonais Mickiewicz à Saint-Petersbourg). — Bronislas LOZINSKI. Une légion d'aventuriers (épisode de 1848 sans grande signification, auquel cependant les gouvernements russe et autrichien attribuèrent une grande importance; il s'agit

d'un petit corps polonais organisé en Moldavie et Valachie par les conspirateurs de l'émigration polonaise au moment de l'occupation de ces pays par les troupes russes sous le commandement du général Lüders). — M. BRENSTEIN. Les impressions lithuaniennes, étude historique et statistique (l'auteur distingue trois époques dans l'histoire de l'imprimerie lithuanienne : 1^o depuis l'apparition du premier livre lithuanien, en idiome vieux prussien, chez Hans Weinreich à Königsberg; 2^o de 1864 à 1904, période comprenant le temps des persécutions russes, où il était défendu de publier les livres lithuaniens en caractères latins; 3^o depuis l'édit du 7 mai 1904, délivrant l'impression lithuanienne des lois d'exception). — Norbert MICHAŁEWICZ. Le droit du consentement des parents dans l'aliénation des biens dans la Grande-Pologne jusqu'à la législation de Casimir le Grand (d'après le Code diplomatique de la Grande-Pologne; tandis que les Allemands ne voyaient dans la nécessité du consentement des parents qu'une conséquence du droit successoral et une sauvegarde des intérêts de l'héritier, c'était, pour les Polonais, un moyen de sauvegarder les intérêts de la famille tout entière; suite au fasc. 2). — H. HAUSEN. Bulletin historique de la France (fin au fasc. 2). — St. K. Quelques mots sur la participation de la Pologne au quatrième concile de Latran. = Fasc. 2, sept.-oct. Ladislas SZCZESNIAK. Le prétendu séjour des légats du pape Léon IX en Ruthénie en 1054 (s'efforce d'établir que les assertions des historiens russes, allemands et polonais reposent sur une fausse interprétation d'un texte du mémoire attribué au cardinal Humbert et que ce séjour n'a jamais eu lieu). — M. SOKOLNICKI. Le général Michel Sokolnicki et la seconde légion danubienne (le général Sokolnicki proposait en 1797, au Directoire exécutif, la formation d'une nouvelle force militaire polonaise qui devait constituer une avant-garde de l'Europe révolutionnaire cherchant à satisfaire sa vengeance pour la destruction de la Pologne en même temps qu'une avant-garde de l'Occident contre l'accroissement illimité de la Russie; ces projets ne furent pas alors réalisés, mais ils renaquirent sous la forme de la légion danubienne). — A. KRAUSHAR. Pièces tirées des archives secrètes du sénateur Newossiltzoff (l'affaire du professeur August Ernest Zinserling; documents curieux pour servir à l'histoire de l'instruction publique dans le royaume de Pologne entre 1819 et 1824). — E. GORSKI. La Société scientifique de Plock (1820-1830).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Gabriel MONOD vient d'être nommé membre correspondant de l'Académie royale des sciences de Berlin.

— M. Ernest GLASSON, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, doyen honoraire de la Faculté de droit de Paris, est mort subitement à Paris le 6 janvier dernier à l'âge de soixante-six ans. Son *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre* (6 vol. in-8°, 1882-1883) et son *Histoire du droit et des institutions de la France*, commencée en 1887, et dont le huitième volume, marquant le début de la période moderne, a paru en 1903, témoignent, sinon de vues très personnelles, du moins d'un effort considérable et de recherches très étendues. En dehors de ces deux ouvrages, il laisse divers travaux consacrés à l'histoire du droit et deux volumes sur le *Parlement de Paris, son rôle politique depuis le règne de Charles VII jusqu'à la Révolution* (1901).

— M. Gustave CANTON, professeur d'histoire au lycée d'Annecy, est mort dans cette ville le 7 janvier dernier à l'âge de quarante-trois ans. Il avait fait paraître en 1902 un curieux volume intitulé *Napoléon antimilitariste* et était sur le point d'en terminer un autre consacré aux *Croyances religieuses de Napoléon*. Nous publierons prochainement un article de lui sur *Napoléon 1^{er} et l'abbé Hanon*.

— La Société d'histoire moderne a décidé l'impression d'une *Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de la France depuis 1789*. Cette bibliographie, dont la rédaction a été confiée à M. Pierre CARON, s'arrêtera au moment où commence le *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France* publié annuellement par MM. G. Brière et P. Caron. Elle sera composée sur un plan et d'après des principes analogues. Elle comprendra deux volumes, auxquels on souscrit dès maintenant. Le 1^{er} fascicule doit paraître incessamment.

— École nationale des chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1907 pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe. Maçon, impr. Protat frères, 1907, in-8°, 184 p. — Voici la liste des thèses analysées dans ce volume : Marcel AUBERT. La cathédrale de Senlis; étude archéologique. — Séverin CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne; essai sur les relations de la Bretagne avec le pouvoir central. — Charles CHEVREUX. La constitution communale d'Épinal sous la domination des évêques de Metz (983-1444). — Claude COCHIN. Étude sur Henry Arnauld dans ses rapports avec le jansénisme,

précédée d'une courte esquisse biographique. — P. COLMANT. Les actes de l'abbaye de Marmoutier jusque vers le milieu du XII^e siècle (étude de diplomatique suivie d'un appendice sur l'origine des Fausses Décretales, que l'auteur attribue à la province de Tours). — J. DAUVERNÉ. L'abbaye de Saint-Médard de Soissons, des origines au XIV^e siècle. — Charles DESAGES. Essai sur la chronologie et la généalogie des comtes d'Angoulême, du milieu du IX^e à la fin du XI^e siècle. — Paul DESTRAY. Étude sur les contestations de limites et les traités de neutralité entre la Franche-Comté et les terres françaises de Champagne et de Bourgogne jusqu'aux accords de 1612-1614. — Robert DE FRÉVILLE DE LORME. Essai sur les voies de recours devant l'Échiquier de Normandie au XIV^e siècle. — Pierre GAUTIER. Catalogue des actes des évêques de Langres, précédé d'une introduction historique et diplomatique, du VII^e siècle à 1111. — Raymond HOUDAYER. Les paysans de Cluny; essai sur la condition de la classe agricole en Bourgogne du X^e au XIII^e siècle. — Robert LATOUCHE. Études sur le comté du Maine (820-1110). — Jean DE MAUPASSANT. Relations de Pierre IV le Cérémonieux, roi d'Aragon, avec la France, de 1340 à 1380. — Gabriel DE MUN. L'ambassade de Particelli d'Hémery en Piémont (1636-1639). — Jean RÉGNÉ. Amauri II, vicomte de Narbonne (1260?-1328). — Georges RITTER. L'organisation de l'hôtel du roi au XIII^e siècle et jusqu'en 1328, d'après les comptes et les ordonnances de l'hôtel. — Marcel ROBIN. Bernard de La Sauvetat, abbé de Sahagun, archevêque de Tolède (v. 1040-1124), et la réforme clunisienne en Espagne au XI^e et au XII^e siècle. — Régis ROHMER. La vie et les exploits d'Étienne de Vignolles, dit La Hire, capitaine gascon et bailli de Vermandois (1390?-1443). — H. DE ROUSSEN DE FLORIVAL. Essai historique et généalogique sur les comtes de Roucy (948-1212).

— Le 39^e fascicule du *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines* (Hachette) comprend les mots de *Pistor* à *Principatus*. Plusieurs articles offrent un très vif intérêt : *Poena*, par Ch. LÉCRIVAIN; *Pomoerium*, par Maurice BESNIER; *Pondus*, par Étienne MICHON; *Pons*, par Maurice BESNIER; *Pontifices*, par A. BOUCHÉ-LECLERCQ; *Portorium* (avec une carte des postes douaniers de l'Illyricum), par R. CAGNAT; *Portus*, par Maurice BESNIER; *Praefectura*, par R. CAGNAT; *Praetor*, *Principatus*, par Ch. LÉCRIVAIN; *Praetoriae cohortes* et *Praetorium*, par R. CAGNAT.

— On ne saurait trop louer les efforts faits depuis quelques années déjà par les sociétés savantes de Seine-et-Oise pour entreprendre à frais communs et en collaboration des travaux de nature à les intéresser toutes. Après avoir prélué à ces travaux par une série de rapports sur les *Sources de l'histoire de Seine-et-Oise* (Versailles, impr. Aubert, et Pontoise, Soc. hist., 1903, in-8°, 52 p.), la « Conférence des Sociétés historiques du département de Seine-et-Oise » a ouvert la série de ses publications en éditant le *Liber testamentorum Sancti Martini de Campis* (Paris, Picard et fils, 1905, in-8°, xv-124 p.). Cette œuvre, due à la collaboration de cinq érudits du département, au premier rang desquels il convient de citer M. DEPOIN, est la reproduction du manuscrit

latin 10977 de la Bibliothèque nationale, ou plutôt de la première partie de ce manuscrit, contenant 98 pièces comprises entre les années 1062-1116 et le plus souvent inconnues par ailleurs. Des notes copieuses fournissent des renseignements précis surtout sur les petits seigneurs cités dans les actes; le recueil se termine par une table, où l'on a, malheureusement, omis de relever les noms de personnes. On peut espérer qu'il sera bientôt suivi du cartulaire général de Saint-Martin-des-Champs dont M. Depoin a déjà recueilli tous les éléments. — En attendant, la Conférence des Sociétés historiques de Seine-et-Oise nous donne un second volume intitulé *Promenade artistique en Seine-et-Oise* (Paris, Picard et fils, 1906, in-8°, 77 p. et 48 pl.). L'ouvrage, dû à M. MARTIN-SABON, est composé d'une série de notices très soigneusement faites sur les principaux monuments archéologiques et artistiques du département et d'excellentes reproductions en phototypie, au nombre de 150. Comme pour le *Liber testamentorum*, l'impression est très élégante, et, malgré cela, grâce aux nombreuses souscriptions qu'assure le mode de publication adopté, le volume est d'un prix fort abordable. Il est à souhaiter que l'exemple donné par les sociétés de Seine-et-Oise soit suivi dans d'autres départements et même que des sociétés de départements différents n'hésitent pas à se grouper pour entreprendre en commun certains travaux qui peuvent les intéresser toutes à un degré égal.

L. H.

— M. P. DE BOUCHAUD a, depuis 1901, consacré une série d'études à la fois précises et émues à l'histoire de la sculpture italienne : *la Sculpture à Sienne*; *la Sculpture à Rome, de l'Antiquité à la Renaissance*; *les Successeurs de Donatello*; *la Sculpture italienne dans la seconde moitié du XV^e siècle*; *Naples, son site, son histoire, sa sculpture*. Il vient d'achever cette série, à laquelle il faut rattacher aussi son *Benvenuto Cellini*, son *Michel-Ange à Rome* et son *Raphaël à Rome*, par un livre plus important : *Tableau de la sculpture italienne au XVI^e siècle. Jean de Bologne. Fin de la Renaissance* (Lemerre). Cette histoire d'une décadence glorieuse sur laquelle pèse de tout son poids le souvenir et l'influence de Michel-Ange est des plus instructives.

G. M.

— La Collection des *Maîtres de la musique*, dirigée par M. Jean CHANTAVOINE et publiée par la maison Alcan, vient de débiter de la manière la plus brillante par le *Palestrina* de M. Michel BRENET et le *César Franck* de M. Vincent d'INDY. Le plan de cette collection est conçu de façon à lui donner une valeur historique autant qu'artistique, en ne s'occupant que des musiciens dont l'œuvre est vraiment significative d'une époque et marque une date dans l'évolution de la musique. Les deux premières monographies parues sont à cet égard des modèles. Le *Palestrina* de M. Brenet nous place au centre même de l'évolution de la musique d'église et est, on peut le dire, un chapitre de l'histoire de l'Église au XVI^e siècle. Personne, d'autre part, mieux que M. d'Indy, ce musicien génial qui apporte dans l'enseignement de son art l'enthousiasme et les intolérances d'un apôtre, n'était qualifié pour faire com-

prendre le rénovateur de la musique religieuse au XIX^e siècle, César Franck. Le *J.-S. Bach* de M. André Pirro et le *Beethoven* de M. J. Chantavoine sont aussi des œuvres originales et solides, où toutefois l'analyse technique tient la plus grande place. G. M.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — INVENTAIRES. — Archives communales de Verdun; état sommaire des fonds de la période révolutionnaire. Bar-le-Duc, Constant-Laguerre, in-8°, 100 p. — *Ducaunnès-Duval et Brutails*. Inventaire sommaire des arch. mun. de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde). Bordeaux, impr. Gounouilhou, in-4°, 91 p. — *P. de Fleury et J. de La Martinière*. Inventaire sommaire des arch. dép. de la Charente; série E (art. 1736-3040). Angoulême, impr. Coquemard, in-4°, iv-431 p. — *J. de Fréminville et A. Touranjon*. Inventaire sommaire des arch. dép. de la Corse; série C, t. I. Ajaccio, impr. Sici-liano, in-4°, xviii-400 p. — *G. Rouchon*. Inventaire sommaire des arch. dép. du Puy-de-Dôme; série C, t. IV. Clermont-Ferrand, impr. Mont-Louis, in-4°, iv-508 p. — *J. Souchon*. Inventaire sommaire des arch. dép. de l'Aisne; série E, supplément. Laon, impr. du Journal de l'Aisne, in-4°, xx-404 et 114 p. — *G. Tison*. Inventaire sommaire des arch. dép. du Pas-de-Calais; série H, t. II. Arras, impr. moderne, in-4°, iv-374 p.

DOCUMENTS. — Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, XXXVI : Procès-verbaux du Directoire de la Charente-Inférieure, t. I. Paris, Picard, in-8°, xix-496 p. — *A. Aulard*. Paris sous le Consulat. Recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris, t. III. Paris, Cerf, in-8°, 852 p. — *A. Brette*. Atlas de la censive de l'archevêché dans Paris, t. I. Paris, Impr. nationale, in-4°, 14-viii p. — *A. Coulon*. Lettres secrètes de Jean XXII relatives à la France, t. I. Paris, Fontemoing, in-4°, 367 p. — *A. Goffin*. La Vie et Légende de Madame Sainte Claire par Frère François Du Puis (1563). Paris, Bloud, in-16, 125 p. — *Ph. Gonnard*. Lettres du comte et de la comtesse de Montholon (1819-1821). Paris, Picard, in-8°, 84 p. — *L. Labbé*. Notes et documents relatifs à l'occupation allemande dans le département de l'Eure. Verneuil, impr. du Progrès, in-8°, 43 p. — *H. Leclercq*. Les martyrs. Recueil de pièces authentiques, t. VI : Jeanne d'Arc, Savonarole. Paris, Oudin, in-8°, lxxi-377 p. — *E. Vallée*. Cartulaire de Château-du-Loir (Arch. hist. du Maine, VI). Le Mans, in-8°, xv-341 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *A. Bourgeois*. Le général Bonaparte et la presse de son époque, 1^{re} série. Paris, Champion, in-8°, iv-76 p. — *R. Dareste*. Nouvelles études d'histoire du droit, 3^e série. Paris, Larose, in-8°, ix-352 p. — *A. Esmein*. Gouverneur Morris. Un témoin américain de la Révolution française. Paris, Hachette, in-16, 390 p. — *L. Gauthier*. Les Lombards dans les Deux-Bour-gognes. Paris, Champion, in-8°, xiii-400 p. — *G. Stenger*. La société française pendant le Consulat; les Beaux-Arts, la Gastronomie. Paris, Perrin, in-8°, xxiv-339 p. — HISTOIRE ÉCONOMIQUE. *P. Heuzé*. Historique de l'importation du mouton espagnol en France. Versailles, impr. Aubert, in-16, 51 p. — *A. Picard*. Le bilan d'un siècle (1801-1900), t. IV. Paris, Le Soudier, in-8°, 457 p. — HISTOIRE RELIGIEUSE. *M. Granier*. Le concile d'Agde (506). Montpellier, impr. de la Charité, in-8°, 46 p. — *H. Joly*. Le vénérable Père Eudes (1601-1680). Paris, Gabalda, in-18, iii-211 p. — *P. Pisani*. Répertoire biographique de l'épiscopat constitutionnel (1791-1802). Paris, Picard, in-8°, xii-476 p. — *E. Vacandard*. L'inquisition. Étude historique et critique sur le pouvoir coercitif de l'Église. Paris, Bloud, in-16, xix-340 p. — HISTOIRE MILITAIRE. *Bagès*. Étude sur les

guerres d'Espagne, t. I. Paris, Lavauzelle, in-8°, 147 p. et un album. — *G. Flayoux*. Souvenirs de la guerre franco-allemande; la défense des Vosges dans la vallée de la Meurthe. Saint-Dié, impr. Cluny, in-8°, 60 p. — *Frémont*. Les payeurs d'armée; historique du service de la trésorerie et des postes aux armées, t. I (1293-1870). Paris, Plon, in-8°, 657 p. — *BIOGRAPHIES. J. de Brébisson*. Fouché, duc d'Otrante. Paris, Beauchesne, in-8°, 302 p. — *E. Dard*. Un épicurien sous la Terreur : Hérault de Séchelles. Paris, Perrin, in-8°, 394 p. — *F. de Faucigny-Lucinge*. Un ambassadeur de Savoie en France : René de Faucigny-Lucinge (1583-1610). Paris, Hachette, in-8°, 171 p. — *Geoffroy de Grandmaison*. M^{me} Louise de France, la vénérable Thérèse de Saint-Augustin (1737-1787). Paris, Gabalda, in-18, v-213 p. — *L. Nardin*. Jacques Foillet, imprimeur, libraire et papetier (1554-1619). Paris, Champion, in-8°, 287 p. — *Vicomte de Reiset*. Marie-Caroline, duchesse de Berry (1816-1830). Paris, Calmann-Lévy, in-8°, 439 p.

HISTOIRE LOCALE. — *C. d'Achon*. Les seigneurs de Courcieri, de Courciers-Villeprouvée, du Bellay-du-Plessis-Chastillon et du Bois. Laval, impr. Goupil, in-8°, xiv-223 p. — *Baunard*. Philibert Vrau et les Œuvres de Lille (1829-1905). Paris, Poussielgue, in-8°, xiv-390 p. — *E. Bodin*. Histoire du Virou. Blaye, impr. Brunette et Simon, in-8°, 48 p. — *L. Bossebauf*. Le château de Chaumont dans l'histoire et les arts. Tours, impr. Mame, in-4°, xvi-576 p. — *J. Buche*. La vie et les œuvres sociales de l'abbé C. Rambaud de Lyon. Lyon, Cumin et Masson, in-8°, xxii-336 p. — *L. Champion*. Les chevaux et les cavaliers de la tapisserie de Bayeux. Caen, Jouan, in-18, 158 p. — *A. Corlieu et Ch. Léguillette*. Histoire de Nogent-l'Artaut (Aisne). Nogent-l'Artaut, Leduc, in-8°, 251 p. — *P. Delaunay*. La Mayenne révolutionnaire; notes et documents. Laval, Goupil, in-8°, ii-179 p. — *C. Demoussy*. L'ancien clergé de Paris; M. Laugier de Beaurecueil (1712-1794). Paris, École prof. d'impr., in-8°, iii-94 p. — *G. Doublet*. Le Petit Carême de Surian (1719). Nice, impr. Malvano, in-8°, 91 p. — *Géhin*. Notes d'histoire sur Attigny-en-Vosges, fasc. 1. Épinal, impr. Fricotel, in-8°, 124 p. — *Girolami-Cortona*. Histoire de la Corse. Bastia, impr. Piaggi, in-8°, 573 p. — *H. de Grimouard*. La seigneurie du Péré-Grimouard (1391-1792). Poitiers, impr. du Courrier de la Vienne, in-8°, 146 p. — *P. Heuré*. La vérité sur Sens en 1814-1815. Sens, l'auteur, in-16, xxi-138 p. — *P. de Jovence*. Notes historiques et statistiques sur Louvigné-du-Désert. Saint-Hilaire-du-Harcouët, Levannier, in-16, 84 p. — *Lacroix, Chevalier, Mellier et Villard*. La vallée de la Gervanne; le Mandement d'Eygluy et l'abbaye de Léoncel; l'oppidum du Plan de Baix, etc. Valence, Céas, in-4°, 406 p. — *LaFargue*. Sœur Maria (Marie-Joséphine Caprais de Carrère), fondatrice de l'hôpital Saint-Léonard de Lesparre. Bordeaux, Feret, in-8°, 119 p. — *A. Leignel*. Notices biographiques sur les personnes remarquables... nées dans la ville de Bouchain (Nord). Paris, Laisney, in-8°, ix-368 p. — *Le Mercier*. Monographie de l'église Notre-Dame de Louviers. Evreux, impr. Hérissé, in-8°, xii-216 p. — *Le Moyné de La Borderie et Pocquet*. Histoire de Bretagne, t. IV (1364-1515). Rennes, Plihon et Hommay, in-8°, ii-662 p. — *R. de Linière*. Le prieuré conventuel de la Fontaine-Saint-Martin, au Maine. Mamers, impr. Fleury, in-8°, vi-306 p. — *F. Lorin*. Rambouillet; la ville, le château, ses hôtes (768-1906). Paris, Picard, in-8°, 432 p. — *E. Maugis*. Recherches sur les transformations du régime politique et social de la ville d'Amiens, des origines de la commune à la fin du xvi^e siècle. Paris, Picard, in-8°, xxvii-662 p. — *B. Paumès*. Le collège royal et les origines du lycée de Cahors (1763-1815). Cahors, Girma, in-16, 269 p. — *A. Ridard*. Essai sur le douaire dans l'ancienne Bourgogne. Dijon,

impr. Jobard, in-8°, vii-159 p. — F. *Sadler*. Grès-sur-Loing. Notice historique. Fontainebleau, impr. Bourges, in-8°, vii-519 p. — L. *Vié*. L'enseignement supérieur à Toulon de 1793 à 1810. Toulouse, Privat, in-8°, 42 p.

Allemagne. — M. Bernhard STADE, professeur à l'Université de Gießen, est mort en cette ville le 7 décembre dernier à l'âge de cinquante-huit ans. C'était un des plus éminents représentants de l'exégèse biblique et de l'histoire du peuple juif en Allemagne. Sa *Geschichte des Volkes Israel* (2 vol., 1881-1888) est aujourd'hui classique. Il avait commencé en 1905 la publication d'une *Biblische Theologie des Alten Testaments* qui reste malheureusement inachevée, et, depuis 1881, dirigeait le *Zeitschrift für alttestamentliche Wissenschaft*. — L'épigraphie grecque a perdu aussi un de ses meilleurs représentants en la personne de M. Wilhelm DREITENBERGER, professeur à l'Université de Halle, collaborateur du *Corpus inscriptionum Atticarum* et du *Corpus inscriptionum Graeciae septentrionalis*, mort le 29 décembre dernier à l'âge de soixante-six ans. — Le 31 décembre, M. Burkhard-Wilhelm LEIST, doyen de la Faculté de droit de Léna, est mort en cette ville à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Plusieurs de ses travaux intéressent l'histoire, notamment sa *Graeco-italische Rechtsgeschichte* (1884), son *Altarisches jus gentium* (1889) et son *Altarisches jus civile* (2 vol., 1892-1896).

Autriche-Hongrie. — M. Otto BENNDORF, fondateur et directeur de l'*Oesterreichische archäologische Institut*, bien connu par ses travaux d'archéologie grecque, est mort à Vienne le 2 janvier dernier à l'âge de soixante-huit ans. — Le président de l'Académie impériale des sciences, M. Wilh.-August von HARTEL, est mort dans la même ville le 14 janvier. Il était né en 1838 et s'était consacré à la philologie classique et à l'étude de l'antiquité. On lui doit de nombreuses éditions dans le *Corpus scriptorum ecclesiasticorum* de Vienne et des *Studien über altisches Saatsrecht und Urkundenwesen*.

États-Unis. — M. Henry M. BAIRD, professeur de grec à l'Université de New-York, est mort le 11 novembre 1906 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il était bien connu des érudits français par ses ouvrages sur les Huguenots au xvi^e siècle (*Rise of the Huguenots in France*, 1879; *The Huguenots and Henry of Navarre*, 1886; *The Huguenots and the Edict of Nantes*, 1895) et sa biographie de Théodore de Bèze (1899).

Grande-Bretagne. — La mort de F. W. MAITLAND est la plus grande perte que l'histoire ait faite dans ce pays depuis W. Stubbs. Encore peut-on dire que Stubbs avait rempli sa vie et donné toute sa mesure; Maitland avait seulement cinquante-six ans et, bien que sa santé exigeât depuis longtemps des soins très attentifs, il était en pleine vigueur intellectuelle; il ne cessait de travailler et de produire, d'exciter, de guider, d'aider le travail des autres. En un certain sens même, sa disparition frappe plus cruellement la science anglaise que celle de son illustre prédécesseur. Stubbs a été un maître, également fécond et puissant comme éditeur de textes historiques et comme historien des

institutions anglaises; mais sa pensée toujours si réfléchie était parfois timide; elle hésitait devant les époques mal documentées, en face des problèmes toujours controversés des origines; il la revêtait d'une forme philosophique d'apparence plus brillante que solide. Maitland abordait résolument, et comme avec allégresse, ces questions difficiles, mais essentielles: condition des personnes et des terres avant et aussitôt après la conquête anglo-saxonne; origine des bourgs; sens et importance du « Domesday book »; débuts et premiers développements de la loi anglaise, en particulier de la « Common law », qui était la loi non écrite, fondée sur la coutume et sur les décisions des juges; débuts de l'enseignement pratique de ce droit dans les « Inns of court », etc. Il apportait à ces études la patience de l'érudit qui s'enferme dans les textes pour les scruter jusque dans les détails les plus techniques, l'esprit critique le plus exercé, une force de généralisation spirituelle, originale et de prime saut, avec des écarts vite réprimés dans le sens de la subtilité ou du paradoxe. Ses défauts même servaient la science en la stimulant. — Frederick William Maitland était né le 28 mai 1850; il fut un brillant écolier à Eton et à Cambridge; il lut toujours avidement, et de tout, mais se concentra de bonne heure dans l'étude et même la pratique du droit. Au barreau, comme plus tard dans sa chaire de professeur ou dans le fauteuil du conférencier, il fut un des maîtres de la parole. Puis il se tourna vers l'histoire du droit, surtout sous l'influence du savant professeur russe Paul Vinogradoff; c'est ce dernier par exemple qui lui signala l'existence d'une compilation qui est la source du fameux traité de Bracton; Maitland, qui avait déjà publié *Gloucester Pleas* (1884), *Justice und Police* (1885), donna en 1887 son *Bracton's Note book*, qui est comme le vivant commentaire du *De Legibus Angliæ*. L'année suivante, il fut nommé professeur de droit à Cambridge (fondation Downing), et, par sa parole comme par ses livres, il ne cessa, jusqu'à sa mort, d'exercer la plus forte influence sur le mouvement historique. En 1893, il publia les *Memoranda de Parlamento, 1305* (Rolls series). En collaboration avec Sir Frederick Pollock, il donna (1895) son *History of english law*, qui s'arrête malheureusement avec le règne d'Édouard I^{er}, mais qui a si profondément renouvelé la connaissance des institutions anglo-saxonnes et anglo-normandes. Puis vinrent *Domesday book and beyond* (1897), où, suivant les traces de J. H. Round, il étudiait surtout la condition des classes agricoles, et *Township and borough* (1898), où il essayait de montrer l'origine des justices seigneuriales et urbaines. Détourné de ces grands travaux d'ensemble par l'obligation de soigner sa santé, il traduisit de l'allemand le célèbre manuel de Giercke : *Political theories of the Middle ages* (1900); il composa une grammaire du « law french », cette langue très spéciale, assez obscure, dans laquelle furent rédigés plusieurs livres de droit au xiv^e et au xv^e siècle, et ces notes d'audience dont on a fait les *Year books*. Dans une conférence lue à Cambridge (Rede lecture, 1901), il explique admirablement les causes qui empêchèrent l'Angleterre

de « recevoir » le droit romain au xvi^e siècle (*English law and the Renaissance*). La Société pour la publication des textes juridiques (*Selden Society*), fondée en 1887, le prit pour « Directeur littéraire » ; il en fut toujours le principal inspirateur. Sous les auspices de cette Société, il publia : *Select pleas of the crown*, t. I (1887), *Select pleas in manorial courts* (1888), *The court baron*, en collaboration avec W. P. Baildon (1890); *The mirror of justices*, en collaboration avec W. J. Whittaker (1893); *Select passages from Bracton and Azo* (1894), *Year books of Edward II* (3 vol., 1903-1905). Très empressé à reconnaître l'aide que d'autres personnes lui avait apportée, il ne l'était pas moins à aider les autres, sans le dire ; c'est en partie sur ses conseils et sous sa haute surveillance que M^{lle} Bateson composa ses *Borough Customs*. Il trouva encore le temps de collaborer à la *Social England*, à la *Cambridge Modern history*, à l'*English historical Review*. Un de ses derniers écrits fut une préface pour une édition nouvelle du *De re publica Anglorum* de Sir Thomas Smith par M. Alston, et, avant de s'embarquer pour les Canaries, où il devait passer l'hiver, il rédigea sur M^{lle} Bateson une notice nécrologique (*Athenæum*, 6 décembre) où se laissait deviner la tendresse de son cœur. Il est mort à Las Palmas le 21 décembre, peu de jours après son arrivée. Un historien des plus compétents (P. Vinogradoff, *Athenæum*, 5 janvier 1907), en parlant de lui, n'a pas craint d'employer l'expression de génie.

Ch. BÉMONT.

— On consultera avec fruit la brochure où M. FIRTH et M^{lle} LOMAS ont dressé les listes des ambassadeurs anglais en France et des ambassadeurs français en Angleterre au temps des Stuarts (*Notes on the diplomatic relations of England and France, 1603-1688*. Oxford, Blackwell, 1906, 47 p.). Le nom de chaque ambassadeur est suivi d'utiles notes bibliographiques.

B.

— La brochure du savant liturgiste Chr. WORDSWORTH sur l'ordre de préséance que doivent observer les évêques d'Angleterre dans les cérémonies officielles et sur les titres et fonctions qui appartiennent à chacun d'eux dans le chapitre provincial, est surtout un recueil de précédents depuis 1072 jusqu'en 1902. Les textes sont reproduits avec une méticuleuse fidélité. On en aurait aisément augmenté le nombre en puisant, par exemple, dans les *Parliamentary writs*. La bibliographie du *Modus tenendi parliamentum in Anglia* est incomplète ; il y manque l'article de J. H. Round, qui donne la date exacte où ce document a été rédigé (*The Commune of London*, p. 317-318). Dans le chapitre provincial, que constituaient tous les évêques de la province de Cantorbéry, l'évêque de Londres avait les fonctions de doyen ; il pouvait être remplacé par l'évêque de Winchester, vice-doyen ; l'évêque de Salisbury était préchantre et celui de Worcester chapelain (*The precedence of english bishops and the provincial chapter*. Cambridge, University press, 1906, ix-95 p. Prix : 2 sh. 6 d.).

B.

— *A smaller Social history of ancient Ireland*, par P. W. JOYCE

(Longmans, 1906, xxiii-574 p. Prix : 3 sh. 6 d.), est un abrégé de la *Social history of ancient Ireland*, publiée il y a trois ans. Le texte a été peu modifié, les gravures sont restées pour la plupart, mais les preuves, les notes bibliographiques et critiques ont été sacrifiées. Ce n'est qu'un manuel, d'ailleurs plein de choses intéressantes; ce n'est plus un instrument de travail.

— M. L. ALSTON a été bien inspiré quand il s'est proposé de rééditer le *De Republica Anglorum* de Sir Thomas SMITH (Cambridge, at the University press, 1906, LIII-210 p.). Le texte en vaut la peine. Écrit à Toulouse en 1565, lorsque Sir Thomas était ambassadeur d'Élisabeth en France, il contient sur l'organisation politique et judiciaire de l'Angleterre des renseignements souvent arides, parfois superficiels et de seconde main, mais néanmoins précieux. Encouragé par M. Maitland, M. Alston a reproduit avec un soin scrupuleux le texte de la 1^{re} édition (1583; Smith était mort six ans plus tôt); il y a joint en appendice les passages nouveaux insérés dans celles de 1589 (la 3^e) et de 1594 (la 4^e). Dans l'Introduction, il étudie la question des rapports entre Harrison (*Description of England*, 1577) et Smith; il montre que Smith (ou son éditeur) a pillé Harrison pour les chapitres sur la noblesse, la « gentry », la « yeomanry », etc. Harrison, au contraire, dans la seconde édition de son ouvrage (1587), reconnaît qu'il doit à Smith tout ce qu'il dit sur le Parlement. D'autre part, il corrige heureusement l'opinion courante qui représente Smith comme un novateur, plaçant dans la constitution anglaise le Parlement au-dessus du roi. Moderne par plus d'un côté, Smith était trop bon serviteur de la reine Élisabeth pour mettre le souverain en opposition avec les deux chambres; à ses yeux, le roi est tout-puissant quand il est à la tête de son armée et quand il préside son parlement; c'est-à-dire que, s'il ne serait rien sans eux, ils ne peuvent agir que sous son impulsion. B.

Italie. — M. René SCHNEIDER, qui connaît Rome pour y avoir passé quatre ans de suite quelques jours, nous fait profiter de son expérience dans un volume intitulé *Rome; complexité et harmonie* (Paris, Hachette, 1907, in-16, x-334 p.). Quelques mots italiens francisés, comme « pérégrins » ou « squalides », rappelleront l'Italie à ceux qui la connaissent. Quant à ceux qui n'ont point ce bonheur, ils apprendront avec plaisir que « Rocca di Papa et Nemi sont suspendues sur le rebord des cratères comme des crachats au bord des lèvres » (p. 300) et se délecteront à la lecture de phrases comme celle-ci : « Tout à coup, fatiguée, elle se baisse » (il s'agit d'une jeune Allemande), « et sur le mont des amphores » (le *Monte Testaccio*) « pose lourdement la sienne : je veux dire qu'elle s'assied » (p. 246). L. H.

— M. Jérôme CARCOPINO, membre de l'École française de Rome, a eu l'excellente idée de traduire en français le petit livre de M. Ch. HUELSEN sur le *Forum romain, son histoire et ses monuments* (Rome, Loescher, 1906, in-16, xii-263 p. et 2 pl.). Ce livre, dont il a déjà été donné deux

éditions allemandes et une édition italienne, se distingue, on le sait, par des qualités de précision et de clarté qui en font à la fois un excellent guide et une précieuse mise au point de tous les travaux de détail consacrés jusqu'à ce jour aux monuments du Forum; des illustrations nombreuses et soigneusement choisies viennent en rehausser encore la valeur et permettre au lecteur non seulement de se faire une idée du Forum dans son état actuel, mais de le reconstituer par la pensée tel qu'il fut à l'époque romaine. L'auteur a fait profiter cette traduction de tous les résultats acquis depuis l'apparition de la dernière édition allemande, notamment en ce qui touche la Curie et le tribunal du préteur; il a été tenu compte aussi des dernières fouilles de M. Boni, relatives à ce qu'il a appelé le « tribunal de Trajan »; enfin, le nombre des illustrations a été porté de 131 à 143. Ajoutons que la traduction fidèle et élégante de M. Carcopino ne saurait manquer d'assurer en France au petit livre de M. Huelsen un succès égal à celui qu'il a déjà rencontré auprès du public allemand et du public italien. L. H.

— Une autre traduction non moins utile est celle que M. E.-G. Ledos vient de publier (Paris, Desclée, De Brouwer et Cie, 1906, 2 vol. gr. in-8°, 465 et 456 p. et 1 pl.) du tome I^{er} (seul paru, en allemand puis en italien) de l'*Histoire de Rome et des papes au moyen âge* commencée en 1901 par le P. Hartmann GRISAR. Cette première partie va, on le sait, de la fin du IV^e siècle au pontificat de Grégoire le Grand exclusivement, et l'on connaît le but de l'auteur qui est, en allemand précisément de reprendre l'ouvrage de Gregorovius, mais plutôt de faire l'histoire de la papauté dans Rome et de retracer l'action de l'Eglise sur le développement de la ville. Outre qu'elle rend plus accessible aux lecteurs français le travail du P. Grisar, la traduction de M. Ledos nous apporte un texte revu et sur quelques points complété par l'auteur. On verra notamment que le P. Grisar a su mettre à profit les derniers travaux de Mgr Duchesne, de MM. Hartmann, Lanciani, Marucchi. Les indications bibliographiques ont été complétées : c'est ainsi que, pour la muraille d'Aurélien, l'auteur renvoie au livre de M. Homo, pour les peintures des catacombes à celui de Mgr Wilpert, pour le Forum au petit guide de M. Huelsen. Nous ne croyons pas qu'il y ait à cet égard beaucoup d'omissions graves : on eût pu cependant utiliser et citer la *Storia dell' arte* de M. Venturi, l'article de M. Zeiller sur les *Églises ariennes de Rome* (*Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome, t. XXIV, 1904) à propos de Sainte-Agathe des Goths; enfin, quelques indications bibliographiques eussent été utiles sur les dernières fouilles de Santa Maria Antica. L. H.

— M. Giuseppe LA MANTIA (*Su l'uso della registrazione nella cancelleria del regno di Sicilia, dai Normanni a Federico III d'Aragona, 1130-1377*. Palermo, tip. « Boccone del Povero », 1906, in-8°, 25 p.) étudie l'usage de l'enregistrement dans la chancellerie sicilienne depuis les rois normands jusqu'à Frédéric III d'Aragon, 1130-1377. Cette étude

semble la préface du *Codex diplomaticus* des rois aragonais de Sicile, 1282-1355, dont M. La Mantia annonce dès maintenant la prochaine publication. — Le même érudit (*le Pandette delle gabelle regie antiche e nuove di Sicilia nel secolo XIV*. Palermo, tip. Giannitrapani, 1906, in-8°, LIII-111 p.) publie les tarifs fixant les droits prélevés sur les marchandises à leur entrée dans les principales villes de Sicile et sur certains métiers. Les uns sont anciens, quoique rédigés dans leur forme définitive au commencement du xiv^e siècle, les autres sont des additions postérieures, s'échelonnant sur tout le cours du xiv^e siècle. Ils nous renseignent sur les objets de consommation, leur valeur, la manière de les vendre et par conséquent sur l'alimentation et la vie matérielle de la Sicile au moyen âge, sur les traités de commerce et le droit commercial, sur l'octroi, les douanes, les entrepôts. Cette publication, faite avec beaucoup de soin, présente donc un réel intérêt. — J. G.

— M. Otto KARMIN (*La legge del catasto fiorentino del 1427*. Firenze, Seeber, 1906, in-8°, 79 p.) publie, d'après un manuscrit des archives d'État de Florence, le règlement de 1427 pour la confection du cadastre florentin. Dans sa courte introduction, il fait remarquer combien est important ce document pour l'histoire économique de Florence. Les idées qui régnaient alors sur la répartition et la taxation de la richesse y sont exposées officiellement et mériteraient d'être longuement examinées et discutées. D'autre part, cet acte et ceux que M. Karmin publie en appendice nous permettent d'étudier la fortune mobilière et immobilière de Florence en 1427, c'est-à-dire au moment de sa plus grande splendeur. J. G.

— M. Emil GOELLER (*Der « Liber taxarum » der paepstlichen Kammer, eine studie über seine Entstehung und Anlage*. Roma, Loescher, 1905, in-8°, 404 p.) étudie le *Liber taxarum* de la Chambre apostolique, c'est-à-dire ce registre où figuraient les diocèses et les abbayes du monde entier avec le taux de la taxe que prélevait sur eux la cour de Rome. Il en suit l'histoire jusqu'au moment où, au xv^e siècle, le *Liber taxarum* devient le principal répertoire financier de l'Église romaine, prenant la place qu'avait occupée au xiii^e siècle le *Liber censuum*. Il publie en appendice plusieurs documents précisant sa thèse; dans l'un on voit tout à fait formée la formule des *Obligationes*; les autres nous montrent l'établissement progressif du taux de la taxe. J. G.

— Comme tous les tyrans italiens, les Visconti de Milan voulurent se donner d'illustres origines. Ils prétendirent descendre des anciens rois lombards et trouvèrent même des généalogistes bienveillants qui les rattachèrent à Vénus et à Anchise par Énée. Ces prétentions sont nettement affirmées dans la Chronique milanaise, dite *Chronica Danielis*, que M. Adolfo CINQUINI publie pour la première fois d'après le ms. lat. 8315 de la Bibl. nat. de Paris (*Chronica Mediolanensis*, 606-1145. *Genealogia comitum Angleriae*. Roma, Loescher, in-8°, 31 p.). — M. A. CINQUINI publie également, avec un soin que l'œuvre ne méritait

peut-être pas, le petit poème de ser Gaugello de la Pergola sur la vie et la mort de la célèbre comtesse d'Urbini Baptista Sforza (*De vita et morte illustris d. Baptistae Sfortiae comitissae Urbini, canzone de ser Gaugello de la Pergola*. Roma, Loescher, 1905, in-8°, 59 p.). — J. G.

Pays-Bas. — La Société historique d'Utrecht (*Historisch Genootschap*) a publié, dans ses *Bijdragen en Mededeelingen* de 1905 et 1906 (2 vol. in-8°, J. Müller, Amsterdam), des documents particulièrement intéressants. Le t. XXVI (1905), outre un rapport concernant les troubles de 1748 à Amsterdam et l'insurrection des *Doelists* (ainsi nommés d'un tir [doel], occupé alors par les insurgés), outre un rapport de Van Hout sur la pauvreté à Leyde en 1577, et divers actes relatifs aux « contrats de correspondance » à Middelbourg et à Goes, communiqués par MM. KRÄMER, PRINSEN et R. FRUIN, contient un curieux inventaire des papiers de Philippe de Marnix, rédigé de 1578 à 1580 par son secrétaire Bonaventure Vulcanius, et des « Mémoires » du diplomate suédois Appelboom. L'inventaire de Vulcanius, déjà signalé par R. Fruin, se trouve parmi les manuscrits de la bibliothèque universitaire de Leyde, où M. BANNIER en a pris copie, ainsi que de quatre lettres inédites de Jean de Marnix, de Lalaing, de Théron et de Phil. de Marnix, qu'il donne *in extenso*. Quant aux « Mémoires » d'Appelboom, ce sont des rapports rédigés en suédois (puis traduits en hollandais), de 1661 à 1664, pour le gouvernement suédois. Harald Appelboom (1612-1674), ayant vécu en Hollande presque continuellement depuis 1641 et ayant représenté la Suède à la Haye en 1649-1650, puis de 1652 à 1674, en qualité de résident, les renseignements qu'il apporte sur l'histoire intérieure des Provinces-Unies et sur les mesures propres à développer le commerce suédois vers cette époque sont des plus importants. M. KERNKAMP, qui les a trouvés parmi les manuscrits de la *Carolina rediviva* (la bibliothèque de l'Université d'Upsal), insiste sur l'intérêt qu'auraient pour l'histoire néerlandaise des recherches plus approfondies dans les papiers d'Appelboom aux archives de Stockholm. Le t. XXVII (1906) est aussi bien rempli que le précédent. On y trouve d'abord un *Journal de Gisbert Charles de Hogendorp pendant les troubles de 1787*. M. H. DE PEYSTER, qui le publie avec l'autorisation de la famille Hogendorp, le fait précéder d'une courte introduction, bien écrite et instructive, comme on pourrait l'attendre de l'auteur des *Troubles de Hollande à la veille de la Révolution française*. Le journal de Hogendorp est vraiment un document de premier ordre, et, malgré son jeune âge (il n'avait pas vingt-cinq ans), le futur homme d'État hollandais a jugé avec une pénétration remarquable la plupart de ses contemporains; ses portraits du prince d'Orange Guillaume V et de sa femme Wilhelmine de Prusse, aussi énergique que son époux était lâche, comptent parmi les meilleurs que nous possédions du couple princier. La *Trajecti Batavorum descriptio* du savant Arnold Buchelius (1565-1641) n'est pas une œuvre absolument inédite, mais la nouvelle édition, par M. S. MÜLLER, est plus complète et plus exacte que l'an-

cienne de 1817. Viennent ensuite des extraits et analyses de relations de l'envoyé français d'Affry à son gouvernement (décembre 1755-mai 1762), que M. BUSSEMAKER a tirés des papiers laissés par le regretté historien R. Fruin; ces relations, envoyées par la poste, étaient ouvertes par le gouvernement hollandais et recopiées à son usage; R. Fruin a retrouvé les copies aux archives de la Haye et en a extrait l'essentiel. M. KRÄMER publie des *Journaux* du stadthouder Guillaume II, de 1641 à 1650, qui proviennent des papiers du prince emportés à Dessau par sa sœur (femme du prince d'Anhalt), et rapportés ou recopiés par van Sypesteijn en 1864. Ces journaux n'ont rien de très remarquable, sauf d'avoir été écrits par le jeune prince, et n'apportent rien de bien nouveau; on y trouve pourtant quelques détails sur les événements de 1650 et la lutte du prince contre les États de Hollande; il y a deux « Mémoires » pour 1650, et le second va jusqu'au 3 octobre, c'est-à-dire un mois avant la mort de Guillaume II. Le volume se termine par des lettres de Sylvius et de Buat (1662-1666), trouvées dans les archives anglaises par M. DEL COURCEL et communiquées par lui et le Dr Japikse; elles permettent de mieux comprendre la politique anglaise à cette époque et le rôle équivoque joué par Buat.

A. W.

Roumanie. — Nous recevons de notre collaborateur M. Jorga la lettre suivante :

« Bucarest, 21 février 1907.

« Monsieur le Directeur,

« Je ne me plaindrai pas du ton absolument insolite dont se sert M. Philippson dans sa notice, publiée dans le numéro précédent, sur ma « *Geschichte des rumänischen Volkes* ». Mais je crois devoir rectifier ses assertions, dans l'intérêt des lecteurs de la *Revue* même.

« Mon ouvrage ne contient guère d'attaques contre les Grecs, et contre les Juifs comme nation non plus. Je n'ai guère épargné les partis politiques roumains pour rendre les étrangers seuls coupables des maux dont souffre la Roumanie contemporaine; j'ai fait équitablement la part de chacun dans des constatations d'un caractère purement scientifique. Je n'ai nullement faussé l'histoire de la question juive en Roumanie en parlant des stipulations du traité de Berlin à cet égard; M. Philippson ne pourra jamais le prouver. Je n'ai jamais attaqué l'Allemagne, bien que je sois « fanatique » et « chauviniste », à en croire M. Philippson.

« Et, enfin, tout cela n'a rien à faire, selon mon humble jugement, avec la valeur d'un livre qui repose sur de longues recherches et qui donne pour la première fois une histoire de la civilisation roumaine.

« Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

« N. JORGA. »

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Bierbach (K.)*. Die letzten Jahre Attilas, 216.
Brehier (L.) et *Desdevises du Désert*. Le travail historique, 355.
Burckhardt (J.). Weltgeschichtliche Betrachtungen, 111.
 Cambridge modern history, t. IV, 218.
Desdevises du Désert. Voir *Brehier*.
Delbrück (H.). Geschichte der Kriegskunst, 146.
Dörfel (J.). Gervinus als historischer Denker, 112.
Dumoulin (M.). Figures du temps passé, 358.
 École nationale des chartes. Positions des thèses, 452.
Giraud (V.). Livres et questions d'aujourd'hui, 363.
Herrmann (Fr.). Die Geschichtsauffassung Heinrich Ludens, 112.
Kurth (G.). Qu'est-ce que le moyen âge? 356.
Langlois (Ch.-V.). Questions d'histoire et d'enseignement, 361.
Meyer. Grosses u. Kleines Konversations-Lexikon, 217.
Møller (Ch.). Histoire du moyen âge, 97.
Nageli-Akerblom. Examen des preuves historiques employées par les auteurs traitant de l'hérédité, 224.
 Ports (les) et leur fonction économique, 213.
Rocquain (F.). Notes et fragments d'histoire, 97.
Stern (A.). Geschichte Europas von 1815 bis 1871, 131.

ANTIQUITÉS LATINES.

- Audollent*. Carthage romaine, 336.
 — *Defixionum tabellae*, 334.
Boissier (G.). La conjuration de Catilina, 328.
Bouché-Leclercq. Histoire des Lagides, 329.
Carcopino. L'inscription d'Aïn-el-Djemala, 334.
 — Voir *Huelsen*.

- Chapot*. La province proconsulaire d'Asie, 338.
Clerc. La bataille d'Aix, 327.
Colin (G.). Rome et la Grèce de 200 à 146 avant notre ère, 326.
Colin (J.). Annibal en Gaule, 327.
Cug. Les institutions juridiques des Romains, 333.
Girard. Manuel élémentaire de droit romain, 333.
Guiraud (P.). Études économiques sur l'antiquité, 325.
Helbig. Les attributs des Saliens, 335.
Homo. De Claudio Gothico, 329.
 — Essai sur le règne de l'empereur Aurélien, 329.
Huelsen (Ch.). Le Forum romain; trad. p. *Carcopino*, 460.
Lambert. L'histoire traditionnelle des Douze-Tables, 333.
Lécrivain. Études sur l'Histoire Auguste, 330.
Merlin. L'Aventin dans l'antiquité, 335.
 — Revers monétaires de l'empereur Nerva, 329.
Monceaux. Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne, t. III, 331.
Pichon. Les derniers écrivains profanes, 331.
Renel. Cultes militaires de Rome; les enseignes, 335.
Thédénat. Pompéi, 336.
Vaschide. Histoire de la conquête romaine de la Dacie, 338.
Vessereau. Rutilius Namatianus, 332.

ALLEMAGNE.

- Acta Borussiae*, t. VII; publ. p. *G. Schmolter* et *O. Hinze*, 120.
Angyal (D.). Geschichte der politischen Beziehungen Siebenburgens zu England, 114.
Arnheim (Fr.). Marie-Eleonora von Brandenburg, 126.
Baasch (E.). Der Kampf des Hauses Braunschweig-Lüneburg mit Hamburg um die Elbe, 113.
Bezzel (O.). Voir *Darstellungen aus der bayerischen Kriegsgeschichte*. Briefe und Akten zur Gesch. des

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Dreissigjährigen Kriege; publ. p. *K. Meyer*, 117.
- Brunner (H.)*. Deutsche Rechtsgeschichte, 215.
- Busch (Dietrich Sigismund von)*. Tagebuch; publ. p. *F. Hirsch*, 118.
- Busch (W.)*. Die Berliner Märztag von 1848, 158.
- Die Kämpfe um Reichswerfassung und Kaiserkrone, 1870-1871, 135.
- Criste (O.)*. Johann, Fürst von Liechtenstein, 130.
- Darstellungen aus der bayerischen Kriegs- und Heeresgesch., t. XIV, 119, 127.
- Denis (E.)*. La formation de l'empire allemand, 365.
- Diest (R. von)*. Aus der Zeit der Not und der Befreiung Deutschlands in der Jahren 1806 bis 1815, 128.
- Doebner (R.)*. Voir *Sophie-Charlotte*.
- Ehrenberg (R.)*. Hamburg u. England im Zeitalter Elisabeth, 391.
- Fabien de Dohna*. Selbstbiographie; publ. p. *K. Krollmann*, 116.
- Friedrich*. Gesch. der Befreiungskriege 1813-1815 in Einzelschriften, 129.
- Friedrich der Grosse*. Politische Correspondenz, t. XXX; publ. p. *G.-B. Volz*, 122.
- Friedrich Wilhelm I.* Briefe an den Fürsten Leopold zu Anhalt-Dessau; publ. p. *O. Krauske*, 120.
- Friese (F.)* et *E. Liesegang*. Magdeburger Schöffensprüche, 149.
- Hansisches Urkundenbuch, t. IX; publ. p. *W. Stein*, 389.
- Hassel (P.)*. J.-M. von Radowitz, 132.
- Heilmann (M.)*. Friedrichs des Grossen Feldherrntum, 121.
- Hellmes (H.)*. Voir Darstellungen aus der bayerischen Kriegsgesch.
- Hinze (O.)*. Voir *Acta Borussia*.
- Hirsch (F.)*. Voir *Busch (D. S. von)*.
- Hohlbaum (K.)*. Kölner Inventar, 390.
- Hohenlohe*. Voir *Krafft zu Hohenlohe*.
- Höniger (R.)*. Die Kontinentalsperre und ihre Einwirkungen auf Deutschland, 126.
- Jacob (K.)*. Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens, 135.
- Janson (von)*. Der Feldzug 1814 in Frankreich, 129.
- Jany*. Die alte Armee, 1655-1740, 118.
- Karl Eugen von Württemberg, 122.
- Krafft zu Hohenlohe-Ingelfingen*. Aus meinem Leben, 133.
- Krauske (O.)*. Voir *Friedrich Wilhelm*.
- Krollmann (K.)*. Voir *Fabien de Dohna*.
- Lehmann (G.)*. Die Mobilmachung von 1870-1871, 133.
- Lehmann (M.)*. Der Freiherr v. Stein, 128.
- Liebknecht (W.)*. Souvenirs, 157.
- Liesegang (E.)*. Voir *Friese*.
- Lindenau (von)*. Die Schlacht bei Kesselsdorf, 121.
- Loë (von)*. Erinnerungen aus meinem Berufsleben, 132.
- Matter (P.)*. Bismarck et son temps, 163.
- Mayer (K.)*. Voir Briefe und Akten.
- Meyer (O.)*. Voir Quellen u. Forsch.
- Morricke (O.)*. Die Agrarpolitik des Markgrafen Karl Friedrich von Baden, 127.
- Moltke in der Vorbereitung und Durchführung der Operationen, 134.
- Mommsen*. Reden und Aufsätze, 111.
- Monumenta Germaniae historica. Diplomatum Karolinorum, t. I; publ. p. *Tangl*, 90.
- Müller (P.)*. Zur Schlacht bei Chotusitz, 122.
- Pelet-Narbonne (G. v.)*. Brandenburgisch-preussische Reiterei, 113.
- Pfugh-Hartung (J. von)*. Das I preussische Korps bei Belle-Alliance, 129.
- Pieth*. Feldzüge des Herzogs Rohan im Vellin und in Graubünden, 117.
- Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken, t. VII et VIII, 114, 116, 126.
- Rachfahl (F.)*. Deutschland, König Friedrich Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution, 158.
- Rackl (J.)*. Der Nürnberger Buchhändler J. Ph. Palm, 127.
- Rathlef (G.)*. Zur Frage nach Bismarcks Verhalten in Vorges. des deutsch-französischen Krieges, 159.
- Rosenlehner (A.)*. Kurfürst Karl Philipp von der Pfalz und die jüdische Frage, 120.
- Schäffle*. Aus meinem Leben, 132.
- Schaurock (A. von)*. Im Rheinbundesregiment während der Feldzüge in Tirol, Spanien und Russland, 127.
- Schellhass*. Voir Quellen u. Forsch.
- Schmolter (G.)*. Voir *Acta Borussia*.
- Schneider (B.)*. Der Mantuanische Erbfolgestreit, 117.
- Schuster (G.)*. Zur Jugend- und Erziehungsgeschichte Friedrich Wilhelms IV und Wilhelms I, 130.
- Schwarte (Cl.)*. Die neunte Kur u. Braunschweig-Wolfenbüttel, 118.
- Sensfner (G.)*. Sachsen und Preussen im Jahre 1741, 121.
- Sophie-Charlotte von Preussen* u. Kurfürstin Sophie von Hannover. Briefe an hannoversche Diplomaten; publ. p. *Dabner*, 119.
- Staudinger (K.)*. Geschichte des Kurbayerischen Heeres unter Max. II Emanuel, 119.
- Stein (W.)*. Voir Hans. Urkundenb.
- Tangl*. Voir Monumenta Germaniae.
- Uhlirz*. Jahrbücher des deutschen Reichs unter Otto II u. Otto III, 148.

Volk. Voir *Friedrich der Grosse*.
Wehrmann. *Gesch. von Pommern*, 112.
Wittichen (K.). *Preussen u. die Revolution in Belgien u. Lüttich*, 123.
 — Voir *Quellen und Forschungen*.
Wolf. *Aus Kurköln im 16. Jahrh.*, 116.

ALSACE-LORRAINE.

Vatikanische Urkunden und Regesten z. *Geschichte Lothringens*; publ. p. H.-V. *Sauerland*, 96.

AUTRICHE-HONGRIE.

Geier (Fr.). *Die Durchführung der kirchlichen Reformen Josephs II im österreichischen Breisgau*, 123.
Gesch. der Kämpfe Österreichs-Kriege gegen die franz. Revolution, 124.
Hermann (E.). *Magenta*, 131.
Molinary (A. von). *46 Jahre im österreichisch-ungarischen Heere*, 131.

BELGIQUE.

Bertière (U.). *Inventaire analytique des « Diversa cameraria »*, 96.
Brants (W.). *La Faculté de droit de l'Université de Louvain*, 214.
Nation (la) belge, 214.
Outrepost (G. d'). *Inventaire de la librairie de Philippe le Bon*, 104.

ÉGLISE.

Canisius. *Epistulae et acta*; publ. p. O. *Braunsberger*, 115.
Dudden. *Gregory the Great*, 396.
Finke (H.). *Aus den Tagen Bonifaz VIII*, 406.
Genestal (R.). *Histoire de la légitimation des enfants naturels en droit canonique*, 100.
Guignebert (Ch.). *Manuel d'histoire ancienne du christianisme*, 392.
Guiraud (J.). *Questions d'histoire et d'archéologie chrétienne*, 108.
Kehr (P.-F.). *Regesta pontificum romanorum*, 398.
Kerval (L. de). *Evolution et développement du merveilleux dans les légendes de s. Antoine de Padoue*, 110.
Laforge (F. de). *Alexandre III*, 106.
Maere (R.). *Les origines de la nomenclature de Flandre*, 214.
Marin. *Saint Théodore*, 109.
**Nuntiaturberichte aus Deutschland; publ. p. R. *Reichensperger*, 115.
Pastor (L.). *Gesch. der Päpste*, 114.
Reichensperger. Voir *Nuntiaturber.*
Zeller. *Les origines chrétiennes de la province de Dalmatie*, 338.**

ESPAGNE.

Cirot (G.). *Mariana historien*, 409.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Calhoun (J.). *Correspondance*; publ. p. J. F. *Jameson*, 150.
Catherall. *The second bank of the Un. States*, 414.

FRANCE.

Andigné (F. d'). *Rapport sur la désaffectation des fortifications de Paris*, 208.
André (L.). *Deux mémoires historiques de Claude Le Pelletier*, 347.
 — *Michel Le Tellier*, 346.
Archives historiques de la Gascogne, fasc. 9. Voir *Cartulaire de Gimont*.
Arch. hist. du Poitou, t. XXXIV. Voir *Cartul. de la Merci-Dieu*.
Armaingaud. *Montaigne et La Boétie*, 206.
Aubry (P.). *La musique et les musiciens d'église en Normandie au XIII^e siècle*, 109.
Audard. *Études et leçons sur la Révolution française*, 5^e série, 360.
Avenel (C. d'). Voir *Mazarin*.
Baldauf (R.). *Der Mönch von St-Gallen*, 147.
Barbey (Fr.). Voir *Dupré*.
Beauries (L. de). *Robert le Fort*, 98.
Bossert. *Calvin*, 363.
Bourgeois (E.) et E. Clermont. *Rome et Napoléon III*, 364.
Bourguet (A.). *Le duc de Choiseul et l'alliance espagnole*, 350.
Boutry (M.). *Autour de Marie-Antoinette*, 353.
Bouvier (H.). *Histoire de l'église et de l'archidiocèse de Sens*, 105.
Boyd (P.). Voir *Stanislas Leszczyński*.
Brunetière. *Honoré de Balzac*, 363.
Brunner (L.). *Marie-Antoinette*, 124.
Bruyant (P.). *Un collège à travers les âges : Nogent-le-Rotrou*, 207.
Carcopino (J.). *La terre de Verneuil à la veille de la Révolution*, 208.
Cartellieri (A.). *Philippe II August*, t. II, 400.
Cartulaire de l'abbaye de Gimont; publ. p. *Clergeac*, 94.
Cartulaire de l'abbaye de Lérins; publ. p. H. *Moris*, 94.
Cartulaire de Notre-Dame de la Merci-Dieu; publ. p. E. *Clouzot*, 95.
Cartulaire de Notre-Dame de Senlis; analysé p. E. *Muller*, 94.
Cartulaire de Sainte-Croix d'Orléans; publ. p. J. *Thillier* et E. *Jarry*, 205.
Champion. *Guillaume de Flavy*, 99.
Chardon (H.). *Le rôle de Matignon à la Saint-Barthélemy*, 206.
Charles VIII. *Lettres*; publ. p. P. *Pélicier* et B. *de Mandrot*, 91.

- Chevalier (U.)*. Notre-Dame de Lorette, 108.
- Clergeac*. Voir Cartulaire de Gimont.
- Clermont (E.)*. Voir *Bourgeois*.
- Clouzot*. Voir Cartul. de la Merci-Dieu.
- Cottin*. Voir *Croy*.
- Croy (duc de)*. Journal inédit; publ. p. *Grouchy* et *Cottin*, 352.
- Darmstädter (P.)*. Studien zur Napoleonischen Wirtschaftspolitik, 125.
- Delfour*. Le troisième centenaire du lycée de Poitiers, 207.
- Déprez (E.)*. Voir *Jean le Bel*.
- Desbrière (E.)* et *M. Saulat*. La cavalerie de 1740 à 1789, 355.
- Driaault*. Politique orientale de Napoléon, 416.
- Dubrulle (H.)*. Cambrai à la fin du moyen âge, 405.
- Dupré (Roland)*. Correspondance; publ. p. *F. Barbey*, 348.
- Elkan (A.)*. Die Publizistik der Bartholomäusnacht u. Mornays Vindictae contra tyrannos, 116.
- Fleury (comte de)*. Les dernières années du marquis et de la marquise de Bombelles, 354.
- Gilles le Muisit*. Chronique et annales; publ. p. *H. Lemaître*, 92.
- Grouchy (de)*. Voir *Croy*.
- Halphen (L.)*. Voir Recueil d'annales.
- Hardy de Périni*. Batailles françaises, t. V, 348.
- Huyskens (A.)*. Gibt es ein Vertrag von Friedewald aus dem J. 1551? 216.
- Jacob (L.)*. Le royaume de Bourgogne sous les empereurs franconiens, 102.
- Jarrin (Ch.)*. Pages choisies, 358.
- Jarry*. Voir Cartul. de Sainte-Croix.
- Jean le Bel*. Chronique; publ. p. *J. Viard* et *E. Déprez*, 91.
- Küntzel (G.)*. Thiers und Bismarck; Kardinal Bernis, 135.
- Lanson*. Voltaire, 363.
- La Roncière (Ch. de)*. Histoire de la marine française, t. III, 339.
- Lautrey (L.)*. Voir *Montaigne*.
- Leblond*. Invent. somm. de la collection Bucquet-Aux Cousteaux, 205.
- Lefranc (A.)*. Les navigations de Pantagruel, 407.
- Lelong (E.)*. Loi ou décret? 204.
- Lemaître (H.)*. Voir *Gilles le Muisit*.
- Lemoine (J.)* et *A. Lichtenberger*. De La Vallière à Montespan, 347.
- Liber testamentorum Sancti Martini de Campis*, 453.
- Lichtenberger (A.)*. Voir *Lemoine*.
- Mandrot (B. de)*. Voir *Charles VIII*.
- Marc (J.)*. L'avènement du chancelier Rollin, 104.
- Marcus (W.)*. Choiseul und die Katastrophe am Kouroullusse, 122.
- Marion*. Le garde des sceaux Lamignon et la réforme judiciaire de 1788, 354.
- Martin (J.-B.)*. Conciles et bullaire du diocèse de Lyon, 105.
- Masson (Fr.)*. Jadis, 359.
- Maugras (G.)*. Les dernières années du roi Stanislas, 350.
- Maurin (G.)*. Voir *Valfons*.
- Mazarin*. Lettres; publ. p. *C. d'Avenel*, t. IX, 344.
- Mirot*. Les insurrections urbaines au début du règne de Charles VI, 99.
- Isabelle de France, reine d'Angleterre, 99.
- Mollat (G.)*. Voir *Samaran*.
- Montaigne*. Journal de voyage; publ. p. *L. Lautrey*, 206.
- Monuments de l'histoire des abbayes de Saint-Philibert; publ. p. *R. Poupartin*, 93.
- Moris (H.)*. Voir Cartul. de Lérins.
- Muller (E.)*. Voir Cartulaire de Notre-Dame de Senlis.
- Overmann (A.)*. Die Abtretung des Elsass am Frankreich im Westfälischen Frieden, 117.
- Parquez (H.)*. Le vieux Poissy, 207.
- Pas (J. de)*. L'échevinage de Saint-Omer, 205.
- Pelicier (P.)*. Voir *Charles VIII*.
- Pert (H.)*. Napoléon in Venetien, 124.
- Pilastre (E.)*. Abrégé du Journal de Dangeau, 347.
- Pilon (C.)*. Paris sous Louis XV, 351.
- Poupardin (R.)*. Catalogue des collections Duchesne et Brequigny, 204.
- Voir Monuments de Saint-Philibert.
- Prarond (E.)*. Introduction à quelques parties d'une étude sur les lois et les mœurs à Abbeville, 102.
- Recueil d'annales angevines et vendômoises; publ. p. *L. Halphen*, 93.
- Reinach (S.)*. La légende de Gilles de Rais, 356.
- Roca (E.)*. Le règne de Richelieu, 341.
- Roll (Ed.)*. Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, 340.
- Rouard de Card (E.)*. Traités de la France avec les pays de l'Afrique du Nord, 208.
- Samaran et Mollat*. La fiscalité pontificale en France au XIV^e s., 107.
- Saulat (M.)*. Voir *Desbrière*.
- Scheurer-Kestner*. Souvenirs de jeunesse, 363.
- Schmid (E. von)*. Das französische Generalstabswerk über den Krieg von 1870-1871, 133.
- Schnürer (G.)* et *D. Ulivi*. Das Fragmentum Fantuzzianum, 223.
- Sources (les) de l'histoire de Seine-et-Oise, 453.
- Stanislas Leszczyński*. Correspondance avec les rois de Prusse Frédéric-

Guillaume I^{er} et Frédéric II; publ. p. P. Boyé, 350.
Strouski (F.). Montaigne, 206.
Tchernoff. Les associations et les sociétés secrètes sous la deuxième République, 364.
Thullier. Voir Cartul. de Sainte-Croix.
Thirion (H.). M^{me} de Prie, 349.
Trapenard (J.). L'établissement des invalides de la marine, 208.
Ulivi (D.). Voir *Schnürer*.
Usureau (F.). Ancienne Académie d'Angers; le Concordat et les presbytères; l'abbaye de Fontevault, 207.
Valfons (marquis de). Souvenirs; publ. p. Valfons et G. Maurin, 353.
Varnhagen (H.). Das französische Ostheer unter Bourbaki bis zum Gefecht von Villersexel, 134.
Viard (J.). Voir *Jean le Bel*.
Wolters (Fr.). Studien über Agrarzustände und Agrarprobleme in Frankreich, 1700-1790, 124.
Zangroniz (J. de). Montaigne, Amyot et Salati, 206.

GRANDE-BRETAGNE.

Acts and ordinances of the Eastland Company; publ. p. M. Sellern, 384.
Alston (L.). Voir *Smith*.
Bateson (M.). Borough customs, 387.
 — Voir Records of Leicester.
Birch (W. de Gray). History of scottish seals, 219.
Brant (R. W.). General index to Hertslot's commercial treaties, 219.
 Calendar of entries in the Papal registers relating to Great Britain and Ireland; t. VII, 381.
 Calendar of Inquisitions post mortem, 381.
 Calendar of letter books ... at the Guildhall; publ. p. R. Sharpe, 383.
 Calendars of state papers, 381.
 Calendar of the patent rolls; Henry III (1232-1247), 379.
 — Henry IV, 380.
 Calendar of the Charters rolls, 380.
 Calendar of close rolls; Edward III, 380.
 Close rolls; Henry III, 379.
 Descriptive catalogue of ancient deeds; t. V, 380.
Firth et Lomas. Notes on the diplomatic relation of England and France (1603-1688), 459.
 Great Roll of the Pipe; publ. p. Round, 383.
Hakluyt. Principall navigation ... of the english nation, 391.
Hingston-Randolph. Voir Register of Thomas de Brantyngham.
 Inquisitions and assessments relating to feudal aids, 381.

Joyce. A smaller social hist. of ancient Ireland, 459.
Kingsford. Chronicles of London, 389.
Lomas. Voir *Firth*.
Maitland. Voir Year-books.
Mantoux (P.). Notes sur les comptes-rendus des séances du Parlement anglais, 219.
 Patents rolls; Henry III, 379.
 Purchas' Pilgrimes, 391.
 Records of borough of Leicester; t. III, publ. p. M. Bateson, 386.
 Register of Thomas de Brantyngham; publ. p. Hingston-Randolph, 388.
Round. Voir Great Roll.
Ruvigny et Raineval (marquis de). Plantagenet Roll of blood royal, 219.
Sellern (M.). Voir Acts and ordinances.
Sharpe. Voir Calendar of letter books.
Smith (Th.). De Republica Anglorum; publ. p. L. Alston, 460.
 State trials of the reign of Edward the first; publ. p. Tout, 384.
Usher. The presbyterian movement in the reign of Elizabeth, 385.
Wordsworth. The precedence of engl. bishops and the provincial chapter, 459.
 Years-books of Edward II; t. III, publ. p. Maitland, 385.

ITALIE.

Ambrosoli (S.). Atlante numismatico italiano; monete moderne, 221.
Cinquini. Chron. Mediolanensis; De vita et morte Bapt. Sfortiae, 462.
 Diplomi di Guido e di Lamberto; publ. p. L. Schiaparelli, 221.
Fea (P.). Tre anni di guerra e l'assedio di Torino del 1706, 349.
Goeller. Der Liber taxarum, 462.
Grisar (H.). Histoire de Rome et des papes; trad. p. Ledos, 461.
Karmin. Legge del catasto fiorentino del 1427, 462.
La Mantia. Su l'uso della registr. nella cancell. del regno di Sicilia, 461.
 — Pandette delle gabelle di Sicilia, 462.
Lemmi (Fr.). Le origini del risorgimento italiano, 222.
Renauz (C.). Humbert I^{er} dit aux Blanches-Mains, 103.
Rodocanachi. Le Capitole romain, 220.
Schiaparelli. Voir Diplomi di Guido.
Schneider (R.). Rome, 460.
Zimmermann. Das Verfassungprojekt des Grossherz. Peter Leopold v. Toscana, 413.

PAYS-BAS.

Albers. Geschiedenis van het herstel der Hierarchie in Nederland, 378.

- Allard.** De St. Franc. Xaverius-Kerk of de Krijtberg te Amsterdam, 376. Amsterdam in de xvii eeuw, 375.
- Baudet.** De maaltijd en de Kekuen in de middeleeuwen, 374.
- Beaufort (de).** Staatskundige opstellen, 378.
- Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootschap te Utrecht; t. XXVI et XXVII, 463.
- Blink.** Geschiedenis van den Boerensland en den Landbouw in Nederland, 374.
- Blok.** Geschiedenis van het Nederlandsche volk; t. VI, 373.
- Verspreide studien, 374.
- Boeles.** Armengoederen en armbesturen in Friesland, 375.
- Bont (de).** De regale abdij van Egmond, 374.
- Bos.** Het Groningsche Gild- en Stapelrecht, 375.
- Breen.** Rechtsbronnen der Stad Amsterdam, 370.
- Builenrust Hettema et Telling.** Een bezoek aan een Nederlandsche stad in de xiv eeuw, 374.
- Bussemaker.** Verslag van een voorloopig onderzoekte Lissabon, etc., 369.
- Cameraars-rekeningen van Deventer; t. VI, 370.
- Chronicon Willelmi procuratoris Egmondensis; publ. p. **P. Hordijk**, 370.
- Colenbrander.** De Belgische omwenteling, 377.
- Gedenkstukken der algemeene geschied. v. Nederland, 1789-1795, 372.
- Cramer et Pijper.** Bibliotheca reformatoria neerlandica, 371.
- Dagh-Register gehouden in Casteel van Batavia; publ. p. **Van der Chys et Hullu**, 372.
- Den Beer Portugael.** De tiendaagsche veldtocht, 378.
- Diferee.** Geschiedenis van den Nederlandschen handel, 374.
- Duker.** Gislebertus Voetius, 376.
- Elias.** Vroedschap v. Amsterdam, 371.
- Enschede.** Laurens Jansz. Coster, 375.
- Fredericq.** Thorbecke vóór 1830, 377.
- Fruin.** De Middeleeuwsche rechtsbronnen der kleine steden van het Nedersticht van Utrecht, 370.
- Het Recht van Reimerswaal, 370.
- Verspreide Geschriften, 373.
- Gleichman.** Van Hall als minister, 378.
- Gosses.** Stadsbezit in grond en water, 374.
- Heeringa.** Rechtsbronnen der stad Schiedam, 370.
- Historia Gueldriae; publ. p. **Joosting**, 371.
- Hodenpjl.** Napoleon in Holland, 377.
- Holst (R.).** Kapitaal en arbeid, 377.
- Hop et Vivien.** Notulen gehouden ter Statenvergadering van Holland; publ. p. **Japikse**, 372.
- Hordijk (P.).** Voir Chronicon Willelmi.
- Hudig.** Vakbewging in Nederland, 378.
- Hullu (de).** De verovering v. het land v. Cadzand onder het beleid v. prins Maurits v. Oranje in 1601, 375.
- Voir Dagb-Register.
- Huygens.** Œuvres; t. X, 372.
- Hykema.** Reformateurs; t. II, 376.
- Japikse.** Voir **Hop**.
- Joosting.** De Clapper der Calkens, 377.
- Voir Historia Gueldriae.
- Kernkampf.** Verslag van een onderzoek in Zweden, Noorwegen en Denemarken, 369.
- Klerck (de).** De Java-oorlog van 1825-1830; t. IV, 378.
- Knuttel.** Balthasar Bekker, 376.
- Catalogus van de Pamflettenverzameling berustende in de Koninklijke Bibliotheek, 377.
- Kramer, Moes et Wagner.** Je Maintiendrai, 374.
- Kraemer.** Voir **Van Hardenkroech**.
- Kromsig.** Wilhelm. Schortinghuis, 376.
- Louw.** De Java-oorlog van 1825-1830; t. III, 378.
- Maronier.** Jakobus Arminius, 376.
- Meinsma.** Middeleeuwsche Bibliotheken, 374.
- Moes.** Voir **Kramer**.
- Molhuysen.** Geschiedenis van de universiteitsbibliotheek te Leiden, 374.
- et **Van Doorninck.** Briefwisseling der hertogen van Gelre en van Gulik, 371.
- Molsbergen.** Frankrijk en de Republiek der Vereenigde Nederl., 376.
- Muller.** Rechtsbronnen van den Dom van Utrecht, 370.
- Naber.** Geschiedenis v. Nederland tijdens de lijving bij Frankrijk, 377.
- Nyhoff.** L'art typographique dans les Pays-Bas, 374.
- Overzicht van de door bronnenpublicatie aan te vullen leemten der Nederlandsche geschiedkennis, 368.
- Petit.** Repertorium der verhandelingen en bijdragen betreffende de geschiedenis des Vaderlands in tijdschriften, 373.
- Pijper.** Voir **Cramer**.
- Ravestein.** Onderzoekingen over de economische en sociale ontwikkeling van Amsterdam (xvi-xvii eeuw), 376.
- Rogge.** Voir **Van Reigersberch et Schotel**.
- Sabron.** De vesting Gorinchem van november 1813 tot maart 1814, 377.
- Schotel.** Het oud Hollandsch huisgezin der xvii eeuw; Openbare eeredienst der Nederl.; publ. p. **Rogge**, 376.
- Smissaert.** Bijdragen tot de geschie-

denis der ontwikkeling van de Twentsche Katoenijverheid, 378.
Sleenbergen. Eene Drentsche veenkolonie in de laatste helft der XVII eeuw, 376.
Te Lintum. De Merchant Adventurers in de Nederlanden, 375.
Telling. Voir *Buitenrust Hettema*.
Thorbecke. Onuitgegeven parlementaire redevoeringen; publ. p. *Van der Hoeven*, 373.
Vitterdijk (N.). Een Kamper handels-huis te Lissabon, 371.
Utrecht (Historisch Genootschap van) Bijdragen en Mededeelingen (1905-1906), 463.
Van de Graaff. Brieven; publ. p. *Van der Kemp*, 373.
Van den Berg. Uit de dagen der Compagnie, 378.
Van der Chys. Geschiedenis van de Gouvernementstheecultuur, 378.
 — Voir *Dagh-Register*.
Van der Hoeven. Voir *Thorbecke*.
Van der Kemp. De Belgische omwenteling in Luik en Limbourg, 378.
 — Voir *Van de Graaff*.
Van der Meulen. Studies over het ministerie van Van de Spiegel, 377.
Van Doorninck. Geldersche Kronieken, 371.
 — Schatting v. den lande v. Gelre, 371.
 — Voir *Molhuysen*.
Van Gelder. De geschiedenis der latynsche school te Alkmaar, 375.
Van Hardenbroeck. Gedenkschriften; publ. p. *Kraemer*, 372.
Van Hogendorp. Brieven en Gedenkschriften, 373.
Van Houten. Vijfentwintig jaar in de Kamer, 378.
Van Reigersberch (M.). Brieven; publ. p. *Rogge*, 372.
Van Toorenenbergen. Marnixiana anonyma, 375.
Van Weideren Rengers. Parlementaire geschiedenis van Nederland sedert 1849, 378.
Vivien. Voir *Hop*.
Vooyts (de). Middelnederlandsche Mariallegenden, 371.
Vos. Amstels kerkelijk leven van de eerste zestig jaren der vrijheid, 375.
Wagenaar. Het leven van graaf Willem Lodewijk, 375.

Wagner. Voir *Kramer*.
Westrate. Gelderland in den Patriotentijd, 377.
Worp. Geschiedenis van het drama in Nederland, 374.
Wumkes. De Gereformeerde Kerk in de Ommelanden tusschen Eems en Lauwers, 376.

PAYS SCANDINAVES.

Bildt (de). Christine de Suède et le conclave de Clément X, 348.
Bodemann (E.). Voir *Katharina II*.
Erslev (Kr.). Erik af Pommern, 262.
Haumant. La Russie au XVIII^e s., 355.
Katharina II von Russland (Briefwechsel zwischen der Kaiserin) und J.-G. Zimmermann; publ. p. *E. Bodemann*, 217.
Waliszewski (K.). Les origines de la Russie moderne, 342.
Zimmermann (J.-G.). Voir *Katharina*.

PÉNINSULE DES BALKANS.

Georgewitch (V.). Das Ende der Obrenovitch, 136.
Jorga. Geschichte des rumänischen Volkes, 113.

SUISSE.

Registres du Conseil de Genève; t. II, publ. p. *Dufour-Vernes* et *Van Berchem*, 339.

HISTOIRE DE L'ART.

Bouchaud (P. de). Tableau de la sculpture italienne au XVI^e s., 454.
Brenet (M.). Palestrina, 454.
Chantavoine (J.). Beethoven, 455.
Greve. Bronnen v. Carel v. Mander, 375.
Groot (H. de). Die Urkunden über Rembrandt, 372.
Indy (V. d'). César Franck, 454.
Marius. De Hollandsche schilderkunst in de XIX eeuw, 377.
Martin-Sabon. Promenade artistique en Seine-et-Oise, 454.
Pirro (A.). Bach, 455.
Pit. La sculpture hollandaise au Musée d'Amsterdam, 374.
Veth. Rembrandt, 376.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.		Pages
R. GUYOT et F. THÉNARD. Le conventionnel Goujon; <i>suite</i> . .		240
B. DE MANDROT. Jean de Bourgogne, duc de Brabant, comte de Nevers, et le procès de sa succession (1415-1525) .		1
Ch. PFISTER. Nicolas Remy et la sorcellerie en Lorraine à la fin du xvi ^e siècle; 1 ^{er} article		225
MÉLANGES ET DOCUMENTS.		
Georges SERVIÈRES. Un épisode de l'expédition d'Irlande. L'extradition et la mise en liberté de Napper Tandy (1798-1802)		46
Alfred STERN. Le prince Louis Bonaparte et le prince de Metternich en 1838		270
Paul VERRIER. Érik de Poméranie, d'après un ouvrage récent.		262
Grégoire YAKSCHITCH. La Russie et la Porte ottomane de 1812 à 1826; <i>suite et fin</i>		74, 283
BULLETIN HISTORIQUE.		
Allemagne. Époque moderne (année 1905), par M. PHILIPPSON.		111
Angleterre. Documents, par Ch. BÉMONT		379
France. Antiquités latines, par C. JULLIAN.		325
— Moyen âge, par Ph. LAUER		90
— Époque moderne, par H. HAUSER; 1 ^{er} article		339
— Publications diverses, par Gabriel MONOD et R. GUYOT.		355
— Nécrologie : Ferdinand Brunetière, par A. RÉBELLIAU.		311
Albert Réville, par Ch. GUIGNEBERT		321
Pays-Bas. 1902-1906, par Th. BUSSEMAKER		368
CORRESPONDANCE.		
Lettre de M. André DREUX et réponse de M. Émile BOURGEOIS.		137
Lettre de M. Pierre MARCEL et réponse de M. Louis HOURTICQ.		139
COMPTES-RENDUS CRITIQUES.		
R. BALDAUF. Der Mönch von St-Gallen. (A. Molinier.) . .		147
W. BUSCH. Die Berliner Märztage von 1848. (P. Matter.) .		158
[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1907.]		

TABLE DES MATIÈRES.

473

Pages

J. CALHOUN. Correspondance publ. par F. Jameson (P. Bon- dois.)	150
A. CARTELLIERI. Philipp II August, König von Frankreich; t. II. (A. Luchaire.)	400
Ralph C. H. CATTERALL. The second bank of the United States. (Ch. Seignobos.)	414
G. CIROT. Mariana historien. (E. Mérimée.)	409
H. DELBRÜCK. Geschichte der Kriegkunst, II, 1. (Ch. Lécri- vain.)	146
Ed. DRIAULT. La politique orientale de Napoléon. Sébastiani et Gardane (1806-1808). (R. de Félice.)	416
H. DUBRULLE. Cambrai à la fin du moyen âge. (H. Pirenne.)	405
F. HOMES DUDEN. Gregory the Great. (L. Halphen.)	396
H. FINKE. Aus den Tagen Bonifaz VIII. (A. Molinier.)	406
V. FRIESE et E. LIESEGANG. Magdeburger Schöffensprüche. (G. Gavet.)	149
Ch. GUIGNEBERT. Manuel d'histoire ancienne du christianisme : les Origines. (A. Loisy.)	392
P.-F. KEHR. Regesta pontificum romanorum; Italia pontificia. I : Roma. (L. Halphen.)	398
A. LEFRANC. Les navigations de Pantagruel. (G. Musset.)	407
W. LIEBKNECHT. Souvenirs. (H. Hauser.)	157
P. MATTER. Bismarck et son temps; t. II. (G. Pagès.)	163
F. RACHFAHL. Deutschland, König Friedrich Wilhelm IV u. di Berliner Märzrevolution. (P. Matter.)	158
G. RATHLEF. Zur Frage nach Bismarcks Verhalten in der Vor- geschichte des deutsch-französischen Krieges. (H. Léonardon.)	159
K. UHLIRZ. Jahrbücher des deutschen Reichs unter Otto II u. Otto III; t. I : Otto II. (A. Molinier.)	148
J. ZIMMERMANN. Das Verfassungprojekt des Grossherzogs Peter Leopold von Toscana. (L.-G. Pélissier.)	413

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. Annalen des historischen Vereins für den Niederrhein.	431
2. Archiv. für Frankfurts Geschichte u. Kunst	431
3. Beiträge zur alten Geschichte	431
4. Deutsche Rundschau	432
5. Forschungen zur brandenb. u. preuss. Geschichte	433
6. Göttingische gelehrte Anzeigen	434
7. Historisches Jahrbuch	434

	Pages
8. Historische Vierteljahrschrift	435
9. Historische Zeitschrift	437
10. Jahrbücher u. Jahresberichte des Vereins für mecklen- burgische Gesch. u. Altertumskunde	439
11. Mitteilungen des oberheissisches Geschichtsvereins	439
12. Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Ge- schichtskunde	439
13. Neue Heidelberger Jahrbücher.	440
14. Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Ge- schichte u. deutsche Literatur u. für Pädagogik	440
15. Verhandlungen des histor. Vereins für Niederbayern	440
16. Württembergische Franken	441
17. Zeitschrift des Bergischen Geschichtsvereins	441
18. Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft.	441
19. Zeitschrift der deutschen Palaestina-Vereins	441
20. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Niedersachsen	442
21. Zeitschrift des deutschen Vereins für die Geschichte Mährens u. Schlesiens.	442

ALSACE-LORRAINE.

1. Jahrbuch der Gesellschaft für Geschichte u. Alter- tumskunde.	443
---	-----

AUTRICHE-HONGRIE.

1. Mitteilungen des Instituts für österreichische Ge- schichtsforschung	180
--	-----

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana.	443
2. Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique	443
3. Archives belges.	444
4. Bulletin de la classe des lettres et sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique	445
5. Musée belge	445
6. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous	445
7. Revue des bibliothèques et des archives	446
8. Revue de l'Instruction publique en Belgique	446
9. Revue de l'Université de Bruxelles	446
10. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain	446

ÉTATS-UNIS.

1. American historical review.	187
2. The Nation	189

FRANCE.

1. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances	179
2. Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux	180
3. Annales de Bretagne	427
4. Annales de l'Est et du Nord	428
5. Annales du Midi	429
6. Annales des sciences politiques	427
7. Bibliographe moderne	426
8. Bulletin critique	178
9. Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest	429
10. Bulletin de littérature ecclésiastique	422
11. Bulletin trimestriel de la Soc. arch. de Touraine	430
12. Correspondant (le)	174
13. Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus	176, 427
14. Journal des Savants	177, 424
15. Mélanges d'archéologie et d'histoire	419
16. Moyen âge (le)	167
17. Nouvelle revue historique de droit français et étranger	421
18. Polybiblion	178
19. Révolution (la) de 1848	420
20. Révolution (la) française	170, 420
21. Revue critique d'histoire et de littérature	177, 425
22. Revue des bibliothèques	426
23. Revue des Deux-Mondes	173
24. Revue des études historiques	167
25. Revue d'histoire de Lyon	430
26. Revue d'histoire moderne et contemporaine	169, 419
27. Revue d'histoire, rédigée à l'État-major	420
28. Revue de l'histoire des religions	422
29. Revue historique et archéologique du Maine	430
30. Revue des questions historiques	166
31. Revue de synthèse historique	170
32. Revue générale de droit, de législation et de la jurisprudence	421
33. Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin	431
34. Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin	423

GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenaeum (The)	182
2. Edinburgh review	184
3. Nineteenth Century (The)	184
4. Quarterly review	185
5. Scottish historical review	186

ITALIE.

1. Archivio della r. Società romana di storia patria . . .	191
2. Archivio storico italiano	191
3. Archivio storico lombardo	193
4. Archivio storico per le provincie napoletane	193
5. Archivio storico per la Sicilia orientale	194
6. Archivio storico Siciliano	193
7. Atti e Memorie della r. Deputazione di stor. patr. per le prov. di Romagna	191
8. Bulletino critico di cose francescane	196
9. Cultura (La)	197
10. Nuovo archivio veneto	196
11. Rendiconti della r. Accademia dei Lincei. Scienze moral, stor. et filol.	200
12. Rivista d'Italia	198
13. Rivista storica benedettina	199
14. Rivista storica italiana	198
15. Studi storici	201

POLOGNE.

1. Biblioteka Warszawska	449
2. Kwartalnik Historyczny	448
3. Przegląd Historyczny	450

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

<i>Allemagne</i> , par L. HALPHEN et H. HAUSER	214, 457
<i>Autriche-Hongrie</i>	457
<i>Belgique</i> , par E. HUBERT	210
<i>Bohême</i>	217
<i>France</i> , par L. HALPHEN, H. HAUSER et G. MONOD	202, 452
<i>Grande-Bretagne</i> , par Ch. BÉMONT et H. HAUSER	218, 457
<i>Italie</i> , par G. BOURGIN, J. GUIRAUD et L. HALPHEN	220, 460
<i>Pays-Bas</i> , par A. WADDINGTON	463
<i>Pologne</i>	222
<i>Roumanie</i> . Lettre de M. JORGA	464
<i>Suisse</i> , par L. HALPHEN et H. HAUSER	223
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	465

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

